

# No 39 Sommaire

---

## CHRONIQUE

---

« Qu'est-ce qu'une nation »... Qui joue au football ?

*Par Jean-Pierre Blay*

7

## DOSSIER

---

### RELATIONS DE GENRE

### ET MASCULINITES EN AMERIQUE LATINE

Introduction

*Par Mara Viveros et María Eugenia Zavala de Cosío*

13

Trois décennies de mobilisations féminines et féministes  
en Amérique latine

*Par Bérengère Marques-Pereira*

17

Identidad, género y trabajo en los estudios latinoamericanos

*Par Luz Gabriela Arango Gaviria*

37

Homens e anticoncepção: duas gerações de « camadas médias »  
no Brasil

*Par M. Coleta Oliveira, E. Doria Bilac, Malvina Muszkat*

59

Subjetividades masculinas en jóvenes de sectores populares urbanos

*Par Fernando Urrea Giraldo, Pedro Quintín Quílez*

83

La politique populaire a-t-elle un genre ? Un exemple mexicain

*Par Matthew C. Gutmann*

109

## ÉTUDES

---

Pratiques et perceptions de l'espace urbain  
dans des quartiers populaires de Mexico

*Par Marc Guerrien*

129

Désagrarisation de l'économie paysanne et « refunctionalisation »  
de la localité rurale au Mexique

*Par Éric Leonard et Rafael Palma*

155

## INFORMATION SCIENTIFIQUE

Ouvrages récents sur la notion de genre en Amérique latine  
Lectures

179

### LES CAHIERS DES AMÉRIQUES LATINES CHANGENT...

Ce numéro 39 des *Cahiers des Amériques latines* marque une nouvelle étape dans l'évolution de notre revue, créée il y a plus de trente ans. Afin de mieux nous adapter à notre lectorat, et pour permettre une plus grande diffusion des études touchant l'Amérique latine, les articles pourront désormais être publiés dans quatre langues : le français (au moins 50 % des textes), mais aussi l'espagnol, le portugais et l'anglais. En engageant cette réforme, les CAL entendent ainsi mieux s'intégrer à l'espace européen de la recherche, mais aussi se rapprocher de nos collègues travaillant de l'autre côté de l'Atlantique. Nous espérons que, de cette manière, les CAL ne feront qu'affirmer leur rôle de lieu d'échanges et de débats dans tous les domaines des sciences sociales.

# CHRONIQUE

JEAN-PIERRE BLAY



SUR UN MUR DE L'ÉCOLE SECONDAIRE D'ADAMANTINA (ESTADO DE SÃO PAULO, BRÉSIL), UN JEUNE PEINTRE A IMMORTALISÉ LA GRANDEUR DE LA *SELEÇÃO*, CHAMPIONNE DU MONDE POUR LA CINQUIÈME FOIS DE SON HISTOIRE (CLICHÉ : ALAIN MUSSET)

---

## « QU'EST-CE QU'UNE NATION » ... QUI JOUE AU FOOTBALL ?

JEAN-PIERRE BLAY\*

UNE VICTOIRE DANS LE SPORT COLLECTIF le plus admiré de la planète en intensifie l'émotion et enracine l'événement dans le temps étroit de la passion, au point que le jour où la coupe est levée entre dans la mémoire collective. Un peuple se reconnaît dans son équipe. Ainsi, le 12 juillet 1998 avait été un jour de gloire pour tous les Français. Le 30 juin 2002, en s'élevant du podium vers un piédestal, Cafu, capitaine de l'équipe brésilienne, présente le trophée au-dessus de la mêlée de ses coéquipiers. Le Brésil est champion du monde, mais c'est à son quartier natal de São Paulo que l'arrière droit de la *seleção* rend hommage. Écrit à la hâte sur son maillot, on peut lire « 100 % Iracema », sa petite patrie, celle où il a grandi. Ce réflexe de tendresse vers les siens est bientôt suivi d'un réflexe collectif, celui de la prière. La commission technique et les vingt-trois joueurs s'agenouillent autour d'une banderole déployant des paroles de remerciement envers les pays organisateurs de la coupe, la Corée du Sud et le Japon.

Mais, avec les Brésiliens, comme avec les Français du reste, tout finit par des chansons et, au recueillement et à la solennité succède rapidement la fête. Le « *I will survive* » de Gloria Gaynor avait servi d'hymne de vestiaires aux hommes d'Aimé Jacquet. Ce titre, repris à satiété par les supporters des Bleus dans tous les stades du monde, avait fini de discréditer aux yeux des Brésiliens une sélection « paillette » très jet-set. À cause de ce « tube » représentatif aussi des chansons de la culture gay, des journalistes Brésiliens railleurs, notamment Galvão Bueno (TV Globo), osèrent, au lendemain de la chute du Onze français, dire que les champions du monde sortant (par la petite porte) étaient entrés sur le terrain « en talon haut », travestis, enrobés de suffisance face à l'équipe du Sénégal.

\*Université de Paris X-Nanterre

Loin du standard du disco américain, les *Auriverde* chantaient cette année *Deixa a vida me levar* de Zeca Pagodinho, avec la spontanéité musicale qui saisit ces groupes informels réunis le vendredi soir dans un *Boteco*. Une boîte d'allumettes, un verre de bière vide servent de percussion pour simuler une bonne *batucada*, telle qu'en produisent les sambistes pendant le carnaval. Dans les vestiaires, la communion est rythmée par les effusions de joie.

Le choix de cette chanson en revient à l'entraîneur Luis Felipe Scolari (Felipão), quinquagénaire bonhomme au regard doux de père de famille nombreuse. Pourtant, à sa prise de fonction à la tête de l'équipe nationale, on lui prédit les pires difficultés en raison de l'éloignement des joueurs-clés et du cas Romario. Comment régner sur cette famille éclatée dans les clubs européens et résoudre le joueur du Vasco à ne pas postuler? Meilleur « artilleur » des deux derniers championnats, élu meilleur joueur d'Amérique du sud en 2001, il avait cruellement manqué durant la campagne de France, renvoyé prématurément sur blessure à Rio de Janeiro par Zagalo et Zico. Parmi les 164 millions d'entraîneurs que compte le Brésil, nombreux étaient ceux qui voulaient aligner les quatre R : Romario, Ronaldo, Ronaldinho Gaucho et Rivaldo. La tâche de Scolari s'annonçait difficile devant tant de courants contraires.

Entraîneur d'un club de Belo Horizonte, *Cruzeiro*, jusqu'en juillet 2001, il succède au sélectionneur, Leão, alors qu'il ne reste que six rencontres à disputer pour les éliminatoires du Mondial 2002. La qualification arrachée lors de la dernière journée (contre le Venezuela) n'invite pas à l'optimisme. Patiemment, Scolari reconstruit une équipe autour d'un capitaine Emerson. Mais, la blessure et le remplacement de celui-ci par Cafu, pendant la phase de préparation, l'obligent à exorciser les doutes de l'ensemble de la *seleção* troublée par l'accumulation de souvenirs négatifs : le malaise de Ronaldo avant la finale de 98, puis sa blessure au genou qui l'écarta des terrains, enfin les affaires de corruption impliquant les clubs, les impresarios et jusque-là *Confederação Brasileira de Futebol* (CBF).

C'est dans cette ambiance d'incertitude et de pessimisme véhiculée par l'opinion publique que Scolari prépara son équipe à la conquête du titre suprême. Les journalistes sportifs traduisirent l'atmosphère protectrice dans laquelle baignaient les footballeurs par l'expression « familia Scolari ». L'entraîneur leur parlait bien comme un père. Il imprégna ses joueurs de l'idée de modestie, d'amour du travail. Il réussit à leur faire oublier les fastes et les brillances de leur vie d'athlètes adulés pour les replonger dans cette culture populaire dont le disque de Zeca Pagodinha était porteur. Ses chansons s'écoutaient lors des séances de préparation tactique, au moment de passer un message à l'équipe, lors du retour en bus du stade à l'hôtel.

Les paroles de « *Laisse la vie m'emporter* » mêlent la joie de vivre et la résignation de la condition humaine soumise à Dieu. Ronaldo, au genou convalescent, y trouva peut-être une raison d'espérer, « Je suis heureux et remercie pour tout ce que Dieu me donne/je suis heureux et fidèle au destin que Dieu me donne ». Le texte de cette chanson s'inspire de cette religiosité que vivent quotidiennement les Brésiliens « Si je n'ai pas tout ce dont j'ai besoin/avec ce que j'ai (de Dieu) je vis/et aussi jamais je me désespère ». Le livret du disque, qui passait de main en main pour lire les paroles, était composé d'une mosaïque de personnages que l'on rencontre dans ces bars populaires. Dues au dessinateur du *Jornal do Brasil*, Lan, les caricatures évoquaient le Brésil lointain, celui du Iracema de Cafu, celui de São

Cristovão de Ronaldo. Ce disque représentait la part d'émotion de chacun et beaucoup de leur terre natale.

Les conditions de la production de l'écrit renseignent l'historien sur le lectorat et la valeur à attribuer aux documents. Un système de références culturelles émerge peu à peu entre les pratiques observées et leurs représentations écrites, iconographiques ou musicales. Là encore, Ronaldo nous offre une connaissance possible sur la culture du Brésil contemporain, à travers la coupe de cheveux qu'il arbora en demi-finale. On aurait pu penser, pour lui qui séjourna quatre années à l'Inter de Milan, que sa tonsure fût copiée sur celles des moines de *la chartreuse de Parme* ou de celles des moines du *Roman de la Rose*. Mais Ronaldo n'est pas lecteur de Stendhal ni d'Humberto Ecco. Par contre, il avait gardé le goût des lectures distractives brésiliennes, et notamment de la bande dessinée *Monica e Cebolinha* et de son personnage à l'étonnante coiffure, *Cascão*. On sait par ailleurs que l'intérêt de Ronaldo pour les héros de fiction a été jusqu'à inspirer le prénom de son fils, Ronald, qui n'est autre que le nom du clown du *fast food*, Mc Donald's. Ce qui tend à prouver que les Ferrari ne stationnent pas devant les bibliothèques...

Toujours est-il que les Brésiliens ont apprécié cette équipe de gens modestes et appliqués. Les nombreux reportages que lui ont consacrés les médias montraient des joueurs au talent exceptionnel, mais finalement proches, sur le plan culturel, de leurs compatriotes. En France, le succès du disco-bleu de 1998-2000 devait surtout à la succession incroyable des victoires. La diversité culturelle des Français, issus de courants migratoires récents, rendait difficile, au-delà d'une culture musicale de boîte de nuit, une identification partagée qui puisse survivre à la défaite de 2002 – hormis le maillot, reflet du drapeau, et une « Marseillaise » à peine susurrée. Déjà, au soir de la victoire au Stade de France, le speaker avait lancé, après miss Gaynor, un titre d'Edith Piaf, destiné à faire « valser », de manière prémonitoire, des bleus « emportés par la foule »... On peut se demander si, finalement, la plus belle victoire de la France « Blacks, Blancs, Beurs » ne réside pas dans la campagne électorale du second tour des présidentielles...

On peut se demander également si cette chanson de Zeca Pagodinho, dont les ventes ont été relancées après la Coupe du monde, n'a pas servi à Luis Ignacio da Silva à croire, contre les vents et les marées de l'histoire, en son étoile symbole du PT (Parti des travailleurs). Il y a encore un an, qui aurait parié sur sa victoire à l'élection présidentielle du 27 octobre 2002, le jour de son 57<sup>e</sup> anniversaire ? Pouvait-on imaginer que Lula, candidat travailliste, recueillerait les votes de l'électorat proche de l'Eglise Universelle et de l'évangéliste Garotinho (autre candidat, ex-gouverneur de l'État de Rio de Janeiro) ? Le destin des nations, des hommes politiques et des équipes de football semble suivre la formule de Georges Bernanos qui, dans le *Dialogue des Carmélites*, écrivait en 1949 : « ce que nous appelons le hasard ne serait-il pas la logique de Dieu ? ».

Le titre du *Penta* est déjà visible sur le maillot brésilien. Une cinquième étoile a été alignée à côté de celles qui symbolisent les campagnes victorieuses de 1958, 1962, 1970 et 1994. À l'issue du titre remporté aux États-Unis, la CBF s'était interrogée sur l'emplacement à réserver à la quatrième étoile. Désormais, il serait possible avec ces cinq étoiles de réaliser la Croix du Sud, le *Cruzeiro* que l'on retrouve au centre du drapeau brésilien. La *bandeira* se confondrait définitivement avec la *camisa*, comme c'est du reste le cas avec le maillot de l'équipe de *Cruzeiro* qu'entraînait Felipão. Généralement, on prétend qu'un peuple se confond avec son histoire. Avec le Brésil, la fusion s'opère dans le football.

« Qu'est-ce qu'une nation ? », la question avait été soulevée en son temps par Ernest Renan (1823-1892). Son *Histoire des origines du christianisme* avait eu un grand retentissement en raison de la reconnaissance de la nature humaine de Jésus. Le positivisme, qui régna un moment en maître sur la pensée mondiale du siècle de la Révolution industrielle, avait même poussé les Brésiliens à en adopter la devise : *Ordem e Progresso*. C'était bien avant que la télévision ne transforme un joueur de football en dieu vivant.

On a reconnu un peu de la France dans le Sénégal et, inversement. Un peu de notre histoire se retrouve dans celle du Brésil, grâce à Auguste Comte et E. Renan. Et dans la jambe droite de Ronaldo, il y a un peu de notre fierté nationale, grâce au Professeur Gérard Saillant. Après tout, la mondialisation n'est-elle pas autre chose que l'atténuation des différences ? Peut-on aujourd'hui encore établir des différences entre les nations qui jouent au football ? Faut-il tout réduire à des chansons ? Et si tout finit par des chansons, cela signifie-t-il la fin de l'histoire ?



À BUENOS AIRES, LE TANGO FAIT TOUJOURS PARTIE DES RITUELS QUI RÉGISSENT LES RAPPORTS ENTRE L'HOMME ET LA FEMME (CLICHÉ : ALAIN MUSSET)

---

## RAPPORTS DE GENRE ET MASCULINITÉS EN AMÉRIQUE LATINE

MARIA EUGENIA COSIO\* & MARA VIVEROS\*\*

**E**N AMÉRIQUE LATINE, les études pionnières sur les rapports sociaux de sexe ont rendu visible la place des femmes par les sciences sociales, étant donné qu'elles étaient pensées au « neutre », comme si le masculin était l'équivalent de l'universel. Ces études étaient en rapport étroit avec le mouvement social des femmes et accompagnaient la prise de conscience de leur subordination et de leur marginalisation sociale. À partir des années 1980, les études ont mis en évidence la subordination des femmes, leurs rapports avec le pouvoir et le sens attribué au fait d'être née femme (Tarrés, 2001). Le concept de patriarcat a été central dans cette période, même s'il a montré ses limites, par rapport à l'impact de l'organisation sociale dans son ensemble (Scott, 1986).

Tout au long de la décennie, les études commencent à changer d'orientation. Le centre d'intérêt s'est déplacé des similitudes aux différences entre les sexes, d'autant plus qu'en Amérique latine, les disparités dans les rapports de genre ne peuvent pas être déliées d'autres formes d'inégalité - économique et politique en particulier (Defossez, Fassin et Viveros, 1992). Il faut tenir compte aussi du rôle central joué par les femmes latino-américaines des couches populaires dans le contexte de crise économique et d'ajustement structurel. Par ailleurs, du point de vue méthodologique, les recherches ont eu tendance à briser le rapport sujet/objet, à octroyer la parole aux sujets (d'autant plus que les femmes en avaient été privées) et à choisir des approches biographiques ou qualitatives pour obtenir une meilleure compréhension de leur évolution dans la vie quotidienne, dans le monde du travail, dans l'espace privé et public.

\* Université de Paris X-Nanterre et CREDAL (Maria.Cosio@univ-paris3.fr)

\*\* Faculté des Sciences Humaines, Université nationale de Colombie (onira21@hotmail.com). Ex-Professeure invitée de la Chaire Simon Bolivar (IHEAL)

Les années 1990 correspondent à la période de diffusion des connaissances cumulées dans le champ des études sur les rapports sociaux de sexe et de leur institutionnalisation dans des programmes universitaires et, au delà du monde académique, dans les agendas des conférences internationales et des plate-formes d'action. Parallèlement à une plus grande divulgation, connaissance et visibilité de la problématique dans l'ensemble de la société et un plus grand engagement des organisations gouvernementales, le thème « genre » a commencé à être utilisé par les organismes internationaux et les ONG, de façon quelque peu rhétorique ou ignorante du caractère politique de la problématique des inégalités de genre et de son origine contestataire.

Cependant, les bilans (Gomáriz, 1992) soulignent l'absence presque totale de réflexions sur les hommes (Brod et Kaufman, 1994) jusqu'à ce qu'apparaissent des études « des rapports sociaux fondés sur les différences perçues entre les sexes » (Scott, 1991), souvent initiés par des chercheuses féministes ou réalisés par des hommes engagés dans la lutte antisexiste, en collaboration avec des académiques féministes (Fuller, 1997 ; Gutmann, 1997 ; Valdés et Olavarría, 1997 ; Viveros, 2002).

Ce dossier des *Cahiers des Amériques latines* prétend offrir un espace de connaissance des études latino-américaines sur le genre, montrant la façon dont les concepts ont été repris et reconstruits par les chercheurs pour les adapter aux situations historiques, sociales, culturelles et politiques spécifiques de la région. Que ce soit au niveau des luttes féministes, de la participation politique et sociale des hommes et des femmes, des enjeux des mobilisations locales, nationales et internationales, des rapports entre identité, genre et travail ou de la pratique contraceptive des hommes, ce dossier montre l'importance accordée en Amérique latine aux relations entre les hommes et les femmes et aux identités masculines et féminines. L'étude des masculinités a permis une intégration des acquis des recherches féministes qui les ont devancées, c'est-à-dire, la volonté affichée de penser la diversité des expériences de genre selon la condition sociale, la race, l'ethnie et la génération.

Il s'agit donc de faire voir, à travers ce dossier, comment les études sur l'Amérique latine peuvent éclairer d'un jour nouveau la problématique générale des relations sociales de sexe et réciproquement, comment les réflexions critiques sur les approches théoriques et méthodologiques qui traversent le champ des études de genre nourrissent les recherches qui concernent l'Amérique latine.

### Bibliographie

- Brod, H., et Kaufman, M., (eds.), 1994, *Theorizing Masculinities*, Sage Publications, Thousand Oaks.
- Defossez, A. C., Fassin, D. y Viveros, M., 1992, *Mujeres de los andes. Condiciones de vida*, IFEA, Universidad Externado de Colombia, Bogotá.
- Fuller, N., 1997, *Identidades masculinas, varones de clase media en el Perú*, Fondo Editorial PUCP, Lima.
- Gomáriz, E., 1992, « Los estudios de género y sus fuentes epistemológicas », en *Fin de Siglo : Género y cambio civilizatorio*, ISIS Internacional, Ediciones de las Mujeres, Santiago.
- Gutmann, M., 1997, « Trafficking in men: The Anthropology of Masculinity », *Annual Review of Anthropology*, n° 26, pp. 385-409.
- Scott, J., 1986, « Gender: a Useful Category of Historical Analysis », *American Historical Review*, N° 91, n° 5, 1053-1075.
- Tarrés, M.L., 2001, « De la necesidad de una postura crítica en los estudios de género ». Comunicación presentada en el Centro de Estudios de Género de la Universidad de Guadalajara, mimeo.
- Valdés, T. y Olavarría, J. (eds.), 1997, *Masculinidad/es Poder y Crisis*, ISIS Internacional/Flacso, Santiago de Chile.
- Viveros, M., 2002, *De quebradores y Cumplidores. Sobre hombres, masculinidades y relaciones de género en Colombia*, CES/Universidad Nacional de Colombia, Bogotá.



SUR UN MUR DE BUENOS AIRES (ARGENTINE), UN PEINTRE DE RUE A BROSSÉ LE PORTRAIT DE LA FEMME MODERNE QUI, AVEC SON TAILLEUR CLAIR ET SON SAC EN BANDOULIERE, MENACE L'HÉGÉMONIE TRADITIONNELLE DES HOMMES – A MOINS QU'ELLE NE SUIVE LES NOUVEAUX CLICHÉS DE LA CONDITION FÉMININE (CLICHÉ : ALAIN MUSSET)

---

# TROIS DÉCENNIES DE MOBILISATIONS FÉMININES ET FÉMINISTES EN AMÉRIQUE LATINE :

UNE ÉVALUATION DES AVANCÉES,  
DES LIMITES ET DES FUTURS ENJEUX  
DE L'ACTION COLLECTIVE DES FEMMES

BÉRENGÈRE MARQUES PEREIRA\* & FLORENCE RAES\*\*

LA COMMISSION INTERAMÉRICAINNE de la Femme est créée en 1928. Depuis 1948, elle fonctionne comme un organisme spécialisé au sein de l'Organisation des États Américains et a pour objectif la promotion et le respect des droits des femmes. En 1933, l'OEA adopte la Convention sur la Nationalité des Femmes. En 1948, les États latino-américains souscrivent à la Convention interaméricaine sur l'octroi des droits civils aux femmes et à celle sur l'octroi des droits politiques. En tant que membres des Nations Unies, ils reconnaissent le principe de l'égalité des droits entre hommes et femmes et l'interdiction de toute discrimination fondée sur le sexe, consacrés par la Charte des Nations Unies de 1945 aux articles 1 et 55 et par la résolution du 21 juin 1946 du Conseil Économique et Social de l'ONU qui instaure la Commission de la Condition de la Femme.

Toutefois, les femmes latino-américaines demeurent en butte à des discriminations multiformes. Dans les années soixante-dix, au sein de contextes politiques généralement autoritaires et dictatoriaux, elles se sont mobilisées pour dénoncer à la fois les conditions de vie des familles pauvres et la répression de l'État. Partant d'une action collective dans l'espace communautaire et local, les femmes ont progressivement articulé

\* Directrice du Centre de sociologie politique et du Groupe d'études latino-américaines de l'Institut de sociologie à l'Université libre de Bruxelles (bmarques@ulb.ac.be).

\*\* Aspirante FNRS – Fonds national de la recherche scientifique, membre du Centre de sociologie politique et du Groupe d'études latino-américaines de l'Institut de sociologie à l'Université libre de Bruxelles.

leurs intérêts, leurs besoins, leurs demandes et leurs identités au-delà de la sphère domestique, de leur communauté et de leur quartier. Dans les années quatre-vingt, la démocratisation des institutions politiques et l'échange accru d'expériences entre femmes ont abouti à une diversification des organisations, des revendications et des stratégies d'action des femmes dans la région. Dans un premier temps, ces revendications adressées à l'État étaient formulées en termes de droits de citoyenneté. Plus récemment, à travers leur participation aux forums mondiaux et aux conférences de l'ONU, les femmes revendiquent également la reconnaissance de ces droits en tant que droits humains.

En étudiant l'évolution des mouvements de femmes, de leurs revendications et de leurs stratégies d'action, nous nous proposons d'évaluer successivement les gains, les limites et les enjeux des mobilisations locales, nationales et internationales. En quoi les femmes latino-américaines ont-elles tiré profit des sphères ouvertes par ces débats sur la citoyenneté et les droits humains ? Leurs mobilisations se sont-elles traduites par une plus grande capacité à peser sur l'institutionnalisation des politiques publiques ? Quels obstacles ont-elles rencontrés ? Qu'ont-elles obtenu ? Que leur reste-t-il à revendiquer ? Quels sont les enjeux en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle ?

## L'ACTION LOCALE : DES STRATÉGIES DE SURVIE À L'ÉMERGENCE D'UNE CITOYENNETÉ ACTIVE

La mobilisation des femmes en Amérique latine a été tridimensionnelle : des mouvements d'opposition de femmes se sont mobilisés contre la dictature et les violations des droits humains (l'exemple le plus illustre est celui de mères de la Plaza de Mayo en Argentine), un mouvement de femmes de couches populaires, traduisant des stratégies de survie en revendications politiques, et un mouvement féministe comparable à celui qu'ont connu les pays du nord de l'Europe, les États-Unis et le Canada.

Dans les années 1970 et 1980, les femmes se sont fortement impliquées dans l'espace public local. Dans un contexte de crise économique, suivi de la politique dite « d'ajustements structurels », les femmes des couches populaires ont organisé des services communautaires pour pallier aux déficiences des politiques sociales. Dans toute la région, on assiste à l'émergence d'associations de quartiers, d'associations d'usagers des services publics, de cuisines populaires, de clubs de mères, de comités de voisinage. La vie publique étant marquée par le contrôle autoritaire dans le cadre de régimes militaires, c'est généralement sous l'impulsion du travail réalisé par les communautés ecclésiales de base (CEB) et les pastorales populaires que ces mobilisations voient le jour. Au Chili, les pratiques d'auto-assistance dans les *pobladores* donnent lieu aux cuisines populaires, souvent sous l'égide de l'Église catholique. Des « cuisines populaires » sont également mises sur pied en Uruguay et au Pérou. D'autres mouvements indépendants se sont formés au Chili tel que le « mouvement des femmes *pobladores* » (*Movimiento de Mujeres Pobladores*) qui s'est organisé autour du thème du travail. En Argentine, les femmes des milieux populaires échangent leurs expériences au sein des « Amas de Casa » et organisent des grèves des achats dans différentes villes du pays. Au Brésil, le travail des CEB donne lieu, en 1972, au « mouvement contre l'augmentation du coût de la vie ». Le développement de pratiques de solidarité sur le mode de l'auto-assistance, insistant sur la dignité des pauvres et leur participation au sein de la communauté, suscite l'apparition de clubs de mères dans les milieux populaires en Argentine, en Bolivie,

au Brésil, au Paraguay et au Pérou. Afin d'améliorer les conditions de vie quotidienne des familles, des comités de verres de lait, des comités de santé et de production sont organisés au Pérou. Au Mexique, la « Première Rencontre des Femmes du Mouvement Urbain Populaire » a lieu en 1983. Deux ans plus tard, le tremblement de terre accélère la création d'associations de voisins, de cuisines populaires et de projets de santé communautaire.

### Quels furent les gains et les limites de ces mobilisations ?

La crise économique, accompagnée d'une réorientation du rôle social de l'État vers des politiques sociales ciblées sur les plus pauvres et des programmes compensatoires à court terme, ont mis en évidence l'apport des femmes dans les activités productives et reproductives. À travers leur présence accrue sur le marché du travail, comme stratégie de survie, et l'extension de leur journée de travail domestique, comme palliatif à la réduction des dépenses sociales de l'État, les activités des femmes ont acquis une certaine visibilité. L'Unicef a notamment mis l'accent sur l'ajustement invisible que représente le travail reproductif, productif et communautaire des femmes (Unicef, 1987). Ces mobilisations ont également débouché sur une politisation de la pauvreté comme peut en témoigner le mouvement « Action et citoyenneté » qui lutte contre la faim et la misère au Brésil (Franco Braga, 1996).

Dans les années 1970 et 1980, le local constitue ainsi le lieu de passage privilégié entre la sphère privée et la sphère publique pour les femmes des couches populaires. Ces expériences de participation locale ont socialisé le travail domestique, favorisé la construction d'une identité collective et l'émergence d'un acteur politique et social qui rend visibles les femmes dans l'espace public. Pour les femmes latino-américaines, traditionnellement exclues de la sphère publique, rompre avec l'isolement de la sphère domestique représente une conquête importante. Elles ont pu faire l'apprentissage d'une citoyenneté active et développer des capacités de *leadership* et de négociation face aux autorités. Autant de conquêtes qui introduisent des brèches dans la représentation des femmes en tant qu'êtres dépendants, pour faire place à une logique d'actrices. À travers les organisations de quartier, les femmes articulent leurs besoins spécifiques et adressent leurs demandes de services collectifs à l'État. En cela, la politisation du quotidien positionne les femmes comme interlocutrices dans l'élaboration de programmes sociaux via la gestion de biens publics et le contrôle des politiques sociales. En ce sens, l'action locale a donné vie à l'idée de contrôle citoyen sur la gestion des ressources publiques et à la notion de responsabilité publique. Elle a également abouti à de multiples revendications de droits sociaux. Si l'on admet, à l'instar de Bryan Turner, que la citoyenneté a trait au contrôle et à l'accès aux ressources restreintes de la société et que cette fonction d'allocation est source de conflits dans les sociétés modernes sur les critères d'appartenance à la citoyenneté, l'enjeu pour les femmes de placer et faire reconnaître leurs revendications comme droits de citoyenneté va au-delà d'une simple politique de reconnaissance. En tant qu'indicateur des critères formels d'inclusion et d'exclusion dans la communauté politique, la citoyenneté revêt une dimension économique fondamentale, dans la mesure où l'allocation des ressources et leur administration influent sur la vie des individus (Turner, 1997).

Toutefois, ces actions ne furent pas nécessairement émancipatrices. D'une part, les services communautaires équivalent souvent à une charge de travail supplémentaire et non rémunérée pour les femmes. D'autre part, les revendications se sont souvent traduites en politiques publiques sectorielles (par exemple la santé) ou en projets ponctuels ciblés sur les femmes. Ces projets, s'ils prennent en compte leurs intérêts

immédiats, instrumentalisent bien souvent les femmes au profit d'objectifs plus vastes comme le développement et les appréhendent à partir de leur rôle reproductif et domestique. Tel fut notamment le cas des clubs de mères sous le régime d'Augusto Pinochet au Chili, qui ont davantage servi à dépolitiser les femmes des couches populaires et à reproduire les rôles traditionnels. Ces expériences de travail communautaire, tout comme l'ancrage local des programmes sociaux et des programmes de développement qui perçoivent les femmes comme destinataires privilégiées dans l'amélioration des conditions de vie des familles pauvres, n'impliquent pas nécessairement une transformation des rapports sociaux de sexe. Par ailleurs, c'est généralement au nom de leurs rôles de mères, d'épouses ou de filles que les femmes sont sorties dans la rue sous les régimes militaires pour dénoncer la violation des droits humains. En Amérique Centrale, des mouvements de mères se mobilisent contre les assassinats et disparitions politiques. En 1972, le « mouvement féminin pour l'amnistie » voit le jour au Brésil et « l'association des familles des détenus disparus » est créée en Colombie. Au Chili, le « groupe des femmes démocratiques » naît en 1973. En Argentine, les mères de la Plaza de Mayo se réunissent dès 1977 et en Uruguay, c'est en 1982 que se crée le « groupe de mères et familles de personnes poursuivies par la justice militaire ».

Quoi qu'il en soit, ces actions n'en furent pas moins fondamentales puisqu'elles vont entraîner l'émergence de revendications rendant visibles les rapports sociaux de sexe sur la scène publique. D'une part, le caractère autoritaire et répressif de la vie publique va contribuer à rendre les femmes conscientes de la domination qu'elles subissent dans la sphère privée. D'autre part, confrontées aux discriminations d'un espace public largement masculin et androcentré, les femmes latino-américaines vont dénoncer leur subordination et lutter pour l'égalité. Des mouvements ouvertement féministes voient le jour comme « Pró-Mulher » (Pro-Femmes), le « front des femmes féministes » au Brésil par exemple. Au Mexique, la première rencontre nationale féministe se tient en 1981.

Ces mobilisations revendiquent la démocratisation des rapports sociaux de sexe à la fois dans la sphère privée et dans la sphère publique. En abordant des thèmes tels que la violence domestique ou le partage des tâches reproductives, elles rendent visibles et dénoncent la domination masculine dans la sphère familiale. A bien des égards, la sphère domestique apparaît dès lors comme un lieu de privation pour les femmes et la constitution de celle-ci en tant que lieu de liberté et d'égalité devient fondamentale pour l'accès des femmes à la sphère publique. Des questions jadis considérées comme taboues constituent de nouveaux fronts de luttes. C'est notamment le cas des stérilisations forcées, des avortements clandestins ou de l'accès à la contraception.

En outre, en ce qui concerne la division sexuelle du travail dans la sphère publique, les femmes du cône sud se sont mobilisées à travers les syndicats émergents, comme par exemple la Centrale unique des travailleurs (CUT) au Brésil. Via les structures syndicales, elles ont intégré, d'une part, les luttes ouvrières contre la dictature et, d'autre part, se sont mobilisées pour améliorer progressivement leur place dans les syndicats, au moyen de la création de départements ou de secrétariats pour femmes. Ainsi, le « Comité de la Condition de la Femme » est créé en 1986 au sein de la Confédération Nationale des Syndicats Brésiliens et, la même année, la « Commission Nationale de la Femme » de la CUT voit le jour. Lors de son IV<sup>e</sup> Congrès national, la CUT aborde des thèmes tels que la fin de l'attestation de grossesse pour l'incorporation des femmes au marché du travail, l'égalité salariale, le droit à la propriété de la terre pour les femmes ou la lutte contre la violence sexuelle sur le lieu de travail.

## L'ARTICULATION DES MOUVEMENTS À L'ÉTAT ET L'INSTITUTIONNALISATION DES DEMANDES DES FEMMES

Dans les années 1980, les femmes latino-américaines se sont mobilisées autour de demandes sociales et politiques, qu'elles ont formulées en termes de droits. En revendiquant la reconnaissance de ces droits au nom de leur citoyenneté, elles ont été des protagonistes dans la lutte pour l'élargissement du rôle de l'État et, via les luttes contre la dictature, elles ont également dénoncé ses excès. Elles ont ainsi doublement participé au processus de démocratisation de la vie publique. En outre, en revendiquant la démocratisation de la sphère privée et de la sphère publique, ces mobilisations s'inscrivent dans une perspective de transformation sociale. Mais, qu'ont-elles obtenu ? Quelles difficultés ont-elles rencontré ?

### **La relation entre les mouvements de femmes et les institutions politiques**

Dans le cadre de la transition démocratique entamée au sein de plusieurs pays, la redéfinition des rapports entre la société civile et l'État constitue une opportunité de taille pour les femmes. Au Brésil par exemple, les partis politiques courtisent particulièrement les mouvements de femmes à la veille des élections municipales de 1982 (Alvarez, 1990). Certes, l'incorporation des demandes des femmes aux programmes et aux discours partisans répondait à des considérations électorales. Néanmoins, la promotion des intérêts des femmes ne peut faire l'économie d'une action dans la sphère institutionnelle. Les discriminations légales à l'égard des femmes, encore présentes dans de nombreux pays latino-américains, sont autant de violences symboliques qui contribuent à consolider une image de la femme comme inférieure ou dépendante et à minimiser des violences réelles. Pour produire des réformes, institutionnaliser leurs pratiques et leurs revendications, les femmes ont dû développer une attitude stratégique vis-à-vis de l'État, ou plus exactement des attitudes stratégiques. En effet, la question de la participation aux institutions politiques constitua un facteur de division au sein des mouvements. Certains secteurs considèrent que les revendications féministes ne sauraient conserver leur caractère radical et critique dans ce processus et que la rupture culturelle portée par le féminisme serait mise à mal par la participation politique. Pour d'autres, l'État moderne incarne par excellence la division privé/public, reléguant les femmes à la sphère domestique. Si les femmes doivent conserver une force d'action au sein de la société civile capable d'impulser des transformations culturelles, une action politique n'en est pas moins importante puisqu'il s'agit de participer à l'énonciation d'un projet de société. En ce sens, l'État redéfinit par ses actions la frontière entre le privé et le public et élargit le champ de ses responsabilités, comme en témoigne l'adoption de lois condamnant le viol intra-familial. La stratégie institutionnelle est donc fondamentale pour les femmes.

En réalité, l'enjeu dans le cadre latino-américain est la préservation de l'autonomie des mouvements face au politique. Le cas du Mexique montre bien les difficultés rencontrées par les femmes pour coordonner leurs actions et défendre leur autonomie face à l'État (Lamas, 1994 ; Domínguez E., Castro I., 2000). L'articulation de mouvements tels que celui des « femmes en lutte pour la démocratie », créé en 1988 pour dénoncer la fraude électorale, ou des « citoyennes en mouvement pour la démocratie », créé en 1994 pour défendre une plus large participation des femmes à la vie politique, ne s'est pas faite sans mal. Le système corporatiste mexicain et l'ère populiste

ont longtemps freiné l'émergence d'une identité collective féminine. Ainsi par exemple, la Conférence de l'ONU à Mexico en 1975 fut monopolisée par les femmes du PRI ou proches de parti et un Congrès alternatif fut organisé par celles qui revendiquent leur autonomie, aboutissant en 1976 à la création de la « Coalition des Femmes Féministes ». C'est véritablement à partir des années 1980 que l'on assiste à une plus grande intégration entre femmes au Mexique, sous l'impulsion conjointe de plusieurs facteurs : la crise économique, le retour du mouvement citoyen, la rébellion zapatiste<sup>1</sup> et la Conférence de Pékin.

Dans de nombreux pays de la région, le clientélisme, le corporatisme, la politique des faveurs et la détournement des luttes populaires sont des pratiques susceptibles de porter atteinte à l'autonomie des mouvements. Le risque serait d'instrumentaliser la participation des femmes afin de légitimer les politiques publiques. Dès lors, la participation des femmes ne peut se limiter à leur application, elle doit également concerner leur élaboration, leur formulation et leur contrôle. De manière générale, c'est toute la question de la démocratisation de la gestion des affaires publiques et de l'universalisation de l'accès aux droits et aux services publics qui est posée. Par ailleurs, la représentation politique des femmes apparaît ici comme un enjeu crucial.

### **L'institutionnalisation des revendications des femmes**

Malgré leurs relations parfois difficiles avec les institutions politiques, les femmes latino-américaines ont accédé à l'agenda politique et dialoguent désormais avec les représentants de l'État. Au Brésil, par exemple, la démocratisation et l'élaboration d'une nouvelle Constitution furent l'occasion d'une participation féminine accrue. Les organisations de femmes se mobilisent sur tout le territoire national pour proposer des amendements populaires à l'Assemblée constituante dans divers domaines (le temps de travail, les congés de maternité, l'accès aux services de santé, etc.). Les droits garantis par la Constitution de 1989 représentent une étape fondamentale pour la reconnaissance d'une pleine citoyenneté des femmes, même si l'exercice de ces droits reste encore limité. Les femmes ont obtenu la reconnaissance du principe d'égalité entre les sexes. Dans cette optique, la citoyenneté des femmes couvre un champ très large : la protection contre la violence, les droits ayant trait au travail salarié et à la prévoyance, à la santé, à l'éducation et à la qualification professionnelle, aux crèches et aux écoles maternelles. Les discriminations, les marginalisations et les exclusions dont les femmes font l'objet sont véritablement vues comme un déni de citoyenneté.

Des questions privées se transforment en questions sociales pour faire partie de l'agenda politique et la citoyenneté est désormais perçue dans ses dimensions publiques et privées. Ainsi, au cours de la législature 1991-1994, trois commissions d'enquête parlementaire seront mises sur pied, concernant les thèmes suivants : la stérilisation en 1992, la violence contre les femmes en 1993 et la prostitution infantile en 1994. Toujours au Brésil, en 1992, l'État de São Paulo adopte une Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre la femme. C'est à São Paulo également que, à l'initiative du Conseil des femmes, la première expérience de postes de police dirigés par des femmes voit le jour en 1985. Depuis lors, 170 postes semblables se sont ouverts au Brésil, ainsi qu'au Pérou, en Colombie, en Bolivie ou au Costa Rica. Ces expériences constituent des conquêtes importantes pour les femmes. Elles leur ont permis de rompre avec les tabous qui entourent traditionnellement les conflits intra-familiaux et la violence domestique, leur fournissent un service public constitué

d'agents mieux formés et facilitent leurs relations avec l'État et le pouvoir judiciaire. Des officines, des secrétariats et des conseils de la femme ont également été mis en place dans les entités fédérées au Brésil, au Venezuela et au Chili. Au Mexique, l'État de Guerrero dispose d'un organisme pour la femme (Valdes, 2000).

Par ailleurs, l'Argentine, le Brésil, le Chili et la Colombie ont voté des lois contre la violence domestique, et des lois pour promouvoir l'égalité des chances ont été adoptées dans plusieurs pays. Citons, par exemple, la loi d'égalité de traitement et de chances pour l'emploi des femmes de 1989 en Uruguay, la loi pour la promotion de l'égalité sociale de la femme de 1990 au Costa Rica et la loi de l'égalité des chances pour la femme de 1993 au Venezuela. Des programmes pour l'égalité des chances sont également mis sur pied au Chili en 1994 et au Mexique en 1995. Ainsi, peut-on encore signaler la création de conseils à l'intérieur des appareils d'État : en Argentine, le Conamu (*Consejo Nacional de la Mujer*) créé en 1992 et rattaché à la Présidence, au Brésil, le Cndm (*Conselho Nacional dos Direitos das Mulheres*) créé en 1985 et rattaché au Ministère de la Justice, au Chili, le Sernam (*Servicio Nacional de la Mujer*), créé en 1991 et rattaché au Ministère de la planification et de la coopération.

Mais, la diversité des conditions juridico-institutionnelles de ces conseils, dont certains dépendent de la Présidence de la République (Argentine, Colombie, Honduras, Paraguay, Pérou, Venezuela), d'autres du ministère de la Culture (Costa Rica et Uruguay), du ministère du Travail (Guatemala et Panama) ou du ministère de la Justice (Brésil), place ces organismes dans une situation parfois précaire et dépendante. Ainsi, la réduction des fonctions et des budgets de ces conseils, en Argentine et au Brésil, peut être mise en parallèle avec les changements intervenus au niveau du pouvoir exécutif et les fluctuations de la conjoncture économique<sup>2</sup>. Le manque de ressources est alors souvent mis en avant par les gouvernements pour justifier leur inaction dans l'application des droits des femmes et l'institutionnalisation d'une politique d'égalité entre les sexes.

### **Le problème des droits reproductifs**

Certaines revendications de droits demeurent difficiles à transformer en enjeux politiques négociables. Pensons par exemple au droit au divorce au Chili (Zavala, 1997). Dans la même perspective, il faut relever que les pays latino-américains ne prétendent pas entamer un processus de dépénalisation de l'avortement médical. Ainsi, les droits reproductifs demeurent-ils une pierre d'achoppement pour la pleine citoyenneté des femmes en Amérique latine.

Si, dans un premier temps, les revendications d'autonomie reproductive et les questions de sexualité furent occultées au profit d'une alliance avec les secteurs « progressistes » de l'Église contre le régime dictatorial, dans la foulée de la démocratisation, l'exercice de la liberté reproductive et l'accès aux services de santé reproductive apparaissent clairement comme de nouvelles demandes citoyennes face à l'État.

En Amérique latine, c'est souvent par le biais de politiques sociales, et plus particulièrement les politiques de santé publique, que l'État conçoit sa responsabilité dans le domaine de la reproduction. Mais la problématique n'est que partiellement abordée via la santé. Les droits reproductifs ne se réduisent pas à l'accès aux services de santé reproductive. Ainsi, les droits reproductifs comprennent-ils, notamment, le droit à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse. Ils supposent également l'éradication des stérilisations forcées. Cette pratique touche environ 30 % des femmes au Brésil, surtout celles provenant des régions pauvres et d'origine afro-brésilienne. En république dominicaine, ce chiffre atteint 29 % et en El Salvador, 33 % (BID, 1996). Dans

plusieurs pays de la région, le manque d'informations ayant trait à la contraception encourage la profusion de croyances erronées sur certaines méthodes contraceptives, comme par exemple le mythe de non-fertilité lié à l'utilisation d'un dispositif intra-utérin, et oriente les femmes vers la stérilisation dont elles ignorent souvent le caractère irréversible. Pour les femmes pauvres, la précarité des services de santé reproductive, en matière d'accompagnement de la grossesse et d'accueil des nouveau-nés (crèches, garderies, etc.) est une incitation à la stérilisation, tant la maternité est perçue et vécue comme un facteur limitatif de l'emploi.

Aborder le domaine reproductif uniquement au moyen de la santé et non pas via les droits de citoyenneté s'inscrit en porte-à-faux avec le respect du libre arbitre des femmes. Ainsi, l'avortement, illégal et clandestin dans la grande majorité des pays d'Amérique latine, est souvent perçu comme un problème de santé publique lié au seul drame social de la pauvreté et non pas aussi comme l'expression de la libre disposition de soi.

Une conceptualisation en termes de droits et non de besoins est fondamentale en ce que la notion de droits rompt avec une perspective de déterminisme biologique et insère la liberté de choix reproductif dans le contexte plus vaste de l'exercice de la citoyenneté. Une telle perspective fait apparaître la citoyenneté en tant que dynamique en construction. À nos yeux, l'approfondissement de la citoyenneté comporte deux sens : l'extension des droits existants à de nouvelles catégories de personnes et l'inclusion de nouveaux éléments dans la définition de la citoyenneté. Dans ce dernier point, l'incorporation de nouveaux droits aux droits existants n'est pas un simple problème rationnel. Et ce d'autant plus que dans nombre de pays latino-américains, la revendication en faveur de la liberté reproductive est posée clairement en termes de citoyenneté. Il s'agit donc d'une médiation politique, de la construction d'un nouveau sujet politique qui lutte et négocie pour parvenir à la reconnaissance de sa définition de la citoyenneté afin de rendre visibles les rapports sociaux de sexe qui auparavant restaient occultés. À cet égard, la liberté reproductive s'inscrit dans le cadre d'un processus d'individualisation et de pleine citoyenneté (Marques Pereira, 1997).

## L'ACTION DES FEMMES LATINO-AMÉRICAINES AUPRÈS DE LA « COMMUNAUTÉ » INTERNATIONALE

En Amérique latine, la décennie 1990 fut l'occasion pour les femmes de participer aux Forums de l'ONU (Rio en 1992, Le Caire en 1994 et Pékin en 1995). La participation des femmes aux ONG, aux conférences internationales et aux forums mondiaux, a ouvert de nouveaux espaces de débat public qui offrent aux mouvements la possibilité de s'organiser nationalement et internationalement. Pour les femmes, ce moment d'échange d'expériences est hautement politique. C'est l'occasion d'échanger leurs expériences avec d'autres organisations, de dialoguer avec les gouvernements et de formuler de nouvelles revendications.

### **Diversification des fronts de lutte et stratégies d'alliances**

La dynamique d'internationalisation et d'alliances débute dès les années 1980. La première rencontre féministe de la région se déroule en 1981 à Bogota et, en 1986, se tient la première rencontre des femmes des secteurs populaires du Mexique, d'Amérique Centrale et des Caraïbes. Des réseaux thématiques se créent progressivement : le Réseau de santé de la femme d'Amérique latine et des Caraïbes (1984),

le Réseau de l'éducation populaire entre femmes (Repem : 1988), le Réseau contre la violence sexuelle et domestique (1990). Citons encore le cas du secteur des employées domestiques, un secteur surexploité et sous-protégé dont l'organisation est rendue très difficile par l'invisibilité des employées de maison dans la vie publique. Malgré ces difficultés, la Confédération d'Amérique latine et des Caraïbes des employées domestiques est créée en 1987.

Dans les années 1990, l'échange d'expériences et le dialogue entre femmes latino-américaines s'accroît en vue de la préparation de la Conférence de l'ONU à Pékin. En 1990, le « Réseau Latino-américain et des Caraïbes des ONG et Mécanismes de Promotion Nationale de la Femme » voit le jour à Mexico, lors d'une rencontre coordonnée par l'Unicef. En 1994, « l'Articulation des Femmes Brésiliennes » (Articulação das Mulheres Brasileiras, AMB) se crée. Les différentes rencontres aboutissent à la formulation d'un programme des femmes brésiliennes pour Pékin. Au Mexique, dans les années 1990, le mouvement des femmes cristallise sa présence sous trois formes : une professionnalisation, grâce au financement des ONG ; la légitimation du thème « genre », par la multiplication des enseignements, des colloques et des forums ; et l'apparition, au niveau politique, de figures de proue féministes (Lamas, 1994). Ainsi, en 1991, se tient la « Convention Nationale des Femmes pour la Démocratie » dont l'objectif est d'élargir la représentation politique des femmes, et en 1998 le « Parlement des Femmes du Mexique » est créé. Résultat de longues négociations entre les femmes politiques, les universitaires, les membres d'ONG et les militantes de diverses organisations citoyennes, cette entité a pour objectif de promouvoir une législation et des politiques publiques visant à éliminer toute forme de discrimination liée au sexe (Dominguez et Castro, 2000).

À l'échelle régionale, en septembre 1994, le « Forum de Mar del Plata » réunit des femmes de 41 pays latino-américains autour de thèmes comme la citoyenneté, la participation politique, la communication, la violence, les droits humains ou les modèles de développement. Par leur participation aux conférences internationales, aux forums mondiaux et à l'élaboration des plates-formes d'action, les femmes latino-américaines font l'apprentissage de nouveaux terrains d'action, particulièrement celui de la Communauté internationale. Les revendications qui avaient vu le jour au sein de l'espace communautaire et étaient adressées à l'État sont désormais formulées non plus uniquement en termes de citoyenneté mais également de droits humains des femmes.

Les années 1990 consacrent l'évolution des revendications vers des thèmes propres aux femmes, par la promotion de rencontres et la tenue de congrès sur des thèmes comme la santé physique et mentale des femmes, la sexualité, l'avortement, les droits reproductifs, la femme noire, etc. Les demandes se diversifient, se spécialisent et s'approfondissent. Au Brésil, les travailleuses rurales demandent une amélioration de leurs conditions de travail, se mobilisent en faveur de la réforme agraire, de l'amélioration de services éducatifs et de la santé et dénoncent le poids de la dette extérieure ainsi que le dirigisme du FMI. Elles mettent en lumière la double discrimination – sexiste et raciste – qui touche les femmes d'origine afro-brésilienne. Elles revendiquent en outre le respect de l'environnement. Les nombreux mouvements de femmes existants reflètent désormais une pluralité d'identités et d'expériences ainsi que des représentations multiples selon la position économique, l'origine ethnique, les structures familiales, la religion ou la situation nationale.

Il ne s'agit cependant pas d'une fragmentation du mouvement des femmes. L'invisibilité du travail domestique, la négation du libre arbitre en matière de reproduction,

les discriminations et la violence à l'égard des femmes, le manque d'accès à la vie publique demeurent des référentiels communs. À cet égard, la Conférence de Pékin met explicitement l'accent sur l'*empowerment* des femmes, c'est-à-dire leur capacité de gagner et de contrôler les ressources matérielles et de pouvoir. Le programme d'action régional pour les femmes d'Amérique latine et de Caraïbes 1995-2001 présenté à Pékin met l'accent sur la notion d'équité de genre et de participation équitable, à savoir la distribution des ressources et du pouvoir de décision sur ces ressources à travers l'égalité dans les chances d'accès à la sphère publique, la participation aux prises de décision et la capacité de contrôle sur leur projet de vie propre.

Certes, ce processus de diversification a démobilisé certains mouvements et en a divisé d'autres. Il est néanmoins important puisqu'il permet de ne pas réduire les situations vécues par les femmes à une identité univoque. Dans les années 1990, on assiste, par ailleurs, à une professionnalisation des mouvements à travers l'investissement des ONG dans les problématiques féminines et féministes. En Amérique latine, le rôle croissant des ONG auprès des mobilisations et des secteurs populaires coïncide avec l'érosion de l'État dans le domaine social. Le financement de projets émanant de la société civile ou d'ONG se fait via les organismes internationaux. Dès lors, les ONG ont dû faire face à de nouvelles responsabilités et à une complexification de leurs activités. Mais cette évolution n'est pas sans risques. Ainsi, « l'Articulation des femmes brésiliennes pour Pékin » fut critiquée pour la centralisation des prises de décisions, la monopolisation des ressources et de l'information et le manque de représentativité de l'organisation.

En effet, le danger inhérent à cette diversification des demandes et à cette professionnalisation des organisations serait de tomber dans une hiérarchisation excluant de certaines revendications et de certains secteurs du mouvement. À cet égard, certaines ONG ont davantage de pouvoir d'influence et semblent devenir des interlocutrices privilégiées pour les organisations internationales, les médias et la coopération multilatérale. Et ce, d'autant plus qu'au sein des organisations non-gouvernementales les mécanismes de contrôle démocratique (par exemple la reddition des comptes), de représentativité et de légitimation demeurent flous. Dépendantes des bailleurs de fonds nationaux et internationaux, les ONG ne risquent-elles pas de devenir des agents de légitimation des politiques publiques ou de sacrifier certaines préoccupations de la base ?

### **La promotion des droits humains des femmes : une conquête importante**

Quoi qu'il en soit, en termes de visibilité et de légitimité, ces actions ont constitué des conquêtes importantes pour les femmes latino-américaines. En formulant leurs revendications à un niveau plus global, celui des droits humains, elles ont sensibilisé la communauté internationale et obtenu un engagement croissant de celle-ci et des États dans la promotion de l'égalité entre les sexes. On note désormais l'adoption de mécanismes internationaux surveillant l'action et l'omission des États en matière de protection des droits humains des femmes. Dès lors, les femmes ne sont plus considérées comme de simples objets de politiques sociales mais comme des acteurs à part entière, susceptibles d'intervenir dans la formulation, l'exécution et le contrôle des politiques qui les concernent et des politiques publiques de manière plus générale. Ainsi, le processus de révision des accords de Pékin, organisé sous la forme d'une spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies, fut l'occasion pour les femmes de revoir l'application des stratégies de Nairobi et de Pékin et d'en évaluer les gains, les pertes et les enjeux futurs.

Au Brésil, les organisations de femmes, soucieuses de conserver leur autonomie et leur liberté critique, ont établi un bilan parallèle à celui du gouvernement, la Charte de Paraíba (Carta da Paraíba) du 3 mai 2000. Ce document aborde différentes problématiques : l'environnement, le développement durable et la pauvreté, le travail, le salaire et la sécurité sociale, l'accès aux instances de décision, l'éducation, les moyens de communication, la violence et les droits humains, la santé, les droits sexuels et reproductifs. Aussi les femmes demandent-elles un meilleur contrôle de l'application des lois des quotas par les tribunaux électoraux régionaux et revendiquent une révision urgente de la législation infra-constitutionnelle, particulièrement du code pénal et du code civil, où subsistent des discriminations à leur égard. Elles insistent sur la nécessité de libéraliser l'avortement en tant que droit humain et de légiférer dans plusieurs domaines, tels que la reproduction génétiquement assistée<sup>3</sup>. Elles dénoncent également les carences des politiques sociales ayant trait à la socialisation des tâches domestiques, à savoir celles se rapportant aux crèches, à la flexibilisation des horaires des dispensaires, aux congés de paternité et à la prise en charge des personnes âgées. Elles mettent l'accent sur une meilleure formation des fonctionnaires publics traitant de problèmes tels que la violence domestique et les droits reproductifs, et demandent une application effective de la législation sur la prévention et l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Si l'exercice des droits citoyens et des droits humains des femmes se heurte encore trop souvent à la lenteur et à l'inertie des institutions nationales, les programmes d'action des Conférences constituent néanmoins des références conceptuelles et des garanties que les femmes peuvent faire valoir face à l'État. À cet égard, de Rio à Pékin, les avancées conceptuelles sont importantes. Les droits des femmes sont reconnus au titre de droits humains universels et ne peuvent être remis en question au nom de traditions historiques ou culturelles (Plate-forme d'action de Pékin, paragraphe 210). Ces droits sont indivisibles et inconditionnels (paragraphe 213, Pékin). L'interdépendance entre la sphère privée et la sphère publique est reconnue par la déclaration de Copenhague et le programme d'action du Caire (chapitre IV). Le droit des femmes à réguler leur fécondité est considéré comme un droit humain (Pékin, paragraphe 97 et 223), et la violence contre les femmes constitue désormais une violation des droits humains (Pékin, paragraphe 234). En outre, la plateforme d'action de Pékin établit une distinction importante entre l'égalité formelle et l'égalité réelle en affirmant que l'acquisition de la première ne signifie pas la réalisation de la seconde (paragraphe 217, 218 et 219).

Soulignons également la rupture que cette évolution a introduite dans le domaine des politiques de population. L'exercice de la liberté reproductive a des conséquences sociales à long terme. Dans cette perspective, le postulat d'une croissance démographique mondiale trop rapide a longtemps servi d'argument à l'instrumentalisation du corps des femmes et à la négation du libre-arbitre en matière reproductive. Ainsi, la Déclaration de Téhéran de 1968 introduit le droit à la planification familiale, mais ce droit est reconnu aux parents et non aux individus. Par ailleurs, cette déclaration se réfère au choix du nombre de naissances sans mentionner la possibilité d'en refuser (Gautier, 1999). En outre, la procréation doit être exercée de façon libre mais responsable. Dans cette conception, les femmes n'ont donc pas la pleine disposition de leur corps, puisque l'exercice de la liberté reproductive est subordonné au bien-être des générations futures et de l'ensemble de la société. De même, parmi les recommandations adoptées à Bucarest (en 1974) et à Mexico (en 1984) figure la généralisation de l'accès aux moyens de contraception mais il n'y a aucune référence à l'avortement.

Des politiques anti-natalistes furent instaurées dans de nombreux pays dits du Tiers-Monde (Gautier, 1997). Au Mexique, par exemple, le discours de l'État sur la population s'est illustré sous deux formes distinctes : tout d'abord, comme une condition nécessaire à la consolidation de la nation, puis, comme un frein au processus de développement économique et social (Cervantes Carson, 1996). Ces conceptions se retrouvent, tour à tour, dans la première Loi générale de population de 1936 et dans la nouvelle Loi générale de population de 1974. Les conséquences pour les femmes sont lourdes : entre 1976 et 1987, la ligature des trompes est devenue le moyen de contrôle des naissances par excellence. En 1987, on comptait 2,3 millions de femmes stérilisées pour des raisons anticonceptionnelles alors qu'un quart des femmes n'avait pas eu accès à l'information adéquate sur l'existence d'autres méthodes de contraception et sur l'irréversibilité du processus. Par ailleurs, l'application orthodoxe des programmes de planification familiale dans un esprit anti-nataliste a souvent été contre-productive. Au Brésil par exemple, parallèlement à la stérilisation massive des femmes des couches populaires, une étude consacrée aux années 1980 révèle qu'un quart des grossesses étaient non désirées (Amparo Claro, 1990).

La notion de « droits reproductifs » apparaît progressivement en réponse à une planification familiale jusqu'alors peu respectueuse de la liberté et de la santé de la femme. Le *Global Network for Reproductive Rights* est créé à l'issue de la Conférence d'Amsterdam et la Convention sur l'élimination de toutes formes de discriminations à l'égard des femmes (Cedaw) est adoptée en 1979. À l'échelle régionale, le Réseau de santé des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes est fondé en 1984 à Tenza, en Colombie. Plus récemment, les Conférences de l'ONU introduisent une brèche dans l'instrumentalisation du corps des femmes. La Conférence de Nairobi en 1985 consacre la notion d'intégrité corporelle et de contrôle de fécondité, en précisant que les femmes doivent avoir le droit d'avoir ou non des enfants (article 11). L'incidence de la participation accrue des femmes se note tant à la Conférence de Rio sur l'environnement (1992), à celle du Caire sur la population et le développement (1994), à celle de Copenhague sur l'élimination de la pauvreté (1995), à celle d'Istanbul sur l'habitat (1996) et enfin à celle de Pékin sur les femmes (1995).

La déclaration du Caire consacre un chapitre au thème de la reproduction et le programme d'action reconnaît le droit des femmes à contrôler leur fécondité (principe quatre). En outre, la déclaration prend position en faveur d'une répartition du travail domestique et encourage les États à adopter des mesures en ce sens (flexibilité des horaires de travail, congés de paternité, accès aux gardes d'enfants, etc.). Dans la foulée, la Conférence de Pékin affirme la nécessité de mettre en œuvre des services d'urgence pour les accouchements, de revoir les lois qui pénalisent les femmes qui avortent et reconnaît le droit des femmes à « exercer un contrôle sur les questions relatives à leur sexualité, hors de toute coercition, discrimination ou violence et de prendre librement et de manière responsable les décisions en la matière » (paragraphe 96 du programme d'action). Précisons qu'il s'agit de la première déclaration qui aborde explicitement les domaines de la reproduction et de la sexualité de manière non systématiquement liés.

### **La liberté reproductive : la pierre d'achoppement dans la réalisation des droits humains des femmes ?**

Malgré ces acquis non négligeables, le langage des déclarations internationales demeure encore souvent teinté de contradictions. Le cas des droits reproductifs est, dans ce sens, emblématique. Selon la terminologie de l'ONU, les droits de la première

génération sont les droits civils et politiques, ceux de la deuxième génération, les droits sociaux, économiques et culturels, de la troisième génération, le droit à la paix, au développement et à un environnement sain et de la quatrième génération, le droit des peuples. Le programme d'action du Caire affirme explicitement qu'il ne crée pas de nouveaux droits mais qu'il s'agit de l'application de droits humains universellement reconnus aux programmes de planification familiale (droit à la vie, droit à la liberté, droit à la sécurité de la personne). Dans les textes de l'OEA et de la Cepal, la problématique des droits reproductifs est généralement incluse dans les chapitres ayant trait à la violence, à la santé ou à l'éducation, sans en faire une nouvelle catégorie de droits. Il semble donc bel et bien qu'il y ait un décalage entre les normes internationales qui reconnaissent certains aspects des droits reproductifs en ce qu'ils se réfèrent au plein exercice des droits humains traditionnels, mais ne constituent pas un corpus normatif à part entière, et les revendications des femmes qui les conçoivent et les revendiquent comme une nouvelle dimension de leur citoyenneté.

Au sein du discours féministe lui-même, le lien entre droits humains et femmes est controversé. Les conceptions libérales considèrent les droits humains comme un outil susceptible d'améliorer le respect des droits humains des femmes, les « féministes culturalistes » remettent en cause la priorité accordée aux droits civils et politiques et opposent la division sphère publique/sphère privée, alors que les féministes les plus radicales considèrent les droits humains comme un instrument androcentré (Rendel, 2000). Lorsque des milliers de femmes latino-américaines décèdent des suites d'un avortement clandestin ou sont stérilisées à leur insu, ne conviendrait-il pas de délargir le corpus normatif des droits humains afin d'y inclure les revendications de liberté et de santé reproductive ? Loin d'une attaque à l'universalisme des droits humains, cette démarche constitue, à nos yeux, une avancée qualitative, en ce qu'elle élargit le contenu des droits humains, et quantitative, en ce qu'elle y inclut la moitié féminine de l'humanité<sup>4</sup>.

À une époque où des phénomènes multiformes remettent en cause les bases de l'État-Nation, et étant donné la croissante prise de conscience d'un bien commun à l'échelle mondiale via les droits humains, la reconnaissance des droits reproductifs en tant que droits humains apparaît comme un enjeu fondamental dans la réalisation d'une pleine citoyenneté pour les femmes. Une telle perspective implique la reconnaissance de l'historicité et de la nature contingente des revendications et des droits. Cela suppose également de rompre avec l'idée qu'il existe des standards normatifs naturels, immanents, universels et libres de contraintes temporelles et spatiales. Néanmoins, cela ne signifie pas qu'il faille abandonner les idéaux des droits humains. Au contraire, il semble qu'en dépassant la conception androcentrée des droits, tout en conservant leur esprit d'égalité et de liberté, on se rapproche de l'universel en ce que les droits sont définis d'une manière plus inclusive. En d'autres termes, l'universalité des droits humains se situe dans un avenir à conquérir plus que dans une réalité transcendante. En effet, l'universalisation ne fut pas acquise au départ. Les droits humains reflètent certes une conception basée sur l'unicité du genre humain, mais ils n'en demeurent pas moins le fruit d'une conquête progressive liée à l'émergence du débat démocratique et aux différentes luttes contre les discriminations. Pensons par exemple à la lutte des peuples colonisés pour le droit à disposer d'eux-mêmes.

Ainsi, les droits sont-ils continuellement soumis à un processus de construction et de transformation sur la base « du droit à avoir des droits » (Arendt, 1972). Par ailleurs, il ne s'agit pas de particularismes puisqu'en matière de droits reproductifs, on peut raisonnablement soutenir la thèse que les droits reproductifs et la santé reproductive

font partie d'un bien commun à l'humanité et mobilisent la conception de l'intérêt général. En ce sens, les droits reproductifs concernent les droits des femmes et des hommes, même si ceux-là ne sont pas identiques. En outre, ils reflètent une conception plus inclusive des droits humains non limitée à la seule sphère publique pour prendre en compte leur portée dans la sphère privée. À cet égard, rappelons que les droits humains ont généralement été conçus comme une protection des individus face aux abus des États, c'est-à-dire qu'ils se fondent sur la distinction privé-public traditionnelle. L'idéologie des Droits de l'Homme a servi, historiquement, à lutter contre les empiètements du public sur le privé. Or, les droits des femmes sont également bafoués dans la sphère privée. Ceci pose la question de la redéfinition du rôle de l'État. Les conférences internationales et leurs déclarations font de manière croissante référence aux obligations des États d'intervenir en cas de violation des droits humains dans la sphère privée, notamment en ce qui concerne la violence à l'égard des femmes. Autrement dit, la responsabilité des États acquiert une dimension plus large et concerne à la fois la protection des droits humains contre les violences d'un tiers (privé ou public) et leur respect contre les abus de l'État.

Si, sur le plan conceptuel, on peut envisager l'intégration des droits reproductifs aux droits humains, d'un point de vue plus pragmatique cette articulation ne garantit pas d'emblée une amélioration de la situation des femmes. À cet égard, plusieurs problèmes se posent. Tout d'abord, la force juridique des déclarations internationales et des programmes d'action est relativement faible, même envers les États signataires, puisqu'il ne s'agit que de recommandations supposées guider l'action des États. Les conventions internationales, quant à elles, acquièrent force de loi après leur ratification par les organes législatifs des États. Ceux-ci disposent généralement de la possibilité d'émettre des réserves. En ce sens, le programme d'action du Caire reconnaît que « la mise en œuvre des recommandations figurant dans le programme d'action est un droit souverain que chaque pays exerce de manière compatible avec ses lois nationales et ses priorités en matière de développement, en respectant pleinement les diverses religions, les valeurs éthiques et les origines culturelles de son peuple ». Ainsi, le droit à l'avortement n'est reconnu que si le gouvernement l'accepte. Ensuite, les carences de tribunaux internationaux impliquent que les femmes doivent se tourner vers les institutions judiciaires nationales. Or, celles-ci ne sont souvent pas neutres à l'égard des femmes et les États latino-américains sont notoires pour le contournement des lois et l'impunité dont bénéficient certaines catégories de la population.

### **Des discriminations subsistent...**

Paradoxalement, la consécration des droits des femmes a parfois entraîné une augmentation des pratiques discriminatoires. Une étude de la Banque Mondiale, menée au Honduras en 1993, a démontré que la législation peut être facteur de réduction des opportunités d'emploi pour les femmes, le coût plus élevé des protections sociales étant souvent invoqué comme un argument en faveur de licenciements ou de salaires plus bas<sup>5</sup>.

Dans la foulée de la Conférence de Pékin, les propositions législatives en matière de lutte contre les discriminations liées au genre sont nombreuses, mais l'adoption et surtout l'application de ces mesures se heurtent encore à des limites. Le rapport de l'OEA de 1998, remis à la Commission Interaméricaine des Droits Humains et élaboré sur la base des déclarations de gouvernements, met l'accent sur plusieurs discriminations persistantes. Sur le plan de la législation du travail par exemple, la Bolivie, le Guatemala,

le Panama, le Pérou et la République dominicaine requièrent, pour qu'une femme puisse travailler, une autorisation de son mari. En droit pénal, on note toujours des inégalités entre hommes et femmes. C'est par exemple le cas de l'adultère au Venezuela et au Salvador ou dans l'administration de la justice quand la victime est une femme en Bolivie, au Brésil, au Paraguay, au Costa Rica et en Équateur.

Sur le marché de l'emploi, le travail des femmes demeure sous-évalué et sous-rémunéré. Au Brésil par exemple, le revenu moyen des femmes correspond, dans certains secteurs, à 54 % du revenu des hommes. Le rapport fait également état d'un taux de mortalité féminin élevé lié aux avortements clandestins. Par ailleurs, la sphère domestique demeure encore souvent un lieu où le droit n'intervient que de manière partielle et partielle. Et ce, malgré l'adoption de la « Déclaration de Belém do Pará »<sup>6</sup> sanctionnant la violence à l'égard des femmes, ratifiée par la majorité des pays latino-américains et dont le respect est soumis à la Commission et la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme. En effet, dans une dizaine de pays de la région, l'auteur de crimes sexuels (abus, viols, etc.) peut bénéficier d'une relaxe ou d'une réduction de peine s'il propose le mariage à la victime. Une telle législation, qui considère la femme violée comme une « marchandise dévalorisée », est doublement discriminatoire : elle nie les droits humains des femmes et a un poids symbolique qui contribue à la reproduction de stéréotypes traditionnels. Au Brésil par exemple, en cas de délit sexuel, l'auteur qui se marie avec la victime n'est pas poursuivi par la justice. Dans d'autres cas, des clauses permettent à la victime de trouver un arrangement avec le violeur, notamment dans les pays où, selon la qualité de l'auteur et de la victime, les délits sexuels sont traités par une action en justice privée et non pas publique (Brésil, Venezuela, Nicaragua, Uruguay).

La différence entre avoir un droit et l'exercer apparaît clairement. En effet, malgré des avancées légales importantes, on note souvent une dégradation plutôt qu'une amélioration de la situation sociale et économique des femmes en Amérique latine. Les effets de la crise économique et des programmes d'ajustement structurel ont pesé plus fortement sur les femmes : de nombreuses études font état du repli massif des femmes dans le secteur informel et de la précarisation de leur situation dans le marché de l'emploi. Par ailleurs, la diminution des dépenses sociales de l'État a signifié l'extension des tâches productives traditionnellement prises en charge par les femmes.

Pour leur pleine réalisation, les droits citoyens présupposent des conditions matérielles et financières de la part de l'État, au moyen de la création de services et d'infrastructures publiques. Dans la majeure partie de l'Amérique latine, le poids de la dette, la corruption endémique, les crises économiques récurrentes et l'adoption de politiques néolibérales limitent la capacité de l'État en tant que prestataire de services sociaux. Les tendances à la privatisation des services publics (santé, éducation, etc.) risquent d'introduire une différenciation croissante entre une catégorie de femmes « privilégiées » qui ont accès à des services privés de qualité et celles les plus démunies, pour lesquelles les droits restent pure rhétorique.

Par ailleurs, les obstacles à l'institutionnalisation d'une politique d'égalité entre les sexes ne sont pas seulement d'ordre économique. En Amérique latine, les représentations sociales du machisme et du marianisme ont des effets sur l'exercice des droits reproductifs et des droits des femmes en général. Celles-ci se mêlent alors au discours de l'Église catholique pour freiner l'institutionnalisation d'une politique d'égalité entre les sexes dans la région. L'omniprésence de l'Église dans la société place l'État dans une position inconfortable entre la défense de son autonomie et la prédominance

de l'idéologie catholique. Au Mexique, par exemple, l'article 40 de la Constitution confère à toute personne le pouvoir de décider de manière libre, responsable et informée du nombre et de l'espacement de ses enfants. Simultanément, la Constitution reconnaît que la vie commence dès la conception. La femme qui avorte est dès lors hors du cadre légal (Barquet, 1992). L'impact du discours de l'Église est donc éminemment politique puisqu'il limite le dialogue entre les femmes et l'État. Par ailleurs, par sa présence aux conférences internationales, l'Église catholique représente à la fois un pouvoir spirituel et politique. En sa qualité d'observateur permanent aux Nations Unies, le Saint Siège a eu recours à toutes sortes de mécanismes de pression politique pour empêcher un consensus sur les droits reproductifs des femmes. Certes, la position de l'Église n'est pas univoque. Les discours papaux consacrent néanmoins la négation du libre-arbitre de la femme. En effet, la morale sexuelle et familiale de l'Église condamne la contraception et considère l'avortement comme un péché et un crime, puisque le présumé est celui de l'animation immédiate du produit de la création<sup>7</sup>. Ensuite, la conception organiciste de la famille confère à la femme un rôle indifférencié, d'instrument du destin divin et va à l'encontre de toute reconnaissance du droit à l'égalité. Lors de la Conférence de Pékin, Jean Paul II s'adresse à la « femme-mère », à la « femme-épouse », à la « femme-fille » et à la « femme-sœur », à la « femme-au-travail », et à la « femme-consacrée ». Dans ce discours, les rapports familiaux apparaissent comme fondateurs de l'identité féminine et les femmes apparaissent comme des êtres de devoir et non pas comme des citoyennes. Dès lors, l'organicisme des positions de l'Église fait obstacle à toute dynamique d'individuation de la part des femmes. Dans les sociétés latino-américaines, fortement imprégnées de catholicisme, une telle position influence les représentations des femmes elles-mêmes. La culpabilité morale encourage ainsi l'autocensure des femmes et la reproduction des tabous en matière sexuelle, reproductive et de violence domestique.

## QUELS ENJEUX POUR LES MOBILISATIONS FUTURES DES FEMMES EN AMÉRIQUE LATINE ?

L'expérience des luttes contre les dictatures militaires du cône sud et contre le régime corporatiste du parti-État mexicain a favorisé la sortie des femmes latino-américaines dans l'espace public et contribué à les conscientiser sur le caractère autoritaire de la vie privée. Pour les femmes des secteurs populaires, lourdement touchées par l'augmentation du coût de la vie et la crise économique des années 1980, les expériences de participation locale ont introduit une brèche dans l'exclusion. Les pratiques d'entraide, d'auto-assistance et de survie ont favorisé l'émergence d'un sens civique local, suscité la prise de conscience d'un bien commun au niveau de la communauté et créé un sentiment d'appartenance à la cité, voire à l'espace national. La politisation de la pauvreté a donné lieu à un cadre d'interprétation de la réalité politique, axé sur l'injustice et non plus sur la fatalité ou la malchance.

Ces expériences locales ont transformé les questions privées en questions sociales et modifié la relation des femmes à l'État et aux institutions politiques. Les transitions démocratiques furent ainsi l'occasion pour les femmes de faire l'expérience de la participation politique et de peser sur l'institutionnalisation des politiques publiques. Le retour à la démocratie consacre également la diversification des organisations, des revendications et des stratégies d'action des femmes. On parle désormais de

féminisme populaire, d'éco-féminisme, de féminisme noir, des femmes rurales, des femmes politiques, tant les fronts de luttes se multiplient. On assiste à des luttes contre les tabous : la violence domestique, la sexualité, la contraception ou l'avortement. Dans ce processus, certains mouvements se sont démobilisés ou divisés. La relation aux nouvelles institutions démocratiques, empreintes de clientélisme et d'androcentrisme, n'a pas toujours été aisée. Pour de nombreuses organisations de femmes, conserver leur autonomie face aux tentatives de cooptation et d'instrumentalisation fut un véritable défi. Aussi, certaines femmes ont-elles préféré continuer leur travail de conscientisation au sein des communautés, tandis que d'autres ont opté pour une stratégie d'institutionnalisation et de négociation.

Dans les années 1990, la tenue de conférences et de forums mondiaux consacrés aux femmes, ainsi que l'adoption de conventions et de recommandations visant à éliminer toute discrimination à leur égard, sont étroitement liées à leur présence dans l'espace public international. À travers l'action des ONG, des centres d'études et leur participation aux processus préparatoires des conférences, les femmes ont accédé à l'agenda international. Cette évolution a permis de rendre visibles, à l'échelle mondiale, les discriminations dont les femmes font l'objet, de transnationaliser les discours et les pratiques féministes, de donner une plus grande légitimité à leurs revendications et de créer des réseaux de solidarité leur permettant d'échanger leurs expériences. Elles ont aussi obtenu un engagement des États et de la communauté internationale. En 1994, par exemple, les États regroupés au sein de l'OEA adoptent la Convention interaméricaine sur la prévention, la punition et l'éradication de la violence à l'égard des femmes (Belém do Pará).

Sur le plan conceptuel, les mobilisations et les revendications des femmes mettent en lumière le caractère androcentré des notions classiques de citoyenneté et de droits humains et incitent à en repenser les contours normatifs. Les questions relatives à la reproduction et à la violence domestique, par exemple, n'ont traditionnellement pas été conçues en termes de citoyenneté et de droits humains. Or, le concept de droit n'est pas statique. Il fait référence à un processus historique de négociations et de compromis entre acteurs sociaux et politiques dans un contexte spatio-temporel particulier. Au niveau national, les mobilisations des femmes ont abouti à la construction d'un sujet politique qui lutte et négocie pour parvenir à la reconnaissance de sa définition de la citoyenneté. Au niveau international, les femmes ont obtenu la reconnaissance de la responsabilité des États en matière de violations des droits humains dans la sphère privée.

Si la dynamique de globalisation et l'interdépendance croissante ont permis l'expression des demandes des femmes à l'échelle de la planète, ce phénomène a ceci de paradoxal : d'une part, les discriminations liées aux rapports sociaux de sexe acquièrent une reconnaissance et une légitimité internationales qui encouragent les États à modifier leurs dispositions légales, et, d'autre part, l'État national est de moins en moins doté de moyens matériels et politiques pour permettre l'exercice de ces droits, tant sa souveraineté est mise à mal par des phénomènes multiformes.

En outre, en Amérique latine, le poids de l'Église catholique limite le dialogue entre les femmes et l'État, notamment en matière de droits reproductifs. Ainsi, les droits de citoyenneté, pour les femmes, se heurtent encore à de multiples réseaux de patronage qui font obstacle à un des processus fondamentaux de la citoyenneté, à savoir le processus d'individuation. En effet, c'est bien l'individuation des femmes qui constitue le risque majeur aux yeux de l'Église, du machisme et marianisme. L'enjeu de l'individuation pour les femmes réside dans leur reconnaissance comme sujets au-

delà des rôles assignés de mères ou d'épouses. À cet égard, il convient de souligner l'ambivalence de la mobilisation des femmes latino-américaines de ces trente dernières années. Par les associations de quartier, elles se sont posées en interlocutrices dans la gestion des services collectifs, et, par le biais des luttes contre la dictature, elles ont participé à la démocratisation de la vie publique. Néanmoins, les femmes se sont souvent articulées au politique sur la base de leur maternité, qu'il s'agisse des clubs de mères ou des mères de la « Plaza de Mayo ». Pour ces « super-mères »<sup>8</sup>, il n'est donc pas question d'individuation mais bien de l'extension de leur rôle de femmes concernées par le bien-être de la famille. En ce sens, il apparaît fondamental d'opérer une rupture avec les différentes formes de tutelle auxquelles sont soumises les femmes, et dont le paternalisme de l'Église constitue toujours à l'heure actuelle une des expressions majeures.

À plusieurs égards, la représentation politique des femmes apparaît comme un enjeu majeur à l'avenir. En effet, si les femmes latino-américaines ont accru leur présence dans l'espace public, on constate toujours une faible présence des femmes dans les espaces institutionnels et les partis politiques. Au début des années quatre-vingt-dix, la moyenne de la représentation féminine dans les parlements nationaux latino-américains atteignait à peine 12 % (IRELA, 1997). Face aux discriminations et aux inégalités persistantes, l'augmentation du nombre de femmes à des postes de décisions a une importance stratégique. Elle va aussi au-delà : il s'agit de la réalisation de la pleine citoyenneté politique des femmes dans le cadre de la démocratie représentative. Dans plusieurs pays tels que le Chili, le Paraguay, le Brésil ou le Costa Rica, les luttes féminines à l'intérieur des partis ont abouti à l'adoption de quotas. En Argentine, la *Ley de Cupos* de 1991 oblige les partis à incorporer 30 % de candidates sur leurs listes et ces femmes doivent occuper un rang qui leur permet d'être élues. Si cette présence ne se traduit pas systématiquement par une élection, la participation féminine aux instances représentatives s'est améliorée dans certains pays, surtout au niveau municipal. À ce titre, le processus de décentralisation en cours dans la majorité des pays de la région sont susceptibles d'entraîner une meilleure adéquation entre les demandes des femmes et les décisions politiques. Toutefois, l'action politique des femmes ne peut se cantonner au niveau local. À une époque où le champ de l'action politique ne cesse de s'élargir au-delà des limites de l'État-Nation, la participation et la représentation politique des femmes concernent à la fois les centres de décisions municipaux, nationaux et supranationaux. Ainsi, une plus grande participation des femmes à la prise de décision au sein des organisations internationales s'avère fondamentale (Marques Pereira et Nolasco, à paraître).

### Notes

- 1 À ce titre, l'influence du mouvement Zapatiste sur la mobilisation des femmes au Mexique est double. D'une part, l'organisation de la Consultation Nationale de 1995 à l'initiative de l'Ezln, mobilise tant les femmes politiques que celles des mouvements de quartier autour de la question de la participation des femmes. À cette occasion, le thème de la représentation des femmes est formulé par l'Ezln en termes d'intérêt général et une nouvelle alliance politique entre organisations voit le jour : « Mujeres por la Consulta ». D'autre part, l'expérience des femmes zapatistes au sein d'une organisation qui leur confère une place importante, valorise leur travail et met l'accent sur l'égalité entre les sexes dans la participation et dans la prise de décision, a entraîné un mouvement de solidarité des femmes d'autres organisations vis-à-vis des femmes zapatistes. En outre, les lois révolutionnaires zapatistes de 1993 et 1996 sur la prohibition de l'alcool, de la violence et des relations extra-conjugales ainsi que sur le droit des femmes à décider de leur corps et de leurs actions sensibilisent particulièrement les femmes.

- 2 Entretien avec Wânia Sant'Anna, in *Proposta*, n° 84/85, Mars/août 2000.
- 3 Articulação de Mulheres Brasileiras, Balanço Nacional, *Políticas Públicas para as Mulheres no Brasil* (5 anos após Beijing), Resoluções, Brasília, Avril 2000.
- 4 Pour une argumentation plus détaillée : Marques Pereira B. et Raes F., à paraître.
- 5 BID, *op. cit.*, 1996.
- 6 La Convention interaméricaine sur la prévention, la punition et l'éradication de la violence à l'égard des femmes, Convention de Belém do Pará, adoptée en 1994, s'applique tant à la violence dans la sphère publique que dans la sphère privée (article 1) et inclut à la fois la violence physique, la violence sexuelle et la violence psychologique, que celles-ci soient perpétrées au sein de l'unité domestique, dans la communauté ou par l'Etat (article 2).
- 7 Paul VI, *Encyclique Humanae Vitae*.
- 8 Selon l'expression d'Elsa Chaney (1979).

### Bibliographie

- Alvarez S., 1990, *Engendering Democracy in Brazil. Women's Movements in Transition Politics*, Princeton, Princeton University Press.
- Amparo Claro, 1990, « Derechos reproductivos y asuntos eticos en la investigación y los servicios de planificación familiar », Première Conférence Latino-américaine sur la Qualité de la Planification Familiale, aout, Réseau ISIS, México.
- Arendt H., 1972, *Le système totalitaire*, Paris, Le Seuil.
- Barquet M., 1992, Derechos reproductivos: mujer y sociedad, Séminaire : La mujer y los derechos humanos, México, PIEM, mai.
- BID, 1996, *Las mujeres en las Américas: Como cerrar la brecha entre los generos*, Washington, BID.
- Cervantes Carson A., 1996, « De mujeres, medicos y burocratas: politicas de poblacion y derechos humanos en Mexico », in Careaga G., Figueroa J.G. et Mejia M.C., *Etica y Salud Reproductiva*, UNAM, Mexico.
- Chaney E., 1979, *Supermadre: Women in politics in Latin America*, Austin, University of Texas Press.
- Dominguez E., Castro I., 2000, « Movimientos ciudadanos de mujeres: hacia un nuevo tipo de ciudadanía y cultura politica en el Mexico de los 90 ? », Congrès Européen des latino-américanistes, 4-8 septembre, Halle, Allemagne.
- Franco Braga E., 1996, « La Acción de la Cuidadania en Brasil : un nuevo diseño de praticas organizativas en los años noventa », *Estudios Latino-americanos*, n° 5.
- Gautier A., 1997, *Les Conférences Internationales et la régulation des naissances*, communication au Colloque : « Le genre des droits. Pouvoir, femmes et citoyenneté », Athènes, Diotina,
- Gautier A., 1999, *Les droits de procréation, nouveaux fondements des politiques démographiques*, Communication au cycle de séminaires du GELA-IS, Bruxelles, ULB.
- IRELA, 1997, *La representación política de la mujer en Europa y América latina : bareras y oportunidades*, Dossier n° 63, décembre.
- Lamas M., 1994, « Algunas características del movimiento feminista en ciudad de Mexico », dans Leon M. (coord.), *Mujeres y participación política, avances y desafíos en América Latina*, Bogota, TM ed.
- Marques Pereira B., 1997, « Reproduction et citoyenneté », *Sextant*, n° 8.
- Marques Pereira B., Nolasco P., (eds), à paraître, *La représentation politique des femmes en Amérique latine*, Paris, l'Harmattan.
- Rendel M., 2000, *Women and Human Rights*, Communication au Congrès IPSA, Québec, aout.
- Turner B., 1997, « Citizenship studies: a general theory », in *Citizenship Studies*, n° 1, vol. 1.

Unicef, 1987, *The Invisible Adjustment, Poor Women and the Economic Crisis*, Santiago, Alfabetá Impresores.

Valdes T., 2000, *De lo social a lo político : la acción de la mujeres latino-americanas*, Santiago, LOM Ed.

Zavala X., 1997, « El divorcio como condición de pluralismo y libertad », dans Santa Cruz G., *Veredas por Cruzar*, Santiago, Instituto de la Mujer.

### RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

À travers l'étude de l'évolution des mouvements de femmes, de leurs revendications et de leurs stratégies d'action, nous nous proposons d'évaluer tour à tour les gains, les limites et les enjeux des mobilisations locales, nationales et internationales. En quoi les femmes latino-américaines ont-elles tiré profit des sphères ouvertes par ces débats sur la citoyenneté et les droits humains ? Leurs mobilisations se sont-elles traduites par une plus grande capacité à peser sur l'institutionnalisation des politiques publiques ? Quels obstacles ont-elles rencontré ? Qu'ont-elles obtenu ? Que leur reste-t-il à revendiquer ? Quels sont les enjeux en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle ?

\*\*\*

*Partiendo del estudio de la evolución de los movimientos de mujeres, de las reivindicaciones y de las estrategias de acción, nos proponemos evaluar las ganancias, los límites y las movilizaciones locales, nacionales e internacionales. ¿Cómo las mujeres latinoamericanas aprovecharon las esferas abiertas por esos debates sobre*

*la ciudadanía y los derechos humanos ? ¿ Se tradujeron sus movilizaciones por una mayor capacidad a institucionalizar las políticas públicas ? ¿ Cuáles son los obstáculos que se encontraron ? ¿ Qué obtuvieron ? ¿ Qué les queda por reivindicar ? ¿ Cuáles son los retos del principio del siglo 21 ?*

\*\*\*

Through the study of the evolution of women's movements, their demands and their strategies of action, we propose to evaluate one after another, their gains, their limits and the scope of local, national and international mobilisations. In what way have Latin American women profited from the spheres opened by debates on citizenship and human rights ? Has their mobilisation translated into a greater capacity to influence the institutionalisation of public politics ? What obstacles have they met ? What have they obtained ? What is left to them to demand ? What are their stakes at the start of the twenty-first century ?

---

Mots clés : Amérique latine, femmes, mouvements politiques, politiques publiques  
 Palabras claves : América latina, mujeres, movimientos políticos, políticas públicas  
 Keywords : Latin America, women, politic movements, public politics

---

# IDENTIDAD, GÉNERO Y TRABAJO EN LOS ESTUDIOS LATINOAMERICANOS

LUZ GABRIELA ARANGO GAVIRIA\*

## INTRODUCCIÓN

En este artículo pretendo realizar un balance parcial de los principales enfoques a partir de los cuales se han abordado las interrelaciones entre identidad, género y trabajo en América Latina en los últimos años. La literatura de soporte proviene fundamentalmente de la sociología latinoamericana del trabajo, y en especial de los estudios de género y trabajo.

En América Latina, el área que actualmente conocemos como *estudios de género y trabajo* resulta de las investigaciones originadas en la década del 60 que buscaron analizar la participación de las mujeres en el *desarrollo*, en el marco de disciplinas como la sociología, la antropología y la economía, desde dos grandes polos teórico-políticos: las teorías de la modernización y la crítica feminista marxista. Las preocupaciones que predominaron durante la década del 60 se relacionan con la participación de las mujeres en el proceso de urbanización y en las migraciones rural-urbanas, su vinculación al servicio doméstico y al sector informal, mientras en los años setenta, la configuración de un *nuevo orden económico mundial* y el desarrollo de programas fronterizos de industrialización que recurren a mano de obra femenina, interesan a un buen número de investigadoras.

A partir de la década del 70, el debate sobre la *división internacional del trabajo* da paso al de la *globalización*, al cual se añaden temas como la transformación de los procesos productivos en las empresas, la introducción de nuevas tecnologías y prácticas gerenciales y el supuesto agotamiento del *paradigma productivo taylorista/fordista*. Las investigaciones feministas se interesan por el impacto de estos procesos en la división sexual del trabajo en las empresas, la reconstitución de

\* Profesora Asociada, Dpto de Sociología, Universidad Nacional de Colombia (luzga@unete.com)

segmentaciones ocupacionales con base en el género, la calificación y descalificación de la fuerza de trabajo femenina. En los 90, al tema de la flexibilidad laboral y la precarización del empleo, presentes desde la década del 80, se añaden el estudio del desempleo y los fenómenos de exclusión y polarización social, resultado de la reestructuración productiva y las políticas de ajuste.

Aunque muchas de estas temáticas se desarrollan en el ámbito de la producción y el mercado de trabajo, es claro que uno de los aportes más significativos de este campo de estudios es haber puesto en evidencia las interrelaciones entre el universo laboral y el ámbito de la familia, la reproducción y el trabajo doméstico. Los últimos diez años han visto ampliarse el espectro disciplinar, al tiempo que la introducción de la categoría *género* modifica la perspectiva centrada anteriormente en la división sexual del trabajo. El género obliga a pensar de manera relacional y procesual para dar cuenta de la producción, reproducción o transformación de las relaciones de género. La introducción de esta categoría también obliga a pensar a los varones como sujetos condicionados por el género y proporciona criterios para entender no sólo las relaciones sociales y simbólicas entre los sexos sino también las que tienen entre sí distintas categorías de mujeres u hombres. Los enfoques victimizantes, o de la *debilidad*, que enfatizaban las desventajas sociales de las mujeres son reemplazados por aproximaciones más complejas que dan cuenta de las ambivalencias y las posiciones relativas de poder, resistencia o sumisión en distintos contextos. La influencia de corrientes feministas de *la diferencia* también contribuye a modificar los enfoques liberales y marxistas, destacando las particularidades de las experiencias femeninas más allá de la comparación desventajosa con las posiciones masculinas.

## IDENTIDAD, GÉNERO, CLASE : CONCEPTOS

Los estudios recientes tienden a privilegiar una aproximación teórica de la identidad social que cuestiona la idea de una identidad estable que acompañaría al sujeto durante toda su vida. Se evita hablar de *identidad* en singular y se prefiere la noción de *procesos identitarios*, *referencias identitarias* o *políticas identitarias*, como dinámicas cambiantes. Los procesos identitarios no solamente se transforman a lo largo de la vida, de la trayectoria individual o colectiva, sino que un mismo sujeto experimenta o construye simultáneamente identidades en diversos ámbitos que pueden ser contradictorias entre sí : se habla de sujetos fragmentados y de identidades simultáneas.

Algunos enfoques insisten sobre el carácter reflexivo de la identidad. Refiriéndose a la *modernidad tardía*, Giddens afirma que « la identidad personal no es un carácter distintivo propio del individuo. Es el yo tal como lo ha entendido y reflexionado a partir de su propia vida [...] En el contexto de este orden post-tradicional, el yo se convierte en un proyecto reflexivo » (Giddens, 1991). En la modernidad tardía, las influencias mundializantes y las disposiciones personales llevan a una recomposición de la vida cotidiana en términos de interacciones dialécticas entre lo local y lo mundial, obligando a los individuos a negociar estilos de vida entre una serie de opciones. El proyecto de vida reflexivo se vuelve un elemento crucial de la estructuración de la identidad personal.

Sin embargo, algunos enfoques han insistido, más que sobre la fragmentación, heterogeneidad, simultaneidad o ambivalencia de los referentes identitarios,

sobre la crisis o el agotamiento de algunos referentes colectivos que jugaron un papel central en la construcción de identidades en la modernidad. En esta corriente, Castells (1999) llama *identidad* al proceso de construcción de sentido a partir de un atributo cultural, o de un conjunto coherente de atributos culturales, que es considerado prioritario sobre todas las otras fuentes. En la sociedad en redes, el sentido se organiza en la mayoría de los actores sociales, alrededor de una *identidad primaria* (que sirve de marco a las demás) y que se perpetúa en el tiempo y en el espacio. Sociológicamente, todas las identidades son construídas. La elaboración de una identidad toma sus materiales de la historia, la geografía, la biología, las estructuras de producción y reproducción, la memoria colectiva y las fantasías personales, los aparatos de poder y las revelaciones religiosas.

Los individuos, los grupos sociales, las sociedades transforman todos esos materiales y redefinen su sentido en función de determinaciones sociales y de proyectos culturales que se enraizan en su estructura social y su marco espacio-temporal (Castells, 1999 :18). Castells identifica tres formas de construcción de identidad :

- a) la *identidad legitimante*, introducida por las instituciones que dirigen la sociedad, con el fin de ampliar y racionalizar su dominación;
- b) la *identidad resistencia*, producida por actores que ocupan posiciones o condiciones subvaloradas o estigmatizadas por la lógica dominante
- c) la *identidad proyecto*, cuando los actores sociales, con base en el material cultural de que disponen construyen una identidad nueva que redefine su posición en la sociedad y se propone al tiempo, transformar el conjunto de la estructura social. Las identidades son fuentes de sentido para y por los actores, son construídas por *personalización*, afirma Castells retomando a Giddens.

En la propuesta de Bourdieu (1979, 1998), el concepto de identidad está relacionado con su concepción relacional de las clases sociales, con los conceptos de habitus y de luchas simbólicas. Por una parte, las posiciones desde las cuales luchan los agentes individuales y colectivos en el espacio social permiten diferenciar *clases de agentes* determinadas por el volumen y estructura de su capital y por el sistema de propiedades secundarias como el sexo, la edad, la procedencia. El espacio de los estilos de vida es el espacio de las luchas simbólicas por la definición del *estilo de vida legítimo*, es decir por la representación legítima del mundo social y de sus principios de división.

En el polo dominante, las distintas fracciones luchan por imponer su estilo de vida como legítimo (reconocido) mientras las clases dominadas se encuentran excluidas de la lucha por la definición del estilo de vida legítimo. Su identidad es a la vez interiorización de la distancia social (y de su *indignidad social*), adaptación y resistencia. La propuesta teórica de Bourdieu se opone a las concepciones del sujeto libre y reflexivo que seleccionaría y construiría en una síntesis singular su identidad a partir de un universo amplio de posibilidades identitarias. Bourdieu relaciona identidad individual y colectiva pero no subsume a la primera en la segunda : cada historia individual es singular e irreductible, resultado único de la dialéctica entre habitus y condiciones que se desarrolla a lo largo de la trayectoria individual y de la participación en las luchas en distintos campos. Pero cada agente individual y colectivo encuentra límites a su reflexividad en las estructuras cognitivas, como esquemas de percepción, pensamiento y acción incorporados que no escogió y que no puede fácilmente cambiar.

La identidad de género ocupa un lugar específico dentro de las identidades sociales. Fuller señala que : « la identidad de género corresponde al sentimiento de pertenencia al sexo femenino o masculino. (...) Esta simbolización cultural de las diferencias anatómicas toma forma en un conjunto de prácticas, discursos y representaciones sociales que definen la conducta y la subjetividad de las personas en función de su sexo. A su vez, se producen categorías sociales : los varones y las mujeres, que ocupan lugares precisos, diferentes y jerarquizados en el ordenamiento social. A diferencia de otros tipos de identidades sociales (étnica, de clase, profesional, etc.) que se fundan en posiciones que pueden variar en la vida del sujeto, la experiencia de nacer dentro de una categoría sexual es un *hecho fundante* de la subjetividad humana que se inscribe en el cuerpo y lo constituye en femenino, masculino o desviante. (...) En ese sentido la identidad de género es una de las capas más profundas de la identidad personal, una guía fundamental para la actuación en el mundo y uno de los soportes biográficos centrales en la construcción del relato de sí mismo » (1997 : 18).

El análisis de los procesos identitarios en los estudios de género y trabajo en América Latina, a pesar del desarrollo reciente de los estudios sobre masculinidad, ha estado centrado en la problemática de la identidad femenina, en la cual las tensiones e interrelaciones entre familia y trabajo han ocupado un lugar preponderante. En este artículo he seleccionado algunos enfoques apoyada en ejemplos igualmente seleccionados de investigaciones en diversos países. Abordaré seis grandes temas :

- 1) algunas perspectivas en el estudio de las identidades de las mujeres obreras ;
- 2) los cambios generacionales en la construcción de la identidad de las trabajadoras ;
- 3) primeros impactos de los estudios de masculinidad en la problematización de las identidades de género y trabajo ;
- 4) finalmente me interesaré por los nuevos estudios sobre desempleo, empobrecimiento y exclusión como rupturas de los procesos identitarios.

## MUJERES OBRERAS : IDENTIDADES DE GÉNERO, CULTURAS LABORALES Y CULTURAS EMPRESARIALES

El estudio de los procesos de construcción de identidad de género e identidad laboral en el caso de los sectores obreros y populares ha seguido varios caminos : algunos trabajos se han ocupado de las especificidades de la identidad de las mujeres como trabajadoras en un universo laboral masculino, abordando la división del trabajo, las formas de disciplinamiento y la participación en las luchas obreras y sindicales ; otros trabajos se han interesado por las tensiones entre la doble inserción de las mujeres en la familia y el trabajo, bien destacando esta *doble pertenencia* conflictiva, bien sea abordando las tensiones con énfasis en el espacio laboral o en el familiar. Los enfoques se han orientado en forma alternativa o complementaria desde *la debilidad* o desde *la diferencia*.

### **Lo masculino y lo femenino en el espacio laboral**

Una corriente en los estudios sobre la construcción de una identidad femenina en el espacio laboral, se ha interesado por analizar las dificultades que

encuentran las mujeres para construir una identidad como trabajadoras y mujeres en un universo laboral masculino. En Chile, Guzmán, Portocarrero y Pinzás (1993) analizan la construcción de lo femenino y de lo masculino en el espacio fabril partiendo de un concepto de *colectivo obrero* diferenciado tanto por la calificación de los distintos sectores de trabajadores como por la edad, la antigüedad, el sexo y otras propiedades como el origen regional o étnico. Las diferencias de posición y percepción de los distintos sectores es interpretada, reproducida y jerarquizada por el colectivo obrero, imponiéndose una mirada hegemónica sobre el conjunto. El tipo de funciones que las mujeres desempeñan en el proceso productivo las anonimiza, razón por la cual despliegan diversas estrategias para afirmar su individualidad y el valor de su trabajo. Esto puede conducir a *auto-explotarse* individualmente para demostrar el valor o la calidad de su trabajo. Las autoras atribuyen a las características del trabajo de las mujeres el que sean desvalorizadas por el colectivo obrero, el cual las asocia con espacios no-industriales, con el ámbito del trabajo doméstico y la crianza de los niños. Por ello, la presencia de las mujeres en la fábrica no está nunca plenamente legitimada.

A pesar de esta baja valoración de su trabajo, las mujeres encuentran diversos sentidos en su experiencia laboral, uno de los cuales es la *experiencia comunicativa* que les permite desarrollar nuevas relaciones humanas, profundizar en la comprensión de los problemas cotidianos, generar solidaridades en el grupo de mujeres para protegerse de la hostilización y asedio de sus compañeros. La subordinación femenina se construye y reproduce cotidianamente en el espacio fabril, entabando la adquisición de una nueva faceta en la identidad de las mujeres: la de productora. Las trabajadoras resisten a la subordinación y luchan por dotar de sentido a su actividad laboral. Sin embargo, estas resistencias que llevan a las trabajadoras a resignificar las características socialmente atribuidas a su trabajo, no conducen necesariamente a la auto-identificación de un colectivo femenino, de mujeres y trabajadoras, ni a una mayor conciencia de la subordinación femenina como problema social.

Reygadas (1998) cuestiona el carácter parcial de los enfoques que tratan las interacciones entre los cambios en la organización del trabajo y las relaciones de género desde una perspectiva de impacto de los primeros sobre los segundos. Plantea, en cambio, interrogantes sobre la influencia que tienen los cambios en las relaciones de género sobre las culturas del trabajo, las representaciones y prácticas del trabajo. Apoyándose en la tipología de culturas del trabajo y género elaborada por Newman (1995) para analizar los organismos ingleses del sector público que diferencia *culturas tradicionales*, *culturas competitivas* y *culturas transformacionales*, Reygadas propone una tipología análoga para abordar las culturas fabriles en América Latina.

En las *fábricas como territorio masculino* dominan culturas obreras que exaltan valores masculinos como la fuerza física, la rudeza en el trato y en el lenguaje, la estigmatización de la debilidad femenina: ejemplo de ello son las culturas mineras. La *misoginia de la nave fabril* (Firth-Cozens y West, 1993) se construye con el concurso de diversas estructuras sociales y culturales: ritos de iniciación, mitos, símbolos, lenguajes, espacios de sociabilidad e instituciones masculinas como el sindicato, la cantina o el club deportivo... Las mujeres no estuvieron necesariamente ausentes de estos territorios masculinos pero si fueron excluidas de los trabajos mejor remunerados y más calificados, de los puestos gerenciales en las empresas y de las posiciones directivas en los sindicatos. Reygadas subraya la

presencia simbólica de las mujeres « como vírgenes y santas en las imágenes religiosas que poblaron las fábricas, como objetos sexuales en calendarios y carteles que decoraban los talleres y los vestidores de los varones, como nombres que se daban a minas, maquinarias y fábricas, como reinas de belleza y madrinan de los equipos deportivos de los trabajadores » (92).

A partir de la década de los sesenta se difunden las plantas maquiladoras en varios países de América Latina, con una participación mayoritariamente femenina entre los trabajadores : se crearon *fábricas para mujeres rigurosamente vigiladas*. Las relaciones de género no se modificaron sustancialmente y se reprodujo la división sexual del trabajo bajo administraciones paternalistas : a las mujeres les fueron asignadas las actividades menos atractivas desde el punto de vista del salario y del contenido del trabajo, fueron tratadas como menores de edad y trabajadoras de segundo orden. Reygadas escruta la documentación etnográfica existente para rescatar manifestaciones de las resistencias de las trabajadoras. Estas no toman en general las mismas vías que las protestas masculinas « porque casi siempre carecen de sindicatos e instituciones similares, porque enfrentan a empresas con gran movilidad y capacidad de control y porque recurren a un arsenal cultural propio ». Las resistencias de las mujeres pasan por interpretaciones alternativas de su condición de trabajadoras y diversas protestas cotidianas.

Finalmente, Reygadas propone el tipo de las *fábricas reconfiguradas* todavía minoritarias en el campo de la industria latinoamericana pero que comportan transformaciones en las relaciones de género : cambios en el carácter tradicionalmente masculino o femenino de determinados espacios fabriles, participación masiva de las mujeres que obliga a las empresas a transformar sus formas de gestión, revaluación de cualidades consideradas típicamente femeninas que antes eran consideradas incompatibles con las culturas de trabajo... Reygadas explica la incorporación de dimensiones afectivas y emocionales en la gerencia no sólo como estrategias de control e involucramiento de los trabajadores sino como adaptación a las exigencias de una nueva fuerza de trabajo feminizada. También se producen cambios en el sentido inverso, cuando los hombres aceptan tareas que eran consideradas femeninas. Se destaca la competencia de las mujeres con los hombres por puestos de supervisión y el acceso creciente de mujeres a cargos de supervisión y a puestos de ingeniería y gerencia. En este campo, es importante señalar el estudio de Hola y Todaro (1992) sobre el sector financiero en Chile, en el cual muestran los complejos mecanismos que favorecen la reproducción de la discriminación de género en empresas que tienen un discurso igualitario y reivindican incluso una *gerencia andrógina*.

El caso de la empresa Texmeralda (Arango 1998) ilustra la capacidad de las mujeres de transformar aspectos de las culturas empresariales, como lo señala Reygadas. Paradójicamente, la crisis que vive la empresa en la década de los noventa y que condujo al cierre de la misma, abrió espacios nuevos a las mujeres profesionales que deciden probar sus destrezas en tiempos difíciles. El aumento de la participación femenina a nivel gerencial que se presenta como un mejoramiento del status de las mujeres, es también el efecto de la política de reducción de costos : las mujeres ejecutivas representan un ahorro salarial. La participación de las mujeres en la gerencia alcanzó a tener efectos significativos en un sector tradicionalmente reacio al ingreso de mujeres. Las ingenieras fueron ganando terreno al evitar aparecer como amenazantes para el orden de género, reafirmando una feminidad que respeta buena parte de los cánones tradicionales.

En mi estudio sobre esta empresa textilera, diferencio algunas formas de interacción entre las culturas laborales y las relaciones de género que cambian a lo largo de la historia de la empresa. En las décadas de 1930 y 1940, se desarrolla en la empresa una *cultura laboral femenina subordinada*. El área de producción y especialmente, los salones de Hilados y Tejeduría, son espacios controlados por las mujeres a pesar de la vigilancia masculina de supervisores y patrones. Las trabajadoras pelean su control sobre el ritmo de trabajo y sobre los saberes del oficio que eran transmitidos por *las antiguas a las nuevas*. También se apropian individualmente del sitio de trabajo y de las máquinas a su cargo que cuidan, limpian y brillan como si fueran propias, y en los primeros años era frecuente que se llevaran materia prima a la casa como hilos y lanas para tejer. Estas formas de apropiación de los espacios y materiales de trabajo no se oponen a una relación subordinada a la autoridad tradicional del patrón.

Durante la década de los 50, el crecimiento de la empresa y el incremento de la participación de los obreros varones, algunos con experiencia en otras fábricas, transforman el perfil del sindicato y de sus líderes. En oposición a la política anterior de subordinación a los patrones y de defensa de la empresa, se impone un nuevo discurso que define las relaciones obrero-patronales en términos de antagonismo, articulando las prácticas cotidianas de protesta y reclamo económico o disciplinario con un proyecto político comunista. Aunque el nuevo sindicato fomenta la participación de las mujeres, les reserva un lugar secundario en la organización sindical, pues se las considera más *vulnerables* frente a los patrones.

A lo largo de su historia, la empresa transita finalmente hacia una cultura mixta, individualista y competitiva que va tomando forma en el área administrativa y empieza a tocar timidamente el área de producción. Tanto hombres como mujeres se inscriben en las distintas lógicas de la acción obrera y sindical pero desde perspectivas diferentes: mujeres líderes que defienden el orden paternalista y la relación personal con los patrones; mujeres revolucionarias que conforman la retaguardia del sindicalismo clasista y sacrifican su vida personal por *el bien de la causa*; hombres que defienden nuevas lógicas de concertación entre capital y trabajo y una democratización de la vida sindical que incluya a las mujeres; hombres y mujeres individualistas y escépticos ante la acción colectiva...

### **Familia, maternidad y trabajo**

El lugar que se otorga la maternidad y la reproducción en el universo fabril expresa el carácter *masculino* del mismo. Las primeras generaciones de trabajadoras en la industria textil colombiana fueron *hijas de familia* que consagraron su vida al trabajo en la fábrica para sostener a sus familias de origen y pospusieron indefinidamente opciones como el matrimonio y la maternidad, obteniendo muy poco reconocimiento social por este *sacrificio*. La implantación de la Ingeniería Industrial en las fábricas introduce una visión que considera a la maternidad como *costo* que hay que reducir o eliminar (Arango, 1994). Los argumentos *neutros* (económicos y técnicos) sobre los inconvenientes de la maternidad y su incompatibilidad con el universo de la producción, han estado presentes en los discursos e imaginarios empresariales sobre las mujeres, afectando la identidad femenina de las trabajadoras. Si resulta difícil que las mujeres construyan una identidad como trabajadoras y *productoras*, cuando son madres esto se vuelve prácticamente imposible.

Tal vez el análisis que mejor da cuenta del papel ambiguo que ocupan las relaciones entre producción y reproducción en la identidad de las trabajadoras es el que hacen López et al (1992) en el caso de las obreras de la industria de la pesca en Uruguay. Siguiendo a Kergoat en su planteamiento sobre la inserción de la mujer en el ámbito laboral y doméstico como un *continuum no dicotómico*, López y otras exploran la identidad de las obreras : « La trabajadora no sería un ama de casa que trabaja eventualmente fuera, ni tampoco un trabajador mal pagado que dedica su tiempo de ocio a realizar tareas domésticas. Por el contrario, construye su identidad en la relación permanente con esos dos tipos de actividades : el trabajo asalariado y el doméstico. Ambos reclaman de su parte estrategias, actitudes, prácticas y valores distintos y a menudo contradictorios ».

El ideal de estas trabajadoras coincide con el de las profesionales que buscan ser *supermujeres* : « el ideal al que quisieran aproximarse es una mujer que 'lo puede todo' », que se desenvuelve con total eficiencia en ambos espacios». Para describir esta situación, recurren a la noción de *ambigüedad* utilizada por Bertaux-Wiame y otros (1989) y la de *conciencia inherentemente contradictoria* de Stolcke (1986). Señalan la doble naturaleza de la ambigüedad que caracteriza a la identidad de género de las obreras : ambigüedad frente al empleo, apreciado por la relativa autonomía que les da, o el alivio que representa frente a las presiones domésticas cotidianas, pero también rechazado por las duras condiciones en que se realiza. Estas trabajadoras mantendrían una relación de *ajenidad* (o extrañeza) con el trabajo, nunca plenamente incorporado en su identidad. Las mujeres manifestarían simultáneamente un menor compromiso con el trabajo, percibido como complementario o temporal, y una elevada ética frente al trabajo *bien hecho*, es decir que las mujeres trabajan con mayor dedicación y cuidado pero no estarían tan apegadas a su empleo y oficio... Ambigüedad también frente a lo doméstico, experimentado como componente intrínseco de su identidad de mujer a pesar de la carga que representa.

### Participación sindical e identidad de género

Martínez (1994) estudia las manifestaciones de lo que llama *fiebreza* en el contexto de la reincorporación de las mujeres a la industria textil, con el fin de cuestionar la imputación de docilidad que muchas veces se hace de la mano de obra femenina. Estas manifestaciones se enmarcan dentro de la ambigüedad inherente al lugar de las mujeres y a las dinámicas de represión y resistencia. Martínez retoma el tema de los juicios y estereotipos *de clase* que los mismos obreros tienen sobre sus colegas mujeres. Haciendo un balance sobre la diversificación de los enfoques para abordar la problemática de la mujer obrera, Martínez observa una continuidad en la forma de pensar el problema, al prevalecer « una lógica comparativa que lleva a definir la situación de la obrera en relación con la del obrero » (224). Tras ella se esconde una concepción liberal de la emancipación de la mujer que supone que cuanto más integre los modos de comportamiento laboral y sindical de los obreros, más posibilidad tendrá de asegurar su liberación como mujer.

Este enfoque comparativo, equivalente a lo que Guerra (1988) llama el enfoque de *la debilidad* tiende a oponer las características de las obreras (baja calificación, trabajo intensivo, promoción lineal, bajos salarios, tecnología anticuada, mayor obediencia...) a las de los obreros varones (alta calificación, capital intensivo, promoción compleja, mayores salarios, tecnología de punta, mayor resistencia). En

la industria textil mexicana que estudia Martínez, la reincorporación de las mujeres, después de haber sido desplazadas en la década del 50, responde a nuevas condiciones técnicas y sociales que reducen la exigencia de fuerza física, disminuyen el tiempo de capacitación, incrementan requisitos en términos de flexibilidad y responsabilidad con la calidad del producto. Martínez destaca manifestaciones de la *fiereza* de las trabajadoras como las que se dan en su participación en la huelga de 1987 y que señalan una capacidad de comprometerse en acciones audaces, en tareas de apoyo y organización. Las mujeres tienden a la acción directa y al enfrentamiento más que al uso de mecanismos institucionales y a procedimientos negociadores.

La autora explica las diferencias en la participación de las obreras a pesar de que constata una igualdad en las condiciones objetivas de hombres y mujeres (educación, participación sindical, experiencias laborales previas, salario, funciones, tiempo extralaboral) acudiendo a la idea de *asimetría de conciencia* anclada en las posiciones opuestas, de opresor y oprimida, que ocupan hombres y mujeres. Esto desvirtuaría la idea de que las mujeres tienen una libertad de *toma de conciencia* semejante a la del hombre.

Godinho Delgado (1995) trata de hacer evidente el carácter masculino de las identidades y culturas sindicales. Godinho plantea los retos que enfrenta el sindicalismo latinoamericano para ampliar su base y responder a la crisis, introduciendo dimensiones ignoradas o excluidas por la hegemonía masculina. La incapacidad de percibir el trabajo de las mujeres en todas sus dimensiones le impide entender al movimiento sindical las diferencias existentes entre hombres y mujeres en el mundo del trabajo (asalariado y doméstico) y adelantar reivindicaciones por la socialización de las tareas domésticas, la reducción de la doble jornada de trabajo de las mujeres, la ampliación de equipamientos sociales colectivos, la eliminación de la discriminación de género en el mercado laboral. A pesar de la creciente participación de las mujeres en el sindicalismo a partir de la década del 80 y de la influencia de los movimientos feministas, el movimiento sindical parece no ver a las mujeres sino cuando se destaca su condición *reproductiva* y recoge reivindicaciones *específicas* de protección a la maternidad. El sesgo masculino está presente a la vez en una feminización de lo reproductivo, que ignora la condición de padres y las tareas reproductivas de los varones, y por otra parte, en la invisibilidad de las diferencias cuando se trata de las dimensiones *masculinas* del trabajo como la defensa del salario, la calificación, la promoción...

López (1993) aborda el tema de las mujeres y el sindicalismo en el caso argentino desde una perspectiva del poder como relaciones y representaciones profundamente ancladas en las subjetividades. Estudia los significados, valores y actitudes hacia el poder entre mujeres sindicalistas. López subraya la aparente preeminencia de la lealtad al gremio sobre la lealtad de género y la escasa identificación de las sindicalistas con un colectivo femenino lo cual revela el peso de una imagen desjerarquizada de las mujeres y la aceptación de los estereotipos negativos sobre éstas. López identifica un discurso del sacrificio ligado al mito « mujer = madre » e íntimamente vinculado a la vocación de servicio.

Esta identidad militante *maternalizada* oculta ante el sindicato y ante sí mismas dimensiones importantes de los saberes políticos que poseen las mujeres e incide en la negación de una memoria de las luchas femeninas en el sindicalismo. La relación con el poder es ambigua, se le asocia con lo inmoral, lo sucio y lo pervertido ; de ahí que muchas sindicalistas insistan en su propia imagen de *mujeres*

*honestas*. Las mujeres expresan temor a perder la feminidad por el ejercicio del poder y señalan la importancia de conservar las habilidades femeninas tradicionales, vinculadas al mundo privado, de la intimidad y los afectos. Esta defensa de una militancia *maternalizada* no es interpretada solamente como una expresión de la dominación de género interiorizada sino también como una estrategia que permite legitimar prácticas de ruptura con argumentos no disruptivos, como lo señala López. Aquí encontramos sin duda coincidencias con las estrategias de otras mujeres que acceden a parcelas de poder como las mujeres ejecutivas (Arango, Viveros, Bernal, 1995). La eficacia relativa que puedan tener estas estrategias no permite soslayar su ambivalencia. López enfatiza la violencia implícita mediante la cual las mujeres se auto-imponen limitaciones : « Los efectos más solapados actúan a través del autobloqueo, el autoboicot de las propias capacidades, que aniquilan la posibilidad de alcanzar sus objetivos explícitos, así como los techos internos, que frenan el acceso a sus metas. Operación silenciosa, que da cuenta de la presencia insidiosa de las significaciones imaginarias que siguen *diciendo* que, ciertas cosas, en realidad, no son para ellas » (López, 1993 : 362).

## NUEVAS GENERACIONES DE TRABAJADORAS

La mayoría de las investigaciones señalan con relativo optimismo la presencia de cambios en el significado del trabajo y la familia en la vida de las nuevas generaciones de trabajadoras. El acceso a mejores niveles educativos que sus madres incide fuertemente en estas transformaciones.

En las grandes empresas textiles colombianas, las generaciones que ingresan a la fábrica después de 1960 manifiestan cambios significativos en las prioridades que establecen en sus vidas, en su relación con el trabajo y sobre todo con la familia. El proceso de búsqueda de autonomía de las mujeres se inicia con la distancia que toman las jóvenes obreras con respecto a sus hogares de origen. La vinculación laboral es una condición necesaria pero indudablemente, las formas de socialización urbana y escolarizada de estas obreras contribuyen ampliamente a generar nuevas aspiraciones individuales. El cuestionamiento de su estatus marginal en la producción está presente en el hecho de que las obreras tienden a considerarse a sí mismas como trabajadoras con pleno derecho al empleo y se inclinan a permanecer en la industria una vez se han casado o han procreado. El trabajo hace parte de su existencia y es el medio para realizar proyectos individuales o en pareja (Arango, 1994 : 293).

Tanto en el caso de la empresa textilera colombiana Fabricato (Arango 1991) como en el de Mancol, empresa productora de libros infantiles en Colombia (Bustos 1994), las trabajadoras jóvenes en pareja definen términos de intercambio económico bastante equitativos, en donde se dividen responsabilidades en los gastos familiares de común acuerdo, conservando cada cóyuge el control sobre su salario. Estas parejas establecen proyectos familiares muy racionales, en los cuales objetivos como la consecución de vivienda propia o el número de los hijos son sopesados concienzudamente, en pareja... (Arango, 1998a)

Guzmán, Mauro y Araujo (1999) estudian las trayectorias laborales de tres cohortes de mujeres chilenas de distintos sectores socio-ocupacionales. Las autoras destacan la percepción de la importancia de la educación para acceder al mercado de trabajo y a mejores empleos. Las motivaciones para entrar a trabajar se aso-

cion con el significado del hecho de trabajar : la necesidad económica aparece como la razón principal pero su mención disminuye entre cohortes ; entre las jóvenes aparecen razones más referidas a la autorrealización (ingresos para la independencia, la realización, el prestigio, la carrera y el desarrollo intelectual...).

Las autoras se interesan por la centralidad del trabajo en la representación que de sí mismas tienen las trabajadoras, es decir sobre el grado de independencia y prioridad que adquiere el trabajo dentro del complejo representacional que sustenta la identidad personal, sobre todo en situaciones críticas. La centralidad del proyecto laboral supone que las negociaciones en la familia y la pareja, se hacen bajo la premisa de que ese proyecto en tanto eje orientador no puede ser puesto en cuestión. Esta posibilidad no está al alcance de todas ya que « los empleos precarios, sin líneas de movilidad y con bajos ingresos sumergen a las mujeres en un presente inmediato, y las presiona a responder a las demandas del día a día en la familia y en el medio laboral » (163). La idea de « éxito » laboral está presente en las distintas categorías de trabajadoras aunque los criterios para definirlo son heterogéneos. El significado del trabajo en la identidad de estas mujeres es inseparable de su *doble presencia* en la familia y en el trabajo. Esta doble presencia es identificada por las mujeres de todas las cohortes como la especificidad de su situación y la razón más importante de discriminación en el mundo laboral y postergación en el familiar. Las autoras destacan los aspectos *positivos* de esta doble presencia que supondría también mayores posibilidades de crecimiento personal, al dotar a las mujeres de una base de identidad personal y social más diversificada.

En las generaciones más jóvenes, sin embargo, los cambios en las expectativas frente a la familia y las transformaciones simultáneas del mercado de trabajo, redundan en una mayor individualización de los proyectos de vida y la identidad. La edad pero también la clase social marcan diferencias importantes : para las mujeres de mayores recursos el trabajo es representado como destino elegido, asociado con la idea de autorrealización. Entre las mujeres de menores recursos el sentido del trabajo se presenta prioritariamente como una exigencia y una necesidad para la sobrevivencia, aunque también represente beneficios personales y emocionales.

## ESTUDIOS DE MASCULINIDAD, GÉNERO Y TRABAJO

El desarrollo de los estudios de masculinidad en América Latina empieza a renovar las aproximaciones a las relaciones entre género, trabajo e identidad. Una de las dimensiones menos estudiadas del agotamiento o sustitución del llamado *paradigma fordista* en la Sociología del Trabajo latinoamericana es la que atañe a la crisis del modelo de proveedor masculino. Fernández-Kelly (1994) sostiene la tesis de que el orden económico que reposaba sobre el modelo de trabajador varón proveedor y el corolario de la mujer como encargada del trabajo doméstico fue transformado por la globalización económica en las últimas tres décadas. La caída de los salarios y el creciente desempleo no solamente obligan a multiplicar los proveedores en el hogar, sino que este último debe suplir bienes y servicios que las familias adquirían anteriormente en el mercado. Muchos de los análisis sobre el impacto de la crisis en las estrategias familiares de sectores populares latinoamericanos coinciden en afirmar que el deterioro de los ingresos masculinos redundará en una

intensificación del trabajo doméstico de las mujeres y una prolongación de las jornadas dedicadas a esas tareas (Arriagada 1997, Benería 1992, González de la Rocha 1999). Algunos estudios cualitativos sobre la masculinidad en sectores populares urbanos (Pineda 2000, Fuller 1998, Gutmann 2000, Viveros 2002, Gómez 2000) dan cuenta de transformaciones y cuestionan o relativizan los estereotipos dominantes sobre la participación de los varones en el ámbito doméstico.

### **Crisis del modelo de varón proveedor y nuevas masculinidades**

Gutmann (2000) analiza la masculinidad en sectores populares mexicanos a partir del estudio etnográfico de la colonia Santo Domingo en ciudad de México, poniendo en evidencia las luchas y las formas sutiles de subversión del orden establecido por parte de los pobladores. Las luchas feministas, los nuevos discursos sobre la igualdad de género y la necesidad de que los varones se transformen y *modernicen* sus comportamientos, el cuestionamiento del *machismo* hacen parte de los referentes en juego en las prácticas e intercambios populares.

Gutmann nos aproxima a las dinámicas complejas de la división sexual del trabajo en los hogares populares : muestra cómo los varones de todas las edades participan en actividades de crianza y cuidado de los hijos. Pone en evidencia las contradicciones ligadas a su experiencia como proveedores dependientes de su esposa para que atienda sus necesidades de *cuidado*, experiencias no necesariamente vividas con un afán de control. Aunque sus observaciones confirman el peso fundamental que sigue recayendo sobre las mujeres en las tareas domésticas, descarta la idea de que los varones se limiten a ser proveedores en sentido estricto. También señala procesos de *des-generización* de ciertas funciones ligadas a la reproducción doméstica que difícilmente pueden identificarse como masculinas o femeninas. Concuere da con Pineda (2000) al señalar que los varones asumen tareas domésticas *por necesidad*, lo que incluye que las mujeres los obliguen a asumirlas. Sin embargo, en ocasiones, la complementariedad de roles entre mujeres y hombres es realimentada por las mismas mujeres que defienden su papel como *proveedoras complementarias* : ellas *ayudan* a los hombres con los gastos de la casa. Sin duda, las relaciones de dominación y negociación dentro de los hogares son ambivalentes y algunas mujeres han limitado sus reivindicaciones de igualdad y autonomía como forma de preservar un *desequilibrio* no siempre desventajoso...

Gutmann proporciona ejemplos del *dolor del poder* (Kaufman, 1995) de los hombres de sectores populares relacionados con su rol de proveedor. Varones como Antonio sufren porque sus familias los tratan como un instrumento : « Lo único que les importa es que lleve dinero a casa ». Los hombres que participan en el Centro de Atención a la Violencia Intrafamiliar de la localidad emplean términos como *ninguneado*, *minimizado*, *humillado* y *descontrolado* para describir como se sienten por el modo en que sus esposas, madres y otras mujeres los tratan.

Pineda (2000) se propone averiguar las posibilidades y las condiciones que permiten a hombres de sectores populares subvertir las formas hegemónicas de masculinidad. Teniendo como contexto el debate sobre la feminización de la pobreza y la incorporación masiva de las mujeres al mercado de trabajo, Pineda se preocupa por los efectos perversos de una cierta *equidad de género con inequidad social*. Su investigación se desarrolla en Cali, en hogares cuyas jefas han sido beneficiarias del Programa Desarrollo de Familias con Jefatura Femenina auspiciado por el Banco Mundial de la Mujer. Sus compañeros son en muchos casos,

antiguos obreros desempleados como efecto de la crisis económica y la reestructuración industrial en la región. Pineda afirma que las relaciones de poder entre géneros en comunidades pobres urbanas de Cali han cambiado por la combinación de factores que afectan negativamente a los hombres, como el incremento del desempleo masculino y otros que han beneficiado a las mujeres, como la disminución de las tasas de fertilidad, la expansión de servicios educativos y de bienestar infantil, la alta movilidad física de las mujeres, su participación en organizaciones comunitarias y las trayectorias personales que las han motivado a superar experiencias de subordinación y violencia con sus compañeros anteriores.

Pineda señala el efecto negativo del desempleo masculino sobre la identidad de los varones basada en buena parte sobre su papel de proveedores en el hogar. Su investigación nos muestra a unos hombres que aceptan una inversión de la división sexual del trabajo en la familia y asumen las tareas de cuidado en todas sus dimensiones. Para muchos de ellos, se trata de una situación pasajera y reversible. Los hombres resignifican esta transformación en la división sexual del trabajo que amenaza su masculinidad y para ello, acuden a otras dimensiones de la identidad masculina, como su monopolio de la fuerza física y el trabajo pesado. El estudio pone en evidencia ese trabajo de resignificación que puede entenderse como parte de la lucha simbólica adelantada por los varones para preservar, redefiniéndola, una concepción de masculinidad con alguna preeminencia sobre la feminidad. Algunas mujeres también *los apoyan*, haciéndoles concesiones simbólicas de modo que no se sientan disminuidos por el cambio objetivo en las relaciones de poder y la división del trabajo en la pareja.

La antigua división sexual del trabajo es objeto de otras negociaciones y orientaciones en las nuevas generaciones. Como lo señala Viveros (2002): « Los hombres más jóvenes expresan, en mayor o menor medida, una relativa aceptación de perder parte de su antiguo poder a cambio de aminorar las tensiones ligadas al cumplimiento de sus responsabilidades económicas. Igualmente, es importante hacer referencia a los cuestionamientos hechos por muchos de los varones de esta generación en relación con su identidad social como tales y a sus deseos de asumir en forma diferente la relación con el trabajo, la familia y la paternidad » (257).

Fuller (1998) analiza el impacto que tienen los cambios en el mercado laboral sobre las identidades masculinas en sectores populares en el Perú. Para los varones limeños de sectores populares, el discurso de la responsabilidad familiar es el soporte de la representación del trabajo, espacio masculino por excelencia, en contraposición a la casa femenina. En contraste con la alta valoración que conceden al trabajo, todos relatan una historia de inestabilidad laboral con cambios constantes de ocupación y varios entrevistados están desempleados. De este modo, nos dice Fuller, el trabajo, eje más importante en la constitución de la identidad masculina, está marcado por la inseguridad y el dolor.

Para los varones jóvenes limeños, contribuir al hogar es una fuente de afirmación de su masculinidad al conferirles derechos y autoridad sobre mujeres y niños. El trabajo es la puerta de entrada al espacio masculino pero es notorio el desfase entre sus altas expectativas en términos de estudios y acceso a las profesiones y sus posibilidades reales. Para los cuzqueños adultos de sectores populares, el trabajo se identifica con *hombria*: hace hombre al varón, su finalidad es dignificarse y sustentar a la familia. Fuller subraya la ambivalencia y los costos de

acceder a un reconocimiento social como adultos responsables : « ingresar a la etapa adulta es una fuente de orgullo y satisfacción : son padres y jefes de familia, pero implica cancelar los sueños de estudiar o acumular recursos que les abrirían las puertas del ascenso social » (19).

La investigación de Puyana y Mosquera (2001) en torno a las representaciones sociales de la paternidad y la maternidad en Bogotá identifica transformaciones significativas en la división del trabajo en el hogar, en algunos casos, motivada por las necesidades que plantean cambios como separaciones, nuevas uniones, el trabajo intensivo de ambos cónyuges o el desempleo masculino ; en otros, como expresión de una conciencia de género y de la voluntad de incidir en transformaciones sociales desde sus propias familias, con sus parejas e hijos. El estudio documenta así mismo una gran variedad en los acuerdos de pareja en torno a la proveeduría y la distribución de responsabilidades para asegurar el mantenimiento económico de la familia que van de la división entre proveedor masculino exclusivo y ama de casa, a una co-proveedoría equitativa, pasando por inversiones en la división sexual del trabajo y en proveedurías colectivas que involucran a otros miembros de la familia.

Escobar se interesa por comprender la reestructuración de las vidas masculinas a partir de la reestructuración económica y social. Para ello, aborda relatos de vida masculinos que somete a un ejercicio de sospecha, introduciendo la idea de neomachismo : « En la vida urbana mexicana, el cambio económico y el feminismo han dejado huellas en el relato masculino obrero, artesanal o profesional, que no puede abordar las diferencias y la discriminación con la naturalidad de antes. Pero esto no significa necesariamente que cambien las relaciones de género. La dominación puede buscar nuevos mecanismos, explicaciones y justificaciones. Esta incorporación puede manifestar un neomachismo o bien ser expresión de un cambio real en las relaciones sociales y de poder » (1998 : 198).

Pero, por otra parte, cuestiona a los estudios de género por la simplificación del afán masculino de dominio y de su imposición homogénea y general. Escobar critica, por ejemplo, la universalidad del modelo de varón proveedor único que considera un modelo legítimo en general pero válido sólo para una minoría de hombres y de países. El análisis de las historias de vida masculinas se realiza en el contexto de un análisis macro-social sobre los cambios en la estructura de clase en el mercado laboral mexicano y en las estructuras de oportunidades ocupacionales por género. El estudio de Escobar está centrado en la construcción de las trayectorias de los varones y los cambios en las relaciones de género sobre éstas : « Los casos muestran patrones de cambio, pero hay que rechazar la tentación de postular un pasado homogéneo de dominio masculino opuesto a otro, contemporáneo, de negociación paritaria. No se vivía antes sin contradicciones ni son las contradicciones de hoy inmovilizantes y señales de un bloqueo histórico » (1998 : 225).

Escobar recuerda las diferencias y tensiones entre representaciones de la masculinidad adulta, más centrada en el papel de proveedor responsable y padre y la masculinidad juvenil asociada con la libertad y la sexualidad. Introduce el tema del varón compañero, más que co-proveedor, para resaltar algunas contradicciones y dificultades de legitimidad. El autor concluye sobre la existencia de un discurso femenino construido después de la década del sesenta que defiende la lucha por la autonomía y la igualdad de género y destaca la ausencia de un discurso masculino que le corresponda o le sirva de contraparte.

### Masculinidad e identidades profesionales

Recientemente han surgido investigaciones que abordan el tema de la identidad profesional masculina utilizando los aportes de los estudios de masculinidad. Son enfoques que conciben al varón en el trabajo como sujeto *generizado* y se interesan por ámbitos profesionales poco estudiados. Daré dos ejemplos contrastantes presentados en el pasado Congreso Latinoamericano de Sociología del Trabajo en torno a la construcción de las identidades profesionales.

Hernández (2000) presenta avances de una investigación que busca analizar los efectos de la masculinidad, como signo positivo o ventaja simbólica en una sociedad patriarcal, sobre la construcción de las relaciones de género y la identidad profesional en el área de enfermería. Hernández hispaniza el uso anglófono del *género* como verbo : se refiere a la capacidad de los hombres de *hacer género*, es decir « de hacer valer su condición de *ser hombres* llevando esa *señal* (token) a cualquier lugar, pero de manera más significativa a aquellas situaciones y lugares en que son minoría o se pudiera dudar de su masculinidad, tal como en el caso de los hombres empleados como profesores de preescolar, trabajadores sociales o enfermeros ». Los enfermeros entrevistados hacen parte de los 90 hombres que se desempeñan en esa profesión en el Hospital Civil de Belén en Guadalajara, México y que representan el 10 % del total de enfermeras(os).

Los once entrevistados tienen todos otro oficio o empleo en plomería, carpintería, mecánica automotriz, comercio e industria. Algunos de ellos aspiraban a estudiar medicina y no pudieron por diversas razones y en todo caso, ninguno de ellos escogió a la enfermería como su profesión o vocación inicialmente. Por necesidad económica y oportunidades, varios de ellos se vincularon como auxiliares de enfermería y luego adelantaron una formación en enfermería. Contrariamente a sus colegas mujeres, los varones lograron formaciones muy rápidas y ascendieron en un tiempo mucho más corto. Si bien los enfermeros aseguran que no existen diferencias de género en la calidad y habilidad para el trabajo, se auto-diferencian de las mujeres por la fuerza física para manejar a los pacientes sin pedir ayuda, y sobre todo porque defienden el carácter *profesional* de su trabajo que oponen a la idea de *quehacer*, asociado con una extensión del papel femenino en el hogar, en el caso de las mujeres. La búsqueda de movilidad social y de acceder rápidamente a puestos acordes con su categoría de *hombres* hace parte de su dignidad masculina : los enfermeros perciben que el hecho de ser hombres incluye un deseo de logro y superación.

Dos Santos (2000) analiza las relaciones de trabajo y género entre los camioneros, destacando los rasgos de esta profesión que la asocian con definiciones muy marcadas de masculinidad. Ser camionero significa tener alta resistencia física y emocional, ausencia de miedo frente al peligro, demostraciones de virilidad y firmeza. El gremio de los camioneros se diferencia por muchas razones : el ser o no propietarios de su camión, el tamaño y modernidad del camión, los trayectos que hacen (locales, nacionales o internacionales), el tipo de carga... Todo ello contribuye a establecer jerarquías de prestigio entre los camioneros. Pero a pesar de estas diferencias, todos comparten la valoración masculina de su trabajo y la inmensa mayoría de los conductores son hombres. Este trabajo como otros se ve afectado por una devaluación de la fuerza de trabajo : la competencia por rapidez, bajos costos y satisfacción del cliente se construye sobre una explotación de los trabajadores. El cuerpo del camionero es sometido a una elevada tensión

con riesgos para su salud, mientras el camión se convierte en una extensión, probablemente mejor atendida, de su cuerpo. La potencia del camión se confunde con una auto-imagen de virilidad, valor, fuerza física. Trabajo solitario que identifica al hombre con su camión, también tiene sus espacios de identidad y solidaridad colectiva, de clase, entre varones : ésta se manifiesta en los bares, restaurantes y demás lugares de encuentro de los camioneros en el camino.

En los últimos años, la herencia de la profesión y el camión también se transmite a las esposas e hijas. Las mujeres camioneras enfrentan dificultades para ser reconocidas como tales : algunas esposas de camioneros que asumen la conducción del camión son invisibilizadas por los clientes que sólo se dirigen a sus maridos. Otras son percibidas como *mujeres excepcionales*, las únicas que podrían asumir un trabajo como éste, *propio de hombres*. En este mundo masculino, las sociabilidades entre hombres y mujeres es restringida. Las camioneras que tienen hijos combinan sus responsabilidades, supeditando la mayoría de las veces las exigencias de cuidado de los hijos a las exigencias del trabajo, que no permite mucha flexibilidad. Los hijos pequeños acompañan a la madre en el camión y son atendidos por ésta dentro de las limitaciones de tiempo y espacio que establece el trabajo. En este caso, el camión ya no es una extensión viril del cuerpo sino una extensión femenina de la casa.

## DESEMPLEO, EMPOBRECIMIENTO Y EXCLUSIÓN : TRAGEDIAS IDENTITARIAS

El fenómeno de empobrecimiento de sectores medios asalariados cuyas condiciones de vida y trabajo se vieron afectadas por la reestructuración, las políticas de ajuste y las crisis económica, está presente en toda la región. Sin embargo, la magnitud y el impacto simbólico colectivo que ha tenido en Argentina ha redundado en un mayor número de estudios sobre el tema, desde variadas perspectivas. Mencionaré tres ejemplos.

Kessler (1996) estudia algunas implicaciones de las experiencias de desocupación para el individuo y su familia en la sociedad argentina. Aunque la imagen del desempleo como *epidemia* que transmiten los medios le da un carácter colectivo al problema que de alguna manera *alivia* al individuo, la experiencia de desempleo genera procesos de estigmatización y auto-estigmatización. La responsabilidad o la causa del problema se atribuye a algún tipo de característica o comportamiento de las víctimas. Los atributos personales *sospechosos* incluyen la maternidad, la edad, el aspecto físico. El discurso apologético de la empresa (Castel, 1997) difunde la idea de que para obtener empleo hay que realizar un *cambio de mentalidad*, una reeducación del desempleado que le permita adquirir ciertos atributos del *espíritu empresarial* : es como si, para *sobrevivir*, el desempleado tuviera que ser « indefectiblemente flexible, dinámico, emprendedor, creativo, dispuesto a tomar las oportunidades al vuelo, en íntima consonancia con su eventual empresa, a la que deberá entregarse en cuerpo y alma » (Kessler : 133).

La investigación de Kessler muestra cómo la situación de desempleo afecta profundamente la vida familiar. Los sectores más vulnerables reorganizan la administración interna de los ingresos y desarrollan estrategias de supervivencia similares

a las que se encuentran en contextos de pobreza extrema. La división de tareas en el hogar se transforma cuando el varón es el desempleado pero en general los varones viven mal este cambio y se sienten desvalorizados. Pero las mujeres entrevistadas tampoco están mejor equipadas para soportar los efectos del desempleo sobre su auto-estima. Para muchas de ellas, verse convertidas en amas de casa les produce rechazo y angustia.

Gómez, Isorni y Saber (2000) estudian las percepciones y estrategias de las familias de los *nuevos pobres* en Santiago del Estero en Argentina, afectadas por el desempleo epidémico del país a partir de 1994. Los sectores *empobrecidos* estudiados por las autoras son grupos que en otras etapas de desarrollo social podían satisfacer muy aceptablemente sus necesidades básicas, pertenecían a una clase media urbana en constante ascenso, con perspectivas de progreso. Se parecen a los no pobres en aspectos socioculturales como el acceso a la enseñanza media y superior, el número de hijos por familia o las características de la vivienda. Pero también se parecen a los pobres de vieja data en aspectos asociados a la crisis como el desempleo, la precariedad laboral, la pérdida o reducción de ingresos y de servicios sociales.

Frente a esta situación de *vulnerabilidad*, los actores tratan de mantener o recuperar estilos de vida que ya no están presentes. Las autoras encuentran diferentes situaciones de pérdidas totales o parciales de capital económico, social y simbólico y diversas percepciones de los actores relacionadas con el tipo y magnitud de sus pérdidas que van del agobio y desesperanza al relativo optimismo. Para mejorar la eficiencia de sus recursos, modifican el tamaño y estructura del hogar y buscan generar nuevos recursos. Los casos estudiados corresponden a parejas de doble carrera en donde uno de los cónyuges o ambos ven reducidos sus ingresos en proporciones alarmantes; carreras estables en el sector público o privado se interrumpen abruptamente; hombres y mujeres se adaptan con dificultad a cambios radicales en sus estructuras de consumo. No se evidencia aquí tampoco una capacidad mejor de las mujeres para enfrentar estas dificultades.

Galli y Malfé (1997) estudian el impacto de la desocupación sobre la identidad y la salud mental. Parten de algunas consideraciones sobre la identidad, el conflicto y lo que denominan *sufrimientos excesivos*. La identidad es entendida como ese trabajo permanente que realizan los sujetos para sostener una referencia de sí mismo con continuidad en el tiempo, un autorreconocimiento y un reconocimiento por parte de otros. Esto requiere contar con algunos *anclajes identificatorios simbólicos* al abrigo de toda duda, que aseguren la posibilidad de reconocerse como identificado e identificante. Las instituciones, especialmente la familia, brindan el soporte más estable para dichos anclajes.

Galli y Malfé señalan algunas diferencias de género en los efectos psicosociales de la desocupación y subocupación. Entre los varones, todavía domina un mayor *compromiso narcisista* con el trabajo y el ganar dinero; algunos hombres recurren a la violencia física o verbal buscando un resarcimiento imaginario a su desvalorización; puede haber conductas regresivas de apartamiento resentido o recrudescimiento de demandas de atención. Aunque la mujer esté sometida a presiones similares, ya que muchas tienen posiciones de jefas de familia, no sufren las consecuencias psíquicas mencionadas. Los hombres y mujeres mayores de 40 y 50 años manifiestan una mayor vulnerabilidad: la *crisis de la mitad de la vida* se acentúa y puede llevar a cuadros de depresión severa o trastornos psicosomáticos. La desocupación de profesionales puede ser vivida como fracaso de

una elección vocacional. Los autores insisten sobre los efectos psicosociales del proceso social de *culpabilización de la víctima*.

La heterogeneidad de las actitudes hacia el trabajo incide en efectos diferenciales de la crisis ocupacional. Las concepciones del trabajo vigentes en nuestras sociedades contienen diversas influencias que pueden proceder del sistema de producción o de cosmovisiones particulares. En la actualidad, la constelación cultural hegemónica es la que sirve al paradigma neoliberal. Las distintas *mentalidades* sólo encuentran ocasión de aplicarse y actualizarse a partir de las determinaciones cambiantes que proceden del orden político y económico y, muy concretamente, de las condiciones de vida y trabajo impuestas. Los autores distinguen actitudes *arcaicas* que corresponderían a una ética ancestral sobre el trabajo como *necesidad*, como *obligación*, sin que importen las penurias. El trabajo aparece como un hecho natural y la única posibilidad imaginada de quedarse sin trabajo es la del decaimiento del cuerpo por enfermedad. Junto a ésta, existe igualmente una representación del trabajo *tradicional corporativa*, que significa una relación de compromiso mutuo con el patrón, responsabilidad colectiva del gremio, orgullo personal de los trabajadores en su vínculo a la tarea que realizan o el objeto que producen. Finalmente, los autores identifican una representación moderna del trabajo que tiene « como modelo ideal la elección libre y *vocacional* de una profesión, arte u oficio ». « La ilusión de una autonomía individual es, en términos ya más generales, uno de los ejes sobre los que se construyó una subjetividad 'moderna' » (178). La tendencia a la precarización del empleo produce una *deflación del valor de la imagen de sí*, correlato psicológico de la visión economicista del sujeto social que lo presenta *en baja* en tanto el precio de su trabajo se envilece.

### PARA TERMINAR...

Los estudios sobre género, trabajo e identidad en América Latina muestran en los últimos años una mayor complejidad y diversidad en sus enfoques y objetos, como resultado en buena parte del desarrollo de los estudios de género, el auge de los estudios culturales y en especial, la renovación de las problemáticas identitarias y el desarrollo de los estudios sobre masculinidad. Ello ha permitido sacudir estereotipos y visiones rígidas sobre la división sexual del trabajo, la subordinación y las resistencias inter e intra-género. Los tres polos de los debates políticos y teóricos clásicos en el feminismo que oponían feminismo liberal, feminismo marxista y feminismo de la diferencia han sido integrados en síntesis más ricas en el análisis de estas problemáticas : nociones como *ambivalencia*, *tensión* o *resignificación* han contribuido a producir interpretaciones más complejas para dar cuenta de las dinámicas contradictorias inherentes a los procesos reales. Los conceptos de dominación, luchas de clase y género, subordinación y poder que habían sido opacados por el énfasis sobre la heterogeneidad, la diversidad y la simultaneidad, son re-incorporados y objeto de redefiniciones. Los grandes cambios en las estructuras laborales y en la división internacional del trabajo ya no pueden ser interpretados en términos que soslayan la dominación, el poder y la lucha. Las críticas al *neoliberalismo* obligan a reformular los enfoques marxistas tradicionales y el viejo debate entre *capitalismo* y *patriarcado*. Aunque la sociología del trabajo ha sido permeada tardía y parcialmente por la estimulante crisis de

paradigmas de las ciencias sociales, el pequeño sub-campo de los estudios de género y trabajo parece responder más ágilmente.

Dentro de lo mucho que habría que explorar empíricamente y reformular teóricamente, quiero llamar la atención sobre las insuficiencias en el estudio relacional de las identidades: hace falta identificar y analizar las dinámicas de lucha simbólica entre identidades femeninas y masculinas, pero también entre diversas definiciones de feminidad y de masculinidad entre sí. Hace falta relacionar estas luchas simbólicas con las que oponen a las clases y las generaciones por el acceso a las posiciones sociales, y que contribuyen a transformar estas posiciones. No basta con señalar las ambivalencias inherentes a los procesos sociales e identitarios: es necesario examinar con profundidad las fuentes y orientaciones de estas ambivalencias y la forma cómo contribuyen a reproducir, modificar o subvertir estructuras de dominación.

En esta vía, quiero plantear algunas inquietudes sobre los cambios en las relaciones e identidades de género en sectores populares. Las jóvenes generaciones de mujeres han interiorizado valores individualistas y le dan una nueva prioridad a su autonomía e independencia y en esa medida se apartan del trabajo doméstico cuya sub-valoración comparten. Queda planteada la pregunta sobre la lucha por el reconocimiento del trabajo doméstico, y el significado y lugar que puede tener para las relaciones entre mujeres y hombres de distintos sectores de clase. A pesar de sus efectos igualitarios, los ideales de la *modernización* y *democratización* de las relaciones de género – y los nuevos modelos de masculinidad que difunden agentes intermediarios estatales o privados – parecen ser ideales impuestos, que expresan la dominación cultural. Sin duda, los hombres y las mujeres de sectores populares se apropian activamente de estos modelos y los resignifican, no sin ambigüedades, de modo que se integren contradictoriamente en sus luchas de clase y en las luchas de género propias del campo popular. La dominación cultural está presente en la auto-estigmatización de los *no modernos* y en la adhesión al modelo. El varón popular encarna el modelo repulsivo del *macho* en las luchas simbólicas (aunque sus prácticas y sus experiencias concretas desvirtúen este estereotipo); participa en el universo simbólico como *lo abyecto*. Sería importante identificar en qué medida las definiciones de feminidad y masculinidad en sectores populares tienen raíces populares o si son ideales anacrónicos de clase media, es decir, si son algo más que la apropiación por parte de los dominados de modelos construidos por los dominantes. Ello remite a la pregunta por las luchas de las mujeres de sectores populares y a su participación en la definición de nuevos modelos de feminidad, no necesariamente reconocidos por el movimiento feminista.

### Bibliografía

- Arango, Luz Gabriela, 1998, « Del paternalismo al terror de mercado. Género, reestructuración productiva y relaciones laborales en la industria textil » en Arango et al, *Mujeres, hombres y cambio social*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia.
- Arango, Luz Gabriela, 1991, *Mujer, religión e industria (Fabricato 1923-1982)*, Medellín, Universidad de Antioquia, Universidad Externado de Colombia.
- Arango, Luz Gabriela, Mara Viveros y Rosa Bernal, 1995, *Mujeres ejecutivas. Dilemas comunes, alternativas individuales*, Bogotá, Ediciones Uniandes, Ecoe editores.

- Arriagada, Irma, 1994, « Transformaciones del trabajo femenino urbano », en *Revista de la Cepal*.
- Beneria, Lourdes y Roldan, Marta, 1992, *Las encrucijadas de clase y género. Trabajo a domicilio, subcontratación y dinámica de la unidad doméstica en la ciudad de México*, México, El Colegio de México, (1ª edición en inglés 1987).
- Bertaux-Wiame, Isabelle, Cristina Borderias et Adèle Pesce, 1988, « Trabajo e identidad femenina : una comparación internacional sobre la producción de trayectorias sociales de las mujeres en España, Francia e Italia », en *Sociología del Trabajo* N° 3, Siglo XXI, Madrid.
- Bertaux-Wiame, Isabelle, Cristina Borderias et Adèle Pesce, 1998a, « Familia, trabajo e identidad de género. Analogías y contrastes entre dos categorías socio-profesionales en América Latina », en Abramo y Rangel de Paiva Abreu (editoras), *Gênero e trabalho na sociologia latino-americana*, São Paulo, ALAST/SERT.
- Bourdieu, Pierre, 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- Bourdieu, Pierre, 1998, *La domination masculine*, Paris, Seuil.
- Bustos, Beatriz, 1994, *Mujeres, hogar e industria en el suroeste de Colombia*, Guadalajara, Universidad de Guadalajara.
- Castel, Robert, 1997, *Las metamorfosis de la cuestión social. Una crónica del salariado*, Buenos Aires-Barcelona-México, Paidós.
- Castells, Manuel, 1999, *Le Pouvoir de l'Identité, L'Ere de l'Information*, Paris, Fayard.
- Escobar, Agustín, 1998, « Los hombres y sus historias. Reestructuración y masculinidad en México », en Abramo y Rangel de Paiva Abreu (editoras), *Gênero e trabalho na sociologia latino-americana*, ALAST, SERT, São Paulo.
- Dos Santos, Luciane, 2000, « Carga pesada : um estudo das relações de trabalho e de gênero entre os caminhoneiros », ponencia presentada al III Congreso Latinoamericano de Sociología del Trabajo, Buenos Aires.
- Fernández-Kelly, Maria Patricia, 1994, *Political Economy and Gender in Latin America : the Emerging Dilemmas*, Working Paper Series, Woodrow Wilson International Center for Scholars.
- Firth-Cozens y West, 1993, *La mujer en el mundo del trabajo*, Madrid, Morata.
- Fuller, Norma, 1998, « Identidad masculina, inserción laboral y estrategias familiares en un contexto de cambio », ponencia presentada a LASA, Chicago.
- Fuller, Norma, 1997, *Identidades Masculinas*, Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima.
- Giddens, Anthony, 1991, *Modernidad e identidad del yo. El yo y la sociedad en la época contemporánea*, Barcelona, Península.
- González de la Rocha, Mercedes, 1999, « La reciprocidad amenazada : un costo de la pobreza urbana », en *Revista Latinoamericana de Estudios del Trabajo*, Año 5, No 9.
- Guzman V., P. Portocarrero y A. Pinzas, 1993, « La construcción de lo femenino y lo masculino en el espacio fabril », en Todaro y Rodríguez (editoras), *El trabajo de las mujeres en el tiempo global*, Santiago de Chile, Isis Internacional y CEM.
- Guzman Virginia, Amalia Mauro, Kathya Araujo, 1999, *Trayectorias laborales de mujeres. Cambios generacionales en el mercado de trabajo*, Santiago de Chile, CEM.
- Galli Vicente y Malfe Ricardo, 1997, « Desocupación, identidad y salud », en Beccaria y López (comps), *Sin Trabajo*, Buenos Aires, Unicef/Losada.
- Godinho Delgado, Maria Berenice, 1995, « Sindicalismo latinoamericano : o difícil diálogo entre mulheres e homens », en Portela de Castro y Wachendorfer (coord.), *Sindicalismo latinoamericano : entre la renovación y la resignación*, Nueva Sociedad, Ildes-Fes.

- Gómez, Fredy, 2000, « Ser hombre en Colombia : perspectivas de análisis. Las masculinidades y los varones, construcciones históricas diversas », en *Masculinidades en Colombia. Reflexiones y perspectivas*, Bogotá, AVSC International, FNUAP, PGMD Universidad Nacional, Hazpaz.
- Gómez, María Rosa, María Emilia Isorni y Graciela Saber, 2000, « Vulnerables : trabajo y condiciones de vida de los nuevos pobres », Ponencia presentada al III Congreso Latinoamericano de Sociología del Trabajo, Buenos Aires.
- Guerra, Elda, 1988, « El trabajo de las mujeres : modelos interpretativos para comprender el presente e imaginar el futuro », en *Sociología del Trabajo* N° 3, Siglo XXI, Madrid.
- Gutmann, Matthew, 2000, *Ser hombre de verdad en la ciudad de México. Ni macho ni mandilón*, México, El Colegio de México.
- Hernández, Alfonso, 2000, « El mercado masculino de trabajo en el área de enfermería. Hablan los hombres », ponencia presentada al III Congreso Latinoamericano de Sociología del Trabajo, Buenos Aires.
- Hola, Eugenia y Rosalba Todaro, 1992, *Los mecanismos del poder : hombres y mujeres en la empresa moderna*, Santiago de Chile, CEM.
- Kaufman, Michael, 1995, « Los hombres, el feminismo y las experiencias contradictorias del poder entre los hombres », en Arango, León, Viveros (comps.), *Género e Identidad. Ensayos sobre lo femenino y lo masculino*, Bogotá, TM Editores, Ediciones Uniandes, Facultad de Ciencias Humanas, Universidad Nacional de Colombia.
- Kessler, Gabriel, 1996, « Algunas implicaciones de las experiencias de desocupación para el individuo y su familia », en Beccaria y López (comps.), *Sin Trabajo. Las características del desempleo y sus efectos en la sociedad argentina*, Buenos Aires, Unicef, Losada.
- López, Mercedes, 1992, « Mujeres, sindicalismo y poder », en Fernández (compiladora), *Las mujeres en la imaginación colectiva. Una historia de discriminación y resistencias*, Buenos Aires, Paidós.
- López L., B. Lovesio, C. Murguialday y C. Varela, 1992, *Un mar de mujeres : trabajadoras en la industria de la pesca*, Montevideo, Grecomu, Trilce.
- Martínez, Alicia, 1994, « El retorno de las obreras textiles. De docilidades y fierezas », en Salles y McPhail (coordinadoras), *Nuevos textos y renovados pretextos*, México, El Colegio de México.
- Newman, Janet, 1995, « Gender and Cultural Change », en Itzin y Newman (eds), *Gender, culture and organizational change : putting theory in practice*, Londres, Routledge.
- Pineda, Javier, 2000, « Masculinidad y desarrollo. El caso de los compañeros de las mujeres cabeza de hogar », en Robledo y Puyana (coord.), *Ética : masculinidades y feminidades*, Bogotá, CES, Facultad de Ciencias Humanas, Universidad Nacional de Colombia.
- Puyana, Yolanda y Mosquera, Claudia, 2001, *Cambios en las representaciones sociales de paternidad y maternidad : el caso de Bogotá. Informe final de investigación*, Programa de Estudios de Género, Mujer y Desarrollo, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia y Colciencias.
- Reygadas, Luis, 1998, « Fábricas con aroma de mujer. Las nuevas culturas del trabajo vistas desde la óptica de género », en Abramo y Rangel de Paiva Abreu (editoras), *Género e trabalho na sociologia latino-americana*, São Paulo, ALAST, SERT.
- Stolcke, Verena, 1986, « Ser mujer y obrera », en *Cuadernos de marcha*, julio, Montevideo.
- Viveros, Mara y Fuller, Norma, 2001, « El proceso de transformación en el ámbito de la paternidad. El caso de Lima y Bogotá », ponencia.
- Viveros, Mara, 2002, *De quebradores y Cumplidores. Sobre hombres, masculinidades y relaciones de género en Colombia*, Bogotá, CES, Universidad Nacional de Colombia.

## RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

L'article présente un bilan partiel des relations entre identité, genre et travail en Amérique latine d'après la sociologie du travail latino-américaine, en particulier des études sur le genre et le travail. Malgré le développement récent des études sur la masculinité, la problématique de l'identité féminine et des tensions entre vie familiale et vie professionnelle a occupé une place de choix. On aborde les thèmes du masculin et du féminin dans l'espace professionnel, les changements entre générations dans la construction de l'identité des travailleuses, les premiers résultats des études sur la masculinité et finalement, les nouvelles études sur le chômage, la pauvreté et l'exclusion.

\*\*\*

*El artículo presenta un balance parcial de las interrelaciones entre identidad, género y trabajo en América Latina a partir de la sociología latinoamericana del trabajo, en particular de los estudios de género y trabajo. A pesar del desarrollo reciente de los estudios sobre masculinidad, la problemática de la identidad femenina y de las tensiones entre*

*familia y trabajo ha ocupado un lugar preponderante. Se abordan los temas de lo masculino y lo femenino en el espacio laboral, los cambios generacionales en la construcción de la identidad de las trabajadoras, los primeros resultados de los estudios sobre masculinidad y finalmente, los nuevos estudios sobre desempleo, empobrecimiento y exclusión.*

\*\*\*

The article presents a partial assessment of the relationship between identity, gender and work in Latin America according to the sociology of Latin-American work, in particular, studies on gender and work. In spite of the recent development of studies on masculinity, the problem of female identity and the tension between family life and professional life, have occupied the place of choice amongst researchers. The article addresses the themes of masculinity and femininity in the professional space, changes between the generations in the construction of the identity of workers, the first results of studies on masculinity and finally, the new studies on unemployment, poverty and exclusion.

---

Mots clés: Amérique latine, sociologie du travail, relations de genre, pauvreté, exclusion  
Palabras claves: América latina, sociología del trabajo, relaciones de género, pobreza, exclusión

Keywords: Latin America, sociology of work, gender relationship, poverty, exclusion

---

# HOMENS E ANTICONCEPÇÃO : DUAS GERAÇÕES DE « CAMADAS MÉDIAS » NO BRASIL

MARIA COLETA OLIVEIRA\*  
ELISABETE BILAC\*\* & MALVINA MUSZKAT\*\*\*

## INTRODUÇÃO

O tema da reprodução tem sido tratado preferencialmente no contexto da vida feminina. É assim que a pesquisa na área, em grande medida voltada para a compreensão dos determinantes dos níveis e padrões de fecundidade examina, a partir da mulher, as carreiras reprodutivas e os projetos de fecundidade (Figueroa, 1996). É certo que algumas pesquisas de tipo *survey* incluem em seus quesitos a indagação de opiniões e atitudes dos maridos, entendendo que as decisões reprodutivas emergem da dinâmica dos casais, envolvendo as mulheres e seus parceiros.

Porém, ao menos no Brasil, é muito recente a abordagem da reprodução no contexto da vida masculina. A última Pesquisa Nacional de Demografia e Saúde, de 1996 - parte do programa internacional dos *Demographic and Health Surveys (DHS)* - incluiu uma amostra de homens, selecionados de modo independente da amostra feminina (Badiani e Camarano, 1998; BEMFAM, 1999). Isto sinaliza para uma mudança na abordagem da reprodução no âmbito das pesquisas de horizonte demográfico (Mundigo, 1995).

Mas não é apenas no contexto dos estudos populacionais que a reprodução é tomada como um assunto feminino. No âmbito dos estudos de gênero, a

\* Professora de Departamento de Antropologia e Pesquisadora do Núcleo de Estudos de População (NEPO) da Universidade Estadual de Campinas (UNICAMP-mcoleta@nepo.unicamp.br)

\*\* Professora de Sociologia da Universidade Estadual Paulista Júlio de Mesquita Neto (UNESP) e Pesquisadora do Núcleo de Estudos de População (NEPO) da Universidade Estadual de Campinas (UNICAMP)

\*\*\* Psicanalista, Presidente da organização não governamental « Pró-Mulher, Família e Cidadania » e Pesquisadora do Grupo de Estudos sobre Sexualidade Masculina e Paternidade, SP, Brasil.

questão da maternidade tem sido examinada com frequência, tendo como pano de fundo, de um modo geral, a crítica feminista à naturalização do sentimento materno, concepção que integra as matrizes sócio-culturais no Ocidente (Chodorow, 1978; Strathern, 1988). A discussão acerca da reprodução assistida e suas implicações, tem alimentado a produção recente na área dos estudos de gênero, voltando a colocar em foco o tema da maternidade (Strathern, 1995). É também nesse contexto que surge, entretanto, um debate extremamente instigante acerca da paternidade, tema a partir do qual a reprodução passa a poder ser pensada de um ponto de vista masculino (Laqueur 1992; Ruddick, 1992).

Pode-se dizer que, sem sombra de dúvida, a ênfase quase exclusiva na mulher nos estudos sobre a reprodução reflete a construção naturalizada do gênero feminino. A pesquisa « Os Homens, esses desconhecidos... Masculinidade e Reprodução »<sup>1</sup> – do qual o presente trabalho faz parte – pretende contribuir para uma ampliação de perspectivas nos estudos sobre a reprodução, focalizando as experiências e pontos de vistas masculinos nesse tema.

Tomando por base entrevistas em profundidade realizadas com homens pertencentes às camadas médias do maior centro metropolitano brasileiro – a cidade de São Paulo – o presente artigo analisa o modo como homens em distintos momentos de suas trajetórias de vida constroem suas visões sobre a reprodução e sobre sua capacidade de nela interferir. Este trabalho tem como objetivo, portanto, analisar os conteúdos sócio-culturais que modelam as atitudes e práticas masculinas referentes à reprodução. O exame dos projetos e práticas masculinas relativas a ter e a evitar filhos coloca ênfase no contexto em que se deram as decisões masculinas, explorando os dilemas em que se viram por vezes envolvidos quando diante de uma gravidez de suas parceiras. Nessa exploração, busca-se entender de que maneira as concepções de gênero com as quais os entrevistados operam interferem em suas avaliações e escolhas com relação a ter ou deixar de ter filhos e aos métodos usados para evitá-los.

## AS ENTREVISTAS E OS ENTREVISTADOS

O material analisado provém das entrevistas realizadas na cidade de São Paulo em 1997 com sujeitos pertencentes a duas gerações<sup>2</sup>. A primeira, nascida entre 1937 e 1957, tinha entre 40 e 59 anos à época do trabalho de campo. A segunda, com idades de 25 a 39 anos, é formada por nascidos entre 1958 e 1972. São estes os grupos cujo material mostrou-se mais significativo para a exploração dos temas de interesse central do estudo, especialmente por terem tido a oportunidade de ter filhos ou de ingressarem em etapas da vida em que este tema passa a ser colocado.

Ambas as gerações refletem em suas trajetórias sociais, os diferentes processos formadores da nova classe média brasileira (Wright Mills, 1956; Quadros, 1985). Fazem parte de segmentos sociais que se apóiam em profissões especializadas, surgidas em decorrência do desenvolvimento urbano-industrial do país após 1950. São técnicos e funcionários administrativos do Estado ou do grande capital, profissionais liberais, empresários e autônomos. Sua inserção de classe e a posição que ocupam no sistema produtivo ou no aparelho estatal dependem, e muito, do capital cultural e social recebido da família ou adquirido ao longo da vida. Ambas as gerações viveram as importantes transformações sociais e eco-

nômicas que desaguaram nos novos padrões de comportamento e de formas de sociabilidade que hoje permeiam os estilos de vida das camadas médias brasileiras. A intensificação do processo de transformação do país, contemporânea aos cursos de vida dos entrevistados, permitiu alterações significativas na organização das relações na família e nos modelos culturais que regem a sexualidade.

Mais do que nenhuma outra, a coorte nascida entre 1937 e 1957 beneficiou – se da criação de oportunidades de ensino superior e da ampliação e diversificação do emprego, em um período de grande crescimento econômico e de desenvolvimento de novos estilos de vida e de consumo no Brasil (Romanelli, 1986; Mello e Novais, 1998). A partir da Universidade, os entrevistados da geração mais madura, puderam atualizar sua inserção social de classe, alguns com trajetórias de mobilidade social ascendente. Dos 20 entrevistados, 2 são filhos de artesãos urbanos, 4 de *white-collars* de pouca qualificação formal e 2 pertencem a famílias de pequenos comerciantes. Nestes casos, dificuldades econômicas são mencionadas na infância. Os demais informantes desta geração, porém, já pertenciam a uma pequena burguesia de sólidos comerciantes, profissionais liberais tradicionais, funcionários públicos graduados, civis ou militares ou de autoridades políticas locais. As ocupações encontradas entre os entrevistados desta geração madura são as de professor universitário, jornalista, médico, psicólogo, publicitário, arquiteto, geógrafo, técnico no setor público, gerente de grande empresa privada, pequeno empresário no setor de prestação de serviços especializados (telecomunicações, produção de vídeos, informática) e assessor político. A inserção ou consolidação da posição de classe envolveu, em muitos casos, mobilidade espacial. Dos 20 informantes desta coorte, 9 são nascidos na cidade de São Paulo; os demais nasceram em estados do Sudeste ou do Nordeste do país. Muitos saíram de casa ainda muito jovens, buscando centros urbanos maiores onde prosseguir os estudos. Outros mudaram-se para São Paulo já formados, em função de exigências e/ou oportunidades profissionais.

Os informantes da geração mais jovem – nascidos entre 1958 e 1972 – atingiram e viveram sua adolescência nos anos 70 e 80. Portanto, toda sua trajetória de vida se dá quando as transformações sociais no país já se encontravam avançadas. A origem familiar dos entrevistados dessa geração expressa a heterogeneidade da composição dos segmentos médios da sociedade brasileira. Alguns dos 20 entrevistados desse grupo são provenientes da elite proprietária e culta do Sudeste do país: Juiz de Direito, empresários, agentes do mercado financeiro, alto funcionário do sistema bancário e diretor de empresas. Outros provêm de famílias socialmente ascendentes de origem estrangeira, cujos avós ou pais já desenvolviam atividades empresariais no setor do comércio ou da indústria, ou ocuparam postos de direção empresarial. Apenas 2 dos entrevistados fazem parte de famílias tipicamente de classe média urbana, com pais funcionários administrativos e um deles com mãe professora primária. Quatro originam-se dos setores populares, com pais trabalhadores manuais ou não manuais de rotina e baixa qualificação educacional.<sup>3</sup>

As ocupações dos informantes da geração mais jovem incluem profissional liberal, jornalista, professor universitário, pesquisador de mercado, produtor cultural, publicitário, diretor de TV, empresário, diretor e gerente de empresa, agente de turismo, educador, dono de escola/academia de educação física e artista plástico. Ainda que nenhuma preocupação de representatividade estatística tenha presidido a seleção dos informantes, é evidente a variedade e a heterogeneidade

de ocupações, impensáveis algumas décadas atrás, produto da diversificação ocupacional trazida pelas transformações havidas. A maioria dos informantes revela em seus relatos a importância atribuída pela família à escola e aos estudos, vistos como instrumentos de valorização profissional no futuro. Alguns poucos entrevistados dessa geração relatam terem seus pais lutado com muitas dificuldades para a concretização dos projetos educacionais. Ao contrário do que ocorre com os entrevistados da geração mais madura, os informantes mais jovens são em grande maioria naturais da cidade de São Paulo. Os não paulistanos provêm do interior de São Paulo, ou de capitais do Sudeste, tendo chegado antes de completarem 11 anos. São, pois, todos eles produtos da grande metrópole.

## RESULTADOS : AS GERAÇÕES MASCULINAS E A CONTRACEPÇÃO

É amplo o conhecimento de grande parte dos métodos anticoncepcionais hoje disponíveis por parte dos homens entrevistados em ambas as gerações. Suas opiniões refletem, muitas vezes, informações obtidas na mídia, comentários e experiências de parentes ou amigos íntimos e, principalmente, a convivência com namoradas e mulheres com as quais mantiveram relacionamentos. Em especial, os homens informam-se acerca das alternativas de contracepção com parceiras com quem vieram a estabelecer uma relação amorosa mais duradoura. O amplo conhecimento de métodos anticoncepcionais entre os entrevistados deste segmento social está, em parte, associado à alta incidência de parceiras que não se adaptaram às pílulas hormonais, fazendo com que ambos procurassem métodos alternativos. Frequentemente acompanham suas mulheres ao médico ginecologista na busca de solução para suas necessidades de contracepção. O quadro-resumo abaixo mostra que a maioria dos entrevistados de ambas as gerações já teve parceiras que utilizavam pílulas hormonais, embora hoje isto constitua minoria.

Três aspectos comandam a avaliação masculina acerca dos métodos anticoncepcionais: eficácia, facilidade de uso e a possível interferência no prazer sexual. Os métodos de barreira – preservativo e diafragma – são os menos apreciados, por suas dificuldades de uso e, segundo eles, por serem os que mais interferem no prazer sexual. As dificuldades apontadas com o preservativo estão associadas especialmente a sensações de desconforto e problemas na colocação. O DIU e a pílula são os métodos considerados mais cômodos e práticos, com evidente preferência, especialmente entre os entrevistados mais jovens, pela pílula hormonal devido a sua eficácia.

Dentre os métodos mencionados com menor frequência estão os espermicidas – conhecidos como coadjuvantes do preservativo ou do diafragma – as injeções periódicas e o condom feminino. Além destes, os implantes subcutâneos são praticamente desconhecidos pelos homens<sup>4</sup>. Chama a atenção o fato de 29 deles ter ouvido falar do condom feminino, apenas recentemente divulgado pela mídia brasileira. O desconhecimento da novidade concentra-se na coorte mais madura, enquanto 2 dos entrevistados dentre os mais jovens chegaram a experimentar – lo por curiosidade.

Do ponto de vista do uso, enquanto os mais jovens dividem-se entre o condom e as pílulas hormonais, os mais velhos fazem uso preferencialmente do

condom e do método do ritmo, conhecido como « tabelinha ». Consistente com o momento de seu ciclo de vida, parte dos entrevistados mais maduros está protegida por métodos cirúrgicos, seja pela laqueadura de suas parceiras ou pela vasectomia, enquanto alguns dos mais jovens experimentaram o DIU.

O quadro é, pois, de homens razoavelmente bem informados, revelando acesso à informação seguramente superior à média da população brasileira. O que se verifica, portanto é que, no contexto das camadas médias de uma cidade como São Paulo, os homens sabem da existência de boa parte dos métodos contraceptivos hoje disponíveis, e tem informações sobre sua eficácia e implicações. Este nível de informação é consistente com a concepção amplamente difundida nas camadas médias urbanas no Brasil de que ter filhos é uma questão de escolha. De fato, o planejamento da prole constitui, para ambas as coortes, prática universal, e boa parte deles tiveram filhos em quantidade, ritmo e tempo, se não programados, certamente submetidos à interferência de meios de controle.

De acordo com o que se sabe sobre a difusão de práticas de regulação da fecundidade no Brasil, as camadas mais abastadas e urbanas da população já faziam uso de meios para limitar o número de filhos desde o princípio do século XX, estendendo-se o uso às camadas médias em processo de formação nas cidades ao longo das décadas que se seguiram (Souza, 1996; Frias e Oliveira, 1991; Berquó, Oliveira e Camargo, 1977). Antes da disseminação das pílulas hormonais, no entanto, restavam como alternativas o coito interrompido, o preservativo e a contagem dos dias férteis, além da prática do aborto. Embora inexistassem estudos epidemiológicos, sabe-se que o aborto foi e é prática costumeira no Brasil<sup>5</sup>, servindo como meio de limitação de filhos apesar de sua clandestinidade. Vale destacar as diferenças que marcaram o quadro de possibilidades e de escolhas contraceptivas de cada uma das duas gerações.

Boa parte da geração mais velha, nascida entre 1937 e 1957, atinge os 15 anos antes de as pílulas anticoncepcionais estarem disponíveis no mercado<sup>6</sup> e em uma época em que as normas de conduta, especialmente nos amplos segmentos afetados pela moral católica, reduziam muito as possibilidades de contato sexual entre jovens da mesma classe social. A diferença entre esta e a geração mais jovem é evidente nos relatos. Os mais velhos mencionam com frequência o rígido controle familiar a que eram submetidos em sua infância e adolescência, especialmente no que dizia respeito às relações com as meninas. A primeira experiência sexual com penetração ocorre com frequência com profissionais do sexo ou com empregadas domésticas nas casas de suas famílias.<sup>7</sup> Apesar de as lembranças serem frequentemente negativas, as vivências relatadas são de ruptura das barreiras da repressão sexual a que se viam submetidos. Não é por outra razão que vários dos entrevistados relatam terem casado cedo. O casamento significou a libertação da repressão familiar, especialmente sexual, ainda que vários deles tenham mantido relações sexuais com algumas de suas namoradas nos tempos de universidade.<sup>8</sup> Em realidade, é esta geração que protagoniza a ruptura com os padrões morais e familiares tradicionais nas camadas médias brasileiras (Ventura, 1988; Vaitsman, 1994).

Vale notar que a adoção de ideologias políticas de esquerda e a participação na mobilização política contra o regime autoritário no Brasil, caminharam junto com os conflitos contra a repressão familiar. Como diz elucidativamente um dos entrevistados da geração madura, em sua época, « ser de esquerda, fazer aborto,

gostar de Fellini e ser corintiano era tudo parte de uma coisa só ! »<sup>9</sup>. As pílulas hormonais surgiram no mercado ao longo do período de juventude desta geração, difundindo-se aos poucos entre as camadas médias e no conjunto da população. Não é de se estranhar, portanto, a utilização sistemática do aborto na história reprodutiva dos homens da geração mais madura. Juntamente com o coito interrompido e a contagem dos dias férteis, eram as alternativas de que as pessoas podiam lançar mão. Esse tema será tratado mais adiante.

A geração mais jovem aqui analisada, nascida entre 1958 e 1972, já ingressa na vida sexual tendo à sua disposição as pílulas hormonais e em período em que os costumes e a moral sexual já haviam sofrido importantes mudanças. Ainda que persistissem práticas de relacionamento sexual socialmente assimétricas, as possibilidades de contato sexual com namoradas de mesma condição social eram maiores. De fato, a geração de homens mais jovens pouco menciona em seus depoimentos terem sido submetidos à repressão sexual de forma análoga à geração mais madura. Os relatos sobre a primeira experiência de sexo com penetração – ainda que, surpreendentemente, em muitos casos com profissionais – mostram que foram vividas como rito de passagem do masculino ou comprovação da identidade como homens, e não como superação da repressão do sexo, como na geração mais madura.<sup>10</sup> Revelam, também, que a prática do sexo com namoradas constituía norma entre os membros de sua geração, aliada muitas vezes à adoção de um mesmo domicílio sem casamento, conhecida como a alternativa de « morar junto », sem que fossem esperados, por eles ou por suas famílias, os mesmos compromissos de um casamento. Estas mudanças não se fizeram sem conflitos e assincronias, como a análise do material permitirá mostrar. Cabe salientar, para completar sumariamente o ambiente cultural da nova geração, a substituição de um ideário político por uma individualização dos projetos pessoais. Este tema foi tratado de inúmeros autores, chamando a atenção para a emergência de uma vertente do individualismo moderno na conformação dos horizontes culturais das camadas médias dos grandes centros urbanos brasileiros (Figueira, 1985; Salém, 1986; Velho, 1986 e 1987). Nessa vertente, a psicanálise e a adesão a uma visão psicologizada da vida constituem ingredientes importantes, fazendo com que as relações interpessoais e a subjetividade adquiram relevo e precedência. Na geração mais jovem, esses valores funcionam como verdadeiros filtros culturais da maneira como tende a encarar a vida e seus projetos. Encontrando o caminho pavimentado pelos que os precederam, os mais jovens exibem em seus discursos os desafios da busca da realização pessoal e os dilemas do desenvolvimento da subjetividade.<sup>11</sup>

A análise que se segue procura situar o conhecimento, as opiniões e as práticas masculinas de contracepção no contexto dos relatos de suas experiências, no sentido de entender como este conhecimento se constrói ao longo das situações com as quais os homens se confrontaram nos relacionamentos amorosos ao longo da vida. Consistente com a perspectiva adotada, a experiência masculina com a contracepção será analisada a partir da matriz sócio-cultural de gênero com que revelam operar os sujeitos entrevistados.

### **Macho e fêmea**

« Ela optou [pela laqueadura] porque aí eu nessa questão dos filhos eu sempre achei que a mulher que tem que decidir se ela quer o filho, ela ficou grávida, se ela quer ter a criança, não quer ter a criança acho que é o corpo dela é ela quem

tem que decidir, ela tem até prioridade ao meu desejo e a gente sempre fez assim (...) » (046, masculino, 55 anos, em união, 2 filhos).

Cuidar de evitar uma gravidez não desejada é, para a maioria dos entrevistados, um problema da mulher, atitude fundamentada no fato de ser a reprodução ocorrer no corpo da mulher. Este sentimento é especialmente forte e geral na geração mais madura. De fato, os homens entre 40 e 59 anos afirmam, com frequência, que nunca se preocuparam em evitar uma possível gravidez, confiando que suas parceiras o fariam e mencionando ser esta atitude parte da cultura de sua época. Na geração mais jovem, embora o ideário masculino afirme que é a mulher quem tem que se cuidar – pois é ela que sofre as conseqüências – alguns dos entrevistados revelam terem sempre se preocupado com a prevenção de um filho não desejado ou com a proteção contra doenças sexualmente transmissíveis.

A idéia de que cabe à mulher o cuidado com a prevenção reflete muito mais as concepções naturalizadas da reprodução e da própria mulher do que a realidade da experiência masculina. Há, de fato, uma certa dissonância entre a experiência contraceptiva concreta e a expressão convicta de que o problema é da mulher. Em realidade, são poucos aqueles que declaram terem se preocupado ou se cuidado desde os seus tempos de juventude, menção mais freqüente entre os mais jovens. O que os relatos revelam é que os homens são como que empurrados para a cena contraceptiva. Dois fatores parecem desempenhar papéis importantes. De um lado, as mudanças na relação amorosa e, de outro, as dificuldades com as pílulas anticoncepcionais. Esse tema retornará mais adiante. O que é importante aqui considerar é que, à medida que o relacionamento se prolonga, também a necessidade de equacionar a contracepção se coloca de modo mais evidente. Na dinâmica de uso, a experiência de aborto e/ou as dificuldades de adaptação com as pílulas hormonais acabam por envolver os homens na busca de alternativas para sua proteção e a de suas parceiras. Nesse caminho, muitos deles terminaram por experimentar métodos que implicam na participação masculina, como o condom, o coito interrompido e o método do ritmo<sup>12</sup>, freqüentemente usados de forma combinada. A aparente disposição frente à vasectomia reforça a idéia de um envolvimento masculino com a contracepção maior do que suas afirmações levariam a supor. Na geração mais madura, 5 dos homens fizeram vasectomia e outros 5 afirmam que fariam, na geração mais jovem, há um vasectomizado e outros 11 afirmam que se submeteriam a uma vasectomia, ainda que alguns ponderem sobre as implicações de uma solução definitiva.

Como explicar essa dissonância? Como entender a construção masculina da contracepção? A hipótese que emerge da leitura do material é que um discurso sobre os corpos constitui a base da construção masculina, com implicações para sua vida reprodutiva e para o controle de sua fecundidade.

Em realidade, o corpo da mulher é, para os homens de ambas as gerações, o princípio de todas as coisas em matéria reprodutiva. É o fundamento do próprio feminino. Na concepção expressa pelos homens, o feminino tem um pé na natureza, na condição biológica da mulher. Referências ao « relógio biológico », à importância dos « hormônios » ou à « natureza hormonal » da mulher, apontam nesta direção. Em realidade, a idéia de mulher-natureza faz parte da socialização masculina desde muito cedo. Pode-se mesmo afirmar que, na visão expressa pelos sujeitos, ambos homens e mulheres estão submetidos a sua conformação

biológica, ainda que suspeitem que, de alguma maneira, a sociedade ou a cultura tenham algo a ver com as noções e práticas nas relações entre homens e mulheres. De acordo com a matriz cultural com a qual os entrevistados operam, ambos mulheres e homens encontram-se submetidos ao poder de seus corpos. Os homens separariam amor e sexo, seriam mais ousados ou arriscariam mais na vida, enquanto as mulheres tenderiam a associar suas experiências de sexo e de afeto ou a confundi-las. As mulheres teriam mais necessidade de sentir-se seguras, amparadas e assim por diante. Este tipo de concepção parece ser mais frequente no repertório da geração mais velha, embora não seja de todo ausente entre os sujeitos mais jovens.

De fato, comparando as duas gerações, o que se verifica é que os mais jovens tiveram maiores oportunidades de aprendizado na convivência com as mulheres, e mais cedo que a geração que os precedeu. Apesar de algumas semelhanças surpreendentes – como a já mencionada persistência da iniciação sexual com profissionais – a geração mais jovem pôde experimentar com menos constrangimentos na juventude. Pôde ainda valer – se, como já comentado, dos subsídios da psicologia e da psicanálise, ingredientes importantes das novas visões de mundo. É possível que, na experiência da geração mais jovem, a força dos conteúdos naturalizados dos gêneros acabe por atenuar – se em vista disso.

As entrevistas com esta geração revelam homens fazendo escolhas provavelmente diferentes daquelas a que teve acesso a geração madura. Escolhas que lhes abriram a oportunidade de um aprendizado cultural novo, que lhes permitiram verem – se como diferentes de outros homens. Diferentes porque integram amor e sexo em uma só experiência, porque preservam a intimidade de seus relacionamentos afetivos com o outro sexo, porque se permitem expressar sensibilidade e emoções. Diferentes do que chamam de um « padrão normal » masculino, de um estilo « mais macho », permitindo – se serem « mais abertos ao lado feminino », referências claras à matriz sócio-cultural de gênero da qual escolheram afastar – se. A experimentação entre os mais jovens parece caminhar no sentido de uma integração das vivências masculinas, integração tomada como escolha cultural, em meio a um repertório no qual masculino e feminino apresentam – se como características da biologia dos corpos.

A idéia da mulher-natureza tem também sua expressão na certeza masculina de que toda mulher quer ser mãe, desejo este que teria origem em seu corpo. Esta convicção é, das noções sobre os gêneros manifestas pelos sujeitos, a mais comum. Sua quase universalidade reafirma a importância cultural e simbólica da construção naturalizada do feminino e da maternidade com a qual homens e mulheres – *hélas* – ainda se debatem.<sup>13</sup> O discurso masculino sugere que os homens colocam – se muitas vezes à mercê do desejo feminino de ser mãe. Este desejo é percebido pelos homens como fazendo parte da natureza feminina, e manifestando – se necessariamente em algum momento da vida da mulher ou da relação amorosa. Por esta razão, os homens muitas vezes transferem à mulher a decisão de engravidar ou prosseguir uma gravidez, a escolha por fazer uma laqueadura ou mesmo uma vasectomia. Outras vezes negociam o adiamento de filhos, certos, porém, de que em algum momento terão que recuar.

De fato, a reação masculina face ao desejo materno feminino parece ser ambígua. Os homens reconhecem e respeitam este desejo como legítimo, por vezes submetendo – se a ele no embate com suas próprias inclinações ou vontades.

Esta ambigüidade aparece em vários tipos de relatos como, por exemplo, naqueles sobre a vinda do primeiro filho e sobre a possibilidade de realizar uma vasectomia como forma de contracepção.

O material das entrevistas revela que vários dos sujeitos foram surpreendidos por uma gravidez não planejada, apesar de terem sido capazes de, por vezes, adiar a vinda de um primeiro filho. Apesar da paternidade fazer parte das expectativas de vida masculinas, os projetos ou desejos masculinos de filhos tendem a situar – se em um futuro cronologicamente indefinido, condicionando o momento adequado ao preenchimento de uma série de condições pessoais, profissionais e da relação amorosa (Oliveira et al., 1999; Bilac, Oliveira e Muszkat, 2000).

Embora vários dos entrevistados tenham desejado seus filhos, e outros tenham feito valer suas preferências em vários momentos, o sentimento de impotência masculina frente à gravidez da mulher é notável. Algumas vezes, apesar da disposição subjetiva dos homens em romperem a relação ou suas ambigüidades frente a ela, não se sentem capazes de interromper o processo ou de negar à mulher a maternidade ou, pelo menos, sentem – se desconfortáveis nessa posição. Parecem impotentes para interferir na decisão da mulher, antevendo que qualquer que fosse sua própria reação ou disposição, a gravidez prosseguiria e o filho nasceria. Os homens se vêem como que de fora, sem controle. Nesse momento, alguns dos entrevistados claramente não se colocam como sujeitos mas, sim, como objetos da decisão do outro.

Em vista disso, na prática, as mulheres parecem definir o momento em que seus homens tornam-se pais. É a mulher que, com a notícia da gravidez, diz ao companheiro « eu vou ter este filho ». Os roteiros da masculinidade madura – que envolvem ter filhos e tornar-se homens responsáveis, « de família » (Bilac et al., 2000) – tem na mulher seu elemento operador. Os homens « engolem » isto é, aceitam o fato consumado e assumem como que em falta de alternativa. Ou seja, diante da concretização do desejo « natural » feminino de ser mãe, os homens tendem a parar, a recuar. Essa impotência masculina tem sua raiz na idéia de que « toda mulher quer ser mãe », da maternidade como « vocação natural feminina », concepções que se apóiam na biologia do corpo da mulher.

O tema da vasectomia é outro momento em que a naturalidade do desejo feminino de ser mãe interfere nas concepções masculinas. Mencionando espontaneamente ou reagindo à indagação do pesquisador acerca da vasectomia como alternativa para evitar filhos, todos os sujeitos foram capazes de emitir juízos a seu respeito. Interessante notar que, em ambas as gerações, há mais homens favoráveis à solução cirúrgica do que os contrários a ela, apesar dos receios ou ponderações.

Dois entre os homens maduros e 8 entre os mais jovens tendem a condicionar a decisão pela vasectomia ao encerramento de suas tarefas reprodutivas. Dois entre os mais jovens e 3 entre os mais velhos revelam projetos familiares definidos, com a primeira mulher ou em novas uniões. Semelhantes aos anteriores, declaram que fariam a cirurgia eventualmente após a realização de seus projetos. 8 dentre os mais velhos e 6 dentre os mais jovens afirmam querer preservar sua capacidade reprodutiva e temem arrepende-se no futuro. A metade de cada um destes grupos refere – se à possibilidade de suas futuras parceiras de outras uniões virem a querer filhos, para o que deveriam manter-se aptos a satisfazer seus desejos.<sup>14</sup> As entrevistas indicam que os homens têm consciência de que sua capacidade procriadora estende – se no tempo mais que a da mulher. Esta

consciência parece acionada pela experiência de separação ou divórcio, própria ou de pessoas de suas relações, quando a perspectiva de uma nova união coloca novamente em questão os projetos reprodutivos masculinos. Vale notar que a referência a este tipo de possibilidade, presente em ambas as gerações, está associada à tendência de os homens divorciados re – casarem com parceiras bem mais jovens, que eventualmente não experimentaram a maternidade e, na aceção dos homens, têm o direito de fazê-lo.

A leitura do material permite arriscar a hipótese de que a socialização de gênero masculina coloca – os na posição de permanente prontidão frente à mulher. São como se fossem *fecundadores de plantão*, sempre aptos a atenderem aos desejos femininos da maternidade. Ser capaz de fecundar suas mulheres, ainda que não deseje filhos, constitui prescrição de gênero. É tão forte a formação masculina que, embalado no desejo de uma namorada, um dos entrevistados chega mesmo a pensar em reverter a vasectomia apesar de ter claro não querer mais filhos. É nesse sentido que a masculinidade encontra-se subordinada à feminilidade.<sup>15</sup> No entanto, a expectativa de ter filhos de uma nova relação não parece ser idiossincrasia masculina. Alguns entrevistados relataram a frustração de suas parceiras por não poderem gerar filhos por terem sido laqueadas, o que teria trazido dificuldades ao novo relacionamento conjugal. Há, na verdade, uma expectativa cultural mais geral de que a união heterossexual seja reprodutiva. A novidade, revelada pela pesquisa, é a posição em que os homens parecem se colocar diante desta prescrição.

Sendo tão forte a convicção masculina acerca do corpo feminino, razões não faltam aos homens para justificar ser a contracepção um problema da mulher. Apenas muito recentemente eles deram-se conta do poder que, de fato, esta construção confere às mulheres na dinâmica das relações interpessoais.

### O aborto na experiência masculina

« (...) eu nunca me preocupei muito na verdade [com a reprodução, gravidez]. É isso, eu nunca me preocupei. (...) eu nunca fui educado para me preocupar com isso. Eu acho que também tem um pouco essa... (...), que sempre as mulheres se preocuparam. Porque a pílula quem toma é a mulher. Eu acho que as coisas estão mudando de uns anos para cá, recentes. (...). Na minha época a gente, homem, nunca precisou se preocupar muito com isso. E era assim, eu tenho vários amigos meus que também não se preocupavam e a mulher também não tomava nada e ficou grávida e quem foi fazer aborto é a mulher quem vai fazer. Então sempre a coisa é para o lado da mulher, sempre quem acaba se prejudicando é a mulher. Porque mesmo a pílula faz mal à saúde [da mulher]. Mas eu nunca me preocupei com isso, acho que já tinha uma coisa pronta na sociedade que a mulher resolvia, ou ela tomava a pílula ou ela fazia o aborto. » (O26, masculino, 41 anos, descasado, 2 filhos).

O trecho acima resume as contingências da contracepção do ângulo da experiência masculina. A possibilidade de interromper uma gravidez não desejada faz parte do universo de valores de ambas as gerações. O material sugere haver possivelmente diferenças entre elas, sugerindo mudanças propiciadas talvez pela maior divulgação e acesso a meios preventivos de controle. A progressiva liberação da prática do sexo e sua desvinculação da reprodução não foram acompanhadas na mesma intensidade pela adoção de métodos contraceptivos

seguros. Isto implicou em que os homens e mulheres vivessem sob o risco de deparar – se com uma gravidez não desejada ou inoportuna, tendo em vista o tipo de relacionamento amoroso ou etapa da vida em que se encontravam. Face uma gravidez inesperada, as opções eram assumi – la e ao filho que dela decorreria ou praticar um aborto. Vários dos entrevistados mencionaram terem precipitado um casamento devido a gravidez da namorada, enquanto outros decidiram por um aborto, repetindo sucessivas vezes a mesma fórmula.

Quinze dos 20 entrevistados da geração madura reportaram 33 abortos de filhos por eles gerados, sendo 2/3 deles realizados para interromper uma gravidez de suas esposas. Entre os mais jovens, 8 dos entrevistados relataram 17 abortos, a metade com suas esposas. Não há parâmetro para avaliar quão pouco ou muito seriam. Porém, os depoimentos revelam que o aborto foi amplamente utilizado como meio « contraceptivo », especialmente na geração mais madura.<sup>16</sup>

Boa parte dos abortos no contexto de uniões estáveis ou mais duradouras aconteceu no início da relação amorosa ou da vida a dois, quando um filho era considerado inoportuno frente aos planos de vida dos parceiros. Ao que parece, os homens mais maduros seguiram mais freqüentemente lançando mão do aborto como prática de regulação da fecundidade ao longo do casamento. Como afirmam alguns entrevistados, fazer aborto fazia parte da cultura jovem da época, conotando independência com relação aos desígnios do corpo e das prescrições reprodutivas. Na experiência masculina, o aborto é também alternativa preferencial em casos de gravidez inesperada no contexto de uma relação amorosa ocasional ou quando não há planos de futuro a dois. Apesar disso, alguns homens tornaram – se pais nessas circunstâncias, rendendo – se ao desejo de suas parceiras.

Apesar de os dados sugerirem familiaridade e até mesmo uma certa banalização do aborto, especialmente na geração madura, não é sem ambigüidades que os homens passam pela interrupção de uma gravidez de suas namoradas ou esposas. A experiência de um aborto é referida pela quase totalidade dos sujeitos que por ela passaram como « traumática ». Trauma, pela violência que a interrupção da gravidez impõe ao corpo da mulher, deixando no horizonte a possibilidade de um novo episódio mais adiante.

O fato de o aborto ser prática ilícita e criminosa no Brasil é um ingrediente importante desse trauma. A clandestinidade de todo o processo é constrangimento a que vários entrevistados fazem referência, apesar de que, por sua condição social, tenham provavelmente tido acesso a clínicas ou profissionais especializados. Pesam as preocupações quanto à competência do profissional, as condições de higiene e de assepsia das instalações e dos instrumentos.<sup>17</sup> A ambigüidade masculina com respeito ao aborto se expressa também em sentimentos de culpa ou de remorso (ou na justificação de porque não haveria razões para que qualquer dos parceiros se sentisse culpado). Alguns relatam que, passados muitos anos do episódio, pegam – se fantasiando como seria aquele filho cuja gestação fora interrompida. Os homens por vezes confessam – se aliviados por terem sido informados apenas após a decisão já ter sido tomada ou o aborto realizado, mesmo em casos de aborto praticado no contexto de relacionamentos ocasionais, por vezes casos amorosos extraconjugais. Afirmam que se sentiriam constrangidos de participar da decisão e acompanhar suas parceiras para submeterem – se ao aborto. Sentir – se pouco à vontade decorre, algumas vezes, não apenas da percepção do aborto como violência sobre o corpo da mulher mas,

também, do reconhecimento da legitimidade do desejo feminino de experimentar a maternidade, reportando – se à precedência do corpo feminino em matéria reprodutiva.

Uma palavra deve ser dita sobre a religião e seu eventual papel na questão do aborto. O material sugere que as teses da Igreja Católica encontram pouca ressonância entre os entrevistados, confirmando outros estudos localizados (Ramírez, 1999). Apesar disso, e apesar de o aborto conotar uma orientação ideológica progressista, especialmente na geração mais madura, 3 dos entrevistados desta geração referem – se a aspectos religiosos em suas avaliações. Apenas um deles declara – se frontalmente contrário ao aborto, por se tratar de interrupção da vida, consistente com sua formação tradicional católica. Os demais são favoráveis à prática, revelando porém algum desconforto, associado a sentimentos de religiosidade ou de espiritualidade. Na geração mais jovem não são encontrados argumentos de tipo religioso. Esses achados são consistentes com a idéia de que a oposição ao aborto no Brasil decorre menos da importância do catolicismo na vida cotidiana do que do poder de controle da Igreja Católica sobre a « opinião pública » (Rocha, 1996).

No entanto, a conduta masculina é pautada por uma ética clara que não admite tergiversações. Em caso de decisão por um aborto, em qualquer situação, cabe ao homem oferecer à mulher apoio emocional, acompanhá – la durante o procedimento e arcar com seus custos. Os homens devem « assumir » a situação, independentemente da natureza do relacionamento, duradouro ou eventual. Esta conduta cavalheiresca é imperativa, denotando bom caráter e responsabilidade, motivos de auto-avaliações positivas por parte dos homens. Na formulação desta *ética masculina*, é como se, assim fazendo, os homens compensassem suas parceiras pelos dissabores de um aborto.

A importância do aborto como prática de regulação da fecundidade para os homens das camadas médias urbanas no Brasil tem certamente a ver com as alternativas de métodos disponíveis e seus problemas. A geração madura espelha em sua experiência as contingências anteriores ao advento das pílulas hormonais. Estas, inicialmente recebidas como solução para o sexo sem medo de gravidez, aparentemente acabam sendo apenas parcialmente incorporadas à vida das camadas médias, em função das dificuldades decorrentes dos efeitos colaterais não tolerados pelas mulheres. A relativamente pequena presença do DIU, a ausência quase completa do diafragma e as dificuldades com o preservativo restringem as escolhas, especialmente para a geração mais madura. Os depoimentos revelam que os homens conviveram, em vários momentos, com o risco de uma gestação não desejada. Apesar do caráter unanimemente traumático do aborto, os homens confessam terem arriscado, fazendo sexo sem proteção ou confiando excessivamente na precisão da famosa « tabelinha ». O aprendizado nesta área parece ser, para os homens, difícil e penoso. Os resultados confirmam e esclarecem, desse modo, observações já feitas em outras ocasiões de que o aborto faz parte da experiência reprodutiva de segmentos escolarizados, apesar do conhecimento de métodos preventivos (The Alan Guttmacher Institute, 1994; Ramírez, 1999).

### **As pílulas hormonais e seus problemas**

« (...) a pílula eu acho, para casais onde ninguém é soropositivo, eu acho maravilhosa, mas acho que traz seqüelas para a mulher que não é legal, acho que

fica meio uma opção da mulher de usar ou não. Assim por exemplo se a pílula não fizesse mal ao metabolismo da minha esposa eu acharia maravilhoso, continuaria a usar pílula. (...) Olha, para mim sendo bem individualista, mesmo eu acho que é a pílula [o melhor método]. Ah porque eu não preciso ter o incômodo da camisinha, você pode penetrar sem ter que parar antes para colocar ali uma camisinha, é o mais tranqüilo, sossegado para o homem. » (O62, 33 anos, em união, sem filhos).

A pílula anticoncepcional feminina é o método masculino por excelência da geração mais jovem. Foi em parte graças às pílulas hormonais, além do aborto, que a geração precedente foi capaz de separar o sexo da reprodução. Para a geração mais jovem, como já comentado, as pílulas entraram mais cedo em seus cursos de vida, fazendo parte de suas relações amorosas com namoradas e, mais adiante, com suas esposas. Porém, a maioria, tanto jovens e maduros, teve parceiras que fizeram uso da pílula.

Na dinâmica de uso, a pílula é utilizada em relações mais duradouras, entre os mais jovens ainda com as namoradas e, entre os mais maduros, após experiências mal sucedidas com o método do ritmo, coito interrompido e/ou condom. Além de situar – se entre os métodos mais conhecidos e experimentados – equiparada ao condom e ao método do ritmo – as pílulas hormonais são apreciadas pelos homens, em sua quase totalidade, por sua eficácia contraceptiva. De fato, nenhum dos entrevistados mencionou dúvidas quanto à eficácia desse método, apesar de alguns terem feito referência à necessária regularidade do uso como garantia de proteção contraceptiva. Além da eficácia, os homens consideram a pílula um método prático – « basta tomar um comprimido todo os dias e pronto ». Este caráter prático está também associado à despreocupação, do ponto de vista dos homens, com a proteção contra uma gravidez não desejada, opondo-se por isso a métodos que requerem cuidados em cada relação sexual, especialmente os de barreira, como o preservativo e o diafragma. Alguns relatam que começaram seus relacionamentos usando « camisinha », abandonando – a diante da constatação de que a parceira usava pílula ou quando ela passou a usá-la. Da ótica masculina, dentre as opções de métodos contraceptivos disponíveis não existem rivais para as pílulas hormonais.

Apesar de líder na preferência masculina as pílulas encontram, segundo os homens, restrições por parte da maioria das mulheres. Lamentam que, sendo a pílula algo tão fantástico, não dê certo! A experiência, tal como relatada pelos homens de ambas as gerações, é de insucesso com as pílulas. Entre os 10 homens da geração madura, em união na época da entrevista, 8 tiveram parceiras que usaram a pílula, todos mencionando dificuldades de adaptação e conseqüente abandono do método. Os 10 que se encontravam descasados mencionam experiência com a pílula, 6 dentre eles relatando terem suas mulheres interrompido o uso devido à intolerância a seus efeitos colaterais. O quadro na geração mais jovem é semelhante, porém menos intenso, especialmente entre os descasados. Dentre os descasados, 8 tiveram experiência com o método e apenas 3 dentre eles mencionam problemas com a pílula. Dentre aqueles em união, 7 relatam intolerância de suas parceiras. Os dados sugerem que o método responsável pela dissociação entre sexo e reprodução encontra, surpreendentemente, obstáculos a manter – se como alternativa da preferência feminina nas camadas médias urbanas paulistanas.

Apesar de ansiarem por solução que lhes permitisse sustentar a confortável posição de que « a mulher é quem cuida », vêem – se forçados a lidar com as preferências femininas. Os homens tendem, porém, a aceitar como legítimas as queixas femininas e a incorporá-las em seus argumentos.

Como contraponto à pílula anticoncepcional, alguns dos homens mencionam os dispositivos intra-uterinos. Na dinâmica de uso, é muitas vezes em decorrência dos problemas com a pílula que os sujeitos referem – se à experiência com o DIU. Aos olhos dos homens, o DIU é o único método comparável à pílula. É considerado « prático » por não exigir colocação a cada relação sexual, diferentemente do condômio, e relativamente menos danoso à saúde da mulher. Porém, alguns entrevistados, especialmente na geração mais jovem, pensam ser o DIU invasivo por se tratar de algo estranho ao corpo da mulher e, por isso, potencialmente lesivo a sua saúde. Outros se referem a casos de conhecidas que engravidaram com o método, e mencionam riscos de infecções silenciosas e de aborto em caso de gravidez.<sup>18</sup>

As interferências no corpo da mulher e seu impacto na saúde feminina organizam as avaliações masculinas acerca dos principais métodos chamados de femininos. Os argumentos de saúde são especialmente relevantes na geração mais jovem, onde são mais freqüentes referências ao caráter invasivo ou agressivo dos métodos. Não seria por acaso ser esta geração chamada de « geração saúde », por suas preocupações com o cuidado do corpo e sua manutenção em boas condições físicas, pela prática do esporte e um estilo de vida saudável. Parecem ecoar em alguns depoimentos da geração mais jovem concepções de tipo naturalista ou ditas « alternativas », que recusam tudo quanto possa ser visto como não natural. As pílulas hormonais especialmente, e o DIU estão sujeitos a este tipo de reserva por parte de alguns dos entrevistados desta geração.

#### **Caminhos do envolvimento masculino : da « tabelinha » à vasectomia**

« (...) a [minha primeira filha] nasceu pelo fato de a gente ter descuidado. Mesmo quando a gente transava sendo namorados eu nunca usei camisinha, era tirar fora e (...) aí nasceu a [minha filha, e antecipou o casamento]. [Minha mulher] começou a tomar pílula, mas não se deu bem com pílula e aí a gente começou a usar a tabelinha. Isso foi durante 6 anos, do período entre a [primeira filha], que tem 24 e o [segundo filho], que tem 19 anos. Ficamos assim durante 6 anos. O [segundo filho] a gente quis ter, ele foi, digamos assim, o planejado. (...) A [minha mulher] colocou DIU e ficou 2 anos e meio com ele, quando tirou o DIU nasceu o [segundo filho]. Ela tirou [o DIU] consciente para que a gente tivesse o [filho]. Depois que [ele] nasceu, a gente continuou do mesmo jeito, usando a tabelinha. [Minha mulher] não usava [pílula] anticoncepcional, eu nunca usei camisinha e aí veio a [terceira filha]. Mas ela veio sem [querer], a gente ia parar nos dois. (...). Aí, quando a [terceira filha] foi concebida ... ela nasceu no dia 16 de dezembro, no dia 28 de dezembro eu fiz vasectomia. Porque a gente tinha combinado assim se a [filha] nascesse de cesariana, [minha mulher] faria a laqueadura; se [ela] nascesse de parto normal, eu faria vasectomia. Como isso aconteceu, eu fiz vasectomia e aí fiquei de quarentena junto com a [minha mulher] ! » (087, masculino, em união, 48 anos, três filhos).

Este depoimento revela um roteiro freqüente da dinâmica de uso de anticoncepção. A busca de alternativas às pílulas hormonais acaba dando margem a

que homens de ambas as gerações, mas especialmente os mais jovens, se inteirem das alternativas disponíveis. Além disso, o método do ritmo, em geral combinado com o coito interrompido ou com o preservativo, são métodos de contracepção que envolvem a participação masculina. O uso do DIU como alternativa à pílula não exclui a necessidade de recorrer ao condom, ao método do ritmo ou ao coito interrompido – isolados ou combinados – utilizados nos intervalos da troca do dispositivo.

Os homens da geração madura, no entanto, muito freqüentemente mencionam que, no início de sua vida sexual ou conjugal, não se preocupavam com sua proteção, « desencanando » quando a parceira informava que usava pílula, transferindo a responsabilidade para a esfera feminina. Uma pequena parcela de entrevistados, porém, revela ter sempre se procurado proteger – se, preocupação mais uma vez mais comum na geração mais jovem. Alguns deles chegam mesmo a assumir a posição segundo a qual a solução do problema da contracepção é e deve ser de responsabilidade dos dois parceiros. Essa posição é mais comum entre os mais jovens, e parece ser consistente com os ideais amorosos de sua geração (Oliveira et al., 1999).

Seja porque as mulheres desistiram da pílula ou do DIU, seja porque os homens escolheram garantir-se de uma conseqüência não desejada de seus atos, seja porque têm que negociar com suas companheiras a alternativa que mais lhes convém, o fato é que, apesar das queixas, o preservativo acaba sendo o método mais popular entre os entrevistados de ambas as gerações. Como única proteção ou associado a outros, o preservativo aparece no discurso como uma opção na falta de opções, ou seja, como o último recurso. A maior parte dos homens de ambas as gerações, porém, relata dificuldades de se adaptarem ao uso do condom, queixando – se de desconforto, da interrupção no ritmo da relação sexual e de interferência no prazer. Revelam esforçar – se para encontrarem uma forma de conviver com seu uso em seu dia a dia da prática sexual. Vale notar que, especialmente entre os descasados, o preservativo chega a ser mesmo mencionado como método preferencial, associado à freqüência de mudança de parceiras. Nestes casos, os homens apontam a necessidade de evitar uma gravidez e de proteger-se contra doenças sexualmente transmissíveis, especialmente o HIV/Aids. Alguns homens, no entanto, acabam adaptando – se ao uso do preservativo, acomodando-se a essa solução.<sup>19</sup>

O uso do preservativo é muitas vezes associado a outros métodos, especialmente à contagem de dias férteis – a famosa « tabelinha ». Considerando o conjunto dos métodos utilizados pelos entrevistados ao longo da vida, o arranjo « camisinha-tabelinha » é, depois da pílula, talvez o mais comum como método principal e/ou temporário, especialmente com parceiras fixas. Os entrevistados tem consciência da precariedade da associação da « tabelinha » ao preservativo, muitas vezes mencionando a necessidade de a mulher ter ciclos regulares para que tal escolha funcione como proteção à gravidez. A freqüência com que os homens se dizem surpreendidos por uma gravidez não planejada de suas parceiras sugere que têm razão em suas avaliações. Alguns justificam, com esse argumento, a procura por métodos mais seguros, sendo algumas vezes este, e não as dificuldades com a pílula, o contexto da menção ao DIU como possibilidade. Vários atribuem a gravidez da parceira a uma falha deste arranjo. Erros de cálculo, relaxamento da disciplina ou irregularidade do ciclo hormonal feminino explicam suas falhas:

Um outro argumento também aparece para justificar a escolha do preservativo. Diz respeito à proteção contra doenças sexualmente transmissíveis, especialmente o HIV/Aids. Os homens, especialmente os da geração mais jovem, estão prontos – se dizer aprendendo a conviver com a Aids, incorporando lentamente a necessidade de proteção em seus relacionamentos. Lentamente, porque os depoimentos sugerem que a preocupação com a transmissão sexual de doenças parece ser mais enfática entre os descasados, e pouco comum na geração madura. É bem verdade que o roteiro de entrevista tratou dos métodos como preventivos da gravidez, ficando por conta dos entrevistados fazer referência ou não à proteção contra doenças. As menções feitas não parecem indicar a precedência desse tipo de preocupação, ao menos entre os entrevistados em união ou com parceiras fixas. É significativo mencionar que as únicas doenças sexualmente transmissíveis espontaneamente mencionadas foram o HIV/Aids, o HPV, a gonorréia e o herpes, este mencionado por um único entrevistado. As menções a doenças transmitidas por via sexual e à necessidade de preveni-las por meio do preservativo são, no mais das vezes, genéricas. Doenças como a sífilis não são lembradas. Este fato sugere estarem doenças como esta fora do universo de experiências dos entrevistados, ou ser tão forte o impacto da Aids e de campanhas a ela relacionadas, que as demais doenças tenham sido deslocadas para um plano de menor importância.

A inquietação com a Aids apenas começa a competir com aquela relativa à contracepção, pelo menos ao nível do discurso. Alguns sujeitos chegaram mesmo a mencionar a necessidade de dupla proteção. Mas esta prática está sujeita ao impulso, a avaliações subjetivas do risco, abrindo espaço para a contradição. Dessa forma, alguns entrevistados, especialmente os descasados ou com uniões recentes, referem – se a terem feito – eles e suas parceiras – testes de HIV antes de « liberarem » o sexo sem preservativo, usando-o apenas nos períodos férteis para a prevenção de gravidez. A camisinha parece ser mandatória em relacionamentos novos ou esporádicos, como atestam as falas a seguir reproduzidas:

Entretanto, a contracepção parece ser ainda a principal preocupação masculina. Os relatos sobre suas experiências mostram que encontrar uma solução de proteção, ao mesmo tempo eficaz e adequada às preferências individuais, constitui um problema quase permanente. Se uma gravidez não antecipada ou um aborto parecem ameaças presentes na vida dos casais, a escolha de um método contraceptivo que satisfaça constitui um desafio. De fato, as opções com as quais os homens relatam terem tido experiência, todas elas, têm aspectos que lhes desagradam. Todos os métodos impõem restrições ou sobrecargas, físicas ou de outra natureza. A contracepção constitui para os homens e para suas parceiras uma tarefa difícil, acabando por adquirir tal importância na vida masculina, que mal conseguem disfarçar seu aparente alheamento.

É no contexto dessa preocupação permanente que as alternativas da laqueadura e da vasectomia são colocadas pelos homens. Ambas as intervenções são vistas como radicais, exigindo dos que as escolhem a certeza de que não se arrependerão mais adiante. O tema do arrependimento aparece com frequência nas falas dos entrevistados, assim como também nos relatos de situações vividas por eles ou suas parceiras.

Além do caráter radical e definitivo dos métodos cirúrgicos, os homens referem – se especialmente à laqueadura como extremamente agressivo ao corpo da mulher. Embora alguns homens, especialmente na geração mais velha, tenham

tido mulheres que optaram pela esterilização cirúrgica, vários homens mencionam a vasectomia como alternativa mais simples que a laqueadura. É verdade que alguns dos entrevistados pensam ser a vasectomia também uma violência sobre o corpo masculino. Expressões fortes como « mutilação » e « castração » chegam mesmo a serem utilizadas por alguns dos sujeitos. Os depoimentos sugerem estar aí presente o fantasma da impotência, comumente associado, ainda que equivocadamente, à cirurgia dos canais deferentes. Alguns entrevistados mencionam explicitamente o medo da impotência, independentemente da satisfação com a escolha do método. O temor à impotência revela mais que um desconhecimento técnico sobre a vasectomia. Liga – se, de fato, à simbologia do pênis na identidade masculina, que tem no sexo um elemento fundamental da construção do gênero, como já amplamente discutido em outros momentos da análise.

A vasectomia não parece encontrar, contudo, fortes resistências entre os homens de nenhuma das gerações investigadas, apesar de algumas opiniões contrárias. A opção pela vasectomia é vista como adequada a quem já encerrou sua carreira reprodutiva. Ponderam, no entanto, a eventualidade de uma nova união com mulher mais jovem e a redefinição de projetos reprodutivos, apoiados na concepção de que toda mulher quer ser mãe, como já discutido. Pode-se dizer que a vasectomia constitui uma alternativa à laqueadura nas camadas médias de São Paulo. Para alguns, é a escolha contraceptiva que põe à prova o envolvimento e a responsabilidade masculina. Permite aos homens e a suas mulheres libertarem – se do problema que é cuidar diuturnamente da contracepção e afastarem o medo de uma gravidez não planejada. Contudo, a recente epidemia do HIV/Aids frustra para alguns, especialmente os descasados, a expectativa dessa liberdade, condenados que se vêem ao uso do condom como proteção contra a transmissão de doenças por via sexual.

Partindo da idéia de que reprodução e contracepção são assuntos das mulheres, os homens progressivamente envolvem-se com a proteção contra a gravidez e, mais recentemente, contra a transmissão de DST's. Tomando o conjunto dos homens entrevistados, pode-se dizer que, face às vicissitudes da contracepção, o caminho do envolvimento masculino com a prevenção vai do alheamento à idéia de uma concessão masculina às mulheres; passa pelo medo do poder feminino de fazer filhos à sua revelia e, para alguns, chega à noção de que a contracepção é matéria do par.

## COMENTÁRIOS FINAIS E ALGUMAS RECOMENDAÇÕES

Pensar a reprodução de um ponto de vista masculino permite, de fato, esclarecer áreas de opacidade remanescentes da abordagem do tema de um ponto de vista feminino. O gênero como perspectiva teórica enfatiza as relações de poder entre homens e mulheres, vistos como pólos socialmente construídos de uma relação. Surgida da denúncia da opressão feminina, estudos dessa perspectiva foram capazes de apontar os mecanismos de subordinação das mulheres, radicados em uma concepção naturalizada da maternidade e do próprio feminino. Esta pesquisa, colocando-se no ponto de vista dos homens, mostrou ser possível ampliar o alcance analítico da abordagem de gênero, ao trazer elementos para a compreensão da dialética entre o masculino e o feminino.

Os elementos trazidos à luz mostram que as práticas contraceptivas, tal como vividas pelos homens, podem ser mais bem compreendidas se vistas como parte da dinâmica dos gêneros, confirmando expectativas de outros especialistas na matéria (Edwards, 1994; Chikamata, 1996). A pesquisa revela que os homens são levados pelo envolvimento amoroso com suas parceiras a participar da contracepção, compelidos a encontrar alternativas para as dificuldades com este ou aquele método. Os homens envolvem – se quase que por falta de escolha. De um lado, têm que lidar com as queixas ou preferências das mulheres. De outro, com as possíveis e reais conseqüências de sua pouco eficaz ou nula preocupação com as implicações de sua sexualidade. Sexualidade que é, como prática, uma prescrição cultural do gênero masculino. Na concepção naturalizada dos gêneros com que operam, assim como as mulheres são feitas para ter filhos, os homens são feitos para fazer sexo. Se enfrentar o aborto de uma gravidez não desejada ou a paternidade de um filho não esperado ou inoportuno, leva os homens a revoltar-se contra a « irresponsabilidade » feminina, faz também com que se dêem conta de sua própria « irresponsabilidade ».

Nesse particular, o estudo confirma observações feitas por outros autores, de que as conseqüências reprodutivas da prática sexual masculina parecem levar parte dos homens a repensar seu alheamento com relação à contracepção (Edwards, 1994; Grady et al., 1996). Embora o delineamento dos vários estudos seja diferente, a presente pesquisa traz, como outras, elementos que documentam o fato de os homens tenderem a considerar o contexto do relacionamento com suas parceiras na avaliação de uma gravidez inesperada (Landry e Camelo, 1994; Gohel, Diamond and Chambers, 1997; Grady, Klepinger and Nelson-Wally, 1999).

Os dados surpreendem pela importância do uso do preservativo e do método do ritmo nas camadas médias do maior centro urbano brasileiro. Revelam também que não se trata de falta de informação ou de dificuldades de acesso aos métodos disponíveis. A frustração com a experiência das pílulas hormonais é, sem dúvida, parte da explicação para a importância do condom e do ritmo. O material sugere que a liberação do sexo e sua dissociação da reprodução, materializadas pelo advento das pílulas anticoncepcionais, defrontam-se com argumentos que atribuem precedência à saúde. A geração jovem, mas não apenas ela, mostrou-se mais suscetível aos argumentos que vêm nas pílulas um método prejudicial à saúde da mulher, a despeito de terem – na como método ideal. Estes dados são consistentes com outros estudos que mencionam a reação aos efeitos colaterais das pílulas hormonais. Talvez, o que o material da pesquisa tenha de distintivo é que os homens da classe média paulistana tendem a assumir como seus os argumentos quanto ao impacto dos métodos na saúde feminina. Nessa medida, a referência masculina para a avaliação das alternativas de proteção passa a ser também o outro (Grady, Klepinger and Nelson-Wally, 1999).

O diafragma não encontra maior expressão, menos ainda as injeções periódicas ou os implantes subcutâneos. O DIU apresenta-se para muitos como alternativa mais saudável que as pílulas hormonais ou opção mais segura frente às incertezas da combinação ritmo-condom, tão freqüente na experiência masculina. Porém, por razões que o material não alcança responder, o DIU não logra manter-se como método permanente, sendo abandonado após algum tempo de uso.

Não há como negar, com base no material da pesquisa e em sua análise, existir uma questão de fundo: nenhum método é completamente bom, resolve

todos os problemas ou atende a todas as necessidades. Este é um tema cuja relevância sobressai na experiência de uma camada social em cujo estilo de vida ter filhos tornou-se uma questão de escolha. O recurso à esterilização cirúrgica, feminina ou masculina, é deste ponto de vista, alternativa que vem responder a esta questão de fundo. Com a laqueadura ou com a vasectomia, acabar – se – iam as preocupações, anular – se – iam os riscos. Porém, se isso pareceria verdadeiro algumas décadas atrás, o padrão emergente de nupcialidade seqüencial, com o aumento das separações e de divórcios, traz novos obstáculos à vasectomia e também à laqueadura. A vasectomia esbarra na expectativa masculina de que toda mulher quer ser mãe e na prescrição de gênero de que o homem tem que corresponder a essa expectativa. Entretanto, além do temor pela perda da capacidade de fecundar, a Aids traz aos homens vasectomizados e aos demais, preocupações de outra natureza. A proteção contra a transmissão do HIV conduz, especialmente na percepção dos homens mais jovens, à necessidade do uso sistemático do preservativo, principalmente em relacionamentos eventuais. Isto constitui um problema para alguns dentre os muitos que confessam dificuldades de adaptação ao uso do preservativo. O material sugere, no entanto, que a epidemia de HIV/Aids no Brasil terá possivelmente como conseqüência a consolidação do uso do condom nas camadas médias urbanas com as de São Paulo.

Frente ao que foi encontrado pela pesquisa, algumas recomendações podem ser feitas. Primeiro, a necessidade de programas educativos, destinados aos homens, que contemplem as dimensões de gênero. A experiência de um segmento social exposto à informação e a idéias inovadoras mostra quão traumático pode ser, para eles, o aprendizado da negociação contraceptiva. Essa experiência reflete, como foi possível mostrar, uma socialização moldada por concepções que não permitem aos homens franco acesso ao outro gênero. As novas gerações, no entanto, dão sinais de mudança, fazendo crer que uma ação determinada no sentido de ampliar as possibilidades de reflexão sobre a dinâmica dos gêneros produziria efeitos positivos.

Segundo, os dados sugerem estarem abertas as portas das camadas médias para um aumento do uso do condom como proteção para doenças sexualmente transmissíveis, especialmente o HIV. O tema da dupla proteção parece ser, no entanto, ainda preocupação da minoria, merecendo ênfase nas campanhas de esclarecimento.

Terceiro, em face da importância da saúde como critério nas escolhas contraceptivas, sugere – se investigar porque as mulheres experimentam o DIU, mas não permanecem neste método, visando a difusão de seu uso. Conhecer as alternativas de dispositivos existentes no mercado brasileiro e as dificuldades das usuárias é extremamente relevante, no sentido de ampliar as alternativas de contracepção. A generalidade das críticas às pílulas hormonais coloca também outro desafio, o que conduz a uma quarta recomendação derivada deste estudo. É muito provável que as camadas médias tenham acesso a pílulas de baixa dosagem de hormônios, sendo possível supor que a intolerância tantas vezes reportada pelos entrevistados diga também respeito a elas. É importante verificar esta hipótese. Secundariamente, valeria pensar nas possibilidades de aprimoramento das alternativas hormonais ou outras que, sem danos de saúde relevantes, mas também sem efeitos colaterais indesejados pelas mulheres, possam representar ampliação das opções de contracepção.

### Notas

- 1 Esta pesquisa contou com financiamento da Organização Mundial de Saúde (OMS), através do Strategic Component on Social Science Research on Reproductive Health (Project No. 95073 BSDA); da Fundação de Amparo à Pesquisa do Estado de São Paulo (FAPESP); e Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico (CNPq).
- 2 O trabalho de campo envolveu a realização de 50 entrevistas semi-estruturadas com homens e 53 com mulheres, em idades de 18 a 59 anos, solteiros, em união ou descasados. O material aqui utilizado inclui apenas as entrevistas com homens de 25 a 59 anos, em união ou descasados, em um total de 40 entrevistas. Os entrevistados foram selecionados pela técnica de rede, utilizando-se como critério de pertencimento às camadas médias o fato de serem profissionais de nível superior. Para aqueles que não haviam concluído sua formação e para os que se preparavam para o ingresso na Universidade, agregou-se a exigência de que pelo menos um de seus genitores tivesse curso superior completo.
- 3 As informações são insuficientes para uma avaliação de sua origem social de 3 dos entrevistados. 2 deles relatam terem desfrutado de um padrão de vida confortável ao longo da infância e adolescência.
- 4 Os implantes subcutâneos não são disponíveis no mercado brasileiro e, por isso, não foram incluídos na lista utilizada nas entrevistas. Foram mencionados espontaneamente por 2 entrevistados de 25-39 anos e por 1 entrevistado do grupo de 40-59 anos.
- 5 Dada a clandestinidade do aborto no Brasil, é difícil obter dados confiáveis sobre sua prática. Cf. The Alan Guttmacher Institute (1994)
- 6 As pílulas hormonais começaram a ser comercializadas no Brasil em 1965.
- 7 Apenas 7 dos entrevistados maduros iniciaram-se sexualmente com namoradas enquanto 12 tiveram a primeira experiência de sexo com penetração em contatos com prostitutas ou empregadas domésticas. Um dos entrevistados iniciou-se sexualmente com pessoa desconhecida após um baile de Carnaval!
- 8 A norma moral, adotada pela cultura brasileira, era aquela que o sexo ilegítimo somente poderia ser reparado pelo casamento. Na transição pela qual a sociedade brasileira passou, esta norma foi estendida para implicar que o sexo entre dois jovens solteiros, embora clandestino em face de suas famílias, seria aceitável desde que houvesse por parte do par um projeto subsequente de vida a dois
- 9 Ser corinthiano significa torcer por um dos times de futebol mais populares do « país do futebol », o Corinthians.
- 10 Dos 20 entrevistados na geração jovem 9 iniciaram-se com prostitutas, 8 com namoradas ou pessoas com quem tiveram algum envolvimento afetivo, e 3 com outras pessoas em diferentes situações.
- 11 cf. análise preliminar dos dados da pesquisa em Oliveira et al. (1999). Para uma análise do material a partir da subjetividade cf. Muszkat, Oliveira e Bilac, (2000).
- 12 O método do ritmo é comumente classificado como método feminino de contracepção. Como método comportamental requer, no entanto, a negociação do sexo entre os parceiros em dias determinados. Por esta razão, é aqui considerado como um método que envolve a cooperação de ambos.
- 13 cf. o debate entre T. Laqueur (1992) e S. Ruddick (1992) a propósito da paternidade e da maternidade no contexto do feminismo, exemplo primoroso das armadilhas do gênero. Veja – se também o corajoso trabalho de Ramírez (1999).
- 14 Apresentaram outras ponderações outros 5 dentre os mais maduros e 4 dentre os mais jovens.
- 15 Estar apto a fecundar, caso a mulher deseje, parece assemelhar – se às referências dos sujeitos a suas costumeiras práticas galanteadoras com relação às mulheres, como se deles fosse sempre esperada uma atitude de sedução quando em presença ou no contato com o outro sexo. Não raro, atitudes deste tipo não têm qualquer intenção de conquista sexual, o que por vezes surpreende o próprio sujeito em sua fala. Outras vezes, menções veladas ou explícitas são feitas ao fato de os homens terem que se submeter às investidas sexuais femininas ou, ao contrário, referem – se a si próprios como « caras legais », pois resistiram ao assédio feminino, ou foram seletivos em suas escolhas amorosas, apesar do sucesso entre as mulheres. Estas diferentes situações parecem constituir atualizações de práticas de gênero, apoiadas em um mesmo princípio da disponibilidade masculina.

- 16 Não é possível saber a proporção de gestações cada parceira que terminaram em aborto durante a vigência do relacionamento. Leal e Fachel (1996) reportam pesquisa realizada com casais em Porto Alegre, Rio Grande do Sul, em que as mulheres relataram um maior número de abortos que seus maridos, sugerindo que parte deles foi feita sem o conhecimento masculino.
- 17 Nenhum dos entrevistados menciona o Cytotec para a indução de um aborto, via extremamente difundida hoje no Brasil (Barbosa e Arilha, 1993; Ramirez, 1999). Embora não tenham sido indagados a respeito, as situações relatadas de interrupção da gravidez em que algum detalhe é oferecido sugerem tratar-se de abortos convencionais, não se sabe se induzido por meios mecânicos ou por aspiração.
- 18 Quando da entrada do DIU no Brasil, a Igreja Católica reagiu negativamente, disseminando-se a idéia de que seria um método abortivo e não preventivo. Este argumento aparece sem muita força em alguns depoimentos.
- 19 No limite, o uso do preservativo tem para alguns homens um aspecto de aprendizado na esfera da sexualidade, ensejando a experimentação de alternativas não convencionais de práticas sexuais.

### Referências Bibliográficas

- Aguma, A., 1996, Finding the Right Sexual Health Services for Young Men. In: *Planned Parenthood Challenges*. International Planned Parenthood Federation, pp.26-29.
- Almeida, M. H. T. e Weis, L., 1998, Carro-Zero e Pau-de-Arara: O Cotidiano da Oposição de Classe Média ao Regime Militar. In: Novais, F. A. (Coord.) e Schwarcz, L. M. (Org.). *História da Vida Privada no Brasil 4: Contrastes da Intimidade Contemporânea*. São Paulo, Companhia das Letras, pp.319-410.
- Arilha, M., 1998, Homens: Entre a 'Zoeira' e a 'Responsabilidade'. In: Arilha, M., Ridenti, S. e Medrado, B. *Homens e Masculinidades: Outras Palavras*. São Paulo, ECOS/Ed. 34, pp. 51-77.
- Barbosa, R. and Arilha, M., 1993, Cytotec in Brazil: at least it doesn't kill. *Reproductive Health Matters*, 2 (November): 41-52.
- Badiani, R. e Camarano, A. A., 1998. Homens Brasileiros: Percepções, Conhecimentos e Atitudes em Saúde Reprodutiv. In: *XI Encontro Nacional de Estudos Populacionais*. Caxambu, ABEP, pp. 925-943.
- BEMFAM, 1999, *Comportamento e Intenções Reprodutivas da População Masculina. Pesquisa Nacional sobre Demografia e Saúde*. Rio de Janeiro, BEMFAM, 71 p.
- Berquó, E. e Souza, M. R., 1991, *Conhecimento e Uso do Condom: Anticoncepção e Prevenção de Doenças Sexualmente Transmissíveis*. Campinas, UNICAMP/NEPO. (Textos NEPO, 20).
- Berquó, E., Oliveira, M. C. F. A. e Camargo, C. P., 1997, *A Fecundidade em São Paulo: Características Demográficas, Biológicas e Sócio-Econômicas*. São Paulo, CEBRAP, Editora Brasileira de Ciências.
- Bilac, E. D., Oliveira, M. C. F. A. e Muszkat, M., 2000, *The « family man ». Fatherhood and fathering among middle-class Brazilian men in the 1990s*. Campinas, Núcleo de Estudos de População/UNICAMP. (Report presented to the World Health Organization, Strategic Component on Social Science Research in Reproductive Health.)
- CEPAL, 1989, *Transformación Ocupacional y Crisis Social en América Latina*. Santiago de Chile, Naciones Unidas.
- Chikamata, D. M., 1996, Male Needs and Responsibilities in Family Planning and Reproductive Health. In: *Planned Parenthood Challenges*. International Planned Parenthood Federation, pp. 8-10.
- Chodorow, N., 1978, *The Reproduction of Mothering: Psychoanalysis and the Sociology of Gender*. Berkeley, University of California Press.

- Edwards, S. R., 1994, The Role of Men in Contraceptive Decision-Making: Current Knowledge and Future Implications. *Family Planning Perspectives*, 26, 2: 77-82.
- Figueira, S. A. (Org.), 1985, *Cultura da Psicanálise*. São Paulo, Editora Brasiliense.
- Figueroa Perea, J. G., 1998, Fecundidad en el Ciclo de Vida Masculina: Apuntes sobre Algunos Temas para Discusión. In: Lerner, S. (Ed.). *Varones, Sexualidad y Reproducción: Diversas Perspectivas Teórico-Metodológicas y Hallazgos de Investigación*. México, El Colegio de México, Centro de Estudios Demográficos y de Desarrollo Urbano, pp. 47-58.
- Frias, L. A. M. e Oliveira, J. C., 1991, Níveis, Tendências e Diferenciais de Fecundidade do Brasil a partir da Década de 30. *Revista Brasileira de Estudos de População*, 8, 1/2: 72-111.
- Fuller, N., 1998, La Constitución Social de la Identidad de Género entre Varones Urbanos del Perú. In: Valdés, T. y Olavarria, J. (Eds.). *Masculinidades y Equidad de Género en América Latina*. Santiago, FLACSO-Chile, pp.56-68.
- Gohel, M., Diamond, J. J. and Chambers, C. V., 1997, Attitudes Toward Sexual Responsibility and Parenting: An Exploratory Study of Urban Males. *Family Planning Perspectives*, 29, 5: 280-283.
- Grady, W. R. *et al.*, 1996, Men's Perceptions of Their Roles and Responsibilities Regarding Sex, Contraception and Childrearing. *Family Planning Perspectives*, 28, 5: 221-226.
- Grady, W. R., Klepinger, D. H. and Nelson-Wally, A., 1999, Contraceptive Characteristics: The Perceptions and Priorities of Men and Women. *Family Planning Perspectives*, 31, 4: 168-175.
- Hamburger, E., 1998, Diluindo Fronteiras: A Televisão e as Novelas no Cotidiano. In: Novais, F. A. (Coord.) e Schwarcz, L. M. (Org.). *História da Vida Privada no Brasil 4: Contrastes da Intimidade Contemporânea*. São Paulo, Companhia das Letras, pp.439-488.
- Landry, D. J. and Camelo, T. M., 1994, Young Unmarried Men and Women Discuss Men's Role in Contraceptive Practice. *Family Planning Perspectives*, 26, 5: 222-227.
- Laqueur, T. W., 1992, The Facts of Fatherhood. In: Thorne, B. and Yalom, M. (Eds.). *Rethinking the Family: Some Feminists Questions*. Boston, Northeastern University Press, pp. 155-175.
- Leal, O. F. e Fachel, J. M. G., 1998, Aborto: Tensión e Negociación entre lo Femenino y lo Masculino. In: Lerner, S. (Ed.). *Varones, Sexualidad y Reproducción: Diversas Perspectivas Teórico-Metodológicas y Hallazgos de Investigación*. México, El Colegio de México, Centro de Estudios Demográficos y de Desarrollo Urbano, pp.303-318.
- Mello, J. M. C. e Novais, F. A., 1998, Capitalismo Tardio e Sociabilidade Moderna. In: Novais, F. A. (Coord.) e Schwarcz, L. M. (Org.). *História da Vida Privada no Brasil 4: Contrastes da Intimidade Contemporânea*. São Paulo, Companhia das Letras, pp.558-658.
- Mills, C. W., 1956, *White Collars: The American Middle Classes*. New York, Oxford University Press.
- Mundigo, A., 1995, Papéis masculinos, saúde reprodutiva e sexualidade. *Conferência Intenacional sobre População*. São Paulo, Fundação McArthur.
- Muszkat, M., Oliveira, M. C. F. A. e Bilac, E. D., 2000, *When three is better than two*. Campinas, Núcleo de Estudos de População/UNICAMP. (Report presented to the World Health Organization, Strategic Component on Social Science Research in Reproductive Health).
- Oliveira, M. C. F. A. *et al.*, 1999, *Relatório Final do Projeto « Os homens, esses desconhecidos... Masculinidade e reprodução »* apresentado à FAPESP. Campinas, Núcleo de Estudos de População/UNICAMP.
- Quadros, W. J., 1985, *A Nova Classe Média Brasileira: 1959-1980*. Campinas, Universidade Estadual de Campinas. (Dissertação de Mestrado em Economia).

- Ramírez, M. C., 1999, *Os Impasses do Corpo: Ausências e Preeminências de Homens e Mulheres no Caso do Aborto Voluntário*. Campinas, Universidade Estadual de Campinas. (Dissertação de Mestrado em Antropologia).
- Rocha, M. I. B., 1996, The Abortion Issue in Brazil: A Study of the Debate in Congress. *Revista Estudos Feministas*, Rio de Janeiro, 4, 2: 505-516.
- Romanelli, G., 1986, *Famílias de Camadas Médias: A Trajetória da Modernidade*. São Paulo, Universidade de São Paulo. (Tese de Doutorado em Antropologia).
- Ruddick, S., 1992, Thinking about Fathers. In: Thorne, B. and Yalom, M. (eds.). *Rethinking the Family: Some Feminists Questions*. Boston, Northeastern University Press, pp.176-190.
- Salém, T., 1986, Família em Camadas Médias: Uma Perspectiva Antropológica. *Boletim Informativo de Ciências Sociais*, 21: 25-39.
- Scott, J. W., 1988, *Gender and the Politics of History*. New York, Columbia University Press.
- SEADE, 1997, *Anuário Estatístico do Estado de São Paulo*. São Paulo, Fundação Sistema Estadual de Análise de Dados.
- Strathern, M., 1988, *The Gender of the Gift: Problems with Women and Problems with Society in Melanesia*. Berkeley, University of California Press.
- Strathern, M., 1995, Necessidade de Pais, Necessidade de Mães. *Revista de Estudos Feministas*, Rio de Janeiro, 3, 2: 303-329. (Trad. Marcos Santarrita)
- Souza, G. A. A., 1996, *Sucessão das Gerações na Bahia: Reencontro de uma Totalidade Esquecida*. Campinas, Universidade Estadual de Campinas (Tese de Doutorado em Ciências Sociais).
- The Alan Guttmacher Institute, 1994, *Aborto Clandestino: Uma Realidade Latino-Americana*. New York, The Alan Guttmacher Institute.
- Vaitsman, J., 1994, *Flexíveis e Plurais*. Rio de Janeiro, Rocco.
- Valdés, T. y Olavarría, J. (Eds.), 1998, *Masculinidades y Equidad de Género en América Latina*. Santiago, FLACSO-Chile.
- Velho, G., 1986, *Subjetividade e Sociedade: Uma Experiência de geração*. Rio de Janeiro, Jorge Zahar Editor.
- Velho, G., 1987, *Individualismo e Cultura*. Rio de Janeiro, Jorge Zahar Editor.
- Ventura, Z., 1988, *1968. O Ano que Não Terminou*. Rio de Janeiro, Nova Fronteira.
- Viveros, M., 1998, Quebradores y Cumplidores: Biografías Diversas de la Masculinidad. In: Valdés, T. y Olavarría, J. (Eds.). *Masculinidades y Equidad de Género en América Latina*. Santiago, FLACSO-Chile, pp.36-55.
- Viveros, M., 1998, Decisiones Reproductivas y Dinámicas Conyugales. El Caso de la Elección de la Esterilización Masculina. In: Valdés, T. y Olavarría, J. (Eds.). *Masculinidades y Equidad de Género en América Latina*. Santiago, FLACSO-Chile, pp.146-157.

## RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

L'objectif de ce travail est de connaître les attitudes et les pratiques masculines de contraception. En adoptant une perspective de genre, on essaie de comprendre la logique d'interprétation des hommes en ce qui concerne leur vie reproductive, en identifiant les éléments qui induisent leur raisonnement, la matrice socio-culturelle qui est à la base de leur efficacité et de leur pratique sociale reproductive. L'idée que la contraception est une affaire de femme modèle et régule la fécondité des hommes des deux générations étudiées. Les résultats conduisent à quelques recommandations pratiques : la nécessité de programmes éducatifs en direction des hommes, l'importance du thème de la double protection dans des campagnes qui visent à augmenter l'utilisation du préservatif, des recherches sur les choix contraceptifs, sur les résistances et la continuité dans l'usage du stérilet. Finalement, face aux critiques généralisées sur les pilules hormonales, on recommande de faire des recherches sur la tolérance aux produits existants sur le marché brésilien afin de répondre aux besoins des femmes.

\*\*\*

*O objetivo do trabalho é conhecer as atitudes e práticas masculinas com relação à contracepção. Adoptando a perspectiva de gênero, procura-se entender a lógica a partir da qual os homens interpretam sua vida reprodutiva, identificando os elementos que compõem seu argumento, a matriz sócio-cultural de onde derivam e a eficácia dessa matriz em sua prática social reprodutiva. A idéia de que a anti-concepção é tarefa da mulher, modela a regulação da fecundidade dos homens de ambas*

*as gerações entrevistadas. Os resultados sugerem algumas recomendações práticas: a necessidade de programas educativos dirigidos aos homens, a importância do tema da dupla-proteção em campanhas para aumentar o uso do condo, investigar nas escolhas contraceptivas, as resistências à continuidade de uso do DIU. Finalmente, em face da generalidade das críticas às pilulas hormonais, recomenda-se investigar a tolerância aos produtos existentes no mercado brasileiro de modo a atender às necessidades das mulheres.*

\*\*\*

The objective of this work is to understand masculine attitudes and practices concerning contraception. In adopting a gender perspective, we attempt to understand the logical interpretation of men concerning their reproductive lives, in identifying the elements which influence their reasoning, the socio-cultural matrix which is at the base of their efficacy and their reproductive practice. The idea that contraception is a women's affair models and regulates the fecundity of men in the two generations studied. The results point towards several practical recommendations: the necessity of an education programme aimed at men, the importance of the theme of double-protection in campaigns aimed at increasing the use of condoms, research into contraceptive choices, and into the resistance to and continuity of use of the intra-uterine device (I.U.D). Finally, faced with the general criticism of contraceptive pills, we recommend research into the tolerance to existing products on the Brazilian market aimed at responding to women's needs.

Palavras chaves: Brasil, prática social, anticoncepção masculina, condo, programas educativos

Mots clés: Brésil, pratique sociale, contraception masculine, préservatif, programmes éducatifs

Keywords: Brasil, social practices, masculine contraception, condom, education programme

---

## SUBJETIVIDADES MASCULINAS EN JÓVENES DE CLASES SUBALTERNAS URBANAS

FERNANDO URREA GIRALDO\*  
PEDRO QUINTIN QUILEZ\*

**A** PARTIR DEL ANALISIS DEL MATERIAL recogido en una investigación sobre la construcción de masculinidad entre jóvenes negros de sectores populares de la ciudad de Cali<sup>2</sup>, este artículo pone en juego varias esferas sociales que, desde hace tiempo, las ciencias sociales han tratado de amarrar : el sexo, el género, la clase social, la dimensión « étnico-racial » y la edad relacionada con el ciclo de vida de los grupos « jóvenes ». No es un problema tan nuevo, pues a raíz de las propuestas de los estudios de género de los años setenta surgieron entre los investigadores diferencias substanciales sobre el peso específico que habría que otorgar a cada uno de esos elementos en el análisis de la sociedad.

Por sexo entendemos los atributos biológicos clasificadores básicos (hombre/mujer) establecidos por una determinada sociedad (Héritier, 1996) y el género, como la relación social entre hombres y mujeres y entre cada una de las categorías a partir de la atribución de características masculinas o femeninas socialmente fabricados (Rubin, 1986). La clase social la pensamos a partir de la categoría de *habitus* desde dos perspectivas teóricas : como estilo de vida (Elias) construido a través del entorno socializador de los individuos en sus diferentes experiencias de vida y, en la perspectiva de Bourdieu, como espacio social de las diferencias y las jerarquías constituidas a partir del volumen global de los recursos poseídos en forma de capitales de distinto tipo (simbólico, económico, cultural, escolar, social, pero también el relacionado con aspectos como el honor) y desigualmente distribuidos a partir de un cruce entre esos diferentes capitales (Bourdieu, 1979, 1989, 2001 ; Cabin, 2002). Como punto de partida consideramos que a mayor o menor segregación residencial en las experiencias vividas se produce una mayor o menor percepción de diferencia entre grupos de pertenencia.

\*Facultad de Ciencias Sociales y Económicas, Universidad del Valle (furrea@ert.com.co)<sup>1</sup>

La dimensión « étnico-racial » remite al dispositivo colectivo de clasificación de una población según color de piel o fenotipo, nacionalidad u origen geográfico, grupo cultural, lingüístico o religioso, etc., y sus posibles combinaciones históricas. En las sociedades operan distinciones hacia adentro y hacia fuera a partir de la naturalización de las apariencias fenotípicas, a menudo asociadas a otros de los aspectos antes señalados, y que se usan para establecer jerarquías sociales o sistemas de dominación a partir de modelos de estigmatización (Ratcliffe, 1999; Sansone, 1994). Por último, la edad refiere a las distinciones y agrupaciones basadas en el ciclo de vida y que, en el capitalismo, ubica a los jóvenes (preadolescentes, adolescentes y adultos jóvenes) entre la infancia y la adultez.

En este artículo se intenta un acercamiento conceptual a los procesos que producen las masculinidades entre los jóvenes de los sectores populares urbanos<sup>3</sup>, analizados a partir de la categoría gramsciana *clases subalternas* (Williams, 1991 : 407-423; o *clases dominadas* en términos de Bourdieu, 2001 : 205-207), en condiciones de segregación residencial y de exclusión « étnico-racial ». Por otra parte, se trata de mostrar cómo en esas mismas clases se generan transformaciones y diferenciaciones internas en los modelos de masculinidad, incluso hasta el punto de ir en contravía de los estereotipos hegemónicos del « ser hombre ». De este modo, procedemos a relacionar las dimensiones analíticas antes enunciadas, pero colocando en cuestión los determinismos sociologistas y rescatando las trayectorias individuales para el análisis de la producción de unos sujetos que, si bien están constreñidos por un entramado contextual, se diferencian entre sí aún cuando pertenezcan a segmentos de población relativamente homogéneos socio-económicamente. El artículo explora la puesta en escena (en sentido goffmaniano) de subjetividades masculinas, pero entendidas en el proceso de producción de identidades móviles y plurales de género y orientación sexual.

Cali, con su área metropolitana, es, tras Bogotá y Medellín, la tercera región urbana de Colombia. Una tercera parte de sus 2,8 millones de personas, está compuesta por población *negra* y *mulata* : la mayor concentración urbana en el país de este grupo socio-racial (Urrea, Ramírez y Viáfara, 2001). Si bien no puede afirmarse estadísticamente que en Cali existan « ghettos raciales » al modo de lo observado en Estados Unidos, lo cierto es que, a nivel de análisis global de la ciudad, la lógica de distribución y concentración residencial de la población parece seguir una pauta de jerarquía racial, asociándose sistemáticamente los contextos urbanos más pobres con la población de color más oscuro (Barbary, Ramírez y Urrea, 2002; y especialmente Barbary, Dureau y Lulle, 2002). Según Barbary et al. (2002), se presenta una segregación socio-racial de la población negra en esta ciudad, lo que no puede decirse para el caso de las poblaciones blancas, mestizas e incluso mulatas; además, el patrón de segmentación del espacio coincide con el de la segregación de la población negra. Ello se aprecia por ejemplo en el dispositivo residencial del conjunto de los hogares afrocolombianos. Precisamente nuestro estudio se centró en el Distrito de Aguablanca y áreas aledañas (en especial, barrios Charco Azul y Sardi) donde hay mayor concentración de población negra en Cali. Son barrios en que más del 70 % de sus hogares son afrocolombianos y el 60 % de su población es negra; un 60 % de la población masculina y 50 % de la femenina es menor de 20 años y con tasas de masculinidad muy por encima del promedio de la ciudad.

Sin embargo, el artículo intenta hacer una reflexión analítica más allá de los resultados del estudio sobre masculinidades en Cali (Urrea y Quintín, op. cit.), para

lo cual integra en la discusión otros estudios recientes para la misma ciudad relacionados con jóvenes en grupos de pares también de clases subalternas en barrios de Cali diferentes al del primer trabajo (Domínguez, 1999) y un segundo de paternidades en sectores populares en esta ciudad (Maldonado, 2001); al igual que una revisión de trabajos sobre masculinidades entre jóvenes de distintas clases sociales en la sociedad peruana (Fuller, 1997 y 2001) y colombiana (Viveros y Cañón, 1997; Viveros, 2000 A y 2000B; Sevilla, 2000); de grupos de jóvenes de favelas en Río de Janeiro (Zaluar, 1997; Souto, 1997; y Reyes Novaes, 1997); de barrios populares de Lima (Castro, 1999; Santos, 1999; y Espinoza, 1999) y de grupos informales de jóvenes en Francia de la periferia urbana estigmatizada (Dubet, 1987; Gendrot, 1994; Lagrange, 1995; Duret, 1996); así como una relectura de algunos de los estudios clásicos entre los años veinte y cuarenta sobre jóvenes en sectores «étnicos urbanos», llevados a cabo por diversos representantes de la Escuela de Chicago (Thrasher 1963; Landesco, 1979; Reckless, 1969; Shaw, 1966; Shaw y Mckay, 1969; Whyte, 1955). Por otro lado, se incorporan algunos de los resultados de las escuelas francesa e inglesa sobre la familia que tienen que ver con las clases dominadas en la sociedad capitalista. Con ello, se pretende trazar un cuadro analítico aproximado de ciertas tendencias macro y micro sociológicas en las sociedades capitalistas respecto a los factores de contexto aquí considerados en la producción de las identidades masculinas en las clases subalternas.

### MODELOS DE MASCULINIDAD Y GENERALIZACION DEL « AMOR ROMANTICO »

Los modelos de referencia masculinos y femeninos vinculados al orden familiar en sectores urbanos de diferentes clases sociales en una sociedad como la colombiana están cerca de la ideología del amor romántico (Shorter, 1977; Badinter, 1980 y 1986; Giddens, 1992; Segalen, 1993; Lipovetsky, 1997, trad., 1999; Chaumier, 2001, en de Singly, 2001). Esta ideología – construcción social de larga duración que instaura un patrón de dominación de lo masculino sobre lo femenino –, que se generaliza en Occidente desde el siglo XVIII, imponiéndose a lo largo del XIX y la primera mitad del XX (Macfarlane, 1993), habría acompañado los procesos de modernización de las sociedades latinoamericanas (para Perú, Fuller, 1997; para Colombia, Viveros y Cañón, 1997; y Viveros, 2000a y 2000b), pasando a formar parte del orden social familiar y extra-doméstico en todas las clases sociales.

Es preciso señalar que este modelo se entronca directamente con los sistemas de género que han funcionado en las sociedades mediterráneas, basadas en los conceptos de « honor » y « vergüenza », tal y como ha sido descrito por Bourdieu (1998b), y que fue traído a América durante la colonización española (Gutiérrez de Pineda y Pineda Giraldo, 1999)<sup>4</sup>. Sin embargo, buena parte de las clasificaciones del género, la división sexual del trabajo y la diferenciación entre espacios doméstico y extra-doméstico, desarrollados en el amor romántico, han operado en muchas otras formas de organización social. Según Héritier (1996 : 24-25): « en todas las sociedades humanas existe una valencia diferencial de los sexos como parte constitutiva del orden social que supone un producto conceptual orientado,

siempre jerárquico, entre lo masculino y lo femenino, traducible en términos de pesos, de temporalidad (anterior/posterior) de valor (...). Así, este producto conceptual está, así parece, inscrito en la estructura profunda de lo social que es el campo del parentesco. Las formas como él se traduce en las instituciones sociales y el funcionamiento de los diversos grupos humanos son variadas, pero es un hecho de observación general de la dominación social del principio masculino ».

Lo particular en el caso del amor romántico es el énfasis en la asociación madre-esposa vinculada al cuidado de los hijos y del marido, aunque otros componentes del mismo pueden ser hallados en otras sociedades y períodos históricos. Las siguientes son las características idealizadas en las relaciones entre hombres y mujeres presentes entre los jóvenes de sectores populares de Cali, pero también en ocasiones entre jóvenes de otros sectores de la ciudad :

1. Una idealización de relaciones jerárquicas que confinan a la mujer al espacio doméstico mientras el hombre se mueve en el espacio extra-doméstico, al tiempo que se beneficia del primero donde domina como padre y esposo. Una de las mujeres negras entrevistadas (Paola, 16 años) establece esta separación relacionando el papel heterosexual del hombre con el espacio externo a la casa y, a la inversa, ligando un comportamiento homosexual a la acción del hombre en el espacio doméstico : « habemos unas que porque los vemos haciendo oficio en la casa pues creemos que es marica o algo así. Porque un hombre que está haciendo oficio, y esta trabajando cosas así de mujeres van a decir que es marica. Van a decir que uno lo tiene de cachifa [sirvienta] » (Urrea y Quintín, *ibid* : 226). Se trata de un modelo que se orienta además hacia la constitución del hogar a partir del grupo familiar primario, con una tendencia hacia la organización nuclear, completa o incompleta (monoparental), en las distintas clases sociales.
2. La anterior separación supone la distinción de papeles en la división sexual del trabajo : el hombre en la calle frente a la mujer en el hogar como ama de casa ; el hombre proveedor de los ingresos frente a la mujer esposa y madre, pero en un contexto de asalariamiento de hombres y mujeres, con separación entre el hogar y el sitio de trabajo (Fuller, 2001 : 390). Queda claro en la siguiente expresión de una madre : « ¡ Mijo ! Lave esa camisa. [Y me contesta] 'Mami, usted es la mujer, usted es la que tiene que lavar' Les tengo que dejar el almuerzo hecho, el desayuno hecho » (Urrea y Quintín, *ibid* : 110).

Ellas se ocupan de las tareas de crianza y educación de los hijos, de alimentación y cuidado del esposo y demás oficios domésticos : « Ellos dicen que porque son hombres, las mujeres son las que tienen que estar en la casa y atender (Irma, 20 años), aunque algunas, aunque conscientes de que no debiera ser así, plantean que la realidad es diferente : eso no se puede hacer, porque el hombre también tiene que ayudar. Para mí eso tiene que ser compartido : si el hombre hace una cosa, la mujer hace otra cosa. Pero es que los hombres de Sardi, ¡ no... ! » (Leticia, 20 años) (Urrea y Quintín, *ibid* : 237).

3. Idealización de la maternidad (Badinter, 1980 : 264-271) como el componente eje de la identidad femenina : la mujer es una devota entregada a su hogar (madre-esposa) y la buena madre es una santa – la mujer madre está cerca a

la figura de la Virgen María, por lo tanto debería llegar virgen, así sea sólo figurativamente. La mujer es la 'reina del hogar' en cuanto ama de casa; por su parte, el hombre, en tanto padre, es la autoridad en la familia (para la imagen de la mujer en Cali, cf. Browner y Lewin, 1982; para la de los hombres, Maldonado, 2001). Esta idealización de la maternidad es también un fenómeno más general, pero en el caso del amor romántico se encuentra la valoración casi mística de la maternidad relacionada con el cuidado de los hijos. No se trata de tener una prole numerosa, sino de atenderlos adecuadamente.

4. Jerarquía superior del papel del hombre (padre/autoridad). En esta construcción histórica el hombre padre aparece idealmente como el 'jefe del hogar' y de la familia. Esta es la forma histórica como se manifiesta la *valencia diferencial de los sexos* en el amor romántico idealizado (Fuller, 2001 : 70).
5. La sexualidad masculina aparece separada entre la esfera familiar con fines reproductivos y la esfera pública con fines placenteros (la figura de la esposa-madre se opone a la de la mujerzuela-prostituta). Por otro lado, la sexualidad femenina se expresa escindida a su vez entre la que le impone el esposo, orientada a la procreación, y la ilegítima o prohibida cuando es placentera. Por ello mismo, se separa entre la mujer novia futura esposa o compañera (la madre de los hijos) y la mujer de paso o diversión. Idealmente la primera debe ser virgen y recatada, mientras la segunda debe ser de fácil acceso sexual. Al respecto, Julio (18 años) anota : « Mujeres sanas yo no conozco, no más mi cucha [madre] o las mujeres que ya tienen su marido ; eso que ni tanto porque más de una que vive con su marido y se va a rumbiar, [hasta] se chasquean [tener relaciones sexuales] a más de uno, a más de un man por ahí fantasma... Del noventa por ciento de las mujeres de Charco, el ochenta y ocho son peras..., no son ni tan sanas ni tan serias, ni tan perras ni tan serias, son más o menos. Ella [su novia] no es de las sanas : a la final nadie aquí es sano, todos somos cabrones y cabronas... Aquí no hay sanas o [son] contaditas las sanas. Pero las mujeres que no son perras no son [sólo] las que estudian, ni nada de eso. Cualquier hembra puede ser muy vaga pero [si] lo valora a uno, no le monta los cachos ni está por ahí con cualquier man, que uno la pille o que le cuenten visajes de ella » (Urrea y Quintín, op. cit. : 159). En este modelo no es compatible ser amante y esposa, *eros* y *amor* se enfrentan (Segalen, 1986 : 512-514 ; para Cali, cf. Sevilla, 2000) ; en el caso del hombre, dispone del « poder de trasgresión » que le permite pasar de un papel al otro (esposo/amante) sin mayores inconvenientes (Bourdieu, 1998b : 22-23).
6. En forma complementaria, para la mujer en el amor romántico la entrega al esposo, compañero o novio es una condición de la relación amorosa/erótica, en la medida en que la acción de entrega incluye el embarazo, al igual que la atención privilegiada que depara la mujer al desempeño del marido en sus actividades masculinas. La procreación supuestamente debería dar a su vez la posibilidad de atar el hombre y conservar el vínculo afectivo con él, a veces asociado a procesos de movilidad social (Bourdieu, 1998b : 73). Por eso el embarazo aparece como forma de amarrar al hombre, sobre todo en las clases populares ; y aunque de hecho ello no funciona en buena parte de los casos, se maneja como un deseo oculto de la mujer. Carmen (16 años) alude así a

su futuro : « una madre responsable, tener un hogar elegante, tener un hogar educado... con no más de dos hijos, casada por la iglesia y, si no toca casada, pues de todos modos. ¡ Ay ! Vivir lejos de por aquí. En Ciudad Córdoba, un barrio educativo... pues ahora una se embasa [consigue] a los ladroncitos, porque ya todos son ladrones. [Roban] cositas pequeñas : moticos, cositas así. ¡ Asaderos, restaurantes, ja, ja, ja ! ». A la pregunta de si ella se casaría con muchachos con los que tiene ahora relaciones sentimentales o eróticas, explica : « ¡ No, yo no ! Yo ando buscando otro que me sepa más... Que me saque adelante. Yo me casaría con él de a frente : que va a ser estudiantil, trabajador y todas esas vainas » (Urrea y Quintín, *ibid.* : 250).

7. Hay un predominio de estereotipos de exaltación o desprecio (Fuller, 2001 : 173-174) que acompañan el desempeño de papeles naturalizados a partir del sexo biológico y el ciclo de vida y las figuras que los ejecutan (hombres y mujeres), así como una serie de rituales que permiten encarnar esos estereotipos para « ser » hombre o mujer. A la vez, los estereotipos operan en la dirección contraria : marcan también lo que no « es » hombre o mujer, a partir de las situaciones en que se borran las diferencias establecidas sexo-género.
8. Se asume que, en público, los hombres no deben ser *amorosos* (tiernos, cariñosos) : no son bien vistos los afectos con la esposa, la novia y los hijos delante de otros hombres. El amor, en la esfera extra-doméstica, es cosa de mujeres, lo cual implica que todas las expresiones afectivas visibles por fuera del hogar sean consideradas femeninas. Hay una tensión conflictiva entre las esferas doméstica y extra-doméstica a partir de la separación entre amor y erotismo (el amor es del hogar y femenino, otorgado por la esposa, y el ejercicio de la sexualidad sin restricciones es extra-doméstico y para el marido). Manzini (de 17 años, quien disiente del modelo masculino hegemónico) se refiere críticamente a la imagen del padre que se tiene en el barrio : « eso también es de hombres : el que cuida a un niño, el que da amor, porque lastimosamente el padre que se ha criado en un esquema bruto y grosero, el que no lo ve, no lo cuida, no lo baña, está alejado ; pero el padre que da cariño a un bebé, él no lo ve como el padre sino que pasa a ser un amigo y más delante va a tener dos opciones, con la madre o con el padre y no como siempre se ha pensado que si uno va hablar algo lo hace con la madre porque el papá no tiene tiempo, o como se ha creído que él es el duro y uno no quiere llorar, no lo puedo hacer delante de mi papá por el temor de que me va a dar una muenda [paliza] » (Urrea y Quintín, *ibid.* : 186).
9. Expresión de una fuerte homofobia y rechazo de comportamientos que puedan estar asociados a la disolución de la diferencia entre lo masculinos y lo femenino. Se rechaza todo aquello que desdibuje la frontera sexo-género, no sólo en términos amorosos-eróticos sino en las prácticas domésticas y extra-domésticas : « el que es homosexual, se le da es bala, se abre del parche », dice Michel (15 años). « Yo pienso que los que tienen relaciones con otro hombre son los que tienen algún problema mental, porque sólo de pensarlo se me eriza la piel. Yo no voy hablar shet [mierda], porque hay unos maricas que le hacen unas propuestas a uno que... ¡ mejor dicho ! Y uno, como está necesitado, uno la piensa dos y tres veces, pero la verdad de que sólo pensar en eso y

que un marica lo toque a uno se me eriza la piel, la personas que hacen eso tienen su problema mental o sexual, no sé » (Juan Diego, 21 años). « Los maricas sí no son hombres, esos hijueputas, porque les gusta el chimbo [pene] » (Julio, 18 años) (Urrea y Quintín, *ibid.* : 125, 161, 151).

Es importante tener en cuenta que estas características no necesariamente se corresponden estrictamente con las prácticas conyugales y sexuales, así como la lógica de la estabilidad de las uniones, en una sociedad determinada. No obstante, ellas conforman un factor que moldea las percepciones y comportamientos recíprocos de hombres y mujeres en diferentes clases sociales, pero sobre todo entre las clases subalternas, a la vez que se auto alimentan a través de la puesta en juego cotidiana de las imágenes masculinas y femeninas.

### LA CONDICION SOCIAL Y EL MODELO DE GÉNERO : ESTRATIFICACION Y DIFERENCIACION

Sin embargo, como hipótesis sugerimos que en las clases populares la ideología del amor romántico está más arraigada y, por lo tanto, el ejercicio amoroso-erótico está más afectado por este marco ideológico que en las otras clases, a pesar de los importantes cambios que se han venido operando en las relaciones de género en las últimas tres décadas. La paradoja es que, si bien históricamente esta ideología y sus prácticas amorosas-eróticas aparecieron primero en las clases burguesas medias y altas y luego se expandieron a las demás clases durante los siglos XIX y XX, a medida que se dan los procesos de modernización han tenido mayor inercia en las clases populares debido no sólo a factores como el menor capital escolar y cultural, sino por un efecto de inversión género-clase por procesos de distinción, exclusión y segmentación social (Gay, 1992; Fuller, 2001 : 100, 108). Esto significa que el marco social en las clases subalternas también ha favorecido una fuerte naturalización de las diferencias biológicas y la producción de estereotipos hipermasculinos acentuados.

Sin embargo, al aumentar los capitales escolar y cultural, así como la inserción laboral de las mujeres (todo ello acompañado de la proliferación de imágenes mediáticas masivas que ofrecen modelos divergentes), se incrementan las opciones de ruptura de la ecuación sexo biológico-sexualidad-género y, por tanto, las opciones de generación de modalidades de subjetividades más reflexivas y autónomas. Es decir, de procesos de individuación con mayor flexibilidad respecto a las relaciones amorosas-eróticas, de pareja y a las responsabilidades domésticas y extra-domésticas (Fuller, 2001 :119). Respecto a estas últimas, significa que las mujeres participan cada vez más en actividades de la esfera pública y los hombres de la esfera privada/doméstica, sin que eso represente necesariamente la superación definitiva de la división sexual del trabajo y del espacio. A su vez, las identidades masculinas y femeninas serían más diversas y fluidas, con más opciones si se tiene en cuenta que la orientación sexual puede aparecer como condición identitaria no esencial o natural/biológica. A medida que en general se cuestiona el modelo del amor romántico, también entre las capas populares, las fronteras se vuelven borrosas.

La hipermasculinidad, con su complemento de homofobia radical, sería, sin embargo, una característica de las capas populares con menor capital escolar y

cultural, tanto en hombres como en mujeres, y una menor inserción laboral de las mujeres; es decir, en sectores afectados por procesos de exclusión social. Para las mujeres el modelo es el hombre viril que «desea» a las mujeres y, por lo tanto, es completamente activo, a lo que se suma idealmente que sea un buen esposo, lo que no se opone necesariamente a que pueda acceder a otras mujeres. De todas formas, hay ambigüedad entre el carácter de esposo y amante: como esposo ideal debe aportar dinero y tratar adecuadamente a la mujer, así como ser buen padre dando 'buen ejemplo'. Pero aún sin ser un buen amante, puede desempeñarse convenientemente como esposo. Aunque el patrón dominante de homofobia masculina pareciera universal (Badinter, 1986 :183-190, 293-300), habría que añadir que a partir del modelo de amor romántico en Occidente la homofobia se habría vivido más intensamente en las clases populares debido a un ordenamiento más estricto del papel del hombre/padre, representante de la ley (*super yo*), sin importar mucho que en la práctica no haya operado. Así, la hiper-masculinidad – como una orientación heterosexual exclusiva y excluyente – aparece como una condición del jefe de familia procreador. La homofobia es reforzada por los sentimientos de angustia en los hombres cuando las mujeres les disputan el monopolio de los espacios 'masculinos'.

Las clases subalternas fueron integradas progresivamente al modelo dominante de género-sexo heterosexual e hipermasculino, con separación y diferenciación de hombres y mujeres entre las esferas pública y doméstica; el hombre padre 'jefe de familia' y la mujer madre-esposa 'ama de casa'. Esta integración desde arriba, impulsada por las clases altas – que a su vez habían desarrollado previamente este modelo para ellas mismas – aparece en las sociedades europeas y americanas a lo largo de todo el siglo XIX y comienzos del XX, continuando hasta los años setenta. Sin embargo, en las clases subalternas esta integración seguramente ha podido adquirir características más acentuadas debido al disciplinamiento por internalización de los estereotipos de género y sexualidad instaurados por las instituciones y por el efecto de inversión vía género y orientación sexual que los de abajo establecen para diferenciarse de los de arriba. Independientemente de los resultados empíricos en la conformación de familias nucleares y extensas populares, ya sean completas (con los dos cónyuges) o incompletas (monoparentales, en su mayor parte mujeres jefe de familia), y a la débil estabilidad de esas uniones, la ideología del amor romántico operaría con mayor peso en ellas.

## LABORES DOMÉSTICAS Y FECUNDIDAD DIFERENCIAL ENTRE LAS CLASES SOCIALES

En un período histórico las mujeres de las clases medias y altas se apoyaron en la empleada doméstica sin perder por ello su condición de amas de casa, pudiendo más adelante buscar alternativas de estudio y vida laboral para las hijas. Sin embargo, y a diferencia de las clases medias y altas que disminuyen su fecundidad a medida que construyen e incorporan para ellas el modelo de ama de casa con el apoyo de la empleada doméstica, entre las capas populares, cuyo principal apoyo son sobre todo las hijas y que cuentan con un menor capital escolar y cultural, se presenta un retraso en la reducción de su fecundidad. La prole, numerosa, con el tiempo va a significar también una menor participación de esta mujer

en el mercado laboral como asalariada moderna. Lo que no impide que ellas realicen actividades precarias que generan ciertos ingresos (pensados como aportes minoritarios) a partir de actividades asociadas al trabajo como amas de casa (Fuller, 2001 : 329). Por otro lado, en las clases subalternas la inserción laboral de las mujeres implica la 'doble jornada', apoyándose sólo en los oficios domésticos de las hijas, entorpeciendo sus opciones de incremento del capital escolar. Quizás el mayor constreñimiento para estas mujeres sea la contradicción entre tener una prole numerosa que le permita a la madre un sostenimiento y relaciones afectivas familiares durante su ciclo de vida como mujer madura y otros proyectos de vida con una mayor escolaridad y por lo tanto, con una disminución de los nacimientos. En el caso del hombre también existe esta expectativa de sostenimiento y afecto respecto por parte de la prole, pero en condiciones diferentes puesto que no supone asumir previamente los oficios domésticos.

No obstante, un factor que incide en la mayor fecundidad de estas mujeres tiene que ver con embarazos a temprana edad, en buena medida sin mediar una unión estable (para Colombia, véase Flórez, 2000). Suelen ser el resultado de una relación erótica aislada, pero donde se vislumbra la importancia de la procreación para ciertos sectores como rito de pasaje a la edad adulta (Varenne, 1986 : 558), lo que obliga a abandonar los enfoques que asumen que los miembros de las clases populares tendrían una sexualidad más orientada al placer : de ser así, utilizarían más a menudo los métodos anticonceptivos de los que sí tienen conocimiento. También para los hombres de estos sectores la paternidad es una introducción al mundo de la adultez, así aún no pueda asumirse con 'responsabilidad' : tener hijos a edades tempranas representa un cierto 'capital de honor', no sólo por permitir mostrar su 'hombria' sino por poder pertenecer pasar al mundo adulto. La ideología del amor romántico desempeña aquí un papel importante : hay una relación entre la búsqueda de la entrega al joven varón de parte de la mujer adolescente a través del embarazo y la maternidad como modelo identitario. Entrega que no garantiza una respuesta equivalente del joven. Parece pesar más el componente ideológico que los cálculos futuros respecto a las probabilidades de conformación de una pareja estable.

Además, la misma ideología del amor romántico puede explicar que haya un juego implícito de las jóvenes de utilizar el embarazo para 'atar' al joven varón, aunque no estén seguras de que ello funcione. Una de las chicas entrevistadas habla en forma dramática acerca de las relaciones con los hombres del barrio : *duran apenas hasta que le haga el hijo. [Ahí] se acabó todo : ¡ se aburre!* (Carmen, 16 años) (Urrea y Quintín, *ibid.* : 227). Por otro lado, este juego 'engañoso' es aceptado por él puesto que se encuentra en una situación de poder, incluso advirtiendo la utilidad de la contracepción impuesta a la mujer para evitar ser presionado por ella. Como dice Leonel (16 años) aludiendo a los consejos de su padre : « él le dice a uno, 'Mijo, si va a estar con su mujer pues póngala a planificar, porque en estos momentos un embarazo... Usted está estudiando y para salirse para responder la situación está muy dura (...) toda mujer quiere ser la última de un hombre y todo hombre quiere ser el primero de una mujer ».

## LOS GRUPOS DE PARES JUVENILES COMO ESPACIOS DE SOCIABILIDAD MASCULINA

La otra dimensión que complejiza e intensifica la desigualdad entre clases es el grupo de edad y su asociación con un ciclo de vida. Nos referimos especialmente a las poblaciones de niños y jóvenes de las clases subalternas y que son llamadas 'población de segunda infancia' (6 a 9 años), 'preadolescente' (10 a 14), 'adolescente' (15 a 18) y 'joven' (19 a 25) en las sociedades capitalistas contemporáneas. En estas clases, estos grupos de edad se han convertido en las últimas tres décadas en un problema de control social debido a la debilidad de la institución familiar y del sistema escolar y a un modelo laboral precario para garantizar su paulatina inserción a la sociedad mayor; ello se agrava en las áreas urbanas segregadas de mayor pobreza y exclusión. Lo anterior es sobre todo válido para los grupos juveniles masculinos de las clases subalternas, puesto que tendrían mayores problemas de inserción a la sociedad dominante y aparentemente ofrecerían una mayor resistencia al disciplinamiento debido a sus condiciones de exclusión social (Dubet, 1987; Castro, 1999). Por otra parte, diversos estudios señalan que los grupos de pares tienden a tener un mayor peso en los sectores populares (Duret, 1996 : 90), con una mayor participación en la sociabilidad y, por lo mismo, en la dinámica socializadora.

Durante el siglo XX el desarrollo capitalista en las ciudades consolidó paulatinamente barrios y conglomerados urbanos de las clases subalternas (inicialmente en zonas céntricas, luego en la periferia o en ciudades dormitorio) que se convirtieron en los principales espacios de sociabilidad de las nuevas generaciones de hombres de estas clases. En estos espacios 'cerrados', más o menos segregados dependiendo del tipo de sociedad y modalidades de inserción de las clases subalternas – nacionalidad, religión, étnico-racial, origen geográfico, etc. – se forman las nuevas generaciones masculinas constituyendo espontáneamente redes de grupos de pares con lazos extra-domésticos, como ya fue observado en forma minuciosa por los diferentes estudios de la Escuela de Chicago para diversas ciudades americanas (cf. Whyte, *op. cit.*; entre los más representativos), o en los estudios sobre las ciudades francesas a partir de las décadas del 70 y 80, cuando aparecen una serie de cohortes de jóvenes, hijos de inmigrantes de primera o segunda generación en su mayor parte magrebíes y de los países subsaharianos (Dubet, *op. cit.*; Gendrot; 1994; Lagrange, 1995).

Hay diferentes grupos de pares en las clases subalternas – también entre las clases medias – según tipos de actividades socializadoras y el grado de organización : desde los grupos informales de amigos de vecindario o barrio de corte lúdico, hasta organizaciones más relacionadas con diferentes actividades que generan ingresos, algunas de ellas ilegales. En el estudio de Urrea y Quintín (*op. cit.*) se observaron grupos de pares en edades que fluctuaban entre 12 y 24 años. Estos grupos, que reciben diversos nombres (*parche*, *gallada pandilla* y *banda* en Colombia, al igual que en Perú; *galera*, *gange*, *quadrilha* en Brasil; *galère* en Francia; *chavo banda* en Ciudad de México; *patota*, « *pibes chorros* », *pungas* o *punguitas* en Argentina), han sido soportes básicos de la socialización de esta población joven debido a : 1) la alta probabilidad en términos demográficos de que compartan en una misma calle o calles del vecindario los mismos individuos varones desde la infancia, configurando cohortes de edad con trayectorias biográficas

cercanas (Espinoza, 1999); y 2) la reducida existencia de desplazamientos por fuera del espacio barrial de estos jóvenes (Duret, 1996 : 99 y 103). Según este autor, « la amistad ligada a la proximidad en la edad, asociada a la vez en una débil movilidad espacial, va a permitir a los compañeros [*grands frères*] conservar una fuerte proporción de amigos de infancia ».

Una característica central de estos grupos juveniles es su homofilia (Duret, 1996 : 103), lo cual marca una condición estructural de género masculina. Domínguez (1999) lo señala para los *parches* de Siloé (barrio de Cali): no es el lugar donde las mujeres de un barrio popular están, ni es el tipo de unidad básica de sus relaciones, ya que por lo general tienen grupos más pequeños y con menos manifestaciones de solidaridad. Las relaciones en el *parche* se hacen a través de los hombres : mientras los hombres siguen siendo miembros de la *pandilla* así no estén presentes, no sucede lo mismo con ellas, ya que sólo son del grupo en tanto permanezcan físicamente con ellos; paralelamente, los miembros del *parche* creen que las mujeres están con ellos debido al poder de sus miembros.

Estos grupos de jóvenes tienden a relacionarse con un territorio determinado del cual se 'apropian' barrio, calles, parques, avenidas, etc., como anotan también Espinoza, 1999, en su estudio de Lima, y Souto, 1997, para el caso de Río de Janeiro. Este dominio territorial es interpretado por Fuller (2001 : 143) como la posibilidad de ejercer control en el acceso a las mujeres del barrio mediante la expulsión de posibles rivales. Para una muchacha, por el contrario, el territorio es diferente, puesto que está menos circunscrita al espacio geográfico local. Al contrario, ellas viven el espacio barrial como algo que las aprisiona y que no les da poder (Domínguez, 1999 : 24). Cuando una mujer está cerca o pertenece a una *pandilla*, su distanciamiento y salida no se asocia a la dificultad de encontrar al hombre adecuado, sino con salir del barrio. Esto coincide con los hallazgos de otros investigadores que detectan esta lógica de circulación de las mujeres de todas las edades hacia el exterior del barrio y moviéndose en muchos espacios de la ciudad (Agier, 1995) a diferencia de lo que sucede con los hombres. Además, pueden incluso ser más centripetas las interacciones de los jóvenes que los de los hombres adultos, pues éstos mantienen interacciones con el mundo del trabajo que los obliga a desplazarse fuera del barrio.

Las relaciones de las chicas con los grupos de pares de los jóvenes son ambivalentes : por un lado se sienten impresionadas por la vida en la *pandilla*, atraídas por el dinero que algunos de los miembros consiguen en actividades ilícitas y que derrochan con ellas; por otro lado, casi siempre tienen dudas sobre el tipo de protección que ellas puedan recibir de los muchachos. Por ejemplo, las muchachas embarazadas novias de los *pandilleros* no tienen claro si ellos les van a ayudar, pues saben que ellos están más preocupados por sus amigos y las armas. Su esperanza reside en que la familia de ellos sí les colabore (usualmente lo hace la madre del que la ha embarazado). También es frecuente que sus deseos de entrar en la *pandilla* estén asociados a la posibilidad de salir de sus casas, donde ellas son más controladas que los hombres y donde se encuentran más subordinadas en el seno del hogar (Domínguez, 1999 : 27-28). Los muchachos son estimulados incluso por sus madres para que salgan a la calle. Sin embargo, las relaciones jerárquicas de género pesan enormemente al punto que, mientras los jóvenes de los grupos de pares defienden la igualdad entre ellos, no la aceptan para las mujeres (Duret, 1996 : 176).

Por otro lado, cuando los chicos están en medio del *parche* con sus amigas o novias no se muestran nunca como pareja; tampoco suele vérselos juntos por separado (Domínguez, 1999; Urrea y Quintín, *op. cit.*). Ello nos remite al fenómeno de la homofilia entre los grupos de pares masculinos como una de sus características estructurales, con una incidencia socializadora intensa en las generaciones de estos hombres debido a su mayor continuidad en la vida del joven. Vale la pena destacar que esta homofilia (homogeneidad sexual dentro del grupo de amigos) está a su vez fuertemente asociada a la homofobia. Esta es precisamente la forma de garantizar « comportamientos de hombres » entre los pares, evitando así la pérdida de la diferencia bipolar género-sexo : se está entre hombres para comportarse « como hombre ».

Esta organización, con la consiguiente exclusión de las mujeres, también se traslada a otros espacios del ciclo de vida y grupos sociales. Coincidimos con Viveros y Cañón (1997 :137), en sus conclusiones respecto a hombres adultos negros de clases medias colombianas : « (...) el análisis tanto de los ejes narrativos, de los ritos de iniciación y de las pruebas de virilidad de los hombres entrevistados pone de presente en este grupo etéreo (es necesario advertir que el estudio de los dos autores es con hombres mayores de 40 años) la masculinidad se construye únicamente en referencia a la competencia, la rivalidad y la posibilidad de conflicto con otros hombres. Las mujeres sólo están presentes en sus narraciones como seres a los que hay que proteger o como objetos de placer. En su subjetividad, las mujeres no son sus equivalentes, razón por la cual el lugar que se les asigna en sus relatos tiene por efecto confirmar la supremacía masculina y mantener a las mujeres en una posición subordinada y desvalorizada... Los testimonios recogidos muestran que el imaginario de estos varones en relación con la masculinidad le asigna un lugar preponderante a la exhibición de la potencia y rendimiento sexuales y a la presentación de ellos como seres eminentemente sexuales ».

Así, la valoración que se hace de las mujeres se establece entre seres que hay que proteger (la esposa, la madre) y objetos de placer (la prostituta, la amante), lo que forma parte del juego ideológico en el amor romántico que escinde el amor del eros, confinando el primero al hogar y el segundo al espacio público de la sexualidad ilegítima pero permitida al hombre. Pero ello se acompaña de este tipo de ejercicio competitivo básicamente intra-masculino a partir del 'alarde' de la masculinidad a través de sus grupos de pares.

### LA FUERZA Y LA VIRILIDAD COMO « CAPITAL DE HONOR » Y EL EJERCICIO DE LA VIOLENCIA

« El más bravo es el que lo encañona [quien le apunta con el arma a la víctima], el que va carácter, porque va más de uno que va cagao [asustado]. Si uno le sale primero y lo coge hay que llevarlo porque va carácter... Yo aprendí viendo a Harold, un amigo mío. ¡ Uf! Ese man cuando los coge hay veces les da puño; entonces yo aprendí viéndolo a él y allí más de uno lo respeta allá en el barrio... El finadito Bolita, al que abría la boca lo mataba y así sea del barrio, al que se colocaba de sapo lo mataban también » (Michel, 15 años).

Hay toda una serie de componentes ideológicos que forman parte de las prácticas cotidianas de estos grupos de jóvenes y que a nuestro juicio son fun-

damentales en la construcción de las identidades masculinas hegemónicas en los sectores populares, con significativas repercusiones en su combinación con fragmentos del amor romántico.

En primer lugar, la fuerza aparece como la capacidad física disuasiva (mediante el cuerpo o a través de armas blancas o de fuego) en el territorio que controla el grupo de pares, así como en el establecimiento de las jerarquías internas del grupo. Esta fuerza física está asociada a veces a la práctica de deportes de combate (boxeo, artes marciales, etc.) o de grupo (fútbol, baloncesto) en los que se demanda un excelente desempeño individual (Fuller, 2001 : 153). En segundo lugar, con la fuerza viene aparejada « la valorización permanente de los valores viriles [*que*] coloca a los jóvenes, a menudo desde la infancia, a confrontarse en una prueba de principios [...]». La dignidad no es solamente una cuestión de honor, ella propone un sustituto en la identidad, ser respetado es ser alguien. La susceptibilidad sirve como primera marca indispensable del apego a su honor» (Duret, 1996 : 12-14). Por eso, entre la fuerza y la virilidad está en juego un 'capital de honor' que no es sólo un bien individual, como sentirse y ser percibido hombre en el grupo, sino un bien colectivo del grupo particular al que se pertenece : « la fuerza permite también asegurar el prestigio de una comunidad en tanto más atenta a su capital de honor como sea estigmatizada » (Duret, 1996 : 15), y para las sociedades peruana y colombiana llegan a conclusiones similares Fuller (2001), Castro (1999), Santos (1999), Domínguez (1999) y Urrea y Quintín (*op. cit.*). La comunidad más importante en los jóvenes de las clases subalternas es el grupo de pares y en forma más ampliada, la cohorte de chicos en edades cercanas del vecindario.

Lo anterior nos remite al fenómeno de la violencia. Según Duret (1996 :100), la amistad entre los miembros del grupo « parece mejor existir en un mundo saturado de fuerzas, de temores y miedos. Lejos de ser gratuita, si ella se diera, la amistad se inscribiría en un estricto cálculo de relaciones de fuerza. [...] la fuerza física no está automáticamente pacificada y domesticada; ella se despliega abiertamente sometiendo a los jóvenes a su ley, exponiéndolos al terror de las violencias más poderosas y a la tentación de abusar de los más débiles ». En este contexto precisamente pesa de modo significativo el capital de honor basado en la pareja fuerza-virilidad en la construcción de los géneros, que opone al hombre y la mujer, y estimulando la hipermasculinidad y la homofobia, a través del reforzamiento de las interacciones en el grupo de pares y con ello, de las prácticas de homogeneidad sexual de los hombres.

De esta manera, la hipermasculinidad está articulada a formas fragmentarias pero resistentes del amor romántico, mediante el mecanismo de idealización de la mujer por parte de los jóvenes. Debido a ello, mientras que la violencia contra las mujeres y los homosexuales se desenvuelve por « necesidad », en realidad, se trata de garantizar la manutención de la dominación masculina y por lo tanto el orden género-sexo hegemónico, entre los hombres la violencia forma parte de la acumulación de capital de prestigio u honor : se compite « entre hombres ».

Ahora bien, si retomamos la perspectiva de N. Elias (1982, 1987) sobre el proceso global civilizatorio como sometimiento de la fuerza en todas sus expresiones, con el surgimiento de mecanismos colectivos sociogenéticos de autocontrol psíquico, entonces los espacios de socialización entre pares de los jóvenes en las sociedades capitalistas, especialmente en las clases subalternas, en determinadas condiciones, configuran modalidades de sociabilidad a través de grupos

de pares opuestas al proceso general, en las que la fuerza, la virilidad y lo que esté asociado a ellas establecen las jerarquías de poder y legitimidad, y como tal pueden ser vistas como tendencias descivilizatorias (Mennell, 1997 : 213-236), las que pueden llegar a ser más profundas cuando afectan a una población por más de una generación. En una dirección similar R. Chartier (1994 : 22-23), en el prólogo al libro de Elias y Dunning sobre el deporte, y refiriéndose a la violencia de los fanáticos del fútbol, señala que correspondería :

« a una menor valorización y una menor capacidad del autocontrol de las pulsiones de una parte de la población que, por su posición de exclusión o de marginalización, no ha logrado el estadio del proceso de civilización que es el de la mayor parte de la sociedad en la cual ella vive [...] Un lazo fundamental asocia por lo tanto los comportamientos brutales, prohibidos y reprensibles : un habitus social que, lejos de haber interiorizado el control necesario de la agresividad, le reconoce a la violencia un valor, y una posición de « outsiders » en el mundo social, por fuera de dispositivos institucionales o sociales que instalan en los mecanismos de control del yo ». Lo que nos permite a continuación articular este análisis con el componente socio-racial y la lógica de segregación residencial.

### EL COMPONENTE SOCIO-RACIAL : DISCRIMINACION Y SEGREGACION ESPACIAL

La variable « étnico-racial » introduce un factor que produce desigualdad social vía discriminación negativa, y, por lo tanto, se constituye en un elemento de exclusión bajo determinadas condiciones históricas. Este sistema de discriminación puede caracterizarse como racista cuando se articula a otros mecanismos sociales de la desigualdad social (clase y género).

El efecto más sobresaliente de la variable étnico-racial en los procesos de sociabilidad y vida cotidiana se produce a través de las lógicas residenciales y de inserción sociolaboral. En las sociedades capitalistas la articulación de los componentes de clase y « étnico-raciales » se expresa en el fenómeno de segregación espacial, en términos de áreas residenciales urbanas (que son las que aquí nos interesan) ; pero también históricamente a través de regiones rural-urbanas jerarquizadas socio-racialmente, como ha sido el caso colombiano : el orden socio-racial se construyó históricamente vía el aislamiento territorial de la región de la Costa Pacífica y en menor grado la Costa Caribe respecto al resto del país y en su subordinación a los centros dominantes del interior (Bogotá, Medellín y Cali), cf. P. Wade (1997).

Merlin (1998 : 177-178), retomando a Castells (1972), define la segregación como « la tendencia a la organización del espacio en zonas de fuerte homogeneidad social interna y de fuerte disparidad social entre ellas ; estando comprendida esta disparidad no solamente en términos de diferencia sino de jerarquía ». Merlin señala previamente que la segregación se puede acompañar de discriminación y, en este sentido, se basa en la separación residencial de un sector de la población o de individuos por razones raciales, religiosas, culturales, sexuales, etc. Históricamente, cuando se ha dado no sólo una alta concentración en una región urbana de población con características étnico-raciales sino además una política pública que favorece explícitamente esa concentración, resultando

barrios escasamente mezclados o mestizados, estaríamos en presencia de 'ghettos' en términos sociodemográficos y socioeconómicos (Estados Unidos, Sudáfrica). De lo contrario, se trata de fenómenos de segregación espacial menos fuertes, más característicos de los patrones francés y latinoamericano (Dubet, 1987; Gendrot, 1994; Lagrange, 1995; Wieviorka, 1998 :61-64; Bourdieu y Wacquant, 2001; Barbary, Ramírez y Urrea, 2002; Barbary et al., 2002; Zaluar, 1997; y Reyes Novaes, 1997). De todos modos, pueden presentarse en estas últimas sociedades procesos de percepción – imaginados o inventados – de 'ghettización', asociados o sentimientos colectivos de exclusión social entre los grupos que residen en ciertos barrios, como se observa en el caso de la ciudad de Cali (Barbary, Ramírez y Urrea, *op. cit.*).

Por otra parte, hay que tener en cuenta que la segregación residencial de las clases subalternas ya de por sí incluye una estigmatización o valoración moral negativa de los barrios desde los asentamientos vecinos menos pobres y del conjunto de la ciudad, casi siempre impulsada por los medios de comunicación. Por lo general también son los mismos barrios en donde residen los sectores de población con determinadas características «étnico-raciales». Podemos citar como ejemplo para el caso colombiano, la población negra en ciudades como Cali, Medellín, Bogotá y Cartagena, ya sea migrante o nativa; de igual modo, los comentarios de Chartier ya anotados y, en una dirección próxima, el de Duret (1996 : 27-62) en su análisis de las bandas juveniles en los barrios periféricos de las ciudades francesas y la presencia en ellas de chicos nativos, descendientes de primera y segunda generación de migrantes magrebies (cf. Paugam, 1996; en especial los textos de Grafmeyer, Labbens, Oberti, Wacquant, y Fassin). La propuesta analítica y hallazgos de Elias y Scotson (1997) sobre los excluidos en cuanto 'marginados', en el estudio de la comunidad de Winston Parva, pueden ser útiles para pensar las formas en que esos diferenciales entre unos y otros se contruyen, si bien los autores no encuentran un componente étnico-racial entre las poblaciones 'incluidas' frente a las 'excluidas'. Un fenómeno similar es descrito para la ciudad de Lima por Santos (1999) y en el caso de Río de Janeiro por Zaluar (1997) y Souto (1997).

## DE UN ESPACIO URBANO SEGREGADO A LOS LIMITES DEL DETERMINISMO

[Juan Diego] « en el ghetto hay una moda, hay un decir, una forma de vestir, un pensar. Cuando uno sale a otras partes, en esas partes también tienen sus formas de hablar y de todo; entonces se estrellan esas dos formas de actuar, y comienzan a decir : 'no... lo que pasa es que éstos caminan así porque son pobres, porque viven por allá en esos barrios así, pero yo pienso que el ghetto es así porque la gente es sencilla. Yo sí me he sentido discriminado muchas veces cuando vamos a esas presentaciones. La gente lo mira a uno de reojo o se le retira pensando que uno los va a robar ».

[Didier] « Claro que ahí es que uno tiene que ser inteligente y saber para dónde va y saber cómo se va a expresar delante de las demás personas, a mí no me ha sucedido, pero sí he visto cuando va pasando el niche y la gente se toca todo o se cambian de andén » (Juan Diego, 21 años y Didier 20 años) (Urrea y Quintín, 2000 : 153).

Dos aspectos permiten entender las lógicas de articulación de los componentes (clase, género, sexo y grupo «étnico-racial») cuando son vistos a partir del ciclo de vida o grupo etéreo en una dinámica socio-espacial o urbana :

- a) Al considerar la incidencia del componente « étnico-racial » en la vida de estos jóvenes y en la construcción de sus masculinidades, es claro que no puede pensarse en mayores diferencias entre lo que les sucede a los jóvenes negros respecto a los mestizos y blancos de los mismos barrios; es más, es seguramente común a lo que sucede con los de cualquier barriada pobre en cualquier ciudad. En todos esos casos entra a jugar el efecto de la exclusión social, definida como la existencia de un fuerte diferencial entre sectores sociales en términos de condiciones de vida e ingresos, de oportunidades y de acceso a la ciudadanía. La desigualdad – exclusión – es objetiva (puede medirse a través de indicadores) y, también, subjetiva (es sentida y expresada por los individuos). En nuestro caso, un elemento fuerte que marca la dinámica social de estos barrios se da a partir de una intensa percepción de exclusión en forma de segregación residencial : según la expresión de los mismos jóvenes, de vivir en el *ghetto*, aunque en términos de indicadores sociodemográficos y socioeconómicos esas áreas urbanas no corresponden al patrón urbano americano de ghettos (Barbary, Ramírez y Urrea, op. cit.; Barbary et al., 2002). Para Río de Janeiro se observa un fenómeno equivalente (ver Souto, 1997 y Reyes Novaes, 1997).
- b) En términos de identidad de género, el modelo hegemónico que parece dominar entre los jóvenes varones del barrio es rígido en el sentido de que no admite situaciones ambiguas, ya que las mujeres que se salen del modelo sexo-género de subordinación cuando asumen roles « masculinos » son llamadas *igualadas*. Estas mujeres son rechazadas, de la misma forma que las expresiones discursivas homofóbicas son reiteradas, especialmente contra los varones que adoptan públicamente modales femeninos. Las *igualadas* al adquirir para los jóvenes atributos masculinos que desafían el orden de género-sexo, hace pensar en la necesidad de repensar analíticamente la dimensión sexo/género sin confundir el uno en el otro y en tal dirección cabe rescatar algunas perspectivas de la tradición anglosajona feminista.

Las articulaciones entre clase social, género, sexo, grupo « étnico-racial » y edad-ciclo de vida juvenil, en el caso de las clases subalternas, en un espacio geográfico urbano con diferentes grados de segregación residencial y discriminación en el mercado de trabajo, podemos pensarlas como formando parte de un *espacio urbano segregado socio-racialmente*, e identificando la serie de condiciones objetivas y subjetivas de exclusión, para lo cual utilizamos la categoría de *habitus* de Elias (1991). Este autor se apoya en una orientación de sociología histórica, sin que remita por ello a una matriz homogénea de estructuras estructuradas en el sentido de Bourdieu, sino que más bien nos lleva a atender a los estilos de vida en las configuraciones de sociabilidades en torno al 'ser hombre' o 'comportarse como hombre' en los diversos espacios y escenarios de la vida. En esta dirección, el *habitus* produce y reproduce las diferentes identidades masculinas y femeninas en ese espacio expresándolas a través de ideologías sobre el amor y el erotismo, pero relacionadas a su vez con modalidades específicas de sexualidad (prácticas y orientaciones sexuales). Una identidad – en la perspectiva de Goffman (1974) – es el proceso microsocioal de percepción de sí en relación a los otros, fenómeno

que está siempre en relación con contextos específicos, o sea, a marcos situacionales, por lo que pueden operar varias identidades en un sujeto. Por supuesto, a su vez es necesario establecer las mediaciones entre los procesos macrosociales constreñidores y los microsociales, de modo que se encuentren la lectura de las articulaciones de los componentes 'estructurales' y 'estructurantes' con las variaciones biográficas que dan juego a las subjetividades. En esta dirección analítica, la investigación empírica reveló una situación compleja en la ciudad de Cali (con modelos diferentes y hasta contradictorios entre sí de identidades masculinas), que permite pensar en una pluralidad de disposiciones sin que se remita necesariamente a un sistema estructurado de determinaciones.

Dado lo anterior, habría que señalar que esas identidades no son condiciones estables ni permanentes y que el *habitus* está sometido a rupturas y fragmentaciones debido a las transformaciones operadas en el entorno social y, por lo mismo, pueden desarrollarse variaciones singulares en las identidades que no permiten defender la existencia de procesos individuales calcados en una sola matriz homogénea de referencia, sino más bien tendencias contradictorias, en términos gramscianos de hegemónicas y subordinadas, en ebullición o movimiento. No se puede reducir a simples trayectorias individuales que remiten a una trayectoria del grupo social de pertenencia, entendido como el conjunto de individuos que en el orden social se aproximan entre sí por los diferentes tipos de capital acumulados en su trayectoria personal, sino a lógicas de acción cambiantes que producen una pluralidad de identidades así procedan de un mismo grupo social. Según Corcuff (1999 : 118) : « pensar las singularidades de un ser humano es, por tanto, intentar igualmente pensar la pluralidad de sus disposiciones y sus capacidades, la diversidad de sus modos de comprometerse en el mundo, la variabilidad de las circunstancias reencontradas, sus contradicciones y sus ambigüedades ».

En una dirección similar, Lahire (1999 : 130-133), en su crítica a Bourdieu, al considerar la existencia de pluralidad de disposiciones, se pregunta : « ¿ Cómo las múltiples disposiciones incorporadas, que no forman necesariamente un 'sistema' coherente y armonioso, se organizan o se articulan? ». Y más adelante señala que « las investigaciones empíricas deberían, por consiguiente, permitir precisar las diferentes maneras mediante la que los hábitos incorporados y su actualización son vividos [...] Los hábitos pueden por lo tanto ser interiorizados y no ser actualizados hasta el momento del constreñimiento o de la obligación; ellos pueden ser al modo de la pasión, del deseo o de la envidia, e incluso a partir del modo de la rutina no consciente, sin verdadera pasión ni sentimiento de constreñimiento particular. Todo esto dependerá a la vez de la manera en que han sido adquiridos los hábitos o las disposiciones, del momento en la biografía individual cuando ellos han sido adquiridos y, finalmente, del 'contexto' actual de su (eventual) actualización... »

Para Lahire (1999 : 138) se trata del entender el 'singular plural', es decir, « por un simple efecto de escala, recoger el singular *como tal*, es decir, el individuo como producto complejo de diversos procesos de socialización, [lo que] conlleva ver la pluralidad interna del individuo : *el singular es necesariamente plural* ».

## IDENTIDADES MASCULINAS COMO SINGULARIDADES PLURALES AGRUPADAS EN TENDENCIAS

El estudio empírico dio como resultado una pluralidad de identidades masculinas, algunas de ellas en tránsito o movimiento, que podemos clasificar en tres grandes tipos émicos :

En primer lugar son muy visibles y dominantes las figuras hipermasculinas construidas a partir de una sobrevaloración de los atributos masculinos, poniendo a la mujer en una situación desventajosa al tener que asumir una subordinación permanente hacia los hombres. Dentro de este modelo encontramos dos grandes formas que se apoyan en una disyuntiva de índole moral, que a su vez permite una mejor comprensión de los procesos biográficos de los individuos : se trata de la clasificación *sano/dañado*, que establece una separación entre aquellos individuos que están asociados a atributos positivos y a una opción de vida cercana a instituciones socialmente bien valoradas como la casa, la escuela o el trabajo – sanos – y quienes toman como opción una vida asociada a la carencia de regulación de las instituciones mencionadas (delincuencia, bandidismo) y por lo mismo, con atributos morales negativos. Esta dicotomía introduce matices en la forma en que se dan comportamientos específicos y en las formas de asumir la masculinidad, yendo desde situaciones de clara violencia hacia la mujer (dañados), hasta altos niveles de tolerancia al acceso de mujeres a los espacios masculinos (sanos).

En los puntos intermedios de esta contraposición podemos encontrar a individuos que presentan características y comportamientos que llevarían a pensar en el manejo de una dimensión *teatral/escenográfica* – en el sentido de Goffman (1959) – de sus relaciones según el entorno en el cual se encuentren y según los resultados que quieran obtener en ellas ; es así como, en un momento dado, pueden comportarse o argumentar que son *aletosos* (figura estereotipada del dañado), mientras en otro entorno pueden aparecer como sanos. Este grupo intermedio, que se acerca al esquema hipermasculino, se encuentra inscrito sin embargo en un espacio de mayor tolerancia, pudiendo sus acciones fluctuar entre desde comportamientos agresivos a los más permisivos.

En contraparte al modelo de hipermasculinidad dominante en esta área urbana, aparecen figuras desafiantes que generan espacios y formas muy distintas de construir la masculinidad. Lo cierto es que para los jóvenes que participan del modelo hipermasculino este tipo de personajes no son ‘masculinos’, y los llaman *gomelos*. A éstos se les asocia a la circulación externa al barrio, causadas por tener particulares dinámicas laborales o de estudio, y a interacciones con jóvenes pertenecientes, en la mayoría de los casos, a sectores de mayor nivel socioeconómico. Los *gomelos*, que son percibidos como negadores de la masculinidad dominante, son identificados como homosexuales y, en el discurso cuanto menos, rechazados por la mayoría de los jóvenes del barrio. No obstante, se presentan ambigüedades en estos episodios de rechazo, pudiendo ir desde acciones de violencia en su contra hasta el establecimiento de relaciones sexuales con ellos a cambio de retribuciones económicas. Michel (15 años) dice : « No, el que me lo pida sabe que nos vamos a destrampar [pelear] los dos ahí mismo. Los maricas sí me lo han propuesto varias veces, por la cuadra había uno y le mantenía pegando cachetadas [...] si me ofrecen plata tampoco ; aunque

si me ofrecen unas diez lucas [diez mil pesos] sí, diez luquitas, lo haría de una » (Urrea y Quintín, op. cit. : 112).

De acuerdo a estos resultados, no se puede establecer una vinculación mecánica o determinista entre las condiciones estructurales y los procesos de creación de subjetividades y de identidades, si bien es evidente que éstas son construidas también a partir de las experiencias de vida y las posiciones que socialmente los individuos ocupan. Por un lado, la mayor recurrencia de ciertos modelos (masculinidades conformadas sobre la violencia y la idealización pragmática de algunas figuras, como los *aletosos*) está relacionada con las condiciones de vida marginales y de exclusión que estos jóvenes ocupan en el contexto caleño; pero igualmente, las discontinuidades que se evidencian también están asociadas al hecho de que, sin embargo, las posibles experiencias de los jóvenes de sectores populares en Cali hoy en día pueden ser disruptivas respecto a las modalidades hegemónicas de masculinidades en situación de exclusión. Un análisis próximo se encuentra para el caso de Lima en Santos (1999).

Por ello, ni los barrios populares estudiados ni sus jóvenes son homogéneos. Se observan fisuras y fugas en el orden de las sociabilidades y las identidades, no obstante la aparente asociación que aparece a primera vista entre el contexto de pobreza, violencia y exclusión y una forma de vivir la masculinidad de los jóvenes bajo moldes en los que se privilegian las imágenes de virilidad-fuerza y coacción como elementos de la hombría, junto a la subordinación de las mujeres a la esfera doméstica, siempre al servicio de los hombres, y con discursos recurrentes homofóbicos e incluso con la frecuencia de acciones de violencia ejercidas en contra de las mujeres y hombres que se apartan del patrón de comportamiento. Las fisuras y fugas, a menudo individuales, se dan tanto en el orden de las prácticas como en el de las actitudes y, especialmente, de las expectativas. Aparecen *contrafiguras*, tanto masculinas como femeninas, que se disocian de la norma barrial dominante. La presencia de personajes que desafían ese orden y ponen en cuestión los estereotipos dominantes de la masculinidad así como los roles tradicionales domésticos de mujeres y hombres muestran que la dinámica microsocial en el barrio es compleja; y aunque esas versiones diferentes están asociadas a proyectos de movilidad social individual que implican búsquedas de formas de vida y expresión por fuera del barrio, se convierten en actos de desacato al « sistema de sexo-género » dominante en el barrio y, por eso mismo, fuertemente rechazados.

Todo ello nos permite establecer que la expresión de la masculinidad no puede ser vista como un estado fijo, pues es siempre incompleta y puntual (es decir, nunca definido para siempre, ni siquiera para un individuo concreto) y además está signada por la confluencia de los siguientes procesos :

- a) La trayectoria previa del sujeto (es decir la acumulación de experiencias sucesivas, diacrónicas) y la forma en que esa trayectoria es leída por el sujeto (es decir, el registro de la experiencia) ; se combinan así datos de procesos reales junto a datos resultantes de esas 'ilusiones biográficas' de que nos habla Bourdieu (1998a).
- b) El ámbito de acción o de interacción (el *campo*, dirá Bourdieu) en que se está moviendo el sujeto en un determinado momento : la masculinidad no es la misma si lo que está en juego es su identidad sexual, la de clase o la de condición socio-racial. Es decir, no se es el mismo *hombre* cuando se está en la dis-

coteca que cuando se está en el campo de fútbol, cuando se está con la novia que cuando se está con la amiga, cuando se está en medio de un conflicto económico que cuando el conflicto remite a la identidad racial. El sujeto construye en cada momento su identidad de formas distintas sin dejar por ello de ser un único sujeto. En este sentido, deben ser repensadas las aproximaciones que hablan de 'sujetos fragmentados' para postular que la bifurcación circunstancial del sujeto es el elemento constitutivo de las identidades urbanas o modernas (en la dirección de las múltiples 'máscaras' de que hablara Goffman, 1974).

- c) Por último, debe pensarse en la siempre cambiante correlación de fuerzas entre sexo, género, raza y clase que se da dentro de cada una de esos ámbitos. Es decir, que si bien puede pensarse que en el campo del sexo el peso dominante lo tendrían los atributos físicos, ello no obvia que su consideración a la hora de construir masculinidad (atributos considerados masculinos) pueda ser matizada o modificada (e incluso borrada en algunos casos) por la incidencia de elementos propios o asociados a otros ámbitos: por ejemplo, la dimensión de clase puede ser un ingrediente para moderar, intensificar o reconvertir la genitalidad en el ámbito del sexo. Es decir, que los ámbitos se solapan y montan, interactúan, modificándose siempre. El peso de la historicidad es en ese sentido fundamental, al hacer imprescindible tener en cuenta las cada vez más visibles transformaciones de los estilos de vida.

El cruce en el análisis de esos tres procesos en uno es fundamental para evitar caer en la tentación de definiciones fijas de las identidades de género (o de cualquier otro tipo): nos encontramos con tránsitos y transiciones relativamente fluidas y con fronteras o 'tierras de nadie' muy amplias. Podemos, así, reconocer la existencia de *subjetividades masculinas* entre los jóvenes de las clases subalternas. Quizás en términos conceptuales el fenómeno estudiado en este artículo se acerque mejor a lo que desarrolla Lahire bajo la categoría del *actor plural* (2001: 19-52), constituido por medio de un juego de disposiciones múltiples (*habitus* heterogéneos, escindidos) que producen variaciones individuales en la construcción de las identidades masculinas, así podamos ordenarlas para el análisis en determinados patrones o modelos. De esta forma, en los barrios populares de Cali opera una especie de diversidad de prácticas en continuidad entre los dos extremos (*aletoso/gomelo*) que se manifiesta a través de una dinámica plural de identidades móviles – aunque finitas – en que pueden vivir los sujetos hombres.

En este último sentido, cabe señalar que los cuatro elementos son susceptibles de múltiples y sutiles apareamientos, aún cuando es cierto que algunas de las intersecciones pueden, por su carácter contrastivo, resultar claves en el análisis. Así, por ejemplo, la raza y el sexo pueden ser susceptibles de un tratamiento analítico similar, aún cuando sean evidentemente irreductibles, por poner en juego atributos ajenos a la voluntad individual y asociados a lo 'natural' – como son la disposición genital (Héritier, 1996) o los fenotipos. Género y clase, por su parte, están sujetos a la intervención activa del sujeto, es decir, son modificables, cambiantes o enmascarables (procesos de travestismo o ambigüedad sexual, por un lado, o de enclasmamiento y desenclasmamiento, por el otro). Pero a su vez, las relaciones entre género y sexo se vuelven así más complejas y performativas, sin que puedan establecerse identidades estables entre uno y otro, deconstruyéndose el modelo ideológico sexo-género en su pretensión heterosexual universalista

(Butler, 2001). En cierta forma, el análisis de otros apareamientos han sido avanzados ya en estudios y elaboraciones previas ; por ejemplo, entre clase y género en el reciente debate acerca de la 'política del reconocimiento' sostenido entre N. Fraser (2000) y J. Butler (2000).

Finalmente, cabe recordar que para Cali tenemos abordajes finos sobre la relación entre raza y clase : el dominio de características fenotípicas negras está asociado aquí a los sectores de la población más pobre de la ciudad, de tal forma que se puede hablar de procesos de exclusión y de parcial segregación racial de las poblaciones negras (e indígenas). A su vez, los hallazgos descritos con cierto nivel de detalle en Cali a través de esas figuras masculinas contrastantes son también posibles de registrar en otros contextos urbanos europeos o latinoamericanos, donde seguramente existen dimensiones equivalentes en las que se cruzan los diferentes componentes aquí considerados – aunque probablemente a partir de particularidades nacionales, regionales y locales.

### Notas

- 1 Hernán Darío Herrea, estudiante de sociología de la Universidad del Valle, colaboró en la selección del material empírico y en la revisión de textos.
- 2 Remitimos al informe « Jóvenes negros de barriadas populares en Cali : entre masculinidades hegemónicas y marginales », Cali, agosto del 2000, 291 páginas. La investigación contó con recursos de la Fundación Carlos Chagas, São Paulo (Brasil) y del Cidse-Universidad del Valle (Colombia).
- 3 Se presentan sobre todo las percepciones de jóvenes varones de 10 y 24 años, aunque en la investigación siempre se buscó obtener la mirada de mujeres de esas mismas edades. Por ello no se pretende dar cuenta de la construcción de las feminidades, aunque por contraste se logran perfilar algunas de las imágenes femeninas presentes en entre los entrevistados.
- 4 Al respecto, Santos (1999) presenta un análisis interesante de las relaciones entre « vergüenza » y masculinidad en los grupos de pares de clases dominadas (una pandilla) de la ciudad de Lima.

### Bibliografía

- Ager, Michel, 1995, « Lugares y redes. Las mediaciones de la cultura urbana », *Revista Colombiana de Antropología*, Vol. XXXII, Bogotá, ICAN, p. 221-243.
- Badinter, Elisabeth, 1980, *L'Amour en plus*, Paris, Flammarion.
- Badinter, Elisabeth, 1986, *L'un est l'autre*, Paris, Odile Jacobs.
- Barbary, Olivier ; Ramírez, Hector Fabio ; Urrea, Fernando, 2002, « Identidad y ciudadanía afrocolombiana en la región Pacífica y Cali : elementos estadísticos y sociológicos para el debate de la 'cuestión negra' en Colombia », en proceso de publicación en revista *Estudos Afro-Asiáticos*, Rio de Janeiro, UCAM, Universidade Candido Mendes.
- Barbary, Olivier ; Dureau, Françoise ; Lulle, Thierry, 2002, « Dynamiques de peuplement et ségrégations métropolitaines (Bogotá et Cali) » Chapitre 4 en proceso de edición y publicación en *Recompositions urbaines* en F. Dureau (coord.), *Amérique latine : une lecture structurée à partir du cas colombien*, Projet de recherche du G.I.S, Réseau Amérique latine, Paris.
- Bourdieu, Pierre, 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- Bourdieu, P., 1980, *Le Sens pratique*, Paris, Minuit.
- Bourdieu, P., 1989, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit.
- Bourdieu, P., 1998a, *Cuestiones Prácticas*, Barcelona, Anagrama.

- Bourdieu, P., 1998b, *La domination masculine*, Paris, Seuil.
- Bourdieu, P., 2001, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Éditions Fayard.
- Bourdieu, P. y Wacquant, Loïc, 2001, *Las argucias de la razón imperialista*, Barcelona, Paidós.
- Browner, Carole y Lewin, Ellen (1982) « Female altruism reconsidered : the Virgin Mary as economic woman », en *American Ethnologist*, vol. 9 no. 1, p. 61-75.
- Butler, Judith, 2000, « El marxismo y lo meramente cultural », en *New Left Review* [edición castellana], no.2, Madrid, Akal, p. 109-121.
- Butler, Judith, 2001, *Mecanismos psíquicos del poder. Teorías sobre la sujeción*, Ediciones Cátedra, Universitat de Valencia, Instituto de la Mujer, Madrid.
- Cabin, Philippe, 2002, « Dans les coulisses de la domination », en *Sciences Humaines* Numéro spécial : L'œuvre de Pierre Bourdieu, Paris, p. 28-35.
- Castells, Manuel, 1972, *La question urbaine*, Paris, Maspero.
- Castro, Raúl, 1999, « Un día de partido. Comunidades sentimentales y rituales violentos en la Trinchera Norte », en Aldo Panfichi y Marcel Valcárcel (ed.), *Juventud : sociedad y cultura*. Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, Universidad del Pacífico e IEP (Instituto de Estudios Peruanos), p. 173-222.
- Chartier, Roger, 1994, « Avant-propos » en N. Elias et E. Dunning *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris, Éditions Fayard, p. 22-23.
- Corcuff, Philippe, 1999, « Le collectif au défi du singulier : en partant de l'habitus », en Lahire, B. (dir), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu : dettes et critiques*, Paris, La Découverte, p. 95-120.
- Chaumier, Serge, 2001, « La fission amoureuse, un nouvel art d'aimer », en François de Singly (dir), *Être soi parmi les autres. Famille et individualisation*. Tome 1, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, p. 41-54.
- Dominguez, Marta, 1999, « A gendered analysis of gangs in Siloe », Disertación de tesis de Maestría en la London School of Economics and Political Science, London, 35 p.
- Dubet, François, 1987, *La Galère : Jeunes en Survie*, Paris, Fayard.
- Duret, Pascal, 1996, *Anthropologie de la fraternité dans les cités*, Paris, PUF.
- Elias, Norbert, 1982, *Sociologia fundamental*, Barcelona, Gedisa.
- Elias, N., 1991, *La Société des individus*, Paris, Fayard.
- Elias, N. y Scotson, John, 1997, *Logiques de L'exclusion*, Paris, Fayard.
- Espinoza, Atilio, 1999, « Mi barrio es zona crema : territorialidad y conflicto en un grupo barrial de la Trinchera Norte », en Aldo Panfichi y Marcel Valcárcel (ed), *Juventud : sociedad y cultura*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, Universidad del Pacífico e IEP (Instituto de Estudios Peruanos), p. 223-268.
- Fassin, Didier, 1996, « Marginalidad et marginados. La construction de la pauvreté urbaine en Amérique latine », en S. Paugam (dir.), *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 263-271.
- Flórez, Carmen Elisa, 2000, *Las transformaciones sociodemográficas en Colombia durante el siglo XX*, Bogotá, Banco de La República y T.M. Editores.
- Frazer, Nancy, 2000, « Heterosexismo, falta de reconocimiento y capitalismo : una respuesta a J. Butler », en *New Left Review* [ed. castellana] no. 2, Madrid, Akal, p. 123-134
- Fuller, Norma, 1997, *Identidades masculinas. Varones de clase media en el Perú*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú.
- Fuller, N., 2001, *Masculinidades : cambios y permanencias*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú.

- Gay, Peter, 1992, *La experiencia burguesa*, México, Fondo de Cultura Económica.
- Gendrot, Sophie, 1994, *Ville et Violence*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Giddens, Anthony, 1992, *The Transformation of Intimacy : Sexuality, Love and Eroticism in Modern Societies*, Cambridge, Polity Press.
- Goffman, Erving, 1959, *The Presentation of Self in Everyday Life*, New York, Anchor Books, Garden City.
- Goffman, E., 1974, *Frame Analysis : An essay on the organization of experience*, Cambridge, Harvard University Press, Mass.
- Grafmeyer, Yves, 1996, « La ségrégation spatiale », en S. Paugam (dir.), *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 209-217.
- Gutiérrez de Pineda, Virginia y Pineda Giraldo, Roberto, 1999, *Miscegenación y cultura en la Colombia colonial, 1750-1810*, Bogotá, Colciencias/Universidad de los Andes.
- Héritier, Françoise, 1996, *Masculino/femenino. El pensamiento de la diferencia*, Barcelona, Ariel.
- Labbens, Jean, 1996, « Le quart monde des cités d'urgence », en Paugam S. (dir.), *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 228-235.
- Lagrange, Hughes, 1995, *La Civilité a l'épreuve : crime et sentiment d'inécurité*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Lahire, Bernard, 1999, « De la théorie de l'habitus à une sociologie psychologique », en Lahire B. (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu : dettes et critiques*, Paris, La Découverte, p. 121-152.
- Lahire, Bernard, 2001 (1998), *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*. Paris, Nathan.
- Landesco, J., 1979 (1929), *Organized crime in Chicago*, Part III of the Illinois Crime Survey 1929, Chicago, Illinois Association for Criminal Justice, p. 815-1100.
- Lipovetsky, Gilles, 1997, *La tercera mujer*, Barcelona, Anagrama...
- Macfarlane, Alan, 1993, *La cultura del capitalismo*, México, Fondo de Cultura Económica.
- Maldonado, María Cristina, 2001, « Paternidad en Cali » (informe final de investigación), Cali, Universidad del Valle, p. 110.
- Mennel, Stephen, 1997, « L'envers de la médaille : les processus de décivilisation », en Garrigou Alain et Lacroix Bernard (dir.), *Norbert Elias : La politique et l'histoire*, Paris, La Découverte, p. 213-236.
- Merlin, Pierre, 1998, *Les banlieues des villes françaises*, Paris, La Documentation Française.
- Oberti, Marco, 1996, « La relégation urbaine, regards européens », en Paugam, S. (dir.), *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 237-247.
- Paugam, Serge, 1996, *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- Ratcliffe, Peter, 1999, « Housing inequality and 'race': some critical reflections on the concept of 'social exclusion' », en *Ethnic and Racial Studies* 22 [1], Routledge, London, p. 1-22
- Reckless, W. C., 1969 (1933), *Vice in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, 2 ed. Montclair, NJ, Patterson Smith.
- Reyes Novaes, Regina, 1997, « Juventudes Cariocas : mediações, conflitos e encontros culturais », en Hermano Vianna (org.), *Galerias Cariocas. Territórios de conflitos e encontros culturais*, Rio de Janeiro, Editora UFRJ, p. 119-160.
- Rubin, Gayle, 1986, « El tráfico de mujeres : notas sobre la 'economía política' del sexo », en *Nueva Antropología*, Vol. VIII No.30, México, p. 95-145.
- Sansone, Livio, 1994, « Couleur, classe et modernité à travers deux lieux bahianais », en *Cahiers des Amériques Latines* 17, Paris, p. 85-107.

- Santos, Martín, 1999, « Vergüenza y conflicto en grupos de pandilleros de un barrio popular de Lima » en Panfichi Aldo y Valcárcel Marcel (eds.), *Juventud : sociedad y cultura*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, Universidad del Pacífico e IEP (Instituto de Estudios Peruanos), p. 273-315.
- Segalen, Martine, 1986, « La révolution industrielle : du prolétaire au bourgeois », en Burguière A. et al (dir.), Vol.3 *Histoire de la famille. Le choc des modernités*. Paris, Armand Colin, p. 487-532.
- Segalen, M., 1993, *Sociologie de la Famille*, Paris, Armand Colin.
- Sevilla, Elías, 2000, *Informe científico del proyecto 'Razón y Sexualidad' Fase II*, Documento de Trabajo no. 47, Cali, Cidse, Universidad del Valle.
- Shaw, C.R., 1966 (1930), *The Jack-Roller : A Delinquent boy's Own Story*, Chicago, University of Chicago Press.
- Shaw, C.R., Mc Kay H. (et al), 1969 (1942), *Delinquency Areas*, Chicago, University of Chicago Press.
- Shorter, Edward, 1977 (1975), *Naissance de la famille moderne*, Paris, Seuil.
- Souto, Jane, 1997, « Os Outros Lados do Funk Carioca » en Hermano Vianna (org.) *Galeras Cariocas. Territórios de conflitos e encontros culturais*. Editora UFRJ. Rio de Janeiro, p. 59-93.
- Trasher, F.M., 1963 (1927), *The Gang. A study of 1313 gang in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press.
- Urrea, F. y Quintin, P., 2000, *Jóvenes negros de barriadas populares en Cali : entre masculinidades hegemónicas y marginales*, Cali, F. Chagas/Cidse-Univalle, 291p.
- Urrea, Fernando; Ramírez, Hector Fabio; Viáfara, Carlos, 2001, « Perfiles sociodemográficos de la población afrocolombiana en contextos urbano-regionales de Colombia a comienzos del siglo XXI », Ponencia presentada en la celebración de los 25 Años del CIDSE (Centro de Investigación y Documentación Socioeconómica, Facultad de Ciencias Sociales y Económicas, Universidad del Valle), Cali, noviembre del 2001.
- Varenne, Hervé, 1986, « Love and Liberty. La famille américaine contemporaine », en Burguière, A. et al (dir.), *Histoire de la famille. Le choc des modernités*, Vol. 3, Paris, Colin, p. 533-562.
- Viveros, Mara; Cañon D., William, 1997, « Pa' Bravo... yo soy candela, palo y piedra. Los Quibdosenos », en Valdés Teresa y Olavarria José (eds), *Masculinidad/es. Poder y Crisis*, Santiago, Ediciones de las mujeres No.24, p. 125-138.
- Viveros V., Mara, 2000a, « Dionisios Negros : Sexualidad, corporalidad y orden racial en Colombia », en Figueroa M.B. y San Miguel P.E. (eds.), *¿ Mestizo yo ?*, Bogotá, CES-Universidad Nacional de Colombia, p. 95-130.
- Viveros V., M., 2000b, « Paternidades y masculinidades en el contexto colombiano contemporáneo, perspectivas teóricas y analíticas », en Fuller N. (editora) *Paternidades en América Latina*, Lima, PUCP, p. 91-127.
- Wacquant, Loic, 1996, « L'underclass urbaine dans l'imaginaire social et scientifique américain », en Paugam S., *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 248-262.
- Wade, Peter, 1997, *Gente Negra, Nación Mestiza. Dinámicas de las identidades raciales en Colombia*, Bogotá, Editorial Universidad de Antioquia/Instituto Colombiano de Antropología/Siglo del Hombre Editores/Ediciones Uniandes.
- Whyte, William F., 1955 (1943), *Street Corner Society. The Social Structure of an Italian Slum*, Chicago, University of Chicago Press.
- Wieviorka, Michel, 1998, *Le racisme, une introduction*, Paris, La Découverte/Poche.
- Williams, Raymond, 1991, « Base and Superstructure in Marxist Cultural Theory », en Mukerji, Chandra y Schudson, Michael (eds), *Rethinking popular culture*, Berkeley, University of California Press, p. 407-423.

Zaluar, Alba, 1997, « Gangues, Galeras e Quadrilhas : globalização, juventude e violência », en Hermano Vianna (org.) *Galeras Cariocas. Territorios de conflictos e encuentros culturales*, Rio de Janeiro, Editora UFRJ, p. 17-57.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Cet article s'intéresse aux identités masculines chez les jeunes des secteurs populaires urbains qui subissent une ségrégation résidentielle et une exclusion «ethnico- raciale» dans la ville de Cali (Colombie). Par ailleurs, on cherche à montrer comment se produisent des transformations et des différenciations internes dans les modèles de masculinité, à partir des trajectoires individuelles, pour analyser la production de sujets différenciés et les identités mobiles et plurielles de genre et d'orientation sexuelle.

\*\*\*

*Este artículo se interesa en las identidades masculinas entre los jóvenes de los sectores populares urbanos en condiciones de segregación residencial y de exclusión «étnico-racial» en la ciudad de Cali (Colombia). Por otra parte, se trata de mostrar cómo se generan transformaciones y diferenciaciones inter-*

*nas en los modelos de masculinidad, rescatando las trayectorias individuales para el análisis de la producción de sujetos diferenciados, de identidades móviles y plurales de género y orientación sexual.*

\*\*\*

This article takes as its subject the masculine identity of the young of the popular urban sectors which are subjected to a residential segregation and an ethnico-racial exclusion in the town of Cali (Colombia). In addition, we seek to demonstrate how transformations and internal differentiations in the models of masculinity are produced from individual trajectories in order to analyse the production of different subjects and identities which are mobile and plural of gender and of sexual orientation.

Palabras claves: Cali (Colombia), barrios populares, exclusión étnico-racial, jóvenes, masculinidad

Mots clés: Cali (Colombie), quartiers populaires, exclusion ethno-raciale, jeunes, masculinité

Keywords: Cali (Colombia), popular areas, ethnico-racial exclusion, young, masculinity

---

## LA POLITIQUE POPULAIRE A-T-ELLE UN GENRE ? UN EXEMPLE MEXICAIN

MATTHEW C. GUTMANN\*

LORSQU'EN MAI 1994 je retournai à la Colonia Santo Domingo de Mexico, je fus rapidement confronté à une scène de rue assourdissante. Il est vrai que les habitants du quartier sont habitués à des rues bruyantes et désordonnées, et que les débats publics sont choses communes depuis qu'en septembre 1971 des milliers de « parachutistes »<sup>1</sup> envahirent les collines volcaniques du sud de la capitale mexicaine, mais cette fois-ci, l'excitation semblait différente. Au lieu d'exprimer leur inquiétude face à la construction et à la protection de leur quartier, les habitants se disputaient sur la façon dont les élections pourraient changer leur avenir, et exprimaient leur anxiété face à l'ensemble du paysage politique mexicain. Ils débattaient de ces questions comme si leurs mots, leurs actions et leurs opinions pouvaient réellement influencer les décisions politiques nationales. Ce type d'engagement et d'enthousiasme, au lieu de la traditionnelle méfiance pour la politique officielle et les élections, n'était pas habituel dans les *colonias populares* de Mexico.

L'aspect sérieux du débat entre les habitants du quartier, les partisans du PRI, du PRD, de l'EZLN (Armée Zapatiste de la Libération Nationale) et du parti écologiste, auquel même les abstentionnistes participaient, donnait l'impression que les conflits politiques entre ces hommes avaient d'importants enjeux, et que leurs positions avaient de réelles conséquences sur le sort politique de millions de Mexicains.

\*Department of Anthropology, Brown University, Providence, Rhode Island (Mathew\_Gutmann@brown.edu).  
Traduction : Valérie Liégeois

*J'étais parti de Mexico depuis plusieurs mois et maintenant Gabriel, Marcos, Felipe et Toño, me mettaient au courant des derniers événements. Toño exprimait de nouveau un soutien fidèle pour le parti gouvernemental du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel), il réprimandait les autres : « Ce sont les seuls disposant de l'infrastructure nécessaire pour gouverner le pays. Les choses se détériorent rapidement, tout deviendrait un désordre total si un autre parti gagnait ». Marcos, membre d'un syndicat de concierges et militant du parti d'opposition centre-gauche, essayait de convaincre Toño que lui aussi avait un problème avec le candidat présidentiel du PRD (Parti Révolutionnaire Démocratique) Cuauhtémoc Cárdenas. C'est la raison pour laquelle, Marcos déclara qu'il était « un militant PRD mais sans Cárdenas ».*

*Puis, Toño et Marcos s'attaquèrent à Gabriel, un mécanicien connu de tous dans la rue Huehuetzin de Colonia Santo Domingo pour sa célèbre politique d'abstentionniste. Gabi réprimandait fréquemment clients et passants s'ils s'emportaient de trop à propos des élections. Après le soulèvement Zapatiste du premier janvier 1994, et pendant tout le reste de l'année, Gabi placarda des autocollants de l'EZLN (Armée Zapatiste de Libération Nationale) sur bon nombre des voitures et des taxis collectifs qu'il réparait, et depuis son atelier prêchait les vertus du changement total de politique, c'est-à-dire en dehors du système des partis électoraux existants.*

*En tant que seul écologiste du groupe, Felipe se contenta de rappeler de temps en temps que les dirigeants de son parti étaient les seuls que les habitants de la rue Huehuetzin aient jamais vraiment rencontrés.*

## LE GENRE DE LA POLITIQUE POPULAIRE

À l'origine, j'avais décidé de vivre et de travailler dans la Colonia Santo Domingo afin d'y étudier les changements de relations entre les genres. Étant donné l'active participation des femmes du quartier dans les mouvements sociaux pour l'obtention de services tels que l'école, l'électricité, l'eau courante et le tout-à-l'égout, Santo Domingo me semblait être un bon endroit pour évaluer les modes de vie et l'étendue des changements d'identités et de pratiques des hommes et des femmes (Gutmann, 1996). À la fin des années quatre-vingt-dix, le quartier de Santo Domingo était aussi étendu que beaucoup de villes du Mexique, et l'on estimait pour l'année 2000 qu'il était peuplé de plus de cent mille personnes. Malgré ses origines tumultueuses, près de trente ans après l'arrivée des premiers pionniers en septembre 1971, la majorité des résidents décrivaient leur colonia comme étant considérablement plus tranquille et stable que lors des années chaotiques de conflits et de confiscation des terres. Néanmoins, même si les habitants de la colonia avaient conservé un peu de l'état d'esprit qui régnait lors des premières années d'occupation, ils restaient bien incrédules sur la capacité des fonctionnaires et des institutions gouvernementales officielles à assurer les nécessités de base.

Il était intéressant d'observer la participation aux élections ou la non-participation de mes amis et voisins de la Colonia Santo Domingo, et la façon dont ils associaient leur vote avec le fantasme que, d'une manière ou d'une autre, ils pourraient ainsi contribuer au changement de leur environnement politique<sup>2</sup>. Celui que mes amis tenaient pour responsable des querelles ou de la passivité

politique, et la manière dont ils se sentaient impliqués ou non dans les processus historiques mondiaux, sont des questions qui font références à la conjoncture et au débat non seulement dans les cercles académiques mais aussi au sein de la classe ouvrière mexicaine. Dans cet article, nous étudierons les qualités, les caractéristiques et les buts politiques selon une perspective de genre, à partir des différentes attitudes et pratiques liées aux activités politiques spécifiques, ou simplement à partir des sensibilités politiques.

Comment pouvons-nous expliquer cette passion momentanée pour la politique parmi les hommes de la classe ouvrière mexicaine ? Pourquoi une telle ferveur s'essouffle souvent aussi soudainement qu'elle ne s'enflamme ? À l'aube du vingt et unième siècle au Mexique comme ailleurs, beaucoup de gens affirmaient croire en la démocratie, soutenir les efforts démocratiques et politiques, et que dire ou faire le contraire était tout simplement antidémocratique. Aussi, comme pratiquement tout le monde exprimait de l'enthousiasme pour la démocratie, semblait-il approprié de demander ce que chacun souhaitait. Le caractère évasif du terme « démocratie », lié à son ambiguïté ou à la multiplicité de ses définitions, permettait donc de regrouper un large éventail d'aspirations.

De nombreuses études sur les femmes et la politique au Mexique et en Amérique latine ont indiqué la récente participation des femmes dans des événements formels tels que les élections, ainsi que leur militantisme dans des mouvements sociaux populaires de quartiers tels que la Colonia Santo Domingo. Parce que les femmes avaient été jusqu'alors ignorées ou uniquement mentionnées par les principaux courants de recherche en sciences politiques, le sexe était simplement traité comme une variable supplémentaire dans les multiples analyses de régression des schémas de vote. Or ces nouvelles études ont montré l'existence de caractéristiques dépendantes du genre dans la culture politique.

En utilisant comme toile de fond les campagnes électorales de 1988, 1994 et 2000, ainsi que l'élection municipale de Mexico en 1997, cet article examine des expériences de changement social à Santo Domingo, notamment en relation avec les élections et les mouvements sociaux populaires. Mon propos porte aussi bien sur les hommes que sur les femmes de la communauté, en partie pour montrer que dans le domaine électoral les hommes sont autant influencés par le genre qu'ils y participent. Ainsi, je montrerai principalement la pertinence de l'étude des interactions entre hommes et femmes concernant la politique, la démocratie et le changement social. L'objectif est d'analyser la manière dont le concept de genre nous aide à comprendre la valeur attribuée à l'action de voter, et pourquoi, à Mexico, la démocratie est souvent considérée comme l'équivalent des élections. Si les hommes et les femmes, en tant que catégories sociales, ont des approches différentes des élections et des autres moyens privilégiés du changement social, alors il est certain qu'une analyse en terme de genre, dégageant les rapports sociaux liés au sexe, est nécessaire à la compréhension des cultures politiques populaires.

Les données sur le genre dans la politique populaire ne sont pas nécessairement les mieux représentées dans les enquêtes statistiques. Elles indiquent par exemple que les femmes votent plus que les hommes, que celles-ci représentent soixante-trois pour cent des électeurs inscrits à Mexico (Kapur, 1998 : 364), et que les femmes des zones rurales et faiblement éduquées ont un vote plus conservateur que les hommes des zones urbaines et éduqués. En outre, les femmes sont moins élues que les hommes à tous les niveaux politiques, tout particuliè-

rement lors des élections locales. Aussi importante que soit l'analyse quantitative des données sur les électeurs inscrits et la participation aux élections, elle pourrait nous amener à croire que les femmes sont plus impliquées et plus enthousiastes que les hommes dans la politique électorale. Or, dans cet article, je montrerai la nécessité de dépasser ces analyses quantitatives de l'événement électoral.

Bien que mes recherches soient basées sur un groupe de personnes non représentatif statistiquement, l'ethnographie m'a permis de mieux appréhender le fait que parmi les opinions et les pratiques ambiguës, souvent interprétées comme une apathie politique, le manque d'intérêt et de participation à certaines activités politiques révèlent bien plus qu'un simple désengagement politique général. Dans l'intimité des familles et des ménages de la Colonia Santo Domingo, hommes et femmes débattent de sujets sortant du domaine domestique tels que les convictions et les actions politiques. Je m'attacherai à présenter la façon dont les femmes et les hommes de la classe ouvrière de la ville de Mexico partagent à la fois une volonté d'autonomie et des intérêts similaires en regard des espoirs de la politique populaire ouvrière, tout en agissant de manières manifestement différentes pour les obtenir.

En 1988, pour la première fois dans l'histoire récente du pays, les Mexicains eurent le choix entre deux candidats possibles aux élections du président de la République. Beaucoup de commentateurs estimèrent qu'une majorité de l'électorat mexicain voterait pour le candidat PRD de l'opposition, Cuauhtémoc Cárdenas, contre le candidat PRI Carlos Salinas de Gortari. Néanmoins, le PRI gagna une fois de plus, peut-être grâce à une machine à compter les votes défectueuse, qui se remit à temps en état de marche, permettant ainsi à Carlos Salinas de l'emporter de justesse. Experts et prolétaires considèrent uniformément 1988 comme l'année critique qui ouvrit littéralement les vannes des victoires à l'opposition dans la course aux gouvernements des États et à des postes-clefs comme celui du maire de Mexico, que Cárdenas emporta en 1997.

Après les élections présidentielles de 1988, pour beaucoup d'amis et de voisins à Santo Domingo, celles de 1994 représentaient une nouvelle chance pour l'obtention de changements significatifs dans tout le pays. Cependant, alors que les élections se rapprochaient au milieu d'un climat politique anormalement chaotique dû à la révolte zapatiste et à l'assassinat du candidat PRI au début de 1994, beaucoup de Mexicains ressentirent un mélange de cynisme face aux dinosaures du PRI gouvernant semblait-il depuis toujours, d'anxiété face à un futur politique incertain, et de résignation devant ce chaos. Toutefois, les mois qui précédèrent les élections de l'été furent également ponctués par un renouveau d'enthousiasme, spécialement parmi mes amis masculins, comme si la proximité du vote rendait la possibilité d'un meilleur avenir plus concrète.

Entre 1988 et 2000, à Mexico, le rituel du vote avait subi des changements significatifs, à la fois en raison de la défaite du PRI au cours des multiples élections, et à cause des efforts faits pour réduire les fraudes débouchant, au début des années 1990, sur la distribution de cartes d'électeurs munies de photographies. Plus significativement, la reconnaissance de l'indétermination électorale, par le simple fait que le PRI n'était pas nécessairement destiné à la victoire, a confirmé la légitimation de la démocratie au Mexique.

Le genre au sein de la politique populaire de Mexico doit être considéré, plus précisément, comme le résultat d'un processus basé sur l'ensemble des inégalités

au niveau social, ainsi que sur des relations plus complexes, plus variées et à un niveau plus intime, entre hommes et femmes. En outre, si Vivienne Bennett (1998 : 129) a raison de constater qu'« au Mexique, l'activisme social est intégré dans la vie et dans les luttes quotidiennes des femmes pauvres des zones urbaines », alors modifier l'influence du genre dans la politique populaire mexicaine nécessite bien plus que de persuader les femmes de voter de façon moins conservatrice. Il s'agit en partie de rendre compte du chaos de l'émergence de la politique populaire dans la Colonia Santo Domingo afin de clarifier le fait que les différences et les complémentarités entre les genres sont des variables clefs devant être expliquées, et non pas simplement quantifiées avec le résultat des votes et les enquêtes électorales. Lorsqu'en 2000, un voisin me confia que les femmes investies dans la politique étaient *las prófugas del metate*<sup>3</sup>, il ne faisait pas de distinction entre celles qui étaient élues au gouvernement et les activistes de la communauté.

Observer l'implication des femmes dans des activités politiques non électorales peut s'avérer d'un apport notable pour la compréhension de l'ensemble de la politique populaire. Les conflits et les cajoleries entre femmes et hommes de la Colonia Santo Domingo dans les discussions quotidiennes apparemment simples et inoffensives sur des sujets variés (depuis le contrôle des naissances jusqu'aux opinions politiques) révèlent les efforts psychologiques des femmes pour défier et changer les actions des hommes. De leur côté, les hommes essaient aussi d'influencer les femmes, par exemple, dans leurs choix de vote ou leurs participations aux protestations et aux associations de la communauté. Mais l'influence des femmes sur les hommes, dans les affaires politiques, a certainement été sous-estimée et peu étudiée. Les discussions et les débats à Santo Domingo pourraient, peut-être, fournir des exemples sur la façon dont les hommes et les femmes revoient la notion de démocratie en termes de genre, sur l'émergence de processus de négociation entre hommes et femmes, sur les opportunités et les avantages de la participation aux élections, et finalement sur les mouvements populaires comme acteurs du changement social. Ainsi, comme le déclara le *Comité Unico de Damnificados* après le tremblement de terre de Mexico en 1985, l'objectif est la « Démocratie dans la ville et dans les foyers! »<sup>4</sup>.

Entre 1988 et 2000, au moins trois tendances historiques distinctes convergèrent dans le temps. La première est celle d'un engagement populaire significatif pour les partis politiques nationaux et les élections présidentielles, bien que celui-ci ait considérablement varié entre les différents groupes sociaux et d'une période à l'autre. La seconde correspond à la volonté d'autonomie et de politique populaire dans la Colonia Santo Domingo : des thèmes récurrents dans toutes les discussions politiques, correspondant à une forte attente dans un quartier où, pendant trente ans, les femmes et les hommes durent vivre selon leurs propres moyens, en ne comptant que rarement sur une assistance gouvernementale à court ou à long terme. La troisième tendance historique est celle d'un rapprochement significatif entre la culture politique populaire, la croissance d'un féminisme populaire dans les mouvements sociaux, et la vie quotidienne dans les quartiers défavorisés comme Santo Domingo. Les femmes concernées ont de plus en plus remarquablement joué le rôle de catalyseur dans la transformation de l'ensemble de la culture politique populaire à travers leur participation à la vie politique dans les zones ouvrières. Les débats sur l'autonomie et l'indépendance locale comptent parmi les principales épreuves de la démocratie dans la société mexicaine contemporaine. En fait, il y a eu un « profond changement dans les

attitudes à propos de la participation et la représentation politique des femmes » dans le Mexique d'aujourd'hui (Jacquette, 1998 : 221).

Parler du genre et de la démocratie ne conduit pas nécessairement à une recherche sur la place des femmes dans les progrès sociaux. Au contraire, il faut souligner les effets de l'implication des femmes dans les tendances politiques populaires au sens large, ainsi que la façon dont elles ont intentionnellement ou non joué un véritable rôle d'initiateur du changement social sur plusieurs décennies. Les familles et les ménages ne sont pas toujours les derniers refuges scandaleux du patriarcat et de l'oppression. Ils sont aussi des lieux embryonnaires de changement social, tout en respectant les identités et les relations de genre, et la vie sociale en général. Ce point de vue nécessite un retour sur la séparation entre le public et le privé qui est probablement trop surévaluée dans les études de genre et les études latino-américaines<sup>5</sup>. L'apport du quotidien et du personnel dans la sphère politique implique une reconsidération de l'espace du débat et de la vie politiques (« la politique de la politique » si l'on peut dire) en particulier là où les frontières deviennent floues entre les flambées de résistance (qu'elles soient manifestes, clandestines, organisées ou spontanées), le scepticisme, la rébellion et l'apathie.

Toutefois, deux questions demeurent centrales, celle de l'impact sur les hommes de la participation des femmes dans des mouvements politiques et sociaux, et celle des effets à long terme de la participation intermittente des hommes au sein de la politique électorale entre 1988 et 2000 au Mexique.

## VOIX : ELECTIONS, LEGITIMITE ET POLITIQUE PUBLIQUE

*En maintenant sa politique d'abstentionniste et son respect du vote jusqu'à l'élection présidentielle du 21 août 1994, Gabriel devenait la cible de remarques désobligeantes de la part de ses plus proches amis, notamment Marcos et Marcelo. Ainsi, même si ses amis ne soutenaient pas particulièrement le candidat du PRD, ils insistaient souvent sur le fait que leur action politique, c'est-à-dire voter pour Cárdenas, était un vote contre les candidats du PRI, alors que l'abstention revenait à voter pour le PRI. Ils argumentaient que même si Gabriel pensait sa politique comme différente de celle des autres, il n'empêche qu'elle était aussi mauvaise voire pire que celle de Toño, militant du PRI, parce qu'en s'abstenant, il se punissait lui-même.*

Mes compagnons de Santo Domingo se confrontaient à une question ancienne et aujourd'hui négligée en politique : quelle valeur a finalement le suffrage pour les exclus ? Pour certains, les élections représentent un déplacement de la volonté démocratique sur des chemins banaux, inoffensifs et usés ne menant à aucun changement politique substantiel pour le peuple mexicain<sup>6</sup>. Il ne semble pas raisonnable d'espérer plus pour la démocratie au Mexique que l'existence d'un ou plusieurs partis électoraux viables, souvent regardés comme les fondations de la revendication pour la démocratisation. Ceci est spécialement vrai au Mexique, et encore plus dans des pays comme le Chili, l'Argentine, le Panama, le Brésil et le

Pérou, où la simple existence de vie politique est couramment considérée comme une « redémocratisation » avec le retour aux lois civiles. Pourtant, la simple existence de formes pluripartites de la démocratie libérale, en l'absence relative d'importantes crises économiques et sociales, ne correspond que difficilement à l'émergence de véritables formes participatives de pouvoir.

De nos jours au Mexique, le vote est présenté par l'Etat, l'école et les médias comme le premier devoir civique, l'unique et véritable marque de citoyenneté. On peut presque dire que par définition, les abstentionnistes ne sont pas complètement mexicains. C'est pourquoi dans notre débat public de mai 1994, Toño réprimandait les abstentionnistes et les électeurs de l'opposition présents dans la foule : « Contrairement à vous, je suis fier d'être Mexicain ! ». Toño présentait son soutien pour le PRI comme directement fondé sur le sentiment que des alternatives inconnues pouvaient être pires que l'autorité de tyrans connus. Ce qui illustre le succès des efforts des dirigeants technocratiques mexicains cherchant à promouvoir la « peur de l'alternative » parmi les citoyens afin de rendre la démocratie sans danger pour le néolibéralisme mexicain (Miguel Centeno, 1997 : 255).

Les indicateurs d'abstentionnisme et de participation aux processus politiques officiels comme l'inscription sur les listes électorales (par exemple, le fait que la plupart des électeurs inscrits soient des femmes) doivent être étudiés afin de connaître non seulement la portée du genre mais également celle de leurs autres caractéristiques politiques.

À la suite des effets désastreux du néolibéralisme sur de vastes zones de la population mexicaine, il n'en demeure pas moins que l'inactivité apparente est plus caractéristique de la culture politique que ne le sont la protestation et la rébellion<sup>7</sup>. Pourtant ce serait une erreur de rejeter l'inactivité, et notamment l'abstentionnisme, comme une représentation des frustrations affables des classes populaires et marginalisées de Mexico. Tout comme il existe une importante distinction entre apathie et aliénation, par exemple dans le cas de l'abstentionnisme, il faut être extrêmement prudent lors de l'interprétation des résultats d'enquêtes sur les opinions politiques.

*En réaction à certains de ses voisins votant pour le PRI, Doña Fili, dirigeante et activiste des Communautés Chrétiennes de Base<sup>14</sup> de la Colonia Santo Domingo depuis les premiers jours de l'invasion au début des années 1970, m'expliqua : « Écoute, on veut du changement mais... pas de la démagogie. C'est comme nous l'avons toujours dit : « On veut du changement, on veut du changement » et les choses deviennent pires. Parce que vraiment c'est ce qui se passe. Pour moi ce qui est important c'est l'éducation.<sup>15</sup> Je pense que c'est la base sur laquelle il y aura du changement dans ce pays. Parce que le peuple est vraiment ignorant. Pendant combien d'années le PRI a-t-il gouverné, et la vérité c'est qu'ils sont corrompus ! Ce n'est pas pour rien que nous nous opposons à eux, mais parce que c'est palpable. Tu peux sentir la corruption ! Et, bien sûr, parce qu'il n'y a pas d'éducation, nous votons pour le PRI. Il y a des vecindades<sup>16</sup> et des ruelles où les gens n'ont jamais lu un journal ou un livre, et ils iront tous ensemble voter pour le PRI. Et si tu leur dis : « Ne votez pas pour le PRI » ils répondent : « Non, c'est parce qu'ils vont jeter mes enfants hors de l'école ». Ils ont peur. La peur c'est ce qui fait durer. Et ils votent pour le PRI et le PRI gagne parce que... parce que le PRI gagne ! »*

La façon dont ces idées représentent de nouveaux sentiments de désillusion et de déception, en particulier la voix des hommes et des femmes marginalisés de Mexico, soulève des questions intéressantes. Qu'est ce qui change dans les jugements et l'humeur politique populaire, alors qu'il existe dans la population mexicaine une désillusion générale par rapport aux bienfaits de la modernité et au mythe national de la révolution institutionnalisée? L'anxiété générale sur la différence entre la réalité quotidienne et l'objectif idéalisé de la démocratie semble s'exprimer plus souvent en paroles qu'en faits.

*Marcelo, un bon ami déjà cité, militant PRD, tient une épicerie dans la rue Huehuetzin de Santo Domingo où il est souvent le témoin des conflits et des débats de ses clients sur la politique officielle ou informelle. De surcroît, Marcelo fait régulièrement office de surveillant de scrutin pour le PRD dans la Colonia, les jours d'élection. Interrogé sur son engagement au PRD, Marcelo répond : « Je m'engage avec eux parce que j'ai l'impression qu'ils [le PRD] gardent mieux le contact avec nous. Plus que tout autre chose aujourd'hui, je veux que le vote des citoyens soit respecté. Pour qu'il y ait une vraie démocratie, je pense que les votes ont besoin d'être respectés. Parce que si le PRI est toujours en fonction, ce n'est plus à cause d'une demande populaire mais, maintenant, seulement grâce à une élite, grâce à des grands pontes qui protègent certains intérêts. Même si Zedillo (Président du Mexique de 1994 à 2000) dit que les élections se font dans les règles, c'est un mensonge, parce que n'importe qui peut voir dans quelles manœuvres ils sont impliqués. »*

*J'ai demandé à Marcelo pour qui vote, entre le PRI et le PRD, la majorité des gens de la Colonia Santo Domingo. « Comment dirais-je... il y a un peu de tout. Il y a les PRIistes, il y a les PANistes, il y a les écologistes et les PRDistes. Et on [PRDiste] remporte le vote dans peut-être cinq ou six bureaux de votes. Ailleurs il y a égalité entre le PAN et le PRI. Ailleurs le PAN gagne. Dans un ou deux le PRI l'emporte. De toute façon, la majorité vote pour l'opposition d'une façon ou d'une autre. Ils ne veulent pas que le PRI gagne. »*

*Comme Marcelo et moi avons précédemment évoqué les mouvements de guerrilla à Guerrero, sa région natale, je lui demandai de comparer l'efficacité de ces deux procédés pour obtenir un changement politique. « Bon, écoute... je pense que le peuple prend les armes par désespoir. Je pense que peut-être les armes ne résolvent rien, mais elles sont le produit du désespoir. Je n'en suis pas vraiment sûr mais je pense que c'est ce qui se passe lorsque ces camarades attrapent un fusil ou une mitraillette pour combattre. C'est ce qui s'est passé pendant la Révolution, non? Qui sait? Les nouvelles ici sont tellement manipulées que tout ce que tu entends c'est que ce sont des menteurs, des rebelles qui causent beaucoup de mal au pays. Et bien, peut-être qu'ils se battent pour une cause juste même si la violence n'est pas la solution mais, bon, ils sont écartés par le gouvernement. »*

Pourtant, même un phénomène aussi communément reconnu que la forte présence des femmes dans différentes églises, a été trop légèrement accepté (et trop complaisamment expliqué). De telles tendances doivent être considérées comme faisant partie de conflits, actuels et émergents à l'intérieur des ménages, sur des questions d'identité et de relations de genre, et non pas comme la simple illustration de l'opposition classique entre tradition et modernité. Par exemple, tout comme

la participation des femmes dans des associations populaires est clairement associée à des tendances socio-démographiques plus générales (telles que l'accroissement du nombre de femmes travaillant hors de la maison et réussissant leur scolarité), la réaction des hommes envers l'activité des femmes est associée à leur changement de rôle dans l'économie moderne.

### CHOIX : DEPENDANCE ET AUTONOMIE

Les hommes et les femmes ayant transformé la jungle boisée du sud de Mexico en Colonia Santo Domingo doivent constamment jongler entre l'autonomie pour construire leur quartier (dynamiter les rochers pour construire les routes, se brancher illégalement sur les lignes d'électricité à haute tension) et la dépendance avec « l'extérieur » pour bénéficier d'un travail, des biens de consommation, des divertissements, etc. Si le corps et l'âme de la démocratie se rattachent à la viabilité des choix politiques, ces derniers semblent à Santo Domingo plutôt limités, ce qui suscite une véritable détresse. De même qu'au Brésil dans les années soixante-dix, Verena Stolcke<sup>8</sup> et Armando Boito Júnior avaient observé le scepticisme ouvrier, au Mexique pendant les dernières années de l'administration Zedillo, l'on constate un scepticisme devant le manque d'options politiques, qui s'est encore accru durant les années quatre-vingt-dix. Comme cela s'avérait au Brésil vingt ans auparavant : « Ce qui prédomine est un profond scepticisme envers l'efficacité du vote » (Martinez-Alier et Boito Júnior, 1977 : 156 ; Stolcke, 1988 : 196-200). À la fin des années quatre-vingt-dix, cette prise de conscience mexicaine coïncidait avec le point de vue de Stolcke qui considérait qu'une personne était limitée pour contribuer aux changements locaux. Certains habitants m'avaient dit que leurs plus grandes chances de réussir étaient au niveau local. Un point de vue similaire à celui qui était perçu par Jeffrey Rubin (1997) à propos de la « démocratie régionale » à Juchitán (Oaxaca), exprimant le sentiment que les choix électoraux sont plus libres, ou moins limités, au niveau local qu'au niveau national. De même à Santo Domingo, l'on croit davantage aux possibilités d'amélioration des conditions de vie par la mobilisation de la communauté que par celle de l'ensemble de la société mexicaine.

Les analystes doivent rester prudents en évitant de se fixer sur les notions d'autonomie, de localisme ou de démocratie régionale, afin de ne pas tomber dans des préjugés anti-fédéralistes ou anti-organisationnels (voir Hellman 1992). Comme le savent depuis longtemps les théoriciens militaires, les zones urbaines autonomes (ou libérées) ne profitent au mieux d'une notoriété éphémère que lorsqu'elles sont assiégées par des forces immensément plus puissantes. Toutefois, comme mes amis et voisins de la Colonia Santo Domingo me le répétaient constamment : « sur qui peut-on compter si ce n'est sur nous-mêmes ? ». En un sens, cet état d'esprit illustre l'exposé caustique de Roger Bartra (1981) décrivant les fonctions légitimantes de la démocratie représentative dans les réseaux du pouvoir politique mexicain. Tout comme les libertés civiques, le suffrage universel est un accomplissement historiquement récent. La manière dont ces droits civiques sont employés par les diverses populations est liée à de nombreux facteurs, parmi lesquels se trouve la relation des femmes et du féminisme populaire à l'autonomie et à la dépendance politique. Il n'est pas surprenant qu'à Santo Domingo, les hommes plus que les femmes manifestent une grande confiance

envers les élections comme moyen de changement social ; ce qui ne doit pas être simplement interprété comme l'illustration d'une politisation, ou d'une complexité politique plus importante chez les hommes. L'insistance de Judith Adler Hellman (1994) sur le danger de sur-évaluer la signification de la participation des femmes dans les mouvements sociaux peut certainement être associée à un avertissement similaire, et tout aussi important, contre la sur-évaluation de l'implication des hommes dans la politique électorale.

Bien que sporadique, cette participation engagée pour le vote comme moyen de changement social reflète certainement plus que l'obtention tardive du droit de vote pour les femmes en 1953. Ce serait une erreur d'attribuer les différences d'intérêts et d'espoirs entre les hommes et les femmes vis-à-vis de la politique populaire, à ce droit de vote. En effet, seules les femmes assez âgées ont personnellement connu l'interdiction de voter légalement. Néanmoins une question demeure : est-ce que l'acte de voter au Mexique dépend du genre, même s'il n'est généralement pas considéré comme tel ? Et si oui, pourquoi ? Or, ce n'est pas le reflet d'un intérêt plus faible des femmes pour la vie politique, nationale ou locale. Comme l'a montré Elizabeth Jelin (1990), en Amérique Latine, les femmes sont généralement plus engagées que les hommes sur des questions vitales telles que la consommation familiale. Ainsi, à travers leurs efforts, elles sont fréquemment mieux informées que les hommes de l'ensemble des affaires de politiques publiques<sup>9</sup>. À certains égards, la rumeur selon laquelle les femmes sont nombreuses à participer à l'activisme politique dans tout le continent est évocatrice de ce que Michael Herzfeld nomme « la poétique sociale ». Selon Herzfeld (1997 : 15), la poétique sociale peut-être distinguée en étudiant la façon dont les stéréotypes (dans ce cas précis, ceux qui apparaissent dans les activités politiques des femmes) sont eux-mêmes différemment employés dans diverses interactions sociales.

Cela signifie que les femmes de Santo Domingo ne se contentent pas d'améliorer les terribles conditions de vie alors qu'on présente les femmes mexicaines comme soumises et inactives. Elles le font en bravant ouvertement les stéréotypes, et de cette manière, elles jettent une ombre plus grande sur l'ensemble des politiques visant la démocratie et l'autonomie au Mexique. Évidemment, toutes les femmes de Santo Domingo ne sont pas des militantes à temps complet. Mais elles sont toujours assez nombreuses pour pouvoir représenter une force politique (et « politisante ») sérieuse dans l'ensemble de la communauté. Dans les rues de la colonia, ceci se joue en fonction de « qui s'organise avec qui » lors des weekends et des journées de travail collectif (*faenas*), pour repaver les rues, reconstruire les autels, ou pour faire circuler les sifflets permettant de signaler les étrangers suspects rôdant dans les environs de Santo Domingo. Comme Alejandra Massolo (1992 : 73-74) l'a montré, à propos des actions collectives des femmes de Mexico « les femmes constituent la principale force poussant les programmes de participations communautaires ».

Le rôle des femmes en faveur du retournement des préjugés sur leurs « qualités naturelles » est aussi visible à l'intérieur des foyers. Avant son décès en novembre 1996, Angela avait l'habitude de dresser à ses visiteurs un portrait très peu flatteur de ma personne en tant qu'anthropologue : « Avant d'arriver au Mexique, Mateo pensait que toutes les femmes mexicaines étaient *abnegadas* (dévouées/dotées de l'esprit de sacrifice). C'est pour cela qu'il me demanda de lui en présenter, vu qu'il avait beaucoup plus de mal à les rencontrer que ce

qu'il pensait ». Lorsque j'assistais à la narration de cette histoire malgré moi, Angela se tournait toujours vers moi et me taquinait : « Ce n'est pas vrai Mateo? ». Ainsi, elle était certaine de faire rire ses amis à propos du *gringo*. Ceci en dit long sur l'application du slogan : « La démocratie dans la ville et dans le foyer! »

Mon propos n'est certainement pas d'affirmer que, dans la Colonia Santo Domingo, les hommes choisissent communément de s'exprimer politiquement par les urnes électorales tandis que les femmes choisissent uniformément d'autres moyens d'améliorer les inégalités et les problèmes sociaux. En ce qui concerne l'EZLN par exemple, Angela n'avait rien de bon à dire<sup>10</sup>. Néanmoins pour elle et pour beaucoup d'autres femmes de Santo Domingo, c'est dans les années soixante-dix, quatre-vingts et quatre-vingt-dix, que la démocratie a progressivement signifié autre chose que le fait de voter. Les choix politiques n'étaient pas à leurs yeux réductibles aux élections.

*Angela avait plus de mépris pour l'autorité gouvernementale qu'elle n'avait d'appréhension pour les révoltes armées telles que celle du Chiapas, et ceci lorsque son opinion ne restait pas ambiguë quant à savoir si quelqu'un pouvait vraiment faire quelque chose d'autre pour changer la situation. « Les Zapatistes ne jouent pas selon les règles » avait-elle dit à Gabriel lors d'une discussion chez elle. Gabriel répliqua : « et bien les règles sont faites seulement pour les intérêts des riches ». Angela dut consentir, elle comprenait bien que les règles étaient faites contre la gent humble, les gens du peuple, et elle le précisa afin d'avoir le dernier mot. En réponse à une question que j'avais posée afin de savoir quel était le « véritable » soutien dont bénéficiaient les Zapatistes à Santo Domingo, Blanca me décrivit à peu près au même moment un dessin animé. Dans celui-ci, le leader zapatiste Ramona apparaît minuscule face à un représentant du PRI. Toutefois, les ombres qu'ils projettent sont diamétralement opposées : celle de Ramona s'élargit en longueur et en largeur, alors que celle du candidat du PRI est toute petite. De la même façon, le soutien rural en faveur du PRI – le soi-disant vote vert (voto verde) – est considéré par certains comme grand en apparence mais infime en réalité.*

Quand et comment les populations de Mexico et de l'ensemble du Mexique ont-elles quitté les filières du gouvernement pour réaliser des changements majeurs et mineurs, sont des questions qui ont depuis longtemps alimenté les débats passionnés des rues et des maisons de la Colonia Santo Domingo. Beaucoup de femmes font appel à leur expérience économique pour comprendre l'émergence ou non des opportunités politiques. En décrivant la réaction des femmes pauvres du Mexique urbain face aux crises interminables, Mercedes Gonzáles de la Rocha écrit :

« les pauvres des zones urbaines créent et manipulent des ressources que l'état et le capital ne s'approprient pas, et ne pourraient vraisemblablement pas s'approprier. Les ressources de la pauvreté ne sont [...] par aucun moyen mesurables et ne peuvent pas apparaître dans les statistiques nationales. Elles appartiennent au monde des affaires privées et aux événements qui se produisent au sein de la dimension domestique. » (1994 : 263).

En concevant la sphère domestique, les ménages et les familles elles-mêmes, non pas nécessairement comme un lieu de conservatisme et de dépolitisation,

mais plutôt comme un lieu de conflit constant et de transformation des relations de genre, entre autres, Gonzáles de la Rocha (1999) nous oblige à reconsidérer ensembles trois propositions : premièrement, dans le champ domestique, les faits ne sont pas forcément restreints et apolitiques ; deuxièmement, les significations des faits domestiques peuvent à leur tour influencer de plus grandes transformations politiques qui ne sont pas simplement des réactions aux événements d'ordre macro-sociologiques ; et troisièmement, l'assertion devant être reconsidérée (Molyneux 2001) selon laquelle les pauvres sont, par nécessité, si préoccupés par des questions de survie qu'ils n'ont pas le temps de s'intéresser à la démocratie et à la citoyenneté.

De nombreux chercheurs ont étudié les intérêts et les ambitions des pauvres, certains mettant en avant des questions de simple survie, d'autres de plus larges aspirations utopiques du type « même les pauvres », et d'autres encore un mélange de survie et de stratégies utopiques. Nikki Craske (1993 : 116) présente, entre autres, les problèmes et les exigences soulevés par les habitants, et plus particulièrement les femmes des quartiers populaires de Guadalajara. Elle montre que ces problèmes et ces exigences sont centrés sur les infrastructures de base (l'eau, le système d'égoût, les routes, l'électricité et l'éclairage public) et les services communautaires (les transports publics, les écoles, les services de santé). Ce qu'elle appelle « les exigences citoyennes » expriment ainsi les volontés de représentation effective et d'accomplissement des promesses.

Cette réévaluation des perspectives sur les femmes a de profondes conséquences sur la façon dont nous discernons le changement des relations de genre dans les quartiers populaires comme Santo Domingo, parce qu'elle suggère que les faits domestiques jouent un rôle plus important dans la transformation des relations sociales que ce que l'on pense généralement. En outre, elle conduit également au réexamen de l'impact de la participation des femmes dans la culture politique populaire sur les femmes latino-américaines elles-mêmes, ainsi que sur les hommes et la masculinité à travers toute la région. Il est inexact d'affirmer que les femmes et les hommes se divisent en deux catégories distinctes correspondant à leurs rôles positifs et négatifs sur le changement social. Je souhaiterais plutôt souligner que les femmes ont assumé une place remarquable en termes d'influence sociale, souvent porteuse de changement (même si elle reste inaperçue), dans les mouvements sociaux et dans le milieu familial, à Santo Domingo ces dernières années<sup>11</sup>.

### CONCLUSION :

#### « VIVE LE MEXIQUE, FILS DU CHAOS ! »

Guillermo de la Peña (1990 : 87) entend l'expression « culture politique populaire » comme la façon dont les pauvres ajustent et résistent, nient et cherchent des solutions à leurs problèmes politiques. Elle signifie plus qu'un héritage transmis par la tradition ou que l'imitation altérée de la culture hégémonique. Indiscutablement, ces ajustements et ces résistances, ces négations et ces recherches, deviennent évidents lorsque les hommes et les femmes âgés de la Colonia Santo Domingo déclarèrent qu'en dépit de leurs souffrances pour transporter l'eau ou pour construire leur maison, ils étaient d'une certaine façon plus

heureux par le passé, avant que les choses ne soient « établies » dans la Colonia. Héctor me le fit remarquer lorsqu'il parla avec admiration de voisins qui avaient conjugué leurs efforts pour installer une canalisation d'eau et un robinet public en 1974. Doña Fili aimait me rappeler combien la solidarité des premiers temps de la colonia, au début des années soixante-dix, lui manquait ; lorsqu'en dépit des privations et des souffrances du moment, elle et ses voisins prenaient soin les uns des autres. En 1988, contrairement aux débuts impétueux de l'invasion de Santo Domingo, les habitants ne connaissaient plus les familles voisines : « Comme si nous étions dans un quartier de classe moyenne » déclara Doña Fili, quelque peu méprisante. Elle illustre ainsi le propos de Guillermo de la Peña (1990 : 105) selon lequel « nous ne devons pas faillir à apprécier l'euphorie communautaire des pionniers luttant pour des services sociaux, ou même, celle des familles et parents luttant collectivement pour leur survie ».

*L*orsque je parvenais à faire parler Marcelo sur son enfance à Guerrero, il mentionnait fréquemment que même s'il vivait pauvrement au sein d'une famille de dix enfants, il n'avait « jamais manqué de nourriture ». En 2000, il était largement moins optimiste sur sa propre aptitude à prendre soin de ses cinq enfants. Le manque de mobilité économique des générations récentes d'hommes et de femmes était, pour beaucoup, surprenant et stupéfiant. C'est ainsi que Marcelo, un ancien sergent-chef dont l'excellente performance scolaire en deuxième année du cours moyen lui permit de porter fièrement le drapeau mexicain et même de rencontrer le président Echeverría, était loin d'être un champion de la politique en 2000.

La démocratie doit être revu en termes d'ethnicité et de genre (Radcliffe et Westwood, 1996). Toutefois, en traçant la trajectoire des aspirations et des mouvements populaires de Santo Domingo en 1994, depuis un débat public en mai jusqu'à la fin de l'année, nous remarquons que les hommes et les femmes perdent leurs espérances s'ils n'obtiennent pas les changements voulus. En 1999, Gabriel ne citait quasiment plus le *Subcomandante* Marcos, mais avec un petit sourire narquois faussement stoïque, il me disait : « au Mexique, il y a toujours un hic quelque part »<sup>12</sup>.

Au printemps 1994, lorsque les discussions à la Colonia Santo Domingo se sont concentrées sur les élections présidentielles, les hommes et les femmes débattaient du rôle qu'ils pourraient jouer dans l'avenir de leur pays. Certains habitants de la communauté se sentaient surtout concernés par l'éducation des pauvres et des exclus, et se préoccupaient moins des résultats de la lutte électorale ; d'autres avaient particulièrement peur que le résultat des élections ne déranger la distribution des pouvoirs pré-établis ; et beaucoup d'entre eux semblaient anxieux devant les éventuels liens entre l'instabilité politique et les nouvelles annonçant que l'armée mexicaine achetait un nombre croissant de « véhicules anti-émeutes » aux Etats-Unis.<sup>13</sup>

Depuis ce moment et dans le sillage de l'effondrement financier de 1995 qui plongea les gens dans un grand désespoir, l'humeur politique de mes amis de Santo Domingo correspondait de plus en plus à un désenchantement, rompant avec l'intérêt de dénoncer les complots politiques dominants et avec l'espoir d'un avenir meilleur. À ce titre, l'évolution de la culture politique populaire chez les hommes de la colonia est analogue au processus plus général, commun à tout

le Mexique, décrit par Claudio Lomnitz (1995 : 42) : « Le rituel politique se substitue aux arènes de discussions et d'argumentations, créant des idiomes hégémoniques d'accords entre des points de vue (culturels et politiques) divers et variés [...] » (voir aussi Lomnitz, 1998).

Le sentiment de désillusion, et même d'indifférence conventionnelle, quant à la possibilité d'un changement politique au Mexique est de nos jours plus fort que jamais dans le quartier. Qu'il s'agisse d'une coïncidence ou non, après 1995, le nombre de vols à la tire et de crimes à Mexico augmenta considérablement. Ironiquement, la désillusion est plus forte chez les hommes que chez les femmes du quartier, comme si ceux-là avaient davantage d'espérances politiques dans le vote et le changement électoral.

Ceci n'est pas surprenant pour une communauté qui s'est fondée sur une volonté politique longtemps indépendante, et sur la mobilisation d'un grand nombre de femmes. Alejandra Massolo (1994 : 35) souligne que, comme dans d'autres communautés mexicaines où les femmes ont été des leaders et des militantes de luttes populaires depuis les années 1970, ce que l'on entendait par « politique » et par « faire de la politique » a souvent laissé de côté les efforts « informels » des femmes pour élargir et diversifier le domaine public.

Dans la même veine, Aida Hernández (1998b : 116) a récemment écrit que les récits des luttes des populations indigènes du Chiapas ne peuvent pas continuer d'ignorer les femmes indigènes, « ces nouveaux acteurs politiques qui ne changent pas uniquement la dynamique culturelle de leur propre communauté mais aussi l'arène politique de l'Etat et de la nation ».

Le regain d'intérêt et d'activisme au moment des élections de 1994 convergea temporairement avec la participation plus durable des femmes dans les mouvements sociaux cette dernière décennie, mais ce regain disparu assez rapidement au début de l'année 1995. Toutefois, l'impact qu'aura la culture politique populaire sur l'opposition dans les diverses activités de rues et au sein des familles de la capitale, sera essentiel pour le développement de la démocratie au Mexique.

### Post-scriptum aux élections de 2000

*Pedro m'accueillait d'un « Salut Mateo! » au début du mois d'août 2000, environ un mois après les élections présidentielles. « Devine quoi! Maintenant nous aussi au Mexique nous avons la démocratie! On a dû choisir parmi une bande d'imbéciles! ». De manière évidente, les fruits de la politique néo-libérale tournaient au vinaigre. L'achèvement de la « vraie démocratie » au Mexique avait été présenté, pendant de nombreuses années, comme s'élevant en crescendo à la suite des élections présidentielles de 1988, comme s'articulant autour de la volonté d'obtenir un choix parmi plusieurs candidats en dehors du système de parti unique (le PRI). Pourtant, pour une raison ou pour une autre, avec trois candidats majeurs en 2000 (ou deux et demi car Cárdenas n'était pas vraiment candidat et par conséquent ses votes prirent plus la forme d'une protestation électorale), la majorité des gens que je connaissais à Santo Domingo étaient restés peu enthousiastes. Beaucoup d'entre eux me dirent à la fin de l'été 2000 qu'il s'agissait, comme d'habitude, d'une politique de dinosaures. La différence était simplement l'entrée de nouvelles espèces dans « le Jurassic Park » qu'était depuis longtemps devenue l'arène politique mexicaine.*

### Notes

- 1 On appelle *paracaidismo* les mouvements d'envahissement de terrains en friche au Mexique
- 2 De façon surprenante, les élections ont été très peu étudiées en anthropologie. Parmi les exceptions notables on trouve : Abéles 1988, 1997 ; Martinez-Alier et Boito Júnior 1977 ; Stolcke 1988.
- 3 Cette expression mexicaine intraduisible fait référence au *metate*, une pierre servant à moudre le maïs pour les tortillas. Donc, les femmes qui fuient la *metate* abandonnent, selon l'expression, leur rôle traditionnel de préparation du plat principal de l'alimentation mexicaine.
- 4 « ¡ Democracia en la ciudad y en la casa ! »
- 5 Pour une excellente histoire concise de la sphère publique au Mexique voir Lomnitz (1995). Pour une théorie originale sur « *matriotismo* » dans l'arrière pays catholique et conservateur du Mexique voir González (1987).
- 6 La référence au « déplacement de la volonté politique démocratique » est empruntée à Jüngen Habernas (1991:36) qui analyse une situation politique et historique très différente, mais néanmoins intéressante pour l'étude de la démocratie et de la culture politique mexicaine. Malgré un contexte très différent, l'analyse d'Habernas sur la manipulation gouvernementale des campagnes électorales en Allemagne unifiée est pertinente par la façon similaire dont les partis politiques de ces pays respectifs ont cherché à provoquer un enthousiasme populaire pour les élections.
- 7 Voir les commentaires de Gledhill (1995) et également Gledhill (1997) sur les questions de rébellion et de changement.
- 8 A cette époque Stolcke écrivait sous le nom de Martinez-Alier
- 9 Cette analyse contraste avec le point de vue plus habituel selon lequel le mode primaire d'entrée des femmes dans les mouvements sociaux et la politique populaire en Amérique Latine existe à travers leurs revendications de mères.
- 10 Angela avait été convaincue, par la lecture d'un article de journal citant un renégat du EZLN, que l'évêque Samuel Ruiz du Chiapas avait été déçu par les Zapatistes, bien que son fils Noé ait tenté de la persuader qu'en fait Ruiz était « l'un d'entre eux ».
- 11 Souvent inaperçue dans le sens politique et dans les analyses économiques politiques. Très certainement, les féministes ont attiré l'attention sur les femmes, bien qu'elles aient plus concentré leur attention sur l'influence des femmes sur les femmes elles-mêmes plutôt que sur les hommes et sur les femmes en association, c'est à dire sur la société en général.
- 12 « *En México nunca falta una mosca en la sopa* »
- 13 Voir *La Jornada*, 6 juin 1994. Ces achats ont apparemment continué ; voir *La Jornada*, 15 mars 1998. Voir également Aguayo (1998) pour la documentation d'archives sur les intérêts (et les interventions) des Etats-Unis dans le processus électoral du Mexique.
- 14 Les Communautés Chrétiennes de Base sont des mouvements populaires appartenant à l'Eglise Catholique en Amérique latine et dont le but est d'assurer la justice par les efforts directs du clergé et des laïcs.
- 15 Par éducationm Fili pense à bien plus que l'école officielle. Dans sa remarque elle sous-entend que l'éducation implique tout autant une conscience et un éveil social que la connaissance livresque.
- 16 Une *vecindad* est un immeuble d'appartements d'une pièce avec des salles de bain et des robinets communs en général autour d'une cour commune.

### Bibliographie

- Abélès, Marc, 1988, « Modern Political Ritual: Ethnography of an Inauguration and a Pilgrimage by President Mitterrand » dans *Current Anthropology* 29(3), p. 391-399.
- Abélès, Marc, 1997, « Political Anthropology: New Challenges, New Aims » dans *International Social Science Journal* 49(3), p. 319-332.
- Bartra, Roger, 1981, *Las redes imaginarias del poder político*, Mexico, Era.
- Bennett, Vivienne, 1998, « Everyday Struggles: Women in Urban Popular Movements and Territorially Based Protests in Mexico. » dans Victoria E. Rodríguez (éd.), *Women's Participation in Mexican Political Life*, Boulder, CO, Westview, p. 116-130
- Centeno, Miguel, 1997, *Democracy within Reason : Technocratic Revolution in Mexico*, 2d éd., University Park, Pennsylvania State University Press.
- Craske, Nikki, 1993, « Women's Political Participation in *Colonias Populares* in Guadalajara, Mexico » dans Sarah A. Radcliffe and Sallie Westwood (éds), *'Viva': Women and Popular Protest in Latin America*, London, Routledge, p. 112-135
- De la Peña, Guillermo, 1990, « La cultura política entre los sectores populares de Guadalajara » dans *Nueva Antropología* 11(38), p. 83-107.
- Gledhill, John, 1995, *Neoliberalism, Transnationalization, and Rural Poverty : A Case Study of Michoacán*, Mexico, Boulder, CO, Westview.
- Gledhill, John, 1997, « Liberalism, Socio-economic Rights, and the Politics of Identity : From Moral Economy to Indigenous Rights » dans Richard A. Wilson (éd.), *Human Rights, Culture and Context : Anthropological Perspectives*, London, Pluto Press, p. 70-110.
- González, Luis, 1987, « Suave matría : Patriotismo y matriotismo » dans *Nexos* 108, p. 51-59.
- González de la Rocha, Mercedes, 1994, *The Resources of Poverty : Women and Survival in a Mexican City*, Oxford, Blackwell.
- González de la Rocha, Mercedes, 1999, « Hogares de jefatura femenina en México : Patronos y formas de vida. » dans Mercedes González de la Rocha (éd.), *Divergencias del modelo tradicional : Hogares de jefatura femenina en América Latina*, Mexico, CIESAS/Plaza y Valdés, p. 125-53.
- Gutmann, Matthew C., 1996, *The Meanings of Macho : Being a Man in Mexico City*, Berkeley, University of California Press.
- Habermas, Jürgen, 1991, « What Does Socialism Mean Today? The Revolutions of Recuperation and the Need for New Thinking. » dans Robin Blackburn, (éd.), *After the Fall : The Failure of Communism and the Future of Socialism*, London, Verso, p. 25-46.
- Hellman, Judith Adler, 1992, « The Study of New Social Movements in Latin America and the Question of Autonomy. » dans Arturo Escobar et Sonia E. Alvarez (éds), *The Making of Social Movements in Latin America : Identity, Strategy, and Democracy*, Boulder, CO, Westview, p. 52-61.
- Hellman, Judith Adler, 1994, « Mexican Popular Movements, Clientelism, and the Process of Democratization. » dans *Latin American Perspectives* 21(2), p. 124-142.
- Hernández, Aida, 1998, « Between Hope and Adversity : The Struggle of Organized Women in Chiapas since the Zapatista Rebellion. » dans *Journal of Latin American Anthropology* 3(1), p. 102-120.
- Herzfeld, Michael, 1997, *Cultural Intimacy : Social Poetics in the Nation State*, New York, Routledge.
- Jaquette, Jane, 1998, « Conclusion : *Haciendo Política*. The Mexican Case in Perspective » dans Victoria E. Rodríguez (éd.), *Women's Participation in Mexican Political Life*, Boulder, CO, Westview, p. 219-227

- Jelin, Elizabeth, 1990, « Citizenship and Identity : Final Reflections. » dans Elizabeth Jelin (éd.), *Women and Social Change in Latin America*, London, Zed Books, p. 184-207.
- Kapur, Vatsala, 1998, « Women's Contribution to the Democratization of Mexican Politics : An Exploration of their Formal Participation in the National Action Party and the Party of the Democratic Revolution. » dans *Mexican Studies/Estudios Mexicanos* 14(2), p. 363-388.
- Lomnitz, Claudio, 1995, « Ritual, Rumor and Corruption in the Constitution of Polity in Modern Mexico » dans *Journal of Latin American Anthropology* 1(1), p. 20-47.
- Lomnitz, Claudio, 1998, *Modernidad indiana : Nueve ensayos sobre nación y mediación en México*, Mexico, Planeta.
- Martinez-Alier, Verena et Armando Boito, Júnior, 1977, « The Hoe and the Vote : Rural Labourers and the National Election in Brazil in 1974 » dans *Journal of Peasant Studies* 4(3), p. 147-170.
- Massolo, Alejandra, 1992, *Por amor y coraje : Mujeres en movimientos urbanos de la ciudad de México*, Mexico, El Colegio de México.
- Massolo, Alejandra, 1994, « Política y mujeres : Una peculiar relación. » dans *Los medios y los modos : Participación política y acción colectiva de las mujeres*, Alejandra Massolo (éd.), Mexico, El Colegio de México, p. 13-44
- Molyneux, Maxine, 2001, *Women's Movements in International Perspective : Latin America and Beyond*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, England, Palgrave.
- Radcliffe, Sarah et Sallie Westwood, 1996, *Remaking the Nation : Place, Identity and Politics in Latin America*, London, Routledge.
- Rubin, Jeffrey, 1997, *Decentering the Regime : Ethnicity, Radicalism, and Democracy in Juchitán, Mexico*, Durham, NC, Duke University Press.
- Stolcke, Verena, 1988, *Coffee, Planters, Workers and Wives : Class Conflict and Gender Relations on São Paulo Plantations, 1850-1980*, New York, St. Martin's.

## RESUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Cet article se base sur l'étude ethnographique d'un quartier populaire de la ville de Mexico, la colonia Santo Domingo, fondée par des « envahisseurs » il y a 30 ans. En prenant l'exemple des élections présidentielles mexicaines de 1988, 1994 et 2000, on observe qu'à Santo Domingo au cours des 20 dernières années, les hommes et les femmes ont envisagé les élections et les mouvements urbains populaires en tant qu'hommes et femmes, avec des idéaux différents pour améliorer leur vie et leur société, et pour être des citoyens et des citoyennes culturels.

\*\*\*

*Este artículo ofrece un estudio etnográfico de un barrio popular de la Ciudad de México, la colonia Santo Domingo, fundada por «invasores» hace 30 años. Utilizando el ejemplo de las elecciones presidenciales en México de*

*1988, 1994 y 2000, se argumenta que en Santo Domingo en los últimos 20 años, los hombres y las mujeres se han enfrentado al voto y a los movimientos urbanos populares como hombres y mujeres, con sueños diferenciados para mejorar su vida y sociedad, y por ser ciudadanos y ciudadanas culturales.*

\*\*\*

This article is based on the ethnographic study of a popular area of the town of Mexico, the colonia Santo Domingo, founded thirty years ago by 'invadors'. In using the example of the presidential elections in Mexico in 1988, 1994 and 2000, we observe that in Santa Domingo over the last twenty years, men and women have envisaged the elections and the popular urban movements as men and women, with different dreams for improving their lives and society, and of being cultural citizens.

---

Mots clés : Mexico, ethnologie, quartier populaire, élections, citoyenneté, genre

Palabras claves : México, etnología, barrio popular, elecciones, ciudadanía, género

Keywords : Mexico, ethnography, popular area, elections, citizenship, gender



LE CERRO DEL JUDIO DOMINE TOUT LE QUARTIER DE SAN JERONIMO, OU LES FRONTIERES ENTRE CLASSES RICHES ET CLASSES PAUVRES SONT TACITEMENT RECONNUES PAR TOUS LES HABITANTS (CLICHÉ : ALAIN MUSSET)

---

## PRATIQUES ET PERCEPTIONS DE L'ESPACE URBAIN DANS DES QUARTIERS POPULAIRES DE MEXICO

MARC GUERRIEN\*

**L**A MÉTROPOLISATION DE LA VALLÉE DE MEXICO a contribué sous divers aspects à une forme d'« éclatement » de la ville issue de l'époque industrielle, phénomène qui se retrouve aujourd'hui à des degrés plus ou moins importants dans toutes les grandes agglomérations latino-américaines et dans de nombreuses autres du monde occidental. À Mexico, les signes de fragmentation se multiplient dans le paysage urbain avec la privatisation des espaces pratiqués et vécus par les couches les plus favorisées de la population. Le symbole le plus spectaculaire de ce phénomène est la prolifération au cours des dernières décennies des lotissements ou quartiers fermés et privés dans des périphéries de l'agglomération qui cessent dans une large mesure de l'être tant l'extension urbaine a induit la décentralisation – voire l'« acentralisation » – des pratiques de la ville par ses habitants.

La recherche urbaine se penche chaque fois davantage sur cet aspect évident de la problématique de la fragmentation de l'espace urbain, mais celle-ci reste difficilement compréhensible sans une analyse « par le bas ». Or l'étude des mécanismes d'inclusion et d'exclusion socio-spatiales, à partir des pratiques et perceptions de l'espace urbain des résidents de quartiers populaires, révèle une certaine accentuation des formes de repli sur soi et d'isolement, liée à création des lotissements et quartiers privés, parfois appelés « ghettos de riches ».

C'est dans ce contexte qu'il nous est apparu pertinent de réaliser une enquête dans des quartiers populaires du Sud-Ouest de Mexico, où précisément se sont multipliés ces quartiers fermés, destinés aux couches aisées de la population, afin d'étudier les pratiques, perceptions et représentations de l'espace urbain parmi leurs habitants, qui généralement restent exclus de la modernité tout en

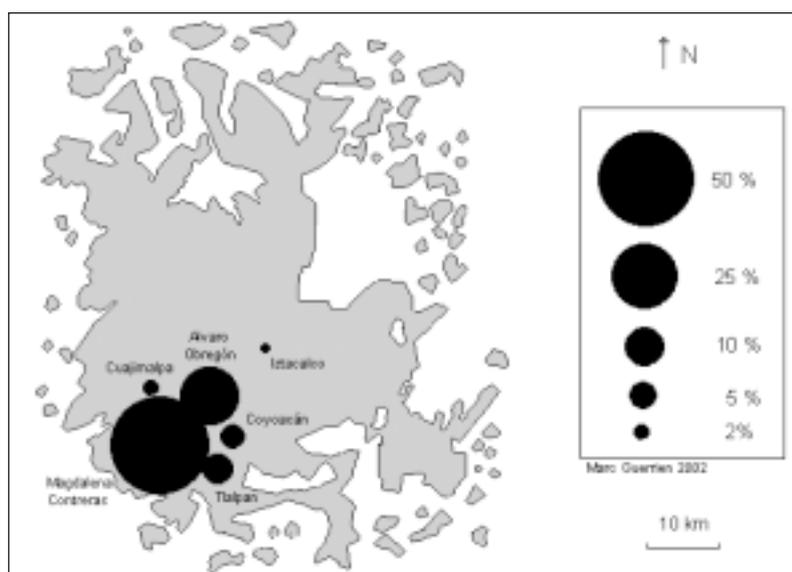
\*EHESS-GGSEU (Bguerrien@aol.com)

constituant une majorité silencieuse. Mais avant de donner la parole aux personnes interrogées et de proposer quelques analyses sur les résultats de cette enquête réalisée sur le terrain entre août 2000 et mars 2001 grâce à la collaboration de deux jeunes de ces quartiers du Sud-Ouest du District Fédéral, il convient de présenter les caractéristiques démographiques et socio-économiques de l'échantillon étudié.

### UN ÉCHANTILLON REPRÉSENTATIF DES MILIEUX POPULAIRES DU DISTRICT FÉDÉRAL

L'enquête a été effectuée sur un échantillon de 78 personnes – 40 hommes et 38 femmes – de plus de seize ans résidant parmi différentes colonies populaires du Sud-Ouest de l'Aire métropolitaine de la Ville de Mexico. Plus de 90 % des personnes interrogées vivent au sein des délégations de la Magdalena Contreras, Alvaro Obregón ou Tlalpán, quelques autres habitent celles de Coyoacán, Cuajimalpa et Iztacalco.

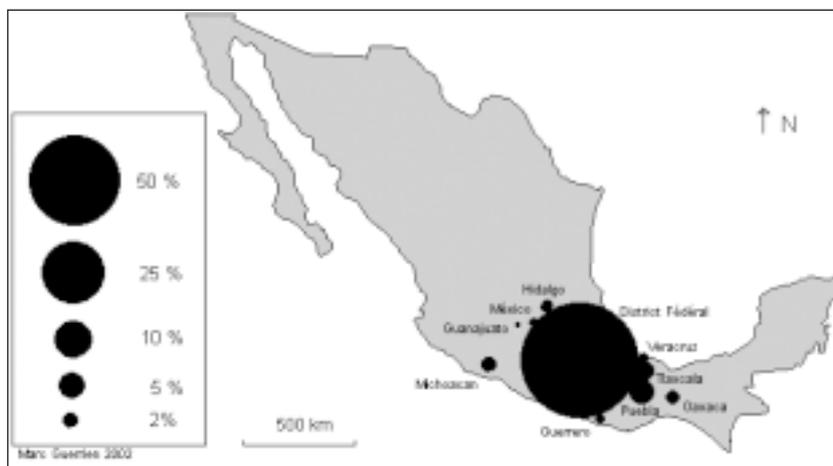
FIGURE N° 1 : LIEU DE RÉSIDENCE DES PERSONNES INTERROGÉES



Dans l'ensemble, il s'agit d'une population plutôt jeune puisque la moyenne est de 30 ans, la médiane de la distribution se situe à 27 et la classe modale est 25-30 ans. On se situe ici à peu près dans les standards d'une agglomération à la population encore relativement jeune, où les jeunes adultes constituent la catégorie la plus importante.

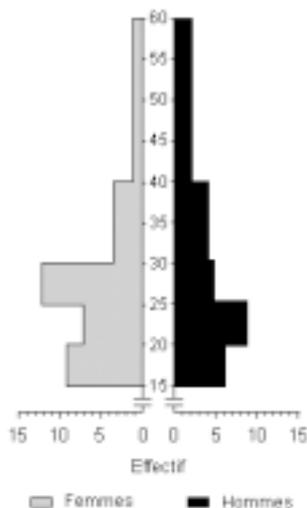
Cette jeunesse de la population, née le plus souvent à la fin de l'explosion démographique de l'agglomération et de l'exode rural (ayant « profité » à la vallée de Mexico), explique que près des trois quarts des personnes interrogées soient nées dans la capitale. Ainsi, il s'agit majoritairement de purs *chilangos*, comme les

FIGURE N° 2 : LIEU DE NAISSANCE DES PERSONNES INTERROGÉES



provinciaux mexicains appellent de manière dépréciative les habitants de la capitale. Ici, on est donc en présence de représentants de la première génération « post-explosion » urbaine, autrement dit de celle qui est appelée à stabiliser démographiquement Mexico pour la première fois depuis 50 ans. En effet, ce sont souvent les parents des personnes interrogées qui ont migré au cours des décennies précédentes vers la capitale puisque près des deux tiers d'entre eux sont nés en province. Toutefois, 26,91 % des personnes interrogées – généralement les plus âgées – sont nées en dehors du District Fédéral, essentiellement dans les États voisins du centre du Mexique, et notamment ceux de Puebla et Tlaxcala. Avec ceux de Veracruz et Michoacán, ces États correspondent aussi aux

GRAPHIQUE N° 1 : AGE ET SEXE DES PERSONNES INTERROGÉES



principales régions d'où sont originaires les parents des personnes interrogées.

Comme pour l'âge, ces caractéristiques sont assez représentatives de ce que l'on peut trouver sur l'ensemble du District Fédéral puisque selon le comptage de 1995 réalisé par l'Institut national d'économie géographique et informatique (INEGI), 75,32 % des habitants du District Fédéral y seraient nés. La comparaison entre le nombre de frères et sœurs des personnes interrogées (4,32 en moyenne) et leur nombre d'enfant (1,19) montre à quel point il s'agit de la génération de la transition démographique. Évidemment, le faible nombre d'enfants s'explique par la jeunesse de l'échantillon, mais il reflète une réalité constatée par tous les démographes : la grande modification des comportements en terme de natalité entre la génération actuelle – essentiellement « urbaine » depuis la naissance – et celle des parents.

En ce qui concerne le nombre moyen d'habitants par logement, il est légèrement plus élevé que la moyenne du District Fédéral (4,64 sur cet échantillon contre 4,21 dans le D.F. en 1995). Mais ici, il convient surtout de remarquer que la médiane de l'échantillon n'est que de 3,82 ; ce qui signifie qu'une proportion de logements abrite de nombreux résidents, alors que plus de 80 % d'entre eux ont cinq habitants ou moins. Vu la jeunesse d'ensemble de la population, cela révèle l'évolution des comportements par rapport au logement : le plus souvent seule la famille nucléaire réside sous le même toit. Par conséquent, l'on constate une rupture progressive avec la tradition patriarcale mexicaine, qui maintenait au sein d'un même foyer plusieurs générations de membres de la



FIGURE N° 3 : LIEU DE NAISSANCE DES PARENTS DES PERSONNES INTERROGÉES

famille (de la mère du père à la belle fille avec ses jeunes enfants).

Le niveau d'étude des personnes interrogées semble lui aussi se situer dans des proportions comparables à ceux observés sur l'ensemble de l'agglomération. Plus des trois quarts des individus de l'échantillon ont eu un enseignement secondaire, ce qui témoigne d'un niveau d'éducation appréciable par rapport à leurs revenus, généralement très faibles. La majorité sont des employés de service peu ou pas qualifiés gagnant généralement à plein temps l'équivalent de 1 à 3 salaires minima (qui s'élève à environ 100 \$ U.S. par mois).

Enfin, en ce qui concerne le nombre d'heures hebdomadaires de travail, il est

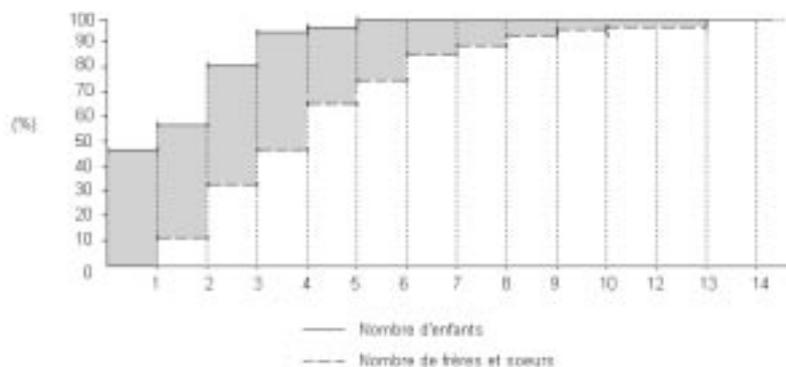
FIGURE N° 4 : LIEU DE RÉSIDENCE DES FRÈRES ET SŒURS DES PERSONNES INTERROGÉES.



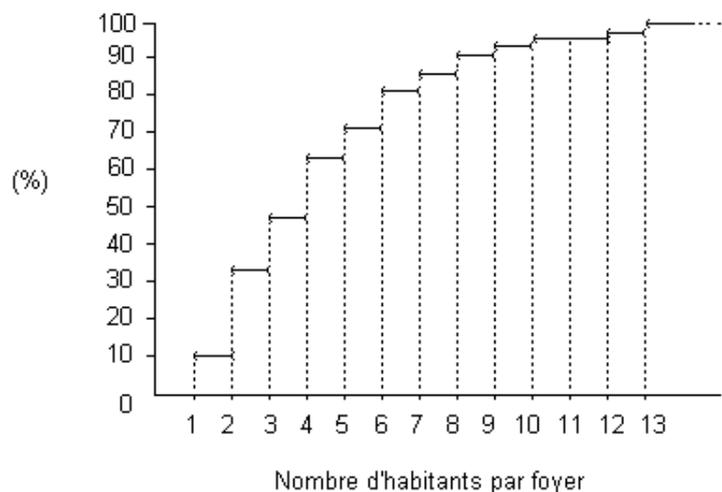
très élevé du fait que plus du cinquième des personnes interrogées déclarent que leur occupation principale est de faire des études. En fait, les garçons travaillent systématiquement, au moins quelques heures par semaine, en dehors de l'école afin de subvenir à leurs besoins ou soutenir leur famille. On notera que même si une majorité de femmes travaillent, celles-ci font dans l'ensemble beaucoup moins d'heures par semaine que les hommes; ce qui montre que la seule lecture des taux d'activité – de toute façon inférieurs pour les femmes – est insuffisante pour conclure à une évolution nette vers la parité et la symétrie des responsabilités au sein du couple dans la capitale. En réalité, dans ce type de quartiers populaires, il semble que les rôles restent dans l'ensemble clairement établis et qu'ils sont plus fondés sur la complémentarité que sur l'égalité. Lorsque la femme travaille hors du foyer, il s'agit généralement d'une activité d'appoint destinée à compléter les revenus insuffisants de son mari ou de ses enfants.

De la même manière, l'État civil montre à quel point il convient d'être pru-

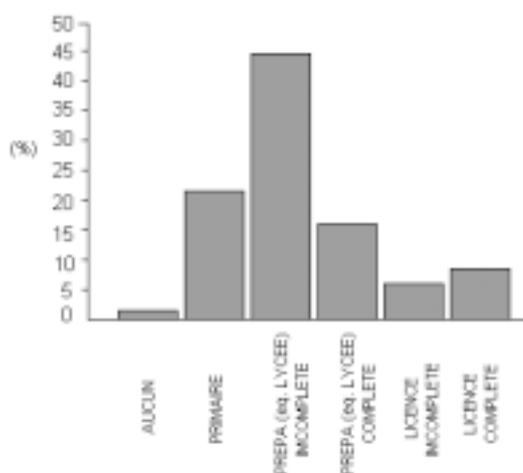
GRAPHIQUE N° 2 : COURBES DES FRÉQUENCES CUMULÉES DU NOMBRE D'ENFANTS ET DU NOMBRE DE FRÈRES ET SŒURS DES PERSONNES INTERROGÉES



GRAPHIQUE N° 3 : FRÉQUENCES CUMULÉES DU NOMBRE D'HABITANTS PAR FOYER

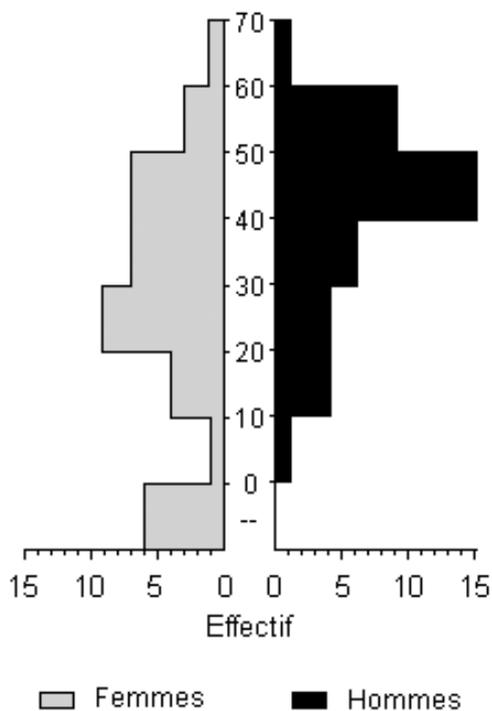
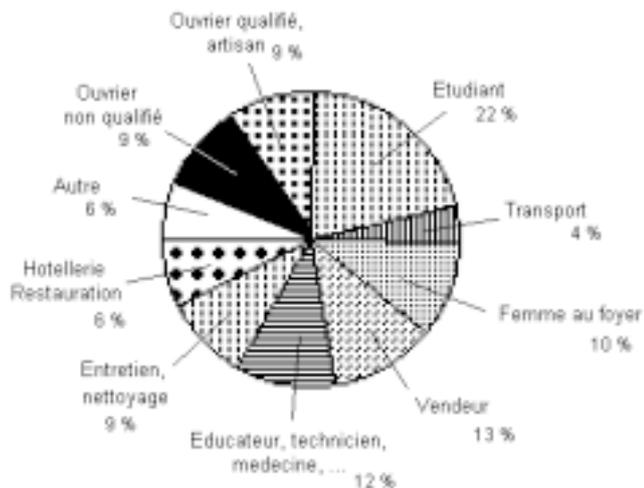


GRAPHIQUE N° 4 : NIVEAU D'ÉTUDE DES PERSONNES INTERROGÉES

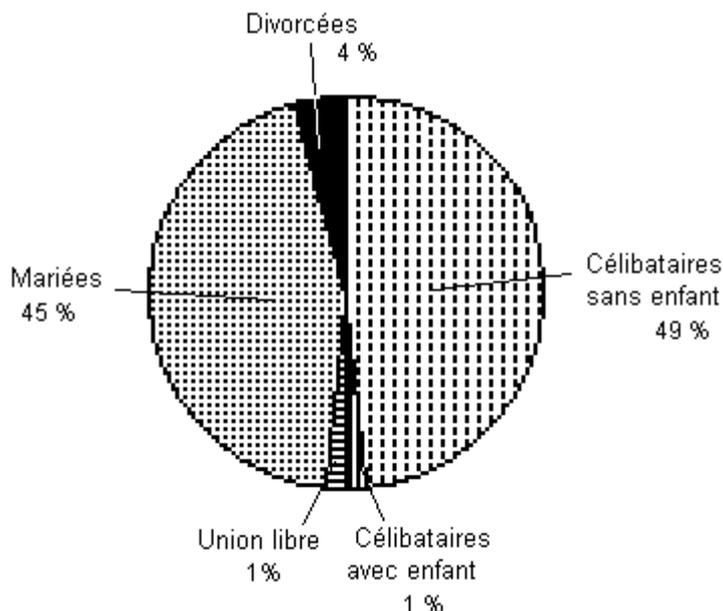


dent pour évaluer l'évolution des mœurs de la population des quartiers populaires de Mexico. En effet, si près de la moitié des personnes interrogées demeurent célibataires, principalement du fait de leur jeunesse et de l'inachèvement de leurs études, près de la moitié sont mariées et seuls quelques individus isolés – bénéficiant systématiquement du plus haut niveau d'éducation et du meilleur revenu – vivent en « union libre » ou sont divorcés. Donc, si l'on se marie plus tard et si l'on fait moins d'enfants chez les *chilangos* d'aujourd'hui, l'institution du mariage semble rester forte dans les quartiers populaires de Mexico. Ce phénomène est peut-être un peu moins net dans les couches plus aisées, où le divorce, par exemple, est plus courant de nos jours, comme le laisse suggérer la carte ci-dessous où l'on observe que les délégations aux indicateurs socio-économiques les plus favorables

GRAPHIQUE N° 5 : OCCUPATION PRINCIPALE DES PERSONNES INTERROGÉES



GRAPHIQUE N° 5 : NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL PAR SEMAINE



GRAPHIQUE N° 6 : ÉTAT CIVIL DES PERSONNES INTERROGÉES

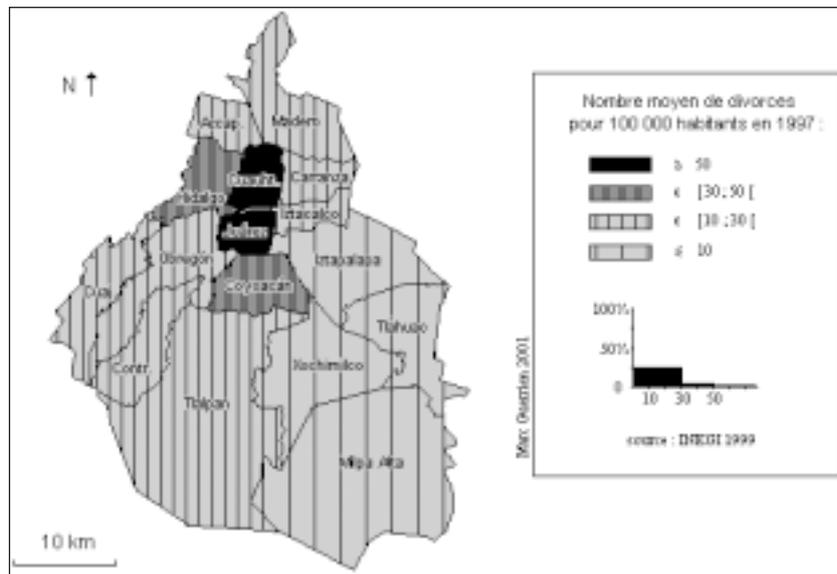
(Hidalgo, Cuauhtémoc, Juárez et Coyoacán) ont les taux de divorce les plus élevés.

Quoi qu'il en soit, l'échantillon apparaît globalement représentatif en termes démographiques, socio-économiques et culturels, de bon nombre de quartiers populaires des périphéries du District Fédéral, et il n'en est que plus intéressant d'étudier les pratiques, perceptions et représentations de l'espace urbain dans lequel vivent les personnes interrogées.

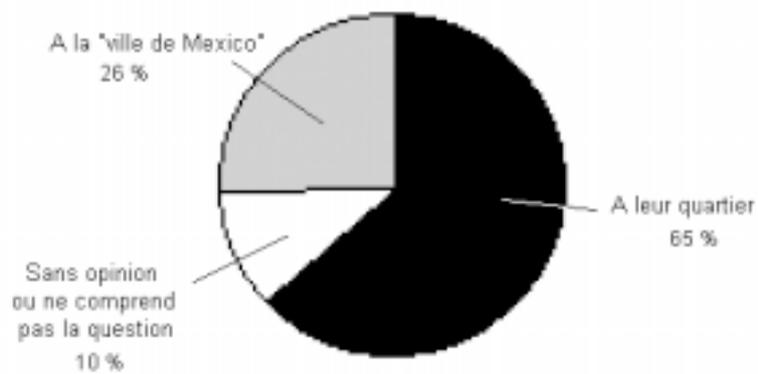
Généralement, les habitants s'identifient bien plus à leur quartier, à leur colonie, ou à celles qui sont voisines qu'au reste de Mexico, une ville surdimensionnée qu'ils fréquentent peu – comme nous le verrons plus loin. Les raisons avancées par les habitants eux-mêmes ne sont guère surprenantes : ils aiment leur quartier parce qu'il s'agit de l'endroit où ils « vivent et s'épanouissent », où ils « s'investissent » (Salvador Robles Rivera), où ils ont « grandi toute leur vie » (Adán Pacanintz Torres), où ils ont « toujours vécu et où tout le monde se connaît », et où se trouvent « leurs gens ». C'est donc la connaissance et la familiarité avec l'espace et surtout avec ses occupants qui permettent l'identification avec celui-ci. Roberto Mora explique ainsi que ce n'est qu'à l'échelle du quartier qu'il perçoit une « union au niveau social ».

L'identification est particulièrement évidente chez les femmes, puisque près des trois quarts d'entre elles se sentent plus « de leur quartier » que « de la ville », contre un dixième seulement chez les hommes. C'est à l'échelle du quartier que les femmes tissent le plus souvent leurs relations sociales. L'idée de « convivialité » revient régulièrement dans leurs réponses pour justifier cet attachement

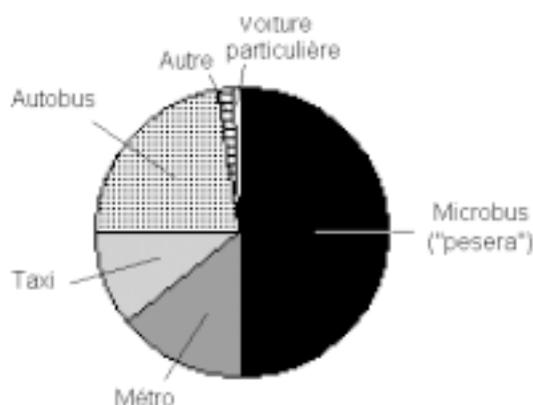
FIGURE N° 5 : TAUX DE DIVORCE DANS LE D.F.



GRAPHIQUE N° 7 : SENTIMENT D'IDENTIFICATION



GRAPHIQUE N° 7 : MOYENS DE TRANSPORT



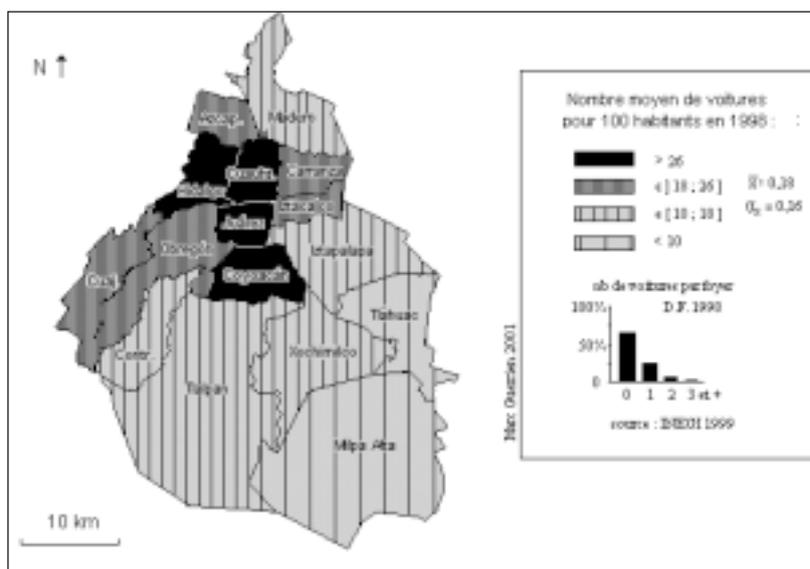
à leur quartier alors que, comme le souligne de manière ingénue Samantha Cabrera, « la ville est trop grande pour pouvoir connaître tout le monde ». De fait, les phénomènes de repli sur soi des différents sous-ensembles de l'agglomération peuvent difficilement être dissociés de l'ampleur de l'extension qu'elle a connue ; dans une ville gigantesque, forcément impersonnelle, on apprécie d'autant plus l'endroit où des rapports de proximité peuvent exister, c'est-à-dire souvent le quartier.

Chez les femmes apparaît aussi de manière récurrente la notion de sécurité, comme chez Angela Martínez qui aime son quartier car là elle se sent « plus tranquille et plus à l'abri ». Par ailleurs, pour un ancien comme Javier Solís Camacho, l'important est que, son quartier, « on le connaît et donc on le respecte ». Dans l'ensemble, on s'identifie à son quartier tout simplement parce que c'est son « environnement social » (Esmeralda Estrada) et que l'on y passe la majeure partie de son temps libre. Cependant une part certes minoritaire mais non négligeable des habitants – notamment des hommes – affirme s'identifier davantage à la ville qu'à son quartier. Les personnes dans ce cas sont généralement celles qui ont la plus grande mobilité à l'intérieur de la ville.

Ainsi, Julio Edgar Vega s'identifie plus à la ville parce qu'il « va partout », de même que Nasheli Septiem justifie sa préférence par le fait qu'elle « va beaucoup en ville ». D'autres l'expliquent en déclarant que leurs « amis se trouvent un peu partout ». Globalement, on constate que ceux qui s'identifient à la ville sont ceux qui ont aussi les plus hauts niveaux d'éducation. Luis Carranza González, médecin de profession, s'identifie ainsi à la ville « pour ses activités culturelles », tandis qu'Albert Rangel Espinoza, étudiant à l'université, préfère la ville car « il y a plus de gens de son style que dans son quartier ». On peut donc penser que l'identification est étroitement liée aux pratiques de la ville des habitants qui sont elles-mêmes, dans une large mesure, dépendantes du niveau de vie et en particulier des moyens en terme de mobilité.

Dans ce contexte, l'étude des moyens de transport utilisés par les personnes interrogées révèle un facteur explicatif indirect de la forte identification au quartier. Alors que seulement deux individus sur les 78 de l'échantillon affirment utiliser une voiture particulière, la quasi-totalité d'entre eux se déplacent en micro-

FIGURE N° 6 : NOMBRE DE VOITURE/HAB. DANS LE D.F.



bus (*peseras*), sinon en autobus, en métro ou en taxi. Cette information est sans conteste un indicateur important de l'origine sociale des personnes interrogées. À Mexico, la possession ou non d'une voiture conditionne fortement les pratiques et les modes de vie urbains et marque ainsi souvent les frontières sociales. Sur l'ensemble de l'Aire métropolitaine de la vallée de Mexico près des deux tiers des foyers ne disposent pas d'automobile.

Cet échantillon se place clairement parmi cette population puisque seulement trois des 78 personnes interrogées déclarent que leur foyer dispose d'une voiture, et qu'une seule autre personne cite l'automobile comme l'un de ses moyens de déplacement. L'on est donc en présence d'un échantillon où, sachant que la moyenne est de 4,64 habitants par foyer, il y a moins d'une voiture (0,84) pour 100 habitants, alors que la moyenne dans les délégations de Contreras, Tlalpan et Obregon varie entre 18 et 22 voitures pour 100 habitants. Cela montre à quel point le parc est concentré parmi les familles aisées qui souvent disposent de trois ou quatre véhicules, alors que dans les milieux populaires comme celui dont sont originaires les personnes interrogées, il est exceptionnel qu'il y ait au moins un véhicule dans le foyer. Toutefois la population de l'échantillon ne saurait être classée comme appartenant aux couches les plus pauvres de l'agglomération ou du District fédéral : le fait qu'un individu sur cinq cite le taxi comme l'un des moyens de transport utilisés semble plutôt indiquer la présence d'une petite classe moyenne (mais nous reviendrons plus loin sur l'ambiguïté du concept de « classe moyenne » au Mexique).

Vu l'inconfort des *peseras* (camionnettes où peuvent s'entasser jusqu'à quarante personnes aux heures de pointe) et leur coût élevé (un voyage aller et retour avec changement vaut entre 8 et 10 pesos, alors que le salaire minimum

est inférieur à 40 pesos par jour), on comprend pourquoi la population de ces quartiers populaires se déplace peu à l'intérieur de la ville. À l'exception des déplacements « obligatoires », principalement liés au travail, on constate en effet que les personnes interrogées ne semblent guère enclines à s'éloigner de leur quartier pendant leur temps libre, que ce soit pour les loisirs ou les achats.

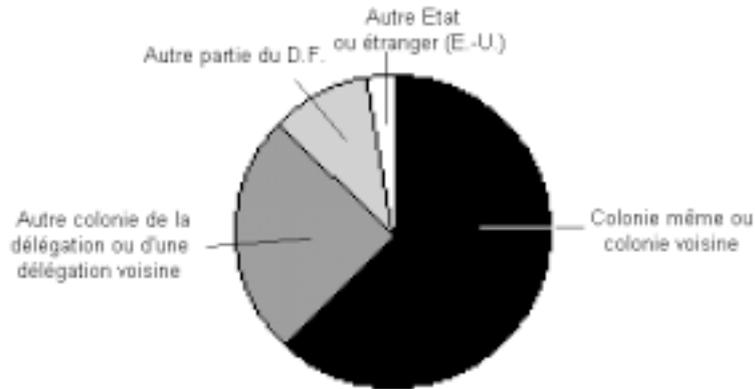
L'inscription hyperlocale des activités de loisir se traduit, par exemple, dans le fait que parmi les 58,14 % des personnes déclarant avoir une activité sportive plus ou moins régulière<sup>1</sup>, 84 % d'entre elles le font dans leur quartier ou ses alentours. Le football et le basket-ball sont les sports les plus pratiqués, notamment sur les terrains publics disséminés dans les délégations Contreras ou Obregón. Par ailleurs, la télévision et la lecture sont des divertissements souvent cités et très répandus. Mais, d'une manière plus générale, les activités de loisirs les plus mentionnées restent le bavardage, le partage du temps libre avec la famille et les amis, la musique, les fêtes, etc. Autrement dit, des activités peu coûteuses, non liées directement à la consommation. La notion de convivialité revient en permanence lorsque l'on demande aux personnes interrogées quels sont leurs loisirs. « *Convivir con su gente* », telle est souvent leur activité – presque intraduisible en français – essentielle en dehors du travail. Dans ce contexte, l'étude de l'inscription spatiale des proches permet de mieux comprendre l'identification déclarée au quartier ou à la zone urbaine, plutôt qu'à la ville entière.

85,9 % des personnes interrogées affirment que leurs proches ou leurs meilleurs amis habitent dans leur zone urbaine, et 62,82 % dans la colonie même ou une colonie voisine, contre un dixième seulement dans le reste de l'agglomération. En considérant également l'importance de la convivialité avec les siens, l'on peut remarquer la forte territorialisation des rapports sociaux – ce que les pratiques de consommation semblent confirmer. En effet, l'essentiel des achats se fait dans les marchés populaires situés à l'intérieur des quartiers puisque 87,18 % des personnes interrogées déclarent y faire leurs courses, mais les centres commerciaux « de libre-service » (les supermarchés) attirent au moins occasionnellement plus des deux tiers des personnes interrogées. Ces supermarchés se trouvent en général dans les mêmes zones que l'habitat, mais leur fréquentation nécessite souvent l'utilisation d'un moyen de transport. C'est donc essentiellement l'intense fréquentation des marchés populaires qui traduit l'importante inscription locale de la consommation, alors que les commerces et marchés du centre ne sont cités comme lieux d'approvisionnement que par 8,97 % des personnes interrogées (en général pour des achats de vêtements ou d'équipements ménagers).

Les grandes galeries commerciales modernes copiées sur le modèle des *malls* nord-américains, comme Perisur, Santa Fe ou Altavista, et qui ont fleuri au Sud de Mexico au cours des vingt dernières années, ne sont quant à eux que très peu fréquentés par cette population. Ainsi sur l'échantillon, une seule personne cite spontanément ce type d'espace comme lieu d'achats. Les prix y sont prohibitifs car ils sont destinés à une tout autre clientèle : les couches aisées de la capitale. 56,41 % des personnes interrogées déclarent d'ailleurs ne jamais mettre les pieds dans ces enceintes modernes.

Ces gigantesques établissements semblent donc inscrire dans l'espace les grandes divisions sociales qui caractérisent la ville de Mexico. Bien qu'officiellement ouverts à tous et *de facto* destinés à la « classe moyenne » mexicaine, ils ne sont guère attractifs pour la plupart des personnes interrogées. Parmi la petite moitié de celles qui ont déjà fréquenté ces enceintes ou le font occasionnellement

GRAPHIQUE N° 8 : LIEU DE RÉSIDENCE DES FAMILIERS



(43,59 %), seuls 41,02 % déclarent s’y sentir bienvenus, alors que 42,31 % affirment s’y sentir mal à l’aise. Manifestement, il s’agit pour les habitants des quartiers populaires d’un espace étranger, d’un « autre monde », comme l’affirme sans ambages Samuel Martínez. Dans ces espaces où l’accès privilégié est réservé aux automobiles, les tarifs, mais aussi les codes et les signes en vigueur, ne sont pas les mêmes que dans les zones populaires où vivent la majorité des habitants de Mexico.

Ainsi, ceux qui disent ne pas se sentir à l’aise dans ces endroits expliquent leur sentiment non seulement par le fait que ce soit « très cher », mais aussi parce que « les gens y sont différents » (Edgar Ramirez). « Ce sont des gens que l’on n’a pas l’habitude de fréquenter » (Domingo Montiel Araiza). En un mot, « ce ne sont pas des endroits pour les gens comme moi » (Jorge Castro Aguilar). Certains, souvent les plus jeunes, vont parfois jusqu’à manifester leur malaise par une hostilité vis-à-vis de ces espaces et de leurs occupants, en affirmant de manière récurrente



FIGURE N° 7 : LIEU DE RÉSIDENCE DES FRÈRES ET SŒURS VIVANT À MEXICO

qu'« ils sont prétentieux », qu'« ils sont méprisants », qu'« ils se croient supérieurs », etc.

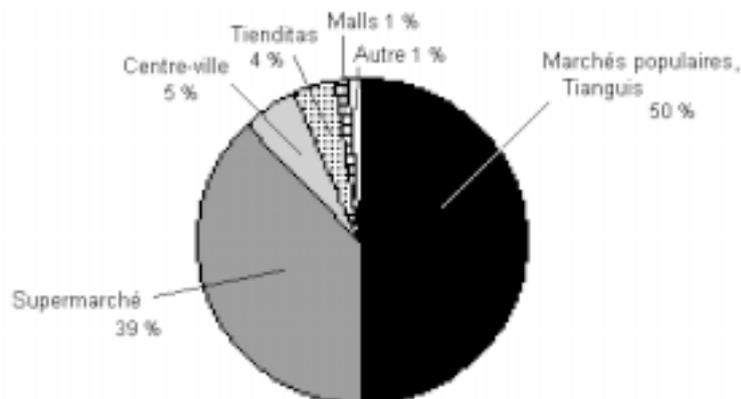
Ceux qui déclarent se sentir à l'aise dans ces endroits n'en perçoivent pas moins les différences qui les distinguent des « vrais habitués ». Ainsi, bien que cela les dérange peu ou ne les complexe guère, ils soulignent presque tous les différences de niveau économique, social et d'éducation. Ils ressentent surtout ces différences dans la manière de s'habiller et de s'exprimer. Ainsi, Sara Galindo affirme qu'elle va volontiers dans ces endroits, mais qu'avant elle « doit se préparer et s'arranger ». Seules quelques-unes des personnes interrogées estiment que les gens sont indifférents et normaux, comme Jorge Hernández Coronel qui trouve là « les gens normaux, pareils que lui ».

## LES PERCEPTIONS DU TERRITOIRE URBAIN

Cette enquête révèle donc que les gens perçoivent les frontières socio-économiques mais aussi culturelles. Et effectivement, les pratiques de l'espace urbain varient beaucoup entre les différentes couches sociales de Mexico. Si la « classe moyenne » et les couches aisées ont une vie sociale très déterritorialisée grâce à leur grande mobilité (permise par la possession d'une automobile, la multiplication des autoroutes urbaines et des axes de circulation rapide au cours des vingt dernières années), les habitants des zones populaires vivent un certain « enracinement » dans des quartiers relativement homogènes socialement. Les modes de consommation et de loisir évoqués jusqu'ici stigmatisent ces pratiques opposées de l'espace urbain et cette déconnexion réciproque des différentes parties de la population. De telles différences sociales s'inscrivent de manière spectaculaire dans le paysage avec la multiplication des rues, lotissements et quartiers fermés et privés, qui se sont multipliés dans les périphéries du Sud de Mexico au cours des dernières décennies.

Le regard porté par les personnes interrogées sur ces lotissements et quartiers fermés et leurs habitants qui se distinguent en s'y installant d'un contexte urbain environnant caractérisé par la pauvreté est dans l'ensemble plutôt négatif, mais néanmoins très variable. Seul 12,82 % des personnes de l'échantillon qualifient spontanément de manière positive ces types d'habitats et leur population lorsqu'on les interroge à ce propos. Julio Vega estime avant tout que leur développement est une bonne chose car ils permettent d'assurer une « bonne sécurité pour les enfants ». Edgar García apprécie quant à lui leurs résidents, qu'il qualifie d'« aimables et bien formés », des termes souvent repris par ceux qui apprécient le développement de ce type de résidences, comme Rocío Gutierrez qui voudrait que « toute la ville soit comme cela ». Mais, évidemment, tout le problème est là : toute la ville n'est pas comme cela, et si elle l'était, ces quartiers surprotégés n'auraient plus de raison d'être.

Les personnes indifférentes, c'est-à-dire 38,46 % de l'échantillon, paraissent parfois conscientes de cela. Elles tiennent généralement un discours proche de celui de Fernando Ruiz Astrada : « c'est bien pour eux, je comprends qu'ils préfèrent ce confort et la sécurité, mais nous devrions tous vivre ensemble et partager ». Beaucoup d'autres personnes, comme Domingo Araiza, n'ont guère d'avis sur un phénomène qui ne semble pas les concerner : « c'est leur style de vie, voilà tout ». Dans l'ensemble, les personnes n'ayant pas de réaction sur la question sont plu-



GRAPHIQUE N° 9 : TYPE DE COMMERCES FRÉQUENTÉS

tôt jeunes; peut-être parce qu'ayant grandi avec ce type d'espaces résidentiels disséminés dans leur délégation, ils ont pleinement intégré leur existence, ne se posent pas de questions sur leur légitimité, et parlent souvent de ces espaces et de leurs habitants avec indifférence, comme s'ils étaient inconnus et étrangers.

Mais presque la moitié des personnes interrogées (48,72 %) expriment une opinion négative sur le développement de ces types d'habitats. Pour José Sánchez, les gens qui vivent dans ces espaces résidentiels veulent avant tout « se distinguer et se séparer des pauvres ». Adán Pacanintz Torres affirme qu'ils le font parce qu'ils « n'aiment pas les gens qui ont des bas revenus et croient que le monde est à eux ». Albert Rangel Espinoza pense quant à lui que « ce sont des sociétés qui veulent se mettre à part de la société commune », et Salvador Robles Rivera regrette que, parce qu'ils appartiennent à la « classe riche, ils refusent de se mélanger ». Finalement l'opinion générale de la moitié des personnes interrogées dénonçant le développement de ces quartiers et leurs habitants pourrait être résumée par le propos de José González Felipe, il apparaît comme le symbole de « la polarisation injuste entre les riches et les pauvres au Mexique ». Tous cependant ne portent pas un regard aussi distant et lucide; un certain nombre de jeunes notamment prononcent des jugements plus agressifs : « pendant qu'ils nous laissent dans la marge, eux vivent comme des rois » (Jorge Castro Aguilar), « ils se croient supérieurs et traitent mal les autres » (Teresa Torres Esquivel), « ils sont racistes avec les gens des quartiers populaires, ils ne nous parlent pas » (Cristina Chávez), « racistes et très prétentieux » (Nasheli Sánchez), etc. En tout cas, pour tous ces gens, « ils ont plus que ce qu'ils devraient avoir ».

Il n'est guère surprenant que les habitants des quartiers populaires alentours portent un regard négatif sur ces quartiers aisés et leurs habitants qu'ils n'ont pas l'habitude de côtoyer; ces derniers ayant souvent un autre mode de vie – « à l'américaine » comme on le qualifie parfois de manière simpliste –, basé sur une grande mobilité à l'intérieur de l'agglomération, et caractérisé par la privacité de l'espace vécu (véhicule particulier, club de sport et de loisir privé, centres commerciaux « semi-privés », écoles et universités privées, etc.). En suivant des réseaux urbains n'incluant pas la rue, les espaces publics, les transports en commun, etc., les classes moyennes et aisées ont tendance à se déconnecter de la majorité de

la population. La réduction au strict minimum des contacts et l'existence de modes de vie urbains distincts, voire antagonistes – basés sur la convivialité et l'immobilité dans les quartiers populaires, sur la flexibilité de l'inscription territoriale et des rapports sociaux dans les couches aisées – entraînent une différenciation des codes de sociabilité dont on peut penser qu'elle explique les commentaires dépréciatifs tels que : « ils sont ridicules » (Antonio Fernández), « ils sont *fresas* » (Sebastián Alvarez), « ils se prennent au sérieux » (Isabel Torres Aztal), etc.

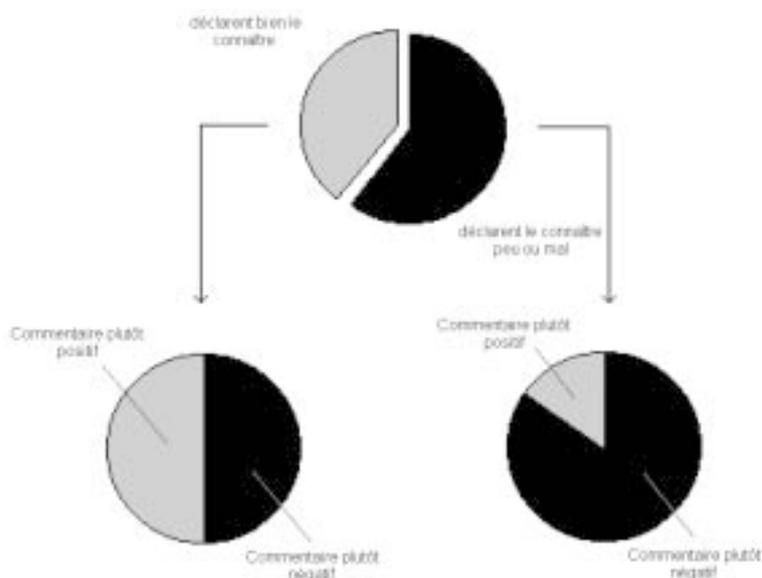
On observe ici une logique d'inclusion/exclusion. La forte inclusion des couches populaires à l'échelle du quartier et l'homogénéité de leurs relations sociales les conduisent à un rejet des représentants d'autres groupes et espaces urbains et donc à une exclusion à l'échelle de l'ensemble de la société urbaine. De la même manière, l'auto-exclusion des couches aisées des espaces publics et leur séparation vis-à-vis des milieux populaires favorisent l'hyperintégration de celles-ci à leur groupe social.

Certes, il convient de rappeler que ces observations marquant nettement l'« inclusion/exclusion » ne sont le fait que d'une partie seulement des personnes interrogées, mais elles sont récurrentes. On peut émettre l'hypothèse que la déconnexion entre les espaces pratiqués par les couches aisées et le reste de l'agglomération, ainsi que les phénomènes dits de fragmentation de l'espace urbain ne sont pas de nature à accroître la mixité et à amenuiser les tensions sociales dans la capitale mexicaine. Le risque est d'entrer dans un « cercle vicieux » où les réactions à l'accroissement des tensions sociales accentueraient chaque fois plus le réflexe sécuritaire et le repli sur soi des catégories favorisées de la population. Celles-ci, n'évoluant quasiment que selon des circuits privés ou semi-privés, sont alors de moins en moins enclines à favoriser le financement des espaces publics - transports en commun (aujourd'hui essentiellement privés à Mexico), éducation, activités culturelles, etc. – puisque les occupants leur paraissent étrangers voire hostiles. D'une certaine manière, elles condamnent les quartiers populaires au repli sur soi. La connaissance, les perceptions et représentations du centre-ville, symbole de l'unité de Mexico, confirment qu'il existe une faible conscience d'appartenance à l'ensemble de la communauté urbaine dans les quartiers populaires étudiés.

En effet, 48 des 78 personnes interrogées (soit 61,54 %) avouent ne pas connaître, ou peu, le centre de Mexico, pourtant très centralisé à l'origine. Beaucoup d'entre elles ne s'y rendent jamais ou très exceptionnellement. En général, ceux qui déclarent connaître le centre-ville sont des hommes et ont un haut niveau d'étude.

Qu'elles déclarent connaître ou non le centre-ville (un critère qui reste assez subjectif), la plupart des personnes interrogées le dévalorisent, puisque deux tiers d'entre elles soulignent ses aspects négatifs (insécurité, saleté, désordre, laid, pauvreté, mendicité, pollution). Seul un quart (25,64 %) des personnes interrogées le qualifient positivement en se référant aux fêtes populaires qui y sont organisées, et surtout en rappelant qu'il s'agit du haut lieu du patrimoine historique et du centre culturel mexicain. Manifestement, l'image négative du centre est liée à l'absence de familiarité des personnes interrogées avec lui. En effet, l'on constate que les personnes qui déclarent le fréquenter régulièrement le dépeignent d'une manière bien moins négative que ceux qui estiment mal le connaître. Parmi les premières, 40 % le caractérisent par sa beauté, ainsi que par sa dimension historique et culturelle, alors que seulement 12,5 % des autres le qualifient de cette manière. De même, l'insécurité semble beaucoup plus la préoccu-

GRAPHIQUE N° 10 : CONNAISSANCE ET PERCEPTION DU CENTRE VILLE



tion de ceux qui ne fréquentent pas le centre (37,5 %) que de ceux qui s'y déplacent régulièrement (16,67 %). Cela laisse penser que la non-fréquentation d'un espace, en biaisant la perception que l'on en a, accroît sensiblement le sentiment d'insécurité qui lui est associé. Ce qui n'est pas forcément justifié par une forte insécurité réelle. Dans le cas de Mexico, où les *media* se jettent sur le moindre incident pouvant survenir à Tepito ou à la Merced pour en aviser les téléspectateurs, les auditeurs ou les lecteurs, le fait de ne disposer que de ces moyens d'information indirects sur le centre accroît son image de lieu d'insécurité. À l'opposé, une expérience directe peut amoindrir cette impression négative.

Quoi qu'il en soit, la perception sociale de la menace semble aujourd'hui très forte à Mexico. Dans notre échantillon, les 78 personnes interrogées sont unanimes : il existe un problème d'insécurité dans la ville. Si un certain nombre d'entre elles estiment être des victimes potentielles de la délinquance ou la violence « n'importe où et n'importe quand », la majorité juge ces espaces particulièrement « dangereux ». Avec 24 mentions (31 % des personnes interrogées), le quartier central de Tepito est l'espace perçu et représenté comme le plus dangereux aux yeux de ces habitants du Sud de l'agglomération. Ensuite, viennent Iztapalapa (cité 12 fois, soit 15 % de l'échantillon), le centre en général (10 fois, 13 %), Nezahualcoyotl (7 fois), puis de nombreuses colonies et délégations du centre, ainsi que certaines périphéries de l'agglomération.

On remarquera que les espaces perçus et représentés comme dangereux sont presque toujours des espaces extérieurs et lointains. 6 seulement des 78 personnes interrogées – moins d'un dixième de l'échantillon – manque de sécurité au sein de leur propre colonie ou quartier. Ainsi, l'insécurité concerne généralement les autres. Notons que les personnes interrogées ne mentionnent jamais

d'agression sur elles ou leurs proches. Si par exemple Roberto Mora estime qu'il y a un grave problème d'insécurité, ce n'est pas parce qu'il a été agressé, mais c'est parce qu'« à la radio et à la télévision, ils parlent tout le temps de vols, de meurtres et d'enlèvements » Ainsi, pour les personnes interrogées, l'insécurité est certes une réalité mais elle est plutôt abstraite, elle ne les concerne pas directement (surtout les hommes). C'est pourquoi, paradoxalement, bien que de nombreux habitants des quartiers populaires constatent qu'il existe un problème d'insécurité, ils affirment ne pas avoir peur d'aller dans les différents lieux de la ville. José Gonzalez Felipe explique ainsi que « l'insécurité est très forte » mais qu'« il n'a peur d'aller nulle part car il a grandi dans la pauvreté ». Comme à propos du centre-ville, où les réponses sont de type « le centre est dangereux, etc. » et « je n'y vais jamais »<sup>2</sup>, il apparaît que la perception du danger associé à un espace dépend beaucoup de sa fréquentation.

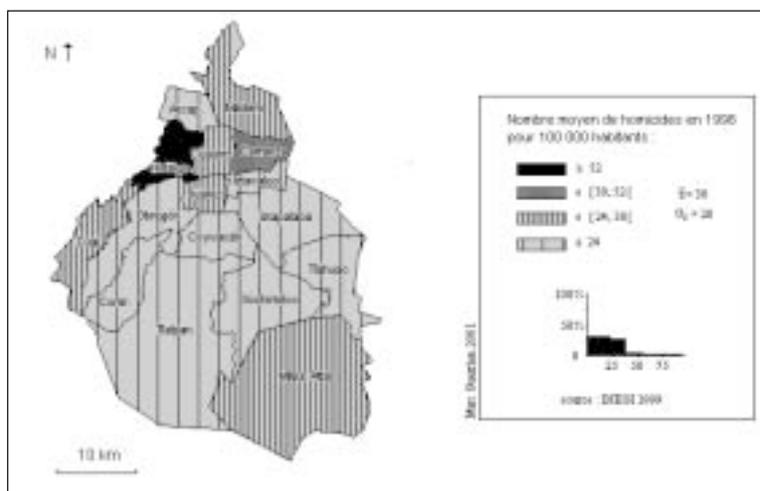
Même si l'échantillon choisi est restreint, cette enquête nous donne un aperçu des pratiques, perceptions et représentations de l'espace urbain parmi les habitants des quartiers populaires périphériques du District Fédéral. Vis-à-vis de l'espace, il existe un lien direct entre connaissance et affinité, ainsi qu'entre méconnaissance et hostilité, que ce soit dans le cas de la relation au centre-ville, ou celui de la relation aux quartiers fermés des couches aisées, ou encore aux grandes galeries commerciales de luxe. Or plus un espace est grand et peuplé, moins il est connu, et plus il est perçu comme hostile ou représenté négativement, ce qui accroît d'autant le sentiment d'insécurité. Tout cela invite à approfondir la réflexion sur la corrélation entre la montée du sentiment d'insécurité, la fragmentation de l'espace urbain et les phénomènes de métropolisation.

### « SOCIOCENTRISME » ET « SPATIOCENTRISME »

Pour terminer le compte rendu et l'analyse des résultats de cette enquête sur les pratiques, perceptions et représentations de la ville parmi les habitants des quartiers populaires du Sud de l'agglomération, nous présenterons de quelles manières ceux-ci définissent le niveau socio-économique de leur colonie, ainsi que les cartes mentales de leur ville qu'on leur a demandé de réaliser.

Trois seulement des personnes interrogées qualifient leur colonie de « pauvre », alors que l'on a vu que la population était très peu favorisée au niveau socio-économique. Pourtant, une écrasante majorité (86,72 % des personnes interrogées) estime résider dans une colonie de « classe moyenne ». Les habitants catégorisent ainsi leur colonie pour diverses raisons : « elle a les services basiques, le nécessaire » (Samuel Martínez) ; « elle dispose de l'eau courante, de la lumière et de petits commerces », « il n'y a pas beaucoup mais l'on ne manque pas beaucoup non plus » (Jorge Hernández Coronel) ; « il y a de quoi survivre » (José Jiménez Torres) ; « personne ne reste sans manger » (Esmeralda Estrada) ; etc. On le voit, pour définir la classe moyenne, on est loin des critères occidentaux. On peut d'ailleurs s'interroger sur la légitimité scientifique et éthique de la démarche trop répandue parmi les pays en voie de développement comme le Mexique consistant à qualifier de « classe moyenne » des populations très minoritaires ayant des standards de vie équivalents aux couches moyennes européennes ou nord-américaines. En partant sur de telles bases, on prend le risque de biaiser l'analyse en introduisant la confusion inhérente au fait de parler de

FIGURE N° 8 : TAUX D'HOMICIDES DANS LE D.F.



classe moyenne à propos de populations appartenant au premier décile national en terme de richesse.

Cette enquête souligne à quel point les individus ont naturellement tendance à se placer au centre de l'espace (voir plus loin l'analyse des cartes mentales) et de la société. Évidemment il y a toujours un nord, un sud, un est et un ouest, où que nous soyons ; de même, il y a toujours plus riche et plus pauvre que soi, quelle que soit la catégorie sociale à laquelle on appartient. Ceci est logique et compréhensible de la part d'un individu, mais peu satisfaisant pour une démarche scientifique. Le « sociocentrisme » – qui serait un peu l'équivalent en sociologie de ce qu'est l'ethnocentrisme en anthropologie – peut en effet conduire à appréhender les questions de manière subjective en prenant implicitement, voire inconsciemment, son propre milieu social et ses valeurs comme cadre de référence et grille d'analyse, sans prendre le recul nécessaire par rapport à l'objet d'étude. Les analyses et conclusions se trouvent alors biaisées.

On peut par conséquent estimer que les personnes interrogées habitent des quartiers qui correspondent à la classe moyenne *statistique* du District Fédéral. On n'est donc finalement pas vraiment face à un phénomène de « sociocentrisme » parmi les personnes interrogées, même si l'homogénéité des milieux sociaux dans lesquels ces populations évoluent ne peut que le favoriser. À l'inverse, l'étude des cartes mentales<sup>3</sup> de la ville réalisées par les personnes interrogées met en évidence un phénomène que l'on pourrait qualifier de « spaciocentrisme » chez un certain nombre d'entre eux.

Parmi les 59 cartes réalisées (19 des personnes interrogées ne se sont pas prêtées au jeu), on distingue deux grands groupes. Le premier est constitué par les personnes qui ont essayé, avec plus ou moins de bonheur, de faire une carte du District Fédéral ou de l'agglomération, alors qu'on leur demandait – de manière volontairement ambiguë – de « dessiner un plan de leur ville ». Le second correspond aux personnes qui en réponse à la même question ont spontanément dessiné un plan de leur quartier ou de la zone dans laquelle elles vivent. Au sein de ce second groupe, la notion de « fragmentation mentale » de l'espace urbain

prend tout son sens et se matérialise. Pour ces individus – majoritairement des femmes – la ville se confond avec le quartier, et *vice versa*.

La carte mentale de Karina Bautista Salgado est un exemple des représentations globales de l'agglomération ou du District Fédéral. Bien que cette femme au foyer, âgée de 42 ans, déclare s'identifier avant tout à son quartier et puisse en sortir, la représentation d'ensemble qu'elle fait de la ville montre une conscience d'appartenance à un tout urbain et témoigne de l'absence de phénomène de spatio-centrisme. Dans ce cas, que l'on retrouve dans près du tiers des cartes réalisées, l'imaginaire urbain ne se résume pas au vécu et aux espaces pratiqués.

À l'opposé, la représentation d'une mère célibataire restée anonyme montre un exemple net de la réduction de la ville à son espace de vie, le quartier, limité au croisement de deux rues. Le lieu de travail de la dessinatrice se situant au sein de sa colonie, il n'est guère étonnant qu'elle déclare ne jamais en sortir. Mais c'est le niveau d'éducation qui semble le facteur prédominant du spatio-centrisme observé chez ces individus. Ainsi, cette femme de 38 ans déclare n'avoir jamais été à l'école et place la télévision et les fêtes en tête de ses activités préférées, alors que Karina Bautista mentionne la lecture parmi ses loisirs. On peut être tenté de mettre ce facteur en rapport avec les différences de représentation de l'espace entre des individus qui, somme toute, ont un profil de pratiques urbaines similaire (dans une large mesure limité au quartier). La connaissance de l'espace et des échelles découle certes des pratiques que l'on en a, mais aussi dans une large mesure du niveau d'éducation, des connaissances « théoriques » de l'espace urbain et de la capacité d'abstraction des personnes considérées. En tout cas, la tendance globale sur les 59 cas observés est à une corrélation négative entre niveau d'éducation et spatio-centrisme. Cela rejoint également les observations précédentes qui nous avaient permis de constater une relation assez nette entre enracinement et identification au quartier d'une part et niveau d'éducation et catégorie socioprofessionnelle d'autre part.

Le dessin de Ramiro, 32 ans, illustre d'une manière originale une autre forme de « spatio-centrisme » que l'on retrouve dans nombre de cartes. Son originalité réside dans le fait que se confondent subtilement objectivité – les contours de la représentation correspondant assez fidèlement à la forme des limites du District Fédéral – et « spatio-centrisme » – les délégations du Sud-Ouest (Contreras, Obregón ou Tlalpan) étant placées au centre du District fédéral, et celles qui sont limitrophes ou proches de leur périphérie. Ainsi, dans l'esprit de l'auteur, le centre géographique de l'agglomération se confond avec le centre de sa vie. Il s'agit d'une belle illustration de l'idée selon laquelle dans une mégalopole où coexistent différentes manières de la vivre, la pratiquer et la percevoir, il est difficile de d'identifier un centre unique, et même de parler de polycentralité tant chaque sous-espace, chaque groupe socio-culturel, possède son propre centre et ses propres réseaux de sociabilité. Chez l'auteur de cette carte, la confusion entre le global (l'agglomération dans son ensemble) et le local (*la delegación*), illustre ainsi toute la difficulté à établir l'ensemble des liens entre le « *micro* – et le *macro*-espace urbain » dans une agglomération éclatée comme celle de Mexico.

La carte réalisée par une femme de 28 ans restée anonyme nous donne une illustration plus nuancée du phénomène de « spatio-centrisme ». La perspective cavalière traduit une représentation intuitive, de type croquis, et non cartographique, de la réalité spatiale (les hauteurs du *Cerro del Judío* sont représentées en haut,

FIGURE N° 9 : CARTE DE K. SALGADO

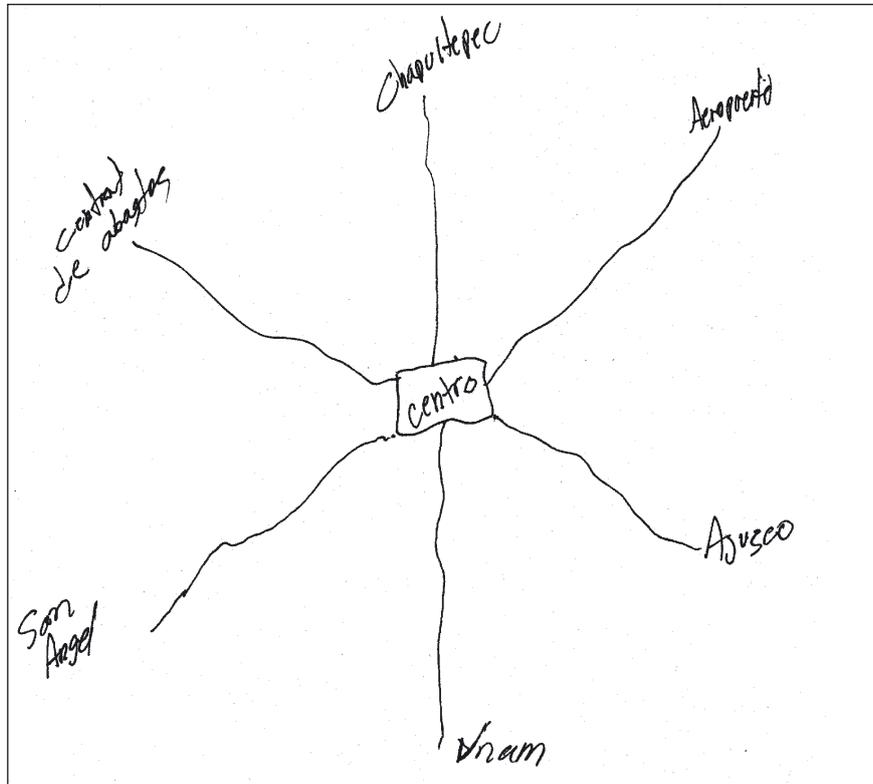
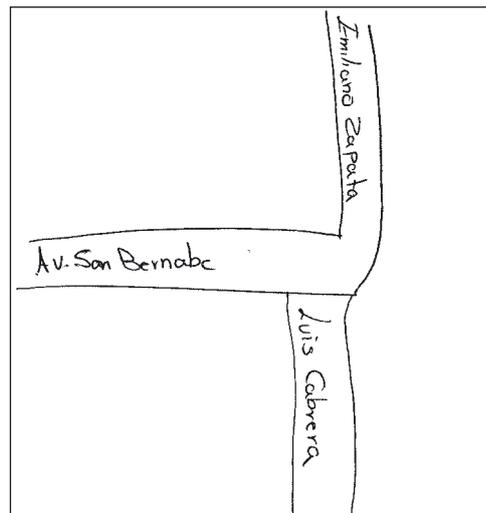


FIGURE N° 10 : CARTE DE LA FEMME DE 38 ANS



alors que situées au Sud du centre). Mais l'information intéressante est que si la représentation grossit le quartier de vie, qui occupe les trois quarts de l'image alors qu'il a une étendue réelle bien moindre de celle le séparant du centre, celui-ci est quand même situé par rapport à un point de référence (« *centro* »), indiqué en bas de l'image. La représentation du cheminement menant à celui-ci est des plus confuses et erronées (les avenue Revolución et Insurgentes y mènent, contrairement à ce qu'indique le croquis – cf. figure 13), laissant penser qu'il est rarement emprunté, mais la volonté d'emplacement par rapport au centre montre malgré tout la conscience de l'appartenance à l'ensemble de la ville de Mexico.

Pour finir, la carte de Raúl, 21 ans, est sans doute la plus originale : l'espace est représenté de manière circulaire, et la priorité est donnée à la dimension physique (relief, espace verts). Les rues et maisons se font discrètes parmi une végétation dominante. C'est une ville de Mexico charmante que nous dépeint Raúl. Il aurait sans doute aimé y ajouter des couleurs. Mais même ainsi, en noir et blanc, la représentation est profondément joyeuse, elle nous laisse imaginer une étincelle au fond du cœur d'un auteur dont on devine qu'il aime sa ville et sa vie. En cela, cette représentation est bien différente de toutes les autres. Pourtant, là encore, c'est sa ville à lui, à la frontière entre l'espace urbain et l'espace rural, et bien loin de tous les clichés sur l'agglomération de Mexico et sa grisaille, que Raúl nous représente – et seulement celle-ci. Le « spatio-centrisme » atteint ici son comble avec la forme insulaire donnée à l'espace représenté, qui apparaît comme complètement coupé du monde urbain environnant et replié sur lui-même.

\*\*

\*

Cette enquête montre que la rupture de l'unité de la ville moderne se fait à la fois au niveau spatial – on l'a vu dans le rapport au centre-ville de ces habitants de quartiers périphériques – et au niveau social – comme le révèlent les différences entre les pratiques résidentielles, commerciales et de transport des habitants de ces quartiers populaires et les pratiques des milieux plus aisés de ces mêmes périphéries, évoluant dans des circuits connexes privés ou semi-privés. On peut penser que la fragmentation de l'espace urbain, dont la manifestation la plus spectaculaire est la multiplication des quartiers fermés durant les dernières années, n'est qu'une matérialisation d'une forte fragmentation « mentale » induite par la déconnexion et l'isolement des uns par rapport aux autres des différents groupes sociaux et spatiaux constituant l'ensemble de la communauté urbaine. Dans ce contexte, un écueil à éviter pour la recherche en sciences sociales sur des sociétés aux disparités socio-spatiales fortes comme la société mexicaine est évidemment ce « sociocentrisme » qui consisterait à n'aborder les questions de la fragmentation de l'espace urbain qu'à partir de l'étude et du regard des groupes ayant des pratiques de l'espace correspondant à celles que l'on rencontre par exemple dans la « classe moyenne blanche » nord-américaine. Nous espérons avoir su éviter un tel sociocentrisme en nous plaçant volontairement « de l'autre côté des barrières et grillages ».

Pour conclure, on retiendra donc de cette enquête la très grande variété des perceptions et représentations de l'espace urbain induites par la multiplicité des pratiques possibles de la ville chez les habitants d'une grande agglomération comme Mexico. Cette variété existe non seulement à l'échelle de l'agglomération et

FIGURE N° 11 : CARTE DE RAMIRO

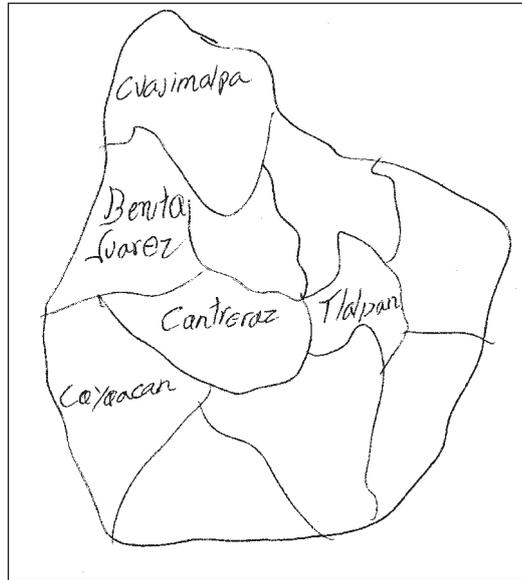


FIGURE N° 12 : CARTE DE LA FEMME DE 28 ANS

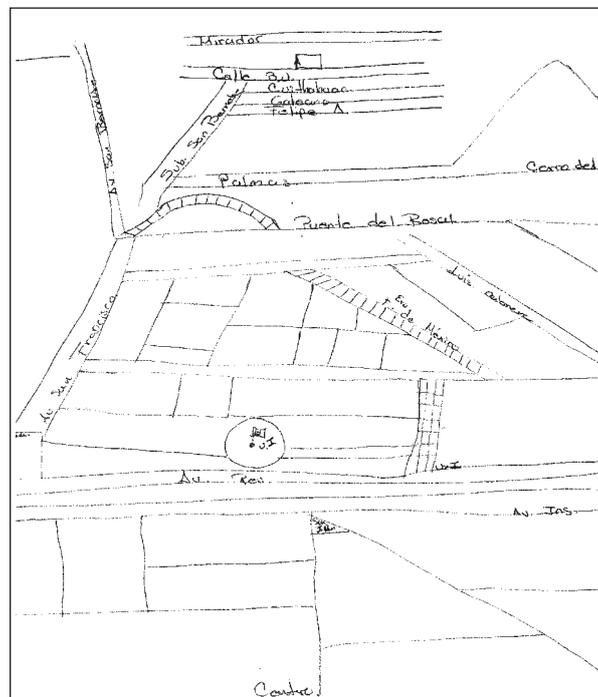




FIGURE N° 13 : LE QUARTIER DE SAN JERONIMO LIDICE ET SAN JERONIMO ACULCO (BASE : CARTE AU 1/25 000 DE L'INEGI)

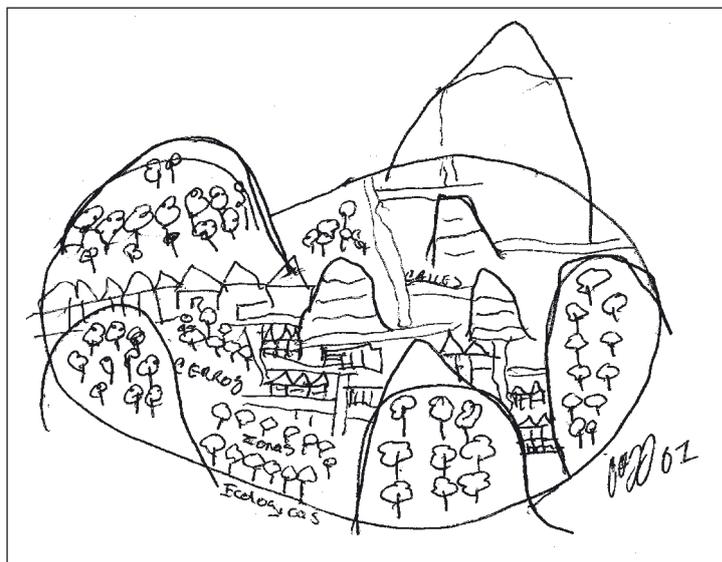


FIGURE N° 14 : CARTE DE RAUL

entre les différents groupes sociaux, mais se retrouve également à l'échelle des quartiers à la composition socio-économique relativement homogène. Plutôt que d'appréhender la problématique de la fragmentation de l'espace urbain uniquement à partir des pratiques résidentielles – en nous focalisant par exemple sur les quartiers fermés –, il nous semble plus pertinent de partir des modes de vie urbains pour analyser la mobilité à l'intérieur de la ville et la connaissance qu'elle permet d'acquérir. L'imbrication des sous-ensembles spatiaux et sociaux les uns dans les autres, liée notamment à l'histoire récente du peuplement de la vallée de Mexico ainsi qu'à la nature inclusive du système de construction sociale au sein de la culture mexicaine, invite à relativiser certaines analyses réductrices faites sur le thème de la fragmentation de l'espace urbain.

Toutefois, on peut constater grâce à cette enquête à quel point l'origine sociale et le niveau d'éducation – au sens large du terme – conditionne les pratiques et le degré de connaissance de l'espace urbain dans sa globalité. L'étude des résultats laisse ainsi apparaître l'importance des disparités socio-économiques, éducatives et culturelles, comme facteurs explicatifs en ce qui concerne la problématique de la fragmentation de l'espace urbain. Quoiqu'il en soit, l'étude par « le bas », partant du terrain et donnant la parole aux habitants des quartiers populaires, dont la démarche se rapproche de celle de l'anthropologie urbaine, peut apporter des éléments de réflexion enrichissants à la géographie et à la sociologie urbaine sur les thèmes des divisions socio-spatiales et des mécanismes d'inclusion et d'exclusion à l'intérieur d'une grande agglomération comme celle de Mexico.

### Notes

- 1 Ce qu'il convient de relativiser car certains, comme Javier Solis Camacho, n'hésitent pas à répondre à la question « faites-vous du sport et où? » par « Oui, tous les jours, de la marche à la maison »...
- 2 La question était volontairement ordonnée de manière à ce que la personne interrogée donne d'abord son avis sur le centre, avant de préciser si elle estimait bien le connaître et y allait souvent, afin précisément d'étudier le lien entre perception, représentation et fréquentation.
- 3 Le principe de l'exercice de la carte mentale est de demander à l'individu interrogé de dessiner un espace afin d'analyser la connaissance, la perception et les représentations qu'il est a.

## RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Le propos de cet article est de présenter les principaux résultats d'une longue enquête de terrain réalisée dans une zone populaire périphérique de l'agglomération de Mexico, le *Cerro del Judío*, dans le but de mieux comprendre les pratiques, perceptions et représentations de l'espace urbain pouvant exister dans un espace caractérisé à la fois par son éloignement socio-économique et sa proximité géographique de zones résidentielles favorisées. À l'heure où la problématique dite de la « fragmentation » de l'espace et la question de l'« éclatement » de la ville sont au centre de nombreuses recherches d'urbanisme, il nous semble utile de varier la perspective, en se plaçant non du point de vue des couches favorisées mais de celui de la « majorité silencieuse », pour analyser des mécanismes d'inclusion et d'exclusion s'alimentant souvent réciproquement les uns les autres.

\*\*\*

*Este artículo se propone presentar los principales resultados de una larga encuesta realizada en una zona popular en el suroeste del Distrito Federal, el Cerro del Judío, cuyo objetivo es de entender mejor las prácticas, las percepciones y las representaciones del espacio urbano que pueden existir en un sector caracterizado a la vez por su aleja-*

*miento socioeconómico y su proximidad geográfica de zonas residenciales de alto nivel de vida. Ya que la problemática de la « fragmentación » del espacio está al centro de numerosas investigaciones de urbanismo, nos parece útil de cambiar de perspectiva, y adoptar el punto de vista de las clases populares, para analizar diversos mecanismos de inclusión y de exclusión, que muchas veces se alimentan mutuamente.*

\*\*\*

In this paper we present the results of a long, field research project carried out in Cerro del Judío, a lower-class suburban neighbourhood of Mexico City. Our aim in this project was to better understand patterns of behaviour, perceptions and representations in an urban locality characterised by, on one side, its geographical proximity to, and on the other, its socio-economic estrangement from, affluent residential neighbourhoods. At a time when « disintegration » of urban habitat is at the heart of much research in urbanism, it seems useful - when analysing inclusion and exclusion mechanisms that feed on each other - to change perspectives, and adopt not the point of view of the well-to-do but rather that of the population's « silent majority », people of lower-class neighbourhoods.

Mots clés : Mexico, zone populaire, fragmentation urbaine, représentation de l'espace, cartes mentales

Palabras claves : México, barrio popular, fragmentación urbana, representación del espacio, mapas mentales

Keywords : Mexico, lower-class neighbourhood, urban disintegration, representations of space, mental maps

---

# DÉSAGRARISATION DE L'ÉCONOMIE PAYSANNE ET « RE FONCTIONNALISATION » DE LA LOCALITÉ RURALE AU MEXIQUE

ÉRIC LÉONARD\* & RAFAEL PALMA\*\*

**D**ÉPUIS LE MILIEU DES ANNÉES 1980, le Mexique rural vit une accentuation des phénomènes de concentration spatiale des dynamiques de développement productif sur la base des structures territoriales modelées par les interventions publiques des décennies antérieures – les grands districts d'irrigation en particulier. Cette tendance s'est accélérée avec la ratification du Traité de libre-échange avec les États-Unis et le Canada (Alena). On assiste ainsi à la recomposition et à la mise en réseau de certains territoires autour des filières de production, conditionnement et mise en marché de produits frais à forte intensité en travail et capital (fruits et légumes, tabac, élevages, hors-sol)<sup>1</sup> et, parallèlement, à la ségrégation d'espaces autrefois associés à ces filières sur un mode périphérique.

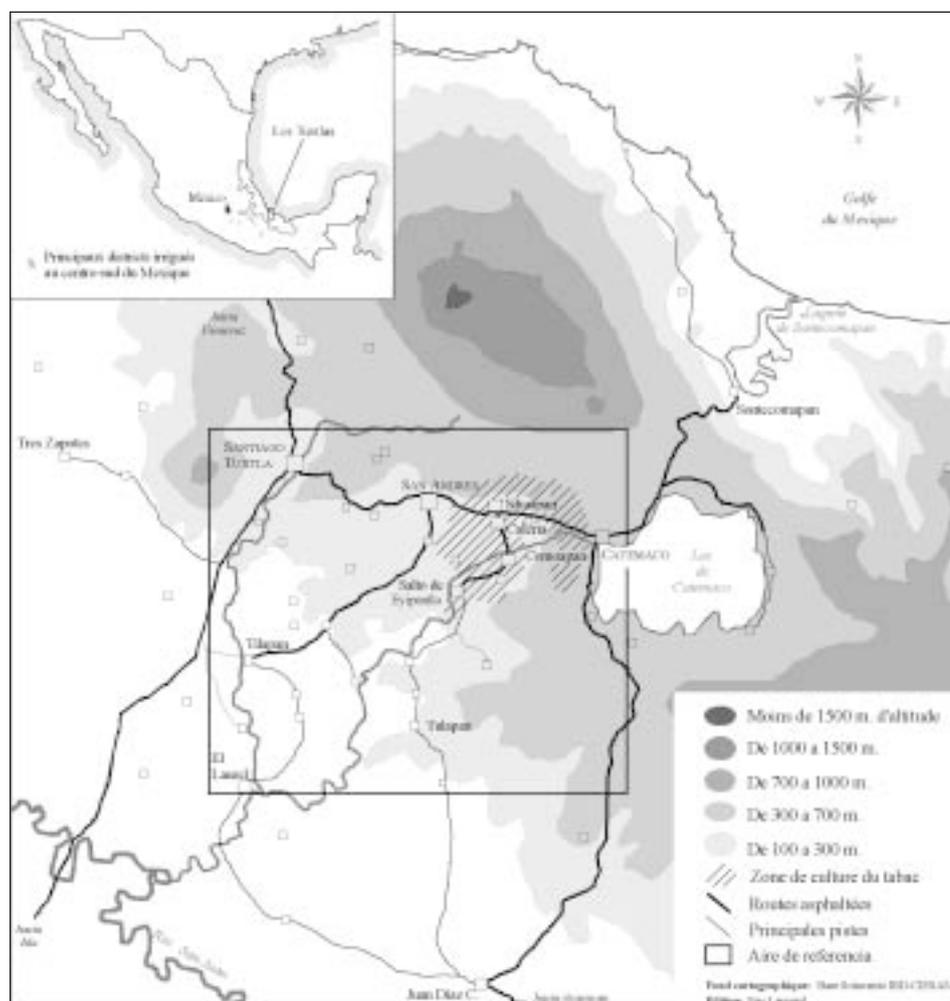
Le centre-sud du pays présente ainsi des situations contrastées entre, d'une part, des bassins où s'intensifient les processus d'intégration agro-commerciales et les transferts de technologie autour de la densification d'un tissu d'agro-industries et la consolidation de marchés de gros spécialisés (zones de grande culture maraichères des vallées de Puebla, Oaxaca et Cuautla, bassin avicole de Tehuacán) et, de l'autre, de larges pans du territoire, où les recompositions en cours des agricultures paysannes s'identifient à un double phénomène d'érosion des bases productives et de « repli » sur une production d'autosubsistance, parallèlement à la projection de nombre croissant d'actifs familiaux vers d'autres secteurs et d'autres espaces d'activité (photo p. 174).

\* Socio-économiste de l'IRD

\*\* Anthropologue du CIESAS

Le sud de Veracruz illustre bien cette seconde tendance. Au cours des années 1990, la fermeture des « frontières internes » du système agraire (saturation des zones de colonisation foncière, contraction des marchés de travail urbain et rural liés aux secteurs industriels nationalisés : pétrochimie, sucre, café, tabac) y a coïncidé avec le démantèlement des dispositifs publics de protection et d'encadrement du secteur agricole (prix administrés pour les produits et les intrants, crédits d'équipement et de campagne à taux subventionnés, assistance technique). La dégradation de la rentabilité des principales activités agro-pastorales, accélérée à partir de la ratification de l'Alena, conjuguée à la mise en œuvre des politiques de décentralisation et de lutte contre la pauvreté rurale, s'est traduite, d'une part par un essor sans précédent des migrations à longue distance (États-Unis, bassins d'assemblage industriel de la frontière nord), hors de

FIGURE 1 : SITUATION DE LA ZONE D'ÉTUDE



l'espace régional où elles demeuraient traditionnellement circonscrites, et, d'autre part, par le recentrage des stratégies des acteurs demeurés dans la localité rurale sur la captation des financements correspondant aux politiques de développement social. De façon paradoxale, l'extraversion croissante des économies familiales et leur projection vers un archipel d'espaces d'activité toujours plus éparpillés se conjugue ainsi avec le renforcement du poids de la localité rurale et du rôle des membres de la famille qui y demeurent dans l'organisation de cette « économie d'archipel » (Quesnel, 2002).

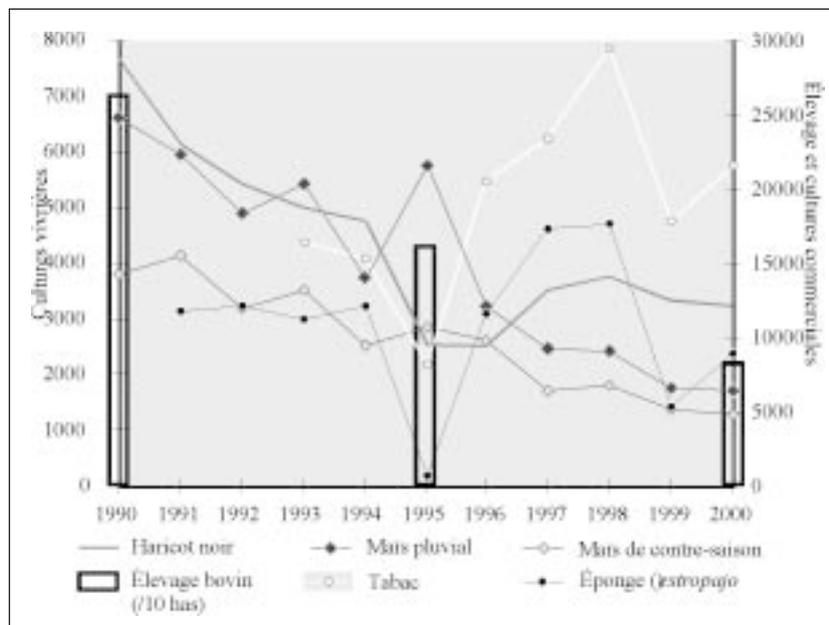
Le travail présenté ici se propose de mettre en évidence et d'analyser les modalités de cette recomposition à l'échelle d'un pays rural. Nous nous appuyons sur une recherche entreprise dans la région des Tuxtlas, au sud de l'État de Veracruz. Cet espace est peuplé par 10 675 familles et près de 56 000 habitants, répartis en 68 localités rurales ; dans leur quasi-totalité, ces villages ont constitué les points d'ancrage ou sont la résultante de la réforme agraire qui a abouti, entre 1924 et 1950, à la création de 41 *ejidos*. Aujourd'hui, cette région se caractérise par une forte densité démographique (en moyenne 135 habitants/km<sup>2</sup>), ainsi que par des niveaux élevés de marginalité qui en ont fait, au cours de la dernière décennie, l'un des espaces privilégiés de concentration des fonds de lutte contre la pauvreté et de développement social. Il s'agit d'une zone d'agriculture paysanne faiblement capitalisée, à l'exception de sa portion nord-est qui constitue, depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, un bassin de production de tabac brun destiné au marché international des cigares, et le principal marché de travail de la région (Figure 1).

## L'ÉVOLUTION DES REVENUS PAYSANS AU COURS D'UNE DÉCENNIE DE « RÉGULATION PAR LES MARCHÉS » : LES SUBSIDES À LA PAUVRETÉ ET LA MIGRATION AU SECOURS DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE

Pour l'immense majorité des ménages paysans de cette région, comme dans la plupart des zones *ejidales* du pays, les années 1990 ont constitué une période d'effondrement sans précédent des revenus agricoles (Davis, 2000). La « dérégulation commerciale », l'élimination des subventions aux prix des produits et des intrants de l'agriculture, la privatisation ou la liquidation des agro-industries publiques qui opéraient dans la région (Tabamex, Conasupo), le tarissement presque absolu des crédits bancaires hors du secteur tabac – et même dans ce cas, leur fort contingentement – ainsi que la crise financière des années 1994-1995, ont défini un cadre d'extrême incertitude et de faible rentabilité pour la quasi-totalité des activités agricoles. À partir d'une hypothèse de continuité dans les itinéraires techniques, la figure 2 propose un suivi de l'évolution de la valeur ajoutée obtenue par hectare pour les principales cultures pratiquées dans la région, ainsi que pour l'élevage bovin.

Ce graphique met en évidence une érosion de la productivité de 70 % dans les cas de la culture du maïs et de l'élevage bovin et de presque 60 % pour le haricot. Si l'on envisage une rémunération de la main-d'œuvre familiale équivalant au salaire journalier en vigueur dans la région, la marge monétaire nette s'est dégradée de 77,5 % pour la culture du haricot et est devenue néga-

FIGURE 2 : ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE À L'HECTARE DES PRINCIPALES PRODUCTIONS AGROPASTORALES (EN PESOS DE 2000 – 1 PESO = 0,11 DOLLAR)



Sources : SAGAR, DDR 009, San Andrés Tuxtla, et enquêtes personnelles

tive dans le cas du maïs pluvial (elle aurait été de 3 dollars par hectare en 1999 et de 10,50 dollars par hectare en 2000). Si les cultures destinées exclusivement au marché, comme le tabac brun ou l'éponge (*Luffa spp*), n'ont pas subi une telle dépréciation, les variations erratiques de leur prix et les coûts financiers de leur réalisation, dans un contexte de fort coût d'opportunité du crédit, en ont fait des alternatives inaccessibles aux paysans ne disposant pas d'un accès aux canaux d'association avec le secteur privé. La culture de l'éponge, qui s'étendait sur plusieurs milliers d'hectares en 1997 et 1998, a ainsi virtuellement disparu depuis 2000; celle du tabac brun, qui avait connu un boom entre 1996 et 1998, est redevenue le privilège de ses opérateurs traditionnels : une demi-douzaine de grands cultivateurs privés et les 400 adhérents de l'Union d'*ejidos* de San Andrés Tuxtla (Léonard et Mackinlay, 2001)<sup>2</sup>.

Dans ce contexte, la mise en herbe de la surface agricole pour louer les pâturages ou obtenir du bétail en métayage, est devenue l'option la plus accessible à la majorité non capitalisée de la population paysanne et celle qui rémunère le moins mal son travail. La reconversion dans l'élevage demeure cependant limitée. En premier lieu, la stagnation du prix de la viande et l'accroissement du coût de ses intrants (produits vétérinaires, herbicides, fil de fer barbelé) en ont fortement réduit la rentabilité. Ensuite, l'élevage sur pâturages demeure une activité très extensive : en 2000, elle procurait une rémunération par hectare inférieure de moitié à celle du maïs; il fallait alors disposer de quinze d'hectares (contre

TABLEAU 1 : RECONVERSION PRODUCTIVE À L'ÉCHELLE DE LA SUPERFICIE SUBVENTIONNÉE (PROCAMPOIV) DANS L'ESPACE DE RÉFÉRENCE, 1995-2000 (CYCLE PLUVIAL)

Année	Sup. subventionnée	Maïs	Haricot	Prairies	Plantations forestières*	Cultures commerciales
1995	9 032,75 has	98 %	2 %			
2000	9 394 has	82,4 %	0,25 %	12,7 %	2,25 %	2,4 %

\* La superficie forestière correspond à la mise en œuvre d'un programme de plantation de cèdre rouge (*Cedrela odorata*); durant les 7 à 8 premières années de développement des arbres, les surfaces concernées sont utilisées comme pâturages

Source : Ministère de l'Agriculture (SAGAR), Distrito de desarrollo rural 009, San Andrés Tuxtla

4,5 en 1990 et 7,5 en 1995) pour obtenir d'un troupeau bovin un revenu équivalent au salaire agricole minimum de la région (environ 1 300 dollars annuels). Or la très grande majorité des exploitants est loin d'atteindre ce seuil : la surface moyenne à disposition des ejidataires est inférieure à 4,5 has, 42,7 % d'entre eux ayant moins de 3 hectares et 66,6 % moins de 5 has (Registro Agrario Nacional), chiffres qui masquent par ailleurs les cessions entre vifs réalisées au sein des familles.

Les statistiques établies par l'administration agricole soulignent ainsi la faible amplitude des processus de reconversion productive : entre 1995 et 2000, seulement 2,4 % des surfaces de maïs et de haricot auraient changé d'usage au profit de cultures commerciales (tabac, fruits et légumes, canne à sucre), 15 % étant intégrés à l'espace pastoral (Tableau 1). Cette situation reflète la position centrale que conserve la culture du maïs dans l'économie paysanne : en l'absence de systèmes institutionnalisés de crédit, la production de maïs demeure le principal moyen d'accès aux prêts usuraires et aux circuits d'échange réciproque qui opèrent au niveau local<sup>3</sup>; à travers l'embouche de porcs, le maïs alimente également la forme la plus accessible d'épargne domestique. Ces faibles taux de reconversion soulignent un phénomène de stagnation de l'activité agricole, qui contraste avec les attentes que leurs apologues avaient placées dans les politiques de dérégulation.

Si nous appliquons ces taux à l'ensemble de l'espace agricole, la valeur ajoutée actualisée (pesos de 2000) de la production réalisée hors des jardins domestiques, qui inclut les salaires redistribués à la main-d'œuvre agricole, aurait diminué de 60 % entre 1990 et 2000 – passant de 155,3 millions à seulement 62,5 millions de pesos – en dépit du boom qu'a connu la culture du tabac au cours de cette période (Tableau 2). Depuis l'entrée en vigueur de l'Alena, l'effondrement aurait atteint 53,5 %. Si l'on tient compte de l'évolution de la population rurale, le revenu par habitant correspondant à cette production serait passé de 3 100 pesos (333 dollars) en 1990 à 2 410 pesos (260 dollars) en 1995 et seulement 1 071 pesos (115 dollars) en 2000, une réduction de 66,5 % en dix ans et de 55,5 % au cours du dernier lustre.

### Une économie sous perfusion de transferts extérieurs

Contrastant avec l'amenuisement des flux de capitaux associés aux activités productives (investissements et rémunération de la production), les transferts liés aux politiques de contention de la pauvreté se sont considérablement accrus au cours des années 1990. Los Tuxtlas figurent parmi les zones prioritaires en la matière<sup>5</sup> et la quasi totalité des localités de la région ont bénéficié, depuis 1994-1995, d'un flux continu d'investissements publics, destinés tant au développement social qu'à l'attribution de subsides aux familles pauvres.

Entre 1990 et 2000, les fonds affectés à la réalisation d'infrastructures dans la zone d'étude (routes, écoles, dispensaires, adductions d'eau, drainage, électricité et éclairage public) ont ainsi sextuplé en termes réels, passant de 2,4 à près de 15,5 millions de pesos annuels. Ces fonds sont assignés à des organisations locales de citoyens, qui participent tant à la conception des projets, qu'à la gestion logistique et financière de leur réalisation, et à l'administration des biens publics produits (collectes de fonds et organisation des corvées) : comités de parents d'élèves, de santé, d'eau potable, de gestion des épiceries villageoises ou des postes de téléphonie rurale, etc. La gestion de ces services est une source appréciable de revenus pour les habitants des localités rurales, qu'il s'agisse de la rémunération des services spécialisés (maçons, menuisiers, fournisseurs de matériels), ou des éventuelles prébendes que s'octroient les intégrants des comités concernés.

L'essor des transferts sous forme de subsides focalisés vers certaines familles constitue un phénomène encore plus récent et structurant des dynamiques rurales. Presque inexistant en 1990, ces subsides constituent de nos jours l'axe principal des politiques publiques dans les zones rurales, avec la mise en marche du Programme d'appui aux campagnes (Procampo) fin 1993, puis celle du Programme éducation, santé et alimentation (Progresa) à partir de 1998. Conjointement, ils ont représenté près de 26 millions de pesos de transferts en 2000, c'est-à-dire plus de 40 % des revenus directs générés par l'agriculture (Tableau 2). À cette date, ils concernaient 3 224 producteurs dans le cas de Procampo et 8 032 mères de familles pour Progresa, soit respectivement 30 et 75 % des foyers de la région.

Si Procampo a été conçu pour encourager le maintien de l'activité agricole via l'attribution d'une prime par hectare cultivé (778 pesos en 2000, équivalant à 45 % de la valeur ajoutée de la culture pluviale du maïs), Progresa fournit aux mères de famille un revenu indépendant de l'organisation économique du foyer, seulement conditionné au suivi sanitaire et à l'assistance scolaire de leurs enfants. Alors que le chèque de Procampo est délivré à l'occasion de chaque cycle agricole (et souvent non sans retard), Progresa revêt la forme d'une bourse bimestrielle, qui pouvait atteindre en 2000 un montant de 1 260 pesos. En sus des transferts directs, Progresa présente l'avantage d'offrir un accès gratuit aux services médicaux et à certains médicaments (Escobar, 2000 : 271-272), ce qui revêt une importance particulière si l'on considère le coût structurel élevé des dépenses de santé pour les ménages paysans de la région.

Il convient à ce stade de souligner la situation particulière dont jouit le municipio de San Andrés Tuxtla au regard de la couverture spatiale et sociale de Progresa. De l'aveu des responsables régionaux du programme, San Andrés représente un cas inédit à l'échelle nationale de concentration de ses moyens : sa couverture s'étend à 121 des 124 localités rurales du municipio – certaines

d'entre elles intégrées à l'espace urbain de San Andrés<sup>6</sup> – et à 12 141 familles, c'est-à-dire 64 % des foyers ruraux recensés en 2000 ; cette proportion s'élève à 70 % des ménages dans les localités de moins de 2 500 habitants. Le montant total alloué par Progresa dans la zone d'étude en 2000 équivalait ainsi à la moitié de la valeur ajoutée de la production vivrière et au quart du revenu total du secteur agricole (Tableau 2). Conjointement, les différents programmes sociaux représentaient à cette date environ 40 % du revenu total que percevaient les familles paysannes (contre 13 % en 1995 et seulement 1,5 % en 1990), hors des transferts financiers réalisés par les travailleurs émigrés.

Le développement des migrations à grande distance constitue sans doute l'expression la plus visible des ajustements récents. Les déplacements de travail ne représentent en aucun cas une nouveauté pour les familles paysannes de la région : ils ont cours depuis au moins trente ans et ont permis d'absorber une bonne partie de l'excédent démographique des deux dernières générations. Jusqu'au début des années 1990, ils s'effectuaient toutefois dans un espace relativement restreint, circonscrit aux marchés de travail du Sud-Veracruz (couloir industriel de Coatzacoalcos-Minatitlán, bassins de production intensive d'ananas et de canne à sucre), au port de Veracruz et à la ville de Mexico. Ils

TABLEAU 2 : ÉVOLUTION DES REVENUS PROVENANT DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DES PROGRAMMES SOCIAUX (EN MILLIERS DE PESOS DE 2000)

	1990	1995	2000	Variation 1990/2000
Valeur ajoutée secteur vivrier	143 465	120 901,6	34 200,3	- 76,2 %
VA cultures commerciales	6 409,8	10 385	26 367,6	+ 311,4%
Valeur ajoutée élevage	5 431,1	3 305,7	1 968,4	- 63,75 %
VA totale agriculture	155 305,8	134 592,3	62 536,3	- 59,75 %
Infrastructures sociales	2 360,5*	6 456,2	15 409,4	+ 552,8%
Transferts Procampo		13 311,1	12 358	
Transferts Progresa			13 489,4	
Total Programmes sociaux	2 360,5	19 767,4	41 256,7	+ 1 647,8%
Revenu total	157 666,3	154 359,6	103 793	- 34,17 %
Total per capita (pesos)	3 147	2 775	1 778	- 43,51 %
Programmes sociaux / Revenu total	1,5 %	12,82 %	39,75 %	

\* Extrapolation à la zone d'étude à partir du total municipal, en référence à une captation moyenne de 36,75 % du budget municipal durant la période 1994-2000

*Nota* : Le revenu agricole est calculé sur la base d'une hypothèse de continuité dans les itinéraires techniques et n'inclut pas la production réalisée au niveau des jardins de case (cultures potagères, élevage de basse-cour)

Sources : Inegi, Censo agropecuario 1991 ; SAGAR, DDR 009 ; Sedesol Veracruz ; DIF San Andrés Tuxtla ; H. Ayuntamiento de San Andrés Tuxtla

adoptaient la forme de mouvements pendulaires, compatibles avec l'engagement des migrants dans la production agricole familiale et le maintien d'une économie domestique territorialisée (Quesnel, 2002).

Les mouvements migratoires qui se développent depuis le milieu des années 1990 impliquent une rupture radicale avec cette organisation. En premier lieu, ils sont dirigés vers des bassins d'emploi très éloignés – les industries d'assemblage (*maquiladoras*) de la frontière nord et le marché du travail clandestin des États-Unis – et imposent l'absence prolongée de la main-d'œuvre : les distances en jeu, les coûts élevés de l'insertion dans ces marchés et l'insécurité qui pèse sur les travailleurs clandestins empêchent les va et viens réguliers – les migrants restent souvent éloignés plusieurs années. Ensuite, cette migration génère des revenus beaucoup plus conséquents pour les familles qui ont pu financer l'insertion professionnelle de certains de leurs membres : les salaires minima sont trois fois plus élevés dans l'industrie d'assemblage et dix fois supérieurs de l'autre côté de la frontière. Enfin, elle constitue un phénomène explosif : ce n'est pas moins de 10 % de la population masculine de 15 à 34 ans qui a abandonné le municipe de San Andrés Tuxtla entre 1995 et 2000 (Tableau 3 et Figure 3).

TABLEAU 3 : ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DÉMOGRAPHIQUES PAR SEXE ET PAR AGE DANS LE MUNICIPE DE SAN ANDRÉS TUXTLA ENTRE 1990 ET 2000

	Population totale		Population masculine		Population féminine	
	Total	15-34 ans	Total 15-34 ans	15-34 ans/ Total adultes	Total 15-34 ans	15-34 ans/ Total adultes
1990	124 110	43 671	21 480	59,30%	22 191	59,44%
1995	136 628	49 124	24 229	57,47%	24 895	57,43%
2000	141 645	47 296	21 698	52,09%	25 598	54,26%
Variation 1990/2000	+ 13,65%	+ 8,30%	+ 1,01%	- 12,15 %	+ 15,35%	- 8,71 %
Variation 1995/2000	+ 2,80%	- 3,72 %	- 10,45 %	- 9,36 %	+ 2,82%	- 5,52 %

Sources : Inegi, Censo General de Población 1990; Conteo de Población y Viviendas 1995; Censo General de Población 2000

Une enquête réalisée en 1999, auprès de 161 familles paysannes de la région<sup>7</sup>, révèle que 57,6 % des foyers ayant une assise foncière et 36,2 % des paysans sans terre percevaient alors un revenu migratoire ; pour les familles concernées, le montant moyen de ces transferts s'élevait à 5 190 et 2 490 pesos respectivement (545 et 262 dollars), soit 89 et 43 % de la valeur moyenne de leur production agricole (Tableau 5). Si l'on généralise ces transferts à l'ensemble des 10 675 ménages recensés dans la zone d'étude, en tenant compte de la proportion de titulaires fonciers enregistrés par le RAN, les revenus apportés par les migrants auraient alors représenté près de 42 millions de pesos (plus de

FIGURE 3.1 : PYRAMIDES DES AGES EN 1990 ET 2000

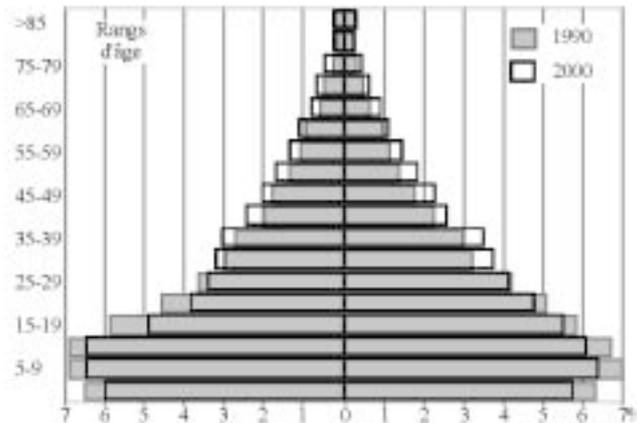
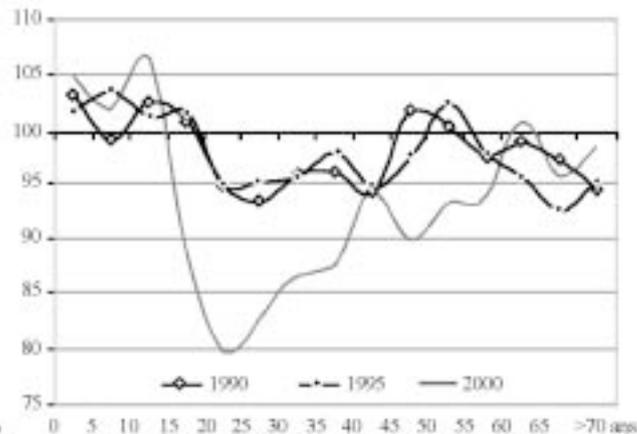


FIGURE 3.2 : VARIATION DU SEX-RATIO PAR AGE 1990-2000



Sources : Inegi, Censo General de Población 1990, Conteo de Población y Viviendas 1995 et Censo General de Población 2000

4,5 millions de dollars). Si ces transferts se sont maintenus en 2000 – et les dynamiques observées suggèrent qu'ils se sont accrus – la production agricole réalisée hors des jardins domestiques aurait alors constitué seulement 43 % du revenu total des ménages (autoconsommation incluse), le complément étant apporté à parts égales par les différents programmes sociaux et par les migrants.

Au-delà des approximations inhérentes à ce type de calcul, ces chiffres mettent en évidence un changement de registre fondamental dans les bases de reproduction des familles tuxtèques : l'économie paysanne a cessé de reposer sur les activités agricoles et une organisation territorialisée, pour dépendre

majoritairement de transferts d'origine extralocale, dissociés de la production. Cette tendance génère par ailleurs ses propres effets cumulatifs : à mesure que les départs en migration augmentent, alors que les niveaux de scolarisation s'améliorent grâce à Progresa, la force de travail familial se trouve moins disponible pour les tâches agricoles et son coût d'opportunité s'accroît ; la marge monétaire des activités agricoles se trouve réduite d'autant – ce qui diminue les possibilités de reconversion dans des productions intensives en travail – et la dépendance vis-à-vis des transferts extérieurs se trouve renforcée.

D'autre part, à la différence des financements que fournissaient les agences publiques d'appui au secteur agricole (banques de crédit rural, entreprises agro-industrielles), ces transferts ont cessé de transiter par des organisations corporatives (associations de producteurs) liées à l'*ejido*, pour dépendre directement de l'organisation familiale, comme dans le cas des subsides focalisés ou des revenus migratoires. Cette évolution postule une révision des relations que maintiennent les familles paysannes avec leur localité et ses organes de gouvernement. Conjointement aux réformes de la Loi agraire, elle semble conduire à l'affaiblissement de l'*ejido* en tant qu'institution et espace privilégiés d'exercice de la régulation sociale, politique et économique. Dans la partie suivante, nous examinerons les termes de cette redéfinition des rapports entre individu et *ejido* et des attributions de celui-ci.

## LA CAPTATION DES TRANSFERTS D'ORIGINE EXTRALocale : VERS UNE « RE FONCTIONNALISATION » DU TITRE FONCIER

Dans cette partie, nous nous intéresserons à la façon dont s'organisent la captation et l'assignation des ressources d'origine extralocale (subsides sociaux, projets d'infrastructures, revenus migratoires) qui parviennent aux familles rurales ; nous analyserons en particulier les relations qui existent entre la distribution des droits fonciers et les mécanismes de gestion de ces fonds, ainsi que les procédés à travers lesquels les organes de gouvernement de l'*ejido* parviennent à investir des champs de compétences qui échappent formellement à leurs attributions légales.

### **Les avatars de Procampo :**

#### **vers la construction d'une rente foncière ?**

Le Programme d'appui aux campagnes (Procampo) revêt la forme d'un subside attribué aux producteurs vivriers afin de compenser les effets dépressifs du processus de dérégulation de ce secteur. Cet objectif a souffert certaines altérations au fil des années. En premier lieu, malgré les réévaluations censées compenser l'inflation, la valeur réelle de la dotation par hectare a diminué de 33 % entre 1993 et 2000. Ensuite, le subside qui était initialement alloué aux seules productions vivrières (céréales, oléagineux et protéagineux) a été élargi, à partir de 1996, à plus de 200 cultures, dont les prairies, afin d'encourager les processus de reconversion productive. Enfin et surtout, les appuis financiers censés être distribués aux producteurs sont affectés dans la pratique en fonction des parcelles afin de simplifier la gestion et le suivi administratifs du programme : leur délivrance est ainsi conditionnée à la présentation d'un titre

foncier ou, à défaut, d'un contrat de fermage formel ; ce procédé favorise les propriétaires fonciers cherchant à s'approprier ces ressources au détriment des paysans qui cultivent réellement les terres (Léonard, 2000).

Ce phénomène apparaît clairement au sein des statistiques officielles : dans les *ejidos* de la zone d'étude, le nombre de producteurs émargeant au programme a diminué de 37 % depuis 1995, alors que la surface subventionnée est restée constante, de sorte que le montant moyen perçu par chaque bénéficiaire s'est accru d'un tiers en termes réels (Tableau 4). Cette évolution relève de la construction d'une rente foncière. De nos jours, les accords de fermage et même les prêts de terre entre parents incluent une clause selon laquelle l'utilisateur renonce au subside au profit du titulaire de la parcelle. En 2000, la mise en location et la perception de Procampo à l'occasion des deux cycles du calendrier agricole procuraient au propriétaire 73 % de la valeur ajoutée moyenne des deux récoltes de maïs, alors qu'en 1995, elles ne représentaient que 35 % de celle-ci. En 2000, ces revenus représentaient 21,5 % de la valeur moyenne de la terre<sup>8</sup>, soit un niveau de rémunération du capital très supérieur à celui qu'offraient alors les banques de la place.

TABLEAU 4 : ÉVOLUTION DE LA DISTRIBUTION DES SUBSIDES À LA PRODUCTION AGRICOLE (PROCAMPO) DANS LES *EJIDOS* DE LA ZONE D'ÉTUDE (EN PESOS DE 2000)

Années	1995	1997	1998	1999	2000	Variation 1995/2000
Superficie subventionnée	7 635,2 has	8 036 has	7 896,1 has	7 978,3 has	7 974,4 has	+ 4,44 %
Nombre de bénéficiaires	5 133	3 889	3 291	3 313	3 224	- 37,2 %
Sup. moyenne par bénéficiaire	1,49 has	2,07 has	2,40 has	2,41 has	2,47 has	+ 66,3 %
Montant moyen par bénéficiaire	\$ 1 417	\$ 1 672	\$ 1 810	\$ 1 859	\$ 1 922	+ 35,6 %

Source : SAGAR, Distrito de Desarrollo Rural 009, San Andrés Tuxtla

### Les filtres de la distribution de Progresa

Si la rappropriation de Procampo par les propriétaires fonciers apparaît logique s'agissant de transferts liés à la production agricole, leur intervention dans l'assignation de ressources qui sont formellement dissociées de celle-ci soulève davantage de questions. Progresa vise à substituer aux formes traditionnelles de mise en œuvre des programmes sociaux, médiatisées par des organisations corporatives ou territoriales, un lien direct entre les bénéficiaires et l'administration publique, tout en minimisant les médiations entre ces parties. La réalité montre cependant que les objectifs d'extrême focalisation, qui passent par l'identification précise des contextes locaux et, dans ces contextes, des situations familiales,

s'affranchissent difficilement des interférences des organisations locales existantes et des rapports de pouvoir auxquels les bénéficiaires potentiels sont soumis.

San Andrés Tuxtla fournit un bon exemple de ce dilemme. La concentration des moyens de Progresa sur ce municipio est difficilement explicable – dans son voisinage proche, de nombreuses zones, pourtant plus pauvres, n'ont pas bénéficié d'une telle générosité – si l'on néglige l'importance géopolitique que les pouvoirs publics ont prêtée à cette région au long de l'histoire récente, ainsi que la perte d'audience que le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) y a subi au cours des années 1988-1997. Le souci de maintenir les Tuxtlas dans le giron de l'« institutionnalisme » a sans doute largement pesé en faveur de l'extension du programme au plus grand nombre de familles, et influencé la façon dont l'information stratégique le concernant a circulé au sein de la population paysanne.

Le fait est que l'« Enquête sur les caractéristiques socioéconomique des ménages », qui a servi de base à l'élaboration du registre des bénéficiaires, fut notifiée par la municipalité aux agents locaux qui offraient à leurs yeux les meilleures garanties de fiabilité politique : dans les villages où les partis d'opposition possédaient une forte assise, ce ne furent pas les autorités locales compétentes – les « agents municipaux », élus au suffrage universel – qui furent chargées de diffuser l'information, mais le comité exécutif de l'*ejido*, dont la loyauté était majoritairement acquise au PRI. En outre, à la différence de ce qui s'est produit dans d'autres régions du pays (Escobar, 2000), ces autorités furent fréquemment informées de la finalité de l'enquête. De sorte que la quasi-totalité des tenants de l'*ejido* furent avisés des dates de réalisation de cette enquête – et beaucoup d'entre eux de ses objectifs – quand nombre de ménages sans parenté directe avec eux en ignorèrent jusqu'à l'existence<sup>9</sup>.

Ces modalités de circulation de l'information ont induit un biais dans l'identification des bénéficiaires. En 1999, les ménages disposant d'un titre foncier, représentant 44 % des familles de la zone d'étude, fournissaient 40,4 % des bénéficiaires de Progresa, ce qui montre que le statut foncier n'a pas constitué un facteur discriminant dans l'établissement des critères de pauvreté (Tableau 5). À l'inverse, si l'on examine plus en détail la position des ménages sans terre attributaires des subsides, la proximité sociale avec un titulaire foncier semblait avoir joué un rôle prépondérant dans cet accès : 70 % de ces familles avaient une filiation avec un ejidataire, quand la majorité (53 %) des ménages dépourvus d'un lien de parenté directe avec un titulaire foncier (c'est-à-dire les plus marginalisés *a priori* quant à leur accès aux activités productives) en étaient exclus.

En dépit de la sophistication des méthodes employées pour éviter les détournements communs aux projets sociaux antérieurs, ces données indiquent que la propriété foncière ou la forte proximité sociale avec un propriétaire (parenté, *compadrazgo*) constituent des discriminants de poids dans l'accès aux subventions publiques. La situation qui prévaut dans les Tuxtlas illustre bien les difficultés qu'éprouvent les agences de développement pour contourner les logiques et les structures de médiation entre l'« État local » et les organisations villageoises, ainsi que la capacité des groupes de pouvoir traditionnels à s'arroger une place centrale dans la gestion des flux financiers et d'information dirigés vers les localités rurales.

### **L'organisation ejidale et la gestion des projets d'infrastructures sociales**

Azuela (1995 : 486), dans une étude menée au début des années 1990 dans les principales localités rurales des Tuxtlas, a montré que les chefs de famille non ejidataires étaient alors « exclus de la gestion des biens publics de leur village et, en général, privés de toute forme de participation à ce qui constitue de véritables communautés politiques ». Bien que les équipements supportant la prestation des services publics (écoles, adductions d'eau potable, dispensaires, éclairage public) avaient été construits et étaient entretenus avec la participation de l'ensemble de la population, Azuela observait que l'assemblée et le comité exécutif de l'*ejido* assuraient directement la gestion de ces infrastructures ou désignaient les responsables des comités qui en avaient la charge.

Depuis la réalisation de cette étude, les réformes de 1992 ont restreint les attributions légales des organes de gouvernement de l'*ejido* au seul champ de la régulation foncière, alors que les politiques de décentralisation élargissaient dans le même temps la sphère de compétence d'autres organisations locales, formellement dissociées de l'*ejido* et relevant du suffrage universel, comme l'agence municipale, dans le domaine de la gestion des biens publics et des fonds qui leur sont destinés. Les entrevues réalisées dans une dizaine de villages suggèrent pourtant que l'assemblée ejidale et son comité exécutif conservent la mainmise sur les mécanismes de gouvernement local.

Dans la grande majorité des cas, autant les agents municipaux que les membres des comités chargés de la réalisation et de la gestion des infrastructures sociales ou des autres services publics (épiceries villageoises du secteur subventionné, téléphone rural), sont certes élus par l'ensemble de la population, mais sur la base de candidatures concertées au sein de l'assemblée ejidale. Les processus électoraux n'ont alors d'autre fonction que de valider les pratiques traditionnelles de cooptation des représentants locaux, même si celles-ci ont acquis une forme plus démocratique et polémique avec l'irruption du multipartisme dans les arènes politiques locales. Dans la majorité des villages, les autorités ejidales se chargent également de collecter les fonds et d'organiser les travaux collectifs destinés à l'entretien de ces infrastructures. La réforme ejidale semble donc n'avoir affecté que très superficiellement les systèmes locaux de gouvernement.

Cela est particulièrement évident si l'on examine le statut administratif réservé aux zones habitées des *ejidos*, où sont concentrés les services publics. À la fin 2000, 12 des 33 *ejidos* qui avaient mené à son terme le Programme de certification de droits fonciers (Procede) avaient résolu de ne pas régulariser la tenure des lopins résidentiels, ce qui aurait conduit à l'enregistrement des titres émis au cadastre et au transfert de la gestion des espaces concernés par l'administration municipale. Si l'on ajoute à ce total les communautés qui n'avaient pas encore conclu les démarches de titularisation, ce sont la moitié des *ejidos* de la région (20 sur 41), regroupant 37 % des villages et 40 % de la population, qui conservaient le contrôle administratif formel des zones urbanisées. À l'image des situations observées par Azuela il y a dix ans, ces communautés fonctionnent encore largement comme des enclaves corporatives, indépendantes des institutions politiques municipales. Et les *ejidos* qui composent l'autre moitié, bien qu'ils aient procédé à la régularisation de leurs espaces résidentiels, n'ont qu'à de rares exceptions modifié leurs systèmes de direction.

### **L'organisation des migrations à longue distance : les rapports complexes entre la détention des titres fonciers et la captation des revenus migratoires**

Les formes de la mobilité sont fortement marquées par les contextes locaux et la nature des liens sociaux propres à chaque village : à quelques kilomètres de distance, on trouve ainsi des localités dont une portion considérable des jeunes adultes réside aux États-Unis ou dans les zones industrielles de la frontière nord, et d'autres où les migrations de travail se développent encore dans un univers régional restreint. Du fait de leur caractère récent, l'impact économique de ces déplacements demeure par ailleurs difficile à mesurer : la quantification des transferts financiers est rendue difficile par la priorité accordée au paiement des dettes contractées pour financer la migration, par la périodicité irrégulière et le montant variable de ces transferts, ainsi que par la forte variabilité des destinataires au sein d'un même groupe domestique – père, mère ou épouse du migrant, qui résident fréquemment sous le même toit. Certains traits récurrents de cette mobilité permettent cependant de pointer des tendances généralisables et structurantes.

En premier lieu, la migration à longue distance requiert la mobilisation d'un capital social et monétaire sans commune mesure avec les investissements mis en jeu pour se déplacer vers les bassins d'emploi du Sud-Veracruz ou du centre du pays. En l'absence d'une diaspora organisée, l'accès au marché de travail clandestin aux États-Unis, de loin le plus rentable, repose sur des filières clandestines qui encadrent les candidats depuis leur village d'origine jusqu'à leur futur poste de travail. Ces organisations permettent de minimiser les risques d'échec au franchissement de la frontière, puis dans la recherche d'emploi, mais leur coût est prohibitif au regard des revenus agricoles dans la région : en 2000, les clandestins devaient assumer un investissement variant entre 1 200 et 2 000 dollars, soit la valeur ajoutée de 10 à 17 hectares de maïs. Dans la grande majorité des cas, ces sommes sont réunies en faisant appel à des usagers locaux et en se soumettant à des taux d'intérêt fluctuant entre 10 et 20 % *par mois*. La production agricole ne permettant pas de couvrir de tels coûts financiers, la mise en gage d'un titre foncier est systématiquement requise pour accéder à ces prêts. Même lorsque des parents ou des amis déjà établis aux États-Unis font l'avance d'une partie de cet investissement, pour un coût bien moindre, leur appui est fréquemment conditionné à des garanties de solvabilité que la propriété foncière est seule ou presque à fournir.

Mais les rapports entre la propriété et les nouvelles formes de migration ne se limitent pas au financement de ces dernières. Il est frappant de constater à quel point la mobilité des jeunes tuxtlèques est réduite au sein des nouveaux marchés de travail. Cela est évident dans le cas des clandestins aux États-Unis, mais s'avère aussi vrai lorsqu'il s'agit de passer d'un bassin industriel à un autre à l'intérieur du territoire mexicain : les changements d'emploi passent fréquemment par un retour au village, la négociation d'un nouveau contrat et un nouveau voyage, en affrontant les coûts afférents à ces déplacements. La mobilité à l'intérieur des marchés « émergents » de travail, qu'ils soient nationaux ou transnationaux, est en effet rendue difficile par l'incomplétude de ces marchés, leur segmentation, la distance structurelle et culturelle qui sépare les secteurs sociaux impliqués dans la transaction salariale et, de façon générale, par les

asymétries informationnelles dont pâtissent les travailleurs provenant des zones rurales, en particuliers s'ils sont d'origine indigène : leur maîtrise déficiente des systèmes extralocaux d'information place les migrants dans une situation d'incertitude et d'instabilité qui limite leur capacité à se déplacer de manière autonome dans les marchés de travail.

Ces conditions soulignent la nécessité pour les travailleurs migrants de recourir à des espaces sociaux où peut s'effectuer « la rencontre entre modes « experts » et « locaux » de connaissance ; les chocs et les ajustements entre des cadres épistémologiques et culturels contrastés ; [ainsi que] la transformation de la connaissance [...] au niveau des interfaces entre les institutions [extérieures] et les groupes « récepteurs » » (Long, 1996 : 38). Pour les paysans des Tuxtlas, la production d'information « utile », facilement et rapidement utilisable, se réalise principalement au niveau d'interfaces socialement et géographiquement situées : dans leur communauté d'origine ou au niveau de groupes étroitement liés à celle-ci. C'est là qu'est mise en forme la connaissance relative à l'offre segmentée d'emploi et aux différents réseaux de migration, que s'obtiennent les recommandations et les financements nécessaires à la mise en œuvre des stratégies migratoires. Il existe ainsi une forte territorialisation des marchés de l'information utile – de la *connaissance pratique*.

Comme nous l'avons vu au sujet des projets de développement social, les interfaces entre les sociétés locales et les organisations de tous types qui interviennent dans leur mise en rapport avec la société « globale » sont occupées, en majorité, par des acteurs qui relèvent de l'institution ejidale. L'assemblée ejidale et les organisations qui en procèdent demeurent les espaces privilégiés où est canalisée, traitée et ventilée l'information stratégique relative aux opportunités d'emploi, aux réseaux d'appui aux migrants, aux mécanismes de financement, etc., qui détermine la capacité des acteurs locaux à tirer le meilleur parti de l'élargissement de leur univers économique. Ces espaces ne sont bien sûr pas les seuls à intervenir dans le traitement de l'information, mais, dans la situation actuelle de structuration incomplète des réseaux locaux d'émigration, ils offrent une alternative facilement localisable pour y accéder.

Une forte proximité sociale avec les titulaires fonciers constitue ainsi un précieux viatique pour accéder dans les meilleures conditions aux marchés de travail émergents. Ils fondent en contrepartie des relations de dépendance entre les jeunes migrants et leurs parents dotés de terre qui soutiennent leur mobilité. L'enquête réalisée en 1999 révèle ainsi que les ménages disposant d'une assise foncière sont beaucoup plus impliqués dans la migration à longue distance, mais aussi, de façon générale, dans l'ensemble des marchés transrégionaux de travail : ces ménages comptent en moyenne 1,2 de leurs membres hors de la région, contre 0,5 seulement dans le cas des familles sans terre (Tableau 5) ; cette situation se traduit par des transferts financiers en direction de la famille de 40 % plus importants. Les écarts liés au statut foncier des chefs de ménage sont encore plus prononcés si l'on exclut de l'échantillon les localités périurbaines : dans des contextes strictement ruraux, le nombre de membres émigrés est presque quatre fois supérieur dans le cas des familles dotées en terre, et leurs apports financiers sont de 76,5 % plus élevés – ce qui suggère également que, du fait de leur plus grand nombre, les migrants provenant d'un ménage pourvu en terre sont moins sollicités par leur groupe familial, et que leur capacité d'épargne individuelle est supérieure.

TABLEAU 5 : LES TRANSFERTS FINANCIERS NON AGRICOLES VERS LES FAMILLES PAYSANNES  
DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES LOCAUX ET SELON LE STATUT FONCIER EN 1999

Contextes :		Périurbain		Rural		Général	
		Avec terre	Sans terre	Avec terre	Sans terre	Avec terre	Sans terre
Nombre de cas		16	28	59	58	75	86
Nombre d'individus hors localité	Marchés traditionnels	3	19	71	19	74	38
	Marchés émergents	0	1	15	4	15	5
	Moyenne/famille	0,19	0,71	1,46	0,4	1,19	0,5
% familles percevant des transferts	Progresa	25 %	35,7 %	35,6 %	53,4 %	33,3 %	47,7 %
	Procampo	6,25 %	0 %	84,75 %	17,2 %	68 %	11,6 %
	Migratoires	12,5 %	57,1 %	57,65 %	36,2 %	48 %	43 %
Montant transferts par famille (pesos)	Subsides	\$ 377,5	\$ 308,6	\$ 2 677,9	\$ 958,3	\$ 2 187	\$ 746,8
	Revenus migratoires	\$ 306,25	\$ 3 042,9	\$ 5 189,8	\$ 2 941,4	\$ 4 148	\$ 2 974,4
	Total	\$ 683,75	\$ 3 351,5	\$ 7 867,7	\$ 3 899,7	\$ 6 335	\$ 3 721,2

Source : Enquête Moreso, IRD-CIESAS, 1999.

Ce bref panorama montre à quel point le statut foncier s'avère déterminant quant à la capacité des familles paysannes à s'approprier les transferts financiers d'origine extérieure. Facteur de production d'importance déclinante, la terre représente une ressource politique centrale pour accéder à ces capitaux. Si l'on se réfère à l'échantillon de 117 familles rurales enquêtées en 1999 (Tableau 5), il apparaît que le montant moyen des transferts captés sous forme de subsides directs (Progresa et Procampo) ou de revenus migratoires est deux fois plus important dans le cas des ménages qui disposent d'une assise foncière – cet écart se réduit à 70 % si l'on tient compte des 44 familles installées dans un contexte périurbain, qui ont vécu un processus plus précoce d'insertion dans les marchés de travail non agricole.

### CONCLUSION : MISE EN RÉSEAU DES ESPACES DE REPRODUCTION SOCIALE ET « RELOCALISATION » DES DYNAMIQUES ORGANISATIONNELLES

Le contrôle foncier demeure plus que jamais un facteur central de la reproduction des familles paysannes, non plus du fait de la maîtrise de l'espace productif

auquel il renvoie, mais parce qu'il détermine l'accès aux ressources organisationnelles et informationnelles qu'offre la localité. Sont ainsi posés les termes d'une « *refonctionnalisation* » de la localité rurale au sein du nouvel espace économique défini par la migration et les politiques de décentralisation. Quand bien même l'organisation des sociétés paysannes déborde du cadre territorial de l'ancienne communauté agraire, pour épouser les contours des espaces réticulaires, souvent transfrontaliers, qui servent de support aux stratégies de reproduction sociale de leurs membres, cette organisation conserve une forte polarisation vers le territoire d'origine. Le cas des Tuxtlas montre que les flux d'information – déterminant dans une large mesure la capacité des acteurs ruraux à tirer le meilleur parti du processus de « globalisation » dans lequel ils sont pris – sont socialement et géographiquement orientés : ils convergent vers la communauté agraire et se concentrent sur un nombre limité d'espaces sociaux, au niveau desquels s'effectue la production de la connaissance pratique relative aux marchés de travail, aux réseaux migratoires, aux subsides et aux projets qui émanent d'organisations extralocales.

On assiste dès lors à un double jeu contradictoire quant aux dynamiques territoriales : d'une part les stratégies d'autonomisation de certains groupes sociaux vis-à-vis du pouvoir politique local – afin de se doter d'une capacité propre de négociation et de gestion des fonds de développement (infrastructures et subsides à la pauvreté) – donnent pied à une dynamique de ségrégation et de reconnaissance administrative de « nouvelles » localités rurales ; d'autre part, la prééminence des autorités ejidales et de la communauté agraire dans la collecte, le traitement et la production de l'information « utile » contribue à réaffirmer leur centralité dans les processus d'articulation des économies familiales avec les marchés économiques et politiques en recomposition. Si les recensements de 1990 et 2000, ainsi que le Comptage de population de 1995 mettent en évidence une dynamique soutenue de « création » de nouvelles localités dans l'ensemble du Sud-Veracruz et particulièrement dans les Tuxtlas, cette dynamique s'avère particulièrement accentuée dans les zones de propriété privée, alors qu'elle apparaît contenue dans les zones ejidales.

Dans le jeu de mise en concurrence internationale des agricultures paysannes sur la base de leurs « avantages comparatifs », la capacité des localités rurales à construire et consolider leur propre territoire politique apparaît ainsi comme l'un des facteurs de la reproduction des économies familiales. La permanence de l'ejido en tant que centre de l'organisation politique et économique du milieu rural des Tuxtlas, au-delà des réformes légales qui visaient son affaiblissement et, à terme, sa disparition, pourrait ainsi constituer la clé de la construction et de la pérennité d'une économie paysanne pluri-active et pluri-localisée.

### Notes

- 1 Ce phénomène est nettement perceptible sur le versant pacifique de l'altiplano central (Basse-Californie, Sonora, Sinaloa, Nayarit, Jalisco, Colima, Michoacán et Guerrero) dans le cas des productions maraichères destinées à l'exportation (melon, pastèque, tomate, raisin de table, courgette, cornichon, etc.), dont les filières sont étroitement encadrées par un nombre limité de firmes qui assurent la fourniture des intrants, depuis les semences issues du génie génétique jusqu'à la main d'œuvre saisonnière, le conditionnement et la commercialisation des produits, et même, de plus en plus souvent, l'ensemble des opérations de culture sur des terres prises en location.
- 2 La surface cultivée de tabac brun, qui était passée de 750 à près de 3 500 hectares entre 1992 et 1998, a ensuite reculé à un niveau proche de 2 000 has au cours des deux années suivantes.
- 3 Procédés qui alimentent un système efficace d'extraction du surplus paysan : depuis 1996, le maïs acheté entre 1,00 et 1,10 pesos (0,11 à 0,12 dollars) par kg à la récolte, en paiement des avances consenties durant le cycle de culture, est revendu quatre ou cinq mois plus tard par les mêmes acteurs avec un profit de 50 à 100 %.
- 4 Le Programme d'appui aux campagnes (Procampo) promulgué en 1993, est destiné à compenser les effets de la dérégulation du secteur vivrier, via l'octroi d'une prime par hectare cultivé. Les surfaces qui en bénéficient (9 394 has durant le cycle pluvial 2000, soit le cinquième de la superficie cultivée dans la zone d'étude) sont l'objet d'un suivi qui permet d'enregistrer les changements opérés dans l'utilisation des sols.
- 5 Selon l'« indice de marginalité » élaboré par le Conseil National de la Population, San Andrés Tuxtla occupait en 1995 la quatre-vingt huitième position parmi les 1 403 municipes du pays quant au niveau de pauvreté (Sánchez Almanza, 2000)
- 6 Alors que, le programme concerne exclusivement les zones rurales.
- 7 Enquête « Mobilité et reproduction sociale dans le Sud-Veracruz » (Moreso), IRD-CIESAS, sous la direction d'A. Quesnel.
- 8 Selon sa qualité agronomique et sa situation par rapport aux chemins et aux points d'eau, la valeur d'un hectare varie entre 6 000 pesos (650 dollars) dans les zones accidentées et enclavées et 25 000 pesos (2 700 dollars).
- 9 Nous avons constaté dans différents villages de la région que certains foyers n'avaient pas été enquêtés du fait de l'absence du chef de famille, parti travailler son champ ou en migration ; les épouses, lorsqu'elles étaient elles-mêmes présentes, avaient refusé de répondre aux questions d'un inconnu.

### Bibliographie

- Azuela A., 1995, « Ciudadanía y gestión urbana en los poblados rurales de Los Tuxtlas », dans *Estudios Sociológicos*, XIII (39), México, Colegio de México, p. 485-500.
- Davis B., 2000, « Las políticas de ajuste de los ejidatarios frente a la reforma neoliberal en México », dans *Revista de la CEPAL*, 72, México, p. 99-119.
- Escobar A., 2000, « Progreso y cambio social en el campo en México », dans E. Valencia Lomeli et al (coords), *Los dilemas de la política social, ¿Cómo combatir la pobreza?*, México, Universidad de Guadalajara – ITESO – Universidad Iberoamericana, p. 257-282.
- Leonard É., 2000, « Nuevas formas de intervención en el agro y reconstrucción de las clientelas rurales en la Sierra de Los Tuxtlas », dans É. Leonard & E. Velázquez (coords), *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*, México, CIESAS – IRD, p. 129-242.
- Leonard É. et MacKinlay H., 2001, « Les producteurs mexicains de tabac face à la privatisation du monopole public Tabamex : appropriation individuelle ou collective ? », dans *Revue Tiers Monde*, XLI (164), Paris, p. 841-864.
- Long N., 1996, « Globalización y localización : nuevos retos para la investigación rural » dans S. Lara. & M. Chauvet (coords), *La sociedad rural mexicana frente al nuevo milenio (I)*. La

*inserción de la agricultura mexicana en la economía mundial*, UAM-UNAM-INAH-Plaza y Valdés, México, p. 35-74.

Quesnel A., à paraître, « Poblamiento, regulaciones agrarias y movilidad en el sur del estado de Veracruz », dans É. Léonard, A. Quesnel et E. Velázquez (coord.), *Regulaciones y políticas agrarias. Juegos de actores y dinámica de los poderes*, México, CIESAS-IRD.

Sanchez Almanza, A., 2000, *Marginación e ingreso en los municipios de México. Análisis para la asignación de recursos fiscales. Base de datos por municipio*, México, UNAM-Miguel Ángel Porrúa.

### RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Le travail présenté ici se propose d'analyser les modalités de reconstitution des espaces ruraux mexicains dans le cadre de la ratification du Traité de libre-échange avec les États-Unis et le Canada (Alena). On assiste ainsi à la reconstitution et à la mise en réseau de certains territoires autour des filières de production, conditionnement et mise en marché de produits frais à forte intensité en travail et capital. L'enquête porte plus particulièrement sur la région des Tuxtlas, au sud de l'État de Veracruz, zone d'agriculture paysanne faiblement capitalisée, à l'exception de sa portion nord-est qui constitue, depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, un bassin de production de tabac destiné au marché international des cigares, et le principal marché de travail de la région

\*\*\*

*El propósito de este trabajo es analizar las modalidades de reconstitución de los espacios rurales mexicanos, en el marco de la ratificación del Tratado de Libre Comercio con los EE-UU y el Canadá (TLC). Es así como asistimos a la reconstitución y puesta en red de unos territorios alrededor de las ramificaciones de producción, condicionamiento y venta de productos frescos, con gran intensidad en trabajo y capital. La investigación está enfocada en la región de los Tuxtlas,*

*ubicado al sur del estado de Veracruz, región de agricultura campesina con bajos niveles de capitalización, salvo en su parte Norte-Este, la cual constituye, desde la segunda mitad del siglo XIX, una cuenca de producción de tabaco destinado al mercado internacional de los puros, y principal mercado de trabajo de la zona.*

\*\*\*

The work presented here proposes to analyse the methods of reconstitution of rural spaces in Mexico in the name of the ratification of the free-trade agreement with the United States and Canada (Nafta). One witnesses in this manner the reconstitution and the putting into the network of certain territories around the networks of production, packaging, and sale of fresh products with strong emphasis on work and capital. The investigation focuses on the region of Tuxtlas, in the south of the state of Veracruz, a poorly funded agricultural zone, with the exception of the region's north-east area which has constituted, since the second half of the 19th century, a base for the production of tobacco destined for the international cigar market, and the principal work-market of the region.

---

Mots clés : Mexique, Tuxtlas, espace rural, territoire, réseaux, Alena  
 Palabras claves : México, Tuxtlas, espacio rural, territorios redes, TLC  
 Keywords : Mexico, Tuxtlas, rural space, territories, networks, Nafta



LABOURAGE POUR LES SEMAILLES DU MAIS PLUVIAL, SUR LES HAUTEURS DE SAN ANDRÉS TUXTLAS (CLICHÉ : ÉRIC LÉONARD)

# INFORMATION SCIENTIFIQUE

OUVRAGES RÉCENTS  
SUR LA NOTION DE GENRE  
EN AMÉRIQUE LATINE



JEUNE FILLE À LA FONTAINE (PATZUN, GUATEMALA).

DANS LES ZONES OU LES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION SONT ENCORE PEU DÉVELOPPÉS, NOTAMMENT DANS LE MONDE RURAL, LA CORVÉE D'EAU EST TOUJOURS RÉSERVÉE AUX FEMMES (CLICHÉ : ALAIN MUSSET)

---

## OUVRAGES RÉCENTS SUR LA NOTION DE GENRE EN AMÉRIQUE LATINE

- Jeanine Anderson Ross. *Tendiendo Puentes. Calidad de atención desde la perspectiva de las mujeres rurales y de los proveedores de salud*, Lima, Movimiento Manuela Ramos, 2001, 170 p.

Les organisations non gouvernementales Movimiento Manuela Ramos et Alternativa avec l'agence américaine Usaid mènent, depuis octobre 1995, Reprosalud : un projet de santé reproductive dans la communauté. Le projet a comme objectif l'amélioration de la santé reproductive des femmes péruviennes des zones rurales et périurbaines. Pour cela, il mesure l'accroissement des interventions en santé reproductive, soit par des pratiques de santé contrôlées par les femmes elles-mêmes, soit par celles des services de santé. Reprosalud est caractérisé par une méthodologie participative et qualitative dans son approche. Cela veut dire que dès le diagnostic jusqu'à l'évaluation des projets communautaires de santé, les femmes des organisations communautaires de base (OCB) sont les protagonistes.

Ce livre est le résultat d'une étude spécifique demandée par Reprosalud à Jeanine Anderson, docteur en anthropologie de l'université de Cornell (USA). Elle a pour objectif la construction d'un modèle de qualité des soins où convergent les pratiques et les conceptions des utilisatrices et des fournisseurs de services de santé. En prenant compte des affirmations des femmes participantes dans le projet, l'auteur construit une conceptualisation du rapport entre fournisseurs et utilisatrices, sur trois axes de conflits possibles : le pouvoir, la capacité de communication et les valeurs de chaque groupe.

L'étude facilite la compréhension des conceptions des femmes quechuas à propos des services de santé et de ses travailleurs. Elle montre également l'importance des liens sociaux construits par celles-ci dans un contexte social et économique difficile. Un autre atout est la méthodologie de l'étude, car elle permet de recueillir une grande richesse d'informations grâce à la complémentarité

entre les entretiens et la technique innovatrice des dessins, qui favorise la communication dans un contexte où l'éducation des femmes est très limitée. Malheureusement l'étude a une représentation statistique faible par rapport aux femmes interrogées dans chaque région. La priorité donnée à la méthodologie qualitative détermine le format du livre, ce qui provoque des confusions entre les citations des entretiens et les explications de l'auteur. Néanmoins, le modèle de qualité proposé par Anderson est un premier pas important de l'anthropologie de la santé du monde andin. Il permet notamment de bien comprendre les perceptions et les représentations des femmes rurales quechuas vis-à-vis des services de santé, et il offre des réponses aux questions que les médecins se sont toujours posées sur les relations difficiles avec le monde rural.

Ada Pango Nazar.

- Ramonina Brea, Isis Duarte, *Entre la calle y la casa, « las mujeres dominicanas y la cultura política del siglo XX »*, Santo Domingo (Rép. Dominicaine), Profamilia, 1999, 168 p.

Dans ce livre, Ramonina Brea et Isis Duarte explorent la culture politique des femmes en République Dominicaine. À partir de l'étude de deux rencontres réalisées par l'Institut d'études de la population et du développement (Iepd), au cours desquelles de nombreuses entrevues furent menées (Demos-94 et Demos-97), les deux chercheurs tentent de mettre en exergue les caractéristiques, les pratiques et les attitudes des femmes dominicaines qui influencent, ou au contraire inhibent, leur autonomie personnelle et politique. Les auteurs

cherchent ainsi à déterminer les indicateurs essentiellement socio-démographiques et socio-économiques qui rendent compte de meilleurs investissements ou intérêts politiques et surtout d'une plus importante autonomie des femmes au sein du foyer et du monde politique.

Par leur démarche, Ramonina Brea et Isis Duarte montrent de façon empirique qu'il existe une certaine corrélation entre la participation et l'intérêt politiques des femmes et leur autonomie au sein du domaine familial. En effet, à une meilleure autonomie personnelle des femmes dans le foyer correspondrait une plus grande autonomie relative au travail, à l'autorité parentale et à l'avortement. De même, les femmes qui s'identifient aux valeurs et pratiques culturelles libérales dans le domaine personnel et familial sont aussi les plus politisées. Cependant, il existe chez les hommes comme chez les femmes, une résistance profonde à modifier le modèle masculin d'autorité au sein du foyer. Ainsi, d'après les enquêtes, les résistances culturelles qui bloquent l'équilibrage des genres et ralentissent le processus irréversible d'*empowerment* des femmes, prévaudraient encore au sein de la famille. Pourquoi l'autorité masculine dans la famille prévaut-elle toujours avec autant de force? Dans quelle mesure l'institution familiale empêche-t-elle d'accéder à une meilleure autonomie politique et personnelle?

*Entre la calle y la casa* offre une véritable démonstration empirique et une remarquable réflexion sur la communauté féminine dominicaine dans deux espaces controversés : la rue apparaissant comme un espace social en cours de démocratisation, conquis et à conquérir par les

femmes ; et la maison, le domaine propre de la femme, restant un espace de « confinement » dominé par l'autorité masculine.

Virginie Rozee

- Cosio-Zavala, Maria Eugenia (dir.), *Femmes et familles. L'évolution du statut des femmes comme facteur et conséquence de changements dans les dynamiques familiales*, Paris, Cicred, 458 p.

L'ouvrage publié sous la direction de Maria Eugenia Cosio-Zavala, rassemble 21 articles de chercheurs et chercheuses qui reprennent les contributions scientifiques d'un séminaire qui s'est tenu en 1997 à Paris, à l'Unesco, et qui portait sur le statut des femmes comme facteur d'évolution des dynamiques familiales. Il est publié en 2001 par le Cicred (Comité international des centres de recherche et de démographie) avec l'appui du Fonds des nations unies pour la population et le soutien de la Délégation permanente du Mexique auprès de l'Unesco. Les diverses études montrent que partout dans le monde, les femmes jouent des rôles essentiels pour les transformations et l'évolution de leur société, étant donné leurs fonctions multiples dans le champ de la santé, de l'éducation, de la fécondité, de l'emploi, du logement et de la mobilité spatiale. Elles assument des fonctions nouvelles, notamment économiques, qui modifient leur place dans la famille.

Le séminaire s'est organisé autour des thèmes suivants : statut des femmes, rôles féminins, dynamiques familiales, structures familiales, rôles économiques et relations de genre. Il est

d'abord souligné qu'un certain nombre d'expressions telles que « condition féminine », « égalité des sexes », « différences entre hommes et femmes » et « discrimination fondée sur le sexe » sont les formules appartenant au discours actuel sur le statut des femmes. Les « inégalités » entre hommes et femmes structurent tous les domaines : statut social et juridique, sexualité, travail domestique et emploi salarié, santé et scolarisation, sphères politiques, culturelles et religieuses, situations de violence et de pauvreté, etc. Mais c'est au niveau des familles qu'ont lieu les principales interactions entre parents. Les changements profonds sont l'effet de nouvelles conditions économiques, sociales, démographiques, éducatives et sanitaires.

Il apparaît clairement que l'amélioration de la condition féminine dans les pays les plus pauvres est fonction de l'amélioration des conditions de vie des populations, et en particulier de l'éducation. En effet, les relations entre le statut des femmes, les changements dans les dynamiques familiales et démographiques, et le bien-être de la population sont telles que le développement socio-économique des pays apparaît comme la condition première d'une amélioration non seulement de la condition féminine, mais aussi sociale dans son ensemble. Les femmes, en effet, jouent un rôle d'acteur fondamental dans l'édification et la promotion de la société, tout autant que dans son évolution. Elles sont des partenaires dynamiques dans la réalisation du développement, par le biais de leur rôle, plein et entier, dans le cadre de la cellule familiale ainsi que dans la vie publique.

Le lecteur pourra trouver dans ce séminaire du Cicred des réponses

concrètes et pratiques aux interrogations qui avaient été celles de deux conférences antérieures sur les femmes (Le Caire 1994 et Pékin 1995). L'approche théorique retenue dans cet ouvrage permet de proposer de multiples analyses susceptibles d'éclairer les relations entre le statut des femmes et les dynamiques familiales, tout en ouvrant d'ailleurs diverses pistes de recherche à explorer et à approfondir.

Ligia Cadavid

- Marie-José Nadal, *Les Mayas de l'oubli. Genre et pouvoir : les limites du développement rural au Mexique*, Paris, Editions Logiques, 2001, 268 p.

Communautés indiennes et changement social : c'est sur ce thème favori des sciences sociales et humaines américanistes que se penche le livre de Marie-José Nadal. Celle-ci analyse par le prisme du genre une expérience de développement rural dans le sud du Mexique : l'implantation par l'Etat, depuis 1979, de coopératives de femmes dans la zone *henequenera* du Yucatán. Expérience qui, même si elle a échoué à apporter une quelconque amélioration matérielle, n'a pas manqué de provoquer une transformation des rapports de genre et des autres rapports sociaux dans la région. Le premier des six chapitres des *Mayas de l'oubli* plante le sombre décor de l'histoire économique d'une région dévastée. Dans un Yucatán longtemps caractérisé par la monoculture du *henequen* et le travail collectif de l'*ejido*, le désengagement de l'Etat à partir des années 1970 puis l'avènement de l'Alena portent un coup fatal à l'activité économique de la région. Les coopératives de femmes (Uaim : *Unidades Agrícolas e Industriales para la Mujer*, et « Triple S » :

*Sociedades de Solidaridad Social*), créées dans ce contexte de monoculture moribonde faisant la part belle au travail masculin, ont pour but la diversification de l'économie rurale, l'intégration des femmes au développement, et sont conçues sur le modèle masculin de l'*ejido* – celui du travail collectif encadré par l'Etat. Le second chapitre décrit minutieusement les systèmes de représentation symbolique du genre chez les Mayas ainsi que les rapports sociaux dans les communautés, afin de mettre à jour la prééminence du masculin et des catégories qui lui sont associées – malgré l'ambivalence de l'image des femmes mayas, dominées mais vénérées. Les chapitres III et IV exposent l'organisation des unités de production féminines, les bouleversements qu'elles introduisent, les dysfonctionnements qui les caractérisent, la persistance d'un modèle hiérarchique patriarcal, la confusion de l'individuel et du collectif, la mauvaise compréhension des principes coopératifs, bref la reproduction du modèle familial au sein de l'entreprise. Si la « définition maya du féminin » semble bien entraîner des résistances spécifiquement féminines à l'accomplissement de certaines tâches (ainsi la lecture, l'écriture, la négociation avec des fonctionnaires, toutes compétences relevant chez les Mayas du genre masculin), si autoritarisme et archaïsme des formes du pouvoir demeurent la norme au sein de ces coopératives, transgressions et réinventions du genre féminin y sont à l'œuvre. Ainsi les présidentes (chapitre V), acquérant esprit d'initiative, maîtrise de l'espace extérieur et de la langue espagnole, doivent réinventer la notion de pouvoir, « de façon à rester en accord avec la définition du genre féminin qui prévaut dans la communauté » (p. 154), et ce en mêlant

conception coutumière du pouvoir et culture politique moderne et exogène. Et lorsque les femmes transgressent les limites assignées à leur genre, deviennent visibles dans l'espace public et endossent pour la première fois une identité professionnelle, les deux genres sont bouleversés : l'expérience des unités de production féminines témoigne d'une prééminence masculine toujours renouvelée, mais expose aussi les stratégies, résistances et compromis des femmes confrontées au changement social (chapitre VI).

L'apport essentiel de ce travail est de prendre ses distances vis-à-vis d'une littérature anthropologique des années 1970-1980 qui voyait dans les communautés indiennes le lieu de « relations harmonieuses » entre les sexes, harmonie que le changement social amené par le capitalisme serait venu mettre à mal. M.-J. Nadal écarte résolument ce mythe de la complémentarité des genres pour se pencher sur les mécanismes des relations de pouvoir et de la domination symbolique. Plus qu'une contribution novatrice aux questions du genre (le concept de « sexe/genre », inspiré de Nicole-Claude Mathieu, convaincant peu ; la typologie des « processus de reconstruction du genre » proposée en dernier chapitre manque de la finesse d'analyse dont l'auteur peut faire preuve ailleurs) ou à celles de l'identité, c'est bien l'étude des rapports hommes/femmes chez les Mayas qui fait le principal intérêt d'un ouvrage dont on ne peut que regretter le manque de portée théorique plus générale.

Cécile Mazzacurati

- Carmen Yon Leau, *Preferencias reproductivas y anticoncepción. Hablan las mujeres andinas*, Movimiento Manuel Ramos, 2000, 295 p.

Le livre de Carmen Yon Leau présente une série d'auto-diagnostics réalisés par des femmes quechuas et aymaras, donnant des informations importantes sur le rapport entre la méthode contraceptive et les décisions reproductives des femmes. Cette recherche a eu lieu au Pérou dans les départements suivants : Ayacucho, Huancavelica, Ancash et Puno. L'auteur analyse le travail de ReproSalud (Proyecto Salud Reproductiva en la Comunidad) qui a été réalisé en coopération avec le Mouvement Manuela Ramos, Alternativa et l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (Usaid).

Le travail est basé sur 129 auto-diagnostics réalisés entre 1996 et 1999. L'objectif est de connaître le contexte, la forme et la méthode contraceptive choisie par les femmes péruviennes pour gérer leur santé reproductive. De plus, le livre est une source d'information pour les responsables des programmes officiels de santé reproductive, afin qu'ils prennent les mesures appropriées à la culture et au mode de vie indigène, tout en mettant en évidence la brèche existant entre les femmes indigènes et les services de planification familiale, par suite d'une méconnaissance mutuelle.

Dans la majeure partie du livre, on trouve la traduction-transcription presque littérale des auto-diagnostics. Mais l'on regrette que l'auteur n'en ait pas fait une analyse plus rigoureuse et approfondie. L'on peut considérer que la partie la plus importante du

livre tient dans la série de recommandations faites par l'auteur et son groupe de collaboratrices. Elles ont comme objectif de s'adresser aux fonctionnaires de tous niveaux chargés des prises de décisions en matière de santé reproductive.

Parmi les recommandations, nous pouvons en relever trois importantes :

- Profiter des réseaux sociaux locaux comme un outil de diffusion des méthodes contraceptives.
- Intégrer les hommes dans les prises de décisions.
- Établir une coordination entre le secteur public et les organisations civiles pour encourager l'équité de genre et le développement de l'éducation en zones rurales.

L'auteur propose également que les fonctionnaires publics adoptent une vision interculturelle pour pouvoir mieux diriger leurs programmes, non seulement en renforçant le système éducatif et en incluant une perspective de genre, mais également en offrant une information plus large et riche en matière des contraceptifs tout en respectant les valeurs et conceptions locales sur la santé et la connaissance du corps.

Marisela Venegas

- Musset, Alain, *Villes nomades du nouveau monde*, Paris, éd. de l'EHESS, 2002, 397 p.

Objet de l'attention des historiens et urbanistes tout autant que de la faveur des voyageurs, les villes espagnoles du Nouveau Monde ont suscité tant d'ouvrages, de synthèses, de chroniques ou de récits qu'on peut se demander si elles conservent encore quelques secrets. Débusquer ceux

qui demeurent nécessite sans doute de plonger au plus près des situations conflictuelles et des déviances, là où les schémas trop généraux peinent à rendre compte des attitudes et des comportements. C'est ce à quoi nous invite Alain Musset, prenant à revers en quelque sorte la belle façade de cet urbanisme colonial pour pointer du doigt la façon dont « les Espagnols ont été pris à leur propre piège. Ils ont fait des centres urbains les pivots du système politique et économique mis en place dans le Nouveau Monde, mais ils ne sont pas parvenus à assurer la permanence géographique de leurs nouvelles fondations ». Loin des clichés d'une occupation rationnelle et raisonnée du territoire, l'auteur démontre, au contraire, que « le déplacement des villes occupe une place fondamentale dans la construction de l'espace hispano-américain ». L'ampleur du phénomène est en effet éloquent : 161 villes ont subi au moins un déplacement, certaines en ont connu jusqu'à 10 (comme Villa Rica del Espiritu Santo au Paraguay et Barinas au Venezuela) ; au total ce ne sont pas moins de 270 transferts qui ont été réalisés durant la période coloniale.

Pour bâtir une telle somme, Alain Musset a couru les archives d'Espagne et d'Amérique, est parti sur le terrain à l'affût de la moindre pierre d'une ville déplacée, interrogeant les autochtones, photographiant systématiquement chacune des traces laissées par un transfert : ici une église abandonnée à laquelle on a retiré les cloches (« la mort d'une ville était définitivement consommée quand les cloches de l'église étaient retirées pour être transportées en un autre lieu ») ; là un mur d'enceinte ; ailleurs une plaque témoignant d'un déplacement... Le résultat est un ouvrage

dense, à la lecture captivante, qui fourmille d'anecdotes, de témoignages et de pièces d'archives, qui alterne le récit savant et le récit d'enquête.

Après une première partie consacrée à la relecture des fondements théoriques qui servent de socle à la pratique urbanistique des Espagnols en Amérique, l'auteur propose quatre variables afin de rendre compte de l'ampleur du phénomène des déplacements urbains et de ses conséquences sur l'organisation socio-spatiale des Indes de Castille : « la distance entre l'ancien et le nouveau site (amplitude) ; le nombre de villes déplacées à l'échelle régionale (densité) ; le temps écoulé entre la fondation et le déplacement (rythme) ; le nombre des déplacements subis par une ville au cours de son histoire (fréquence) ». Les régions les plus touchées par ces déplacements sont les Antilles et l'Amérique centrale, où les colons et les urbanistes ont fourbi leurs premières armes : harcelés par les Indiens ou les pirates, menacés par les moustiques ou les caprices d'un terrain volcanique, les habitants de ces régions ont dû bien souvent se rendre à l'évidence : « il faut abandonner le site ». Cette décision, prise parfois au terme de longues controverses, engage alors les cités dans le processus du déplacement.

Si la naissance d'une ville ne soulève guère de problèmes qu'on ne puisse régler d'un point de vue technique ou financier, sa renaissance est en revanche une autre affaire : ses conséquences politiques et identitaires sont en effet susceptibles de semer un trouble définitif parmi la société coloniale. C'est d'une part *l'esprit de la ville* qui est en jeu : « La matérialité du fait urbain (la « terre » et le « sol »)

ne devait pas masquer l'essentiel du problème posé par le transfert vers un autre site : la ville avait une existence spirituelle que ni l'homme ni le milieu naturel ne pouvait atteindre et qui fondait sa véritable identité » ; c'est ensuite la stabilité du système colonial qui est menacée : « le choix du transfert engageait tout l'avenir de la communauté et risquait d'ébranler les fondements de la société urbaine. À elle seule, la perspective d'une redistribution de la carte foncière pouvait mettre en péril l'ordre établi ; elle menaçait la hiérarchie économique et sociale matérialisée (entre autres) par l'emplacement des édifices, publics et privés, qui marquaient l'espace de la ville ancienne. Surtout, elle remettait en cause l'unité de façade d'une communauté qui, pour faire front commun contre les Indiens, avait besoin d'affirmer son identité collective et de multiplier les signes de cohésion ».

Par ce prisme des déplacements de villes, des débats qu'ils suscitent au sein de la société, des situations de crise qu'ils génèrent et qui mettent à nu les mécanismes sociaux à l'œuvre sur le sol américain, Alain Musset propose une nouvelle lecture de la mise en place de la société coloniale en Amérique espagnole. Son ouvrage prolonge d'une certaine manière celui que Serge Gruzinski avait consacré à *La colonisation de l'imaginaire*, notant, au sujet des sociétés indigènes du Mexique espagnol, que « l'occidentalisation mise en œuvre à partir du XVI<sup>e</sup> siècle n'avait pas les moyens de ses ambitions », d'où « une cascade de compromis pour réparer les « filets déchirés » (...), d'expériences individuelles et collectives qui mêlèrent l'interprétation à l'improvisation et à la copie fascinée » (1988 : 367). Musset relève aussi au terme de son

enquête les errements d'une politique coloniale trop souvent inadaptée, parce qu'édictee par une Couronne lointaine et peu au fait des problèmes quotidiens, et les tâtonnements d'une société divisée, bien en peine de redéfinir collectivement un projet de vie commun.

« Les nomades n'ont pas d'histoire, ils ont seulement de la géographie » écrivait Gilles Deleuze. Les villes nomades du Nouveau Monde, quant à elles, comme nous le prouve Alain Musset, ont non seulement de la géographie, mais aussi de l'histoire. Ou plutôt une histoire : celle des rapports, sans cesse redéfinis, de la société coloniale espagnole à son espace américain.

Laurent Vidal

- Pérez Mallaína Bueno, Pablo Emilio, *Retrata de una ciudad en crisis. La sociedad limeña ante el movimiento sísmico de 1746*. Sevilla, CSIC-EEHA-Pontificia Universidad Católica del Perú-Instituto Riva Agüero, 2001, 477 p.

L'étude des désastres et des catastrophes dites « naturelles » occupe une place de plus en plus importante dans la littérature historique et géographique contemporaine, comme le montre la grande diversité des travaux qui portent sur la notion de risque, d'aléa et de vulnérabilité. Il serait pourtant inexact de penser qu'il a fallu attendre la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle pour passer de la notion de « risque naturel » à celle de « vulnérabilité sociale ». Si la formulation est moderne, le concept est ancien : il ne demandait qu'à être exposé de manière claire et, pour tout dire, scientifique, comme ont pu le faire Jean-Louis Fabiani et Jacques Theys,

Patrick Pigeon, Pascale Metzger et Pierre Peltre ou Robert d'Ercole, pour ne citer qu'eux – à la suite de G.F. White et de ses études sur les *Natural Hazards*.

En Amérique, dans les terres conquises par les Espagnols, la perception du risque, son acceptation ou son rejet, ses interprétations magiques, religieuses, culturelles, savantes, faisaient partie de la vie quotidienne des habitants. Entre le début de la Conquête et la fin de l'époque coloniale, des dizaines de villes ont été victimes de désastres provoqués par des tremblements de terre, des éruptions volcaniques, des ouragans, des inondations ou des raz-de-marée, obligeant les citoyens durement éprouvés à redéfinir leurs relations avec un milieu « naturel » qu'ils comprenaient mal et qu'ils maîtrisaient peu. Or, même quand les témoignages d'un désastre abondent, car il a touché une pièce centrale du dispositif urbain mis en place par la Couronne dans le Nouveau Monde, les discours des lettrés, les plaintes des victimes et les rapports des représentants de sa Majesté ne sont pas toujours faciles à interpréter quand on ne maîtrise pas complètement la rhétorique d'une civilisation que l'on croit être la nôtre alors qu'elle ne l'a jamais été, ou ne l'est plus depuis longtemps.

C'est dans cette perspective que le dernier ouvrage de Pablo Emilio Pérez Mallaína Bueno s'impose comme un outil essentiel pour comprendre comment réagissent les individus, les groupes et les institutions dans une situation de crise. En effet, après avoir longtemps travaillé sur l'univers des marins et sur le système des flottes qui unissaient l'Espagne à ses possessions du Nouveau Monde, l'auteur s'est lancé dans un projet ambitieux

qui réoriente complètement ses problématiques de recherche et qui, par contre coup, renouvelle notre vision du monde colonial hispano-américain. Il s'agit pour lui, à travers le prisme d'un événement catastrophique (le grand tremblement de terre de Lima de 1746), de dresser le tableau d'une société dont les fondements et les mécanismes internes sont mis à nu par l'ampleur du désastre, comme l'a pu l'être l'épisode sismique de 1773 qui a conduit la Couronne à organiser le déplacement de la Ciudad de Santiago de los Caballeros de Guatemala vers son site actuel.

Alors que Lima domine depuis le milieu du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle un vice-royaume du Pérou opulent, dont les mines d'argent assurent à l'Espagne une grande partie de sa richesse, la ville fondée par Pizarre reste une cité fragile, plusieurs fois touchée par de violents séismes qui ont failli provoquer sa ruine complète ou son abandon (en 1687, par exemple). Celui de 1746 surprend par sa magnitude et son intensité : les destructions ont été très importantes sur un espace de 30 000 km<sup>2</sup>, provoquant la mort d'au moins 6 000 personnes dans la capitale et dans le port d'El Callao – sans compter au moins 5 000 autres victimes dans les localités secondaires et dans les campagnes.

Or, c'est l'ampleur même du désastre qui rend son étude à la fois nécessaire et passionnante car, comme le dit l'auteur, « quand la terre s'ouvre, les tensions affleurent ». Si les autorités essaient de mettre de l'ordre dans le chaos, et de reconstruire la cité, les différents membres du corps social s'entredéchirent à belle dent pour sauver ce qui peut l'être, ou pour tirer profit de la situation. C'est pourquoi Pablo Emilio Pérez Mallaina pose

quatre questions, qui forment le cœur de sa problématique et de son analyse: que s'est-il passé le 28 octobre 1746, et en quoi les trois ou quatre minutes de séisme ont-elles marqué l'ensemble de la société *limeña* pendant des décennies? Est-ce que les normes légales et morales qui organisent la vie sociale ont assez de force pour canaliser les réactions individuelles et réfréner l'égoïsme des particuliers? Comment les moments de crise révèlent-ils les conflits cachés qui sapent l'équilibre apparent d'une communauté? En quoi l'étude d'un désastre nous permet-elle de mieux comprendre la vision du monde d'une société à un moment clé de son histoire? L'organisation du texte en quatre parties (*Los acontecimientos; Ordenar el caos y reconstruir la ciudad; La tierra se abre : las tensiones afloran; percepciones del desastre*) permet de répondre à ces quatre questions et de mettre en valeur les éléments qui expliquent la vulnérabilité à la fois de la ville (comme espace construit) et de la cité (comme société organisée).

En ce sens, le travail de l'auteur dépasse largement le cadre d'une simple monographie pour conduire le lecteur à réfléchir non seulement sur les relations ambiguës qu'entretiennent, dans le Pérou du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle comme ailleurs et en d'autres temps, « l'extraordinaire » et le « quotidien », mais aussi sur le métier d'historien, sur ses méthodes d'enquête et sur la pertinence de son objet d'étude. Car ce livre d'histoire est avant tout un vrai livre d'historien, qui rend tout son sens au travail d'archives et à l'étude des textes originaux, afin de mieux redonner vie aux différents acteurs d'un drame qui a bouleversé le paysage économique, politique et social de la capitale péruvienne. En tant que géographe, je n'ai qu'un seul regret :

l'absence de cartes, de figures et de photographies, qui auraient permis au lecteur non seulement de se repérer sans difficulté dans la ville en ruine, mais surtout de mieux comprendre l'organisation complexe du territoire *limeño* en ce moment de crise.

Alain Musset

- Aline Hémond et Pierre Ragon (dir.), *L'image au Mexique. Usages, appropriations et transgressions*, Paris, L'Harmattan-CEMCA, 2001, 273 p.

Cet ouvrage collectif, centré sur les usages de l'image au Mexique, a l'originalité d'être coordonné par une anthropologue, Aline Hémond, et par un historien, Pierre Ragon. Les différents textes qui le composent sont regroupés en trois grandes parties traitant en premier lieu des images indigènes, puis du Mexique colonial et enfin des rapports entre l'image et la constitution de la nation mexicaine. L'objectif du livre est d'utiliser l'image comme révélateur des représentations et de l'organisation des groupes sociaux qui les produisent, mais aussi de mettre à jour son rôle dans l'évolution de ces différents groupes au fil du temps. Il s'agit à la fois de comprendre la réalité en étudiant l'imaginaire, de voir comment l'imaginaire est façonné par la volonté d'agir sur le réel et d'analyser les effets - intentionnels ou non - de ces représentations figuratives et mentales. Les treize articles se placent dans une perspective ethno-historique et anthropologique pour tenter de révéler, au-delà même de l'image, l'importance de la dimension culturelle dans la construction de la société et de la Nation mexicaine.

La division de l'ouvrage en trois parties distinctes renvoie à la fois à un découpage chronologique (la période pré-colombienne, la colonisation et l'indépendance) et à trois thématiques différentes : le dédoublement, la substitution et la construction. Il ne s'agit pourtant pas d'une chronologie stricte, puisque la première partie (axée sur la notion de dédoublement) traite de *l'art indigène d'hier et d'aujourd'hui*. Cette partie commence par deux articles, l'un écrit par A. L. Austin et l'autre par G. Olivier, qui abordent la question du dédoublement des dieux dans la religion méso-américaine. Les articles suivants portent d'abord sur les *idolos* otomis qui, d'après J. Galinier, représentent de véritables médiateurs entre l'infra-monde et la réalité, servent à extérioriser les pulsions de la communauté otomi, et sont aujourd'hui vendus comme de simples poupées aux touristes, parallèlement à une pratique rituelle qui perdure en gardant tout son sens aux yeux des otomis. Au sujet du *visage de l'idole*, F. Neff nous explique la différence entre la conception indigène de l'idole et celle des religieux occidentaux qui tentèrent vainement d'en éradiquer le culte. Enfin, A. Hémond s'intéresse à la peinture sur papier d'*amate* qui, en étant promue par l'État pour symboliser l'unité nationale, a été réappropriée par les Indiens pour affirmer leur identité. Ces différents textes nous montrent que, au fil des siècles, les rites liés à l'image restent les mêmes, mais modifient et dédoublent leurs significations face aux nouveaux visages de l'altérité auxquels sont confrontés les indigènes. Ceux-ci conservent leurs systèmes de représentation, mais les conquérants, les religieux, les Créoles ou les touristes fabriquent leurs propres interprétations d'une même image, et en

coexistant leurs différentes visions finissent par interagir.

Les articles de la seconde partie, portant sur l'image mexicaine durant la période coloniale, s'intéressent moins à l'image elle-même qu'à la signification de la substitution d'une image par une autre. Dans le premier article, P. Lesbre étudie une image dite « métisse » par laquelle son auteur, en faisant fusionner des éléments indigènes et espagnols, met en valeur les premiers pour préserver son identité, tout en attirant les faveurs de la couronne sur la noblesse tezocane, au service de laquelle il se trouve. Le second article, écrit par A. R. Garcia, montre comment, sous la pression de luttes entre différents ordres religieux, la peinture coloniale mexicaine a récupéré le thème de la Jérusalem céleste en l'identifiant progressivement, pour la Nouvelle-Espagne, à la ville de Mexico. O. Mazin nous explique ensuite comment, au <sup>xviii</sup> siècle, le clergé de la cathédrale de Valladolid (Michoacán), en substituant un crucifix par une autre image, lors du déroulement des processions dans la ville, a consolidé son pouvoir sur l'organisation sociale de la cité et affirmé sa prééminence sur l'ensemble des autres ordres religieux présents dans la ville. Pour conclure cet ensemble, P. Ragon nous montre comment, entre le <sup>xvii</sup> et le <sup>xix</sup> siècle en Nouvelle-Espagne, le culte des saints et de leurs reliques a été remplacé par celui des images. Cette partie expose une nouvelle étape dans la constitution des représentations et de l'imaginaire mexicain. Elle démontre que la colonisation ne se réduit pas à la substitution d'une culture par une autre mais produit un véritable métissage, où la lutte pour la survie ou la domination des représentations qui se ren-

contrent, donne naissance à une nouvelle culture.

La troisième partie traite de l'utilisation de l'image pour construire une identité nationale, quand les nouveaux citoyens mexicains doivent s'identifier à un imaginaire commun basé sur un récit fondateur – celui de leur histoire. Dans un premier temps, I. F. Tejedo et C. Nava Nava étudient l'évolution des symboles inscrits sur le blason mexicain et leurs significations. Ils montrent l'importance du contexte historique et de la volonté politique dans le processus de construction et d'identification de la société à une entité abstraite : la Nation. Dans la même perspective, T. P. Vejo relate comment les peintures religieuses de l'exposition de l'académie de San Carlos ont progressivement été remplacées par des peintures historiques représentant les grands moments de la conquête et de l'indépendance – mais en « oubliant », de manière délibérée, l'époque coloniale. En abordant le thème des salles d'ethnographie du Musée national d'anthropologie, A. Medina soulève la question de l'intégration de l'héritage et de la présence indigène dans la nation en construction. L'étude de l'organisation de ces salles depuis leur création révèle l'évolution de la façon dont les hommes politiques et la communauté scientifique ont appréhendé ce problème. En conclusion, M. G. Boadella démonte le processus de mythification qui a fait de l'artiste graveur José Guadalupe Posada le précurseur du nouvel art mexicain, figure nécessaire à la constitution d'une identité nationale.

Cet ouvrage collectif est donc une illustration très complète des différents usages de l'image, de ses formes

d'appropriation et de manipulation tout au long de l'histoire du Mexique. L'image prend ici un sens très large car elle est à la fois représentation figurative et mentale. Au-delà de ce qu'elle veut montrer, mais aussi parce qu'elle cherche à dissimuler, elle est un précieux révélateur de l'organisation politique et sociale de l'époque à laquelle elle appartient. De ce point de vue, les différentes contributions rassemblées ici offrent une vision claire, non seulement des origines, mais également des représentations actuelles qui sont ancrées dans l'imaginaire des Mexicains. En ce sens, on est au cœur de grandes questions d'actualité tels que l'intégration (ou la non intégration) des populations indigènes à la nation mexicaine, les effets de la confrontation de deux visions du monde radicalement différentes, mais aussi la problématique de la citoyenneté et du sentiment d'appartenance à une communauté nationale. À cet égard, on regrettera sans doute le nombre trop réduit d'illustrations et l'absence de couleurs sur les photos proposées aux lecteurs.

Aurélien Quentin

- Vidal, Laurent, *De Nova Lisboa à Brasília, L'invention d'une capitale (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*. Paris, IHEAL éditions, 2002, 344 p.

On connaît Brasília, la ville nouvelle, capitale du Brésil, construite à partir de 1956 sur les plans de Lucio Costa et sous la présidence de Juscelino Kubitschek. Ce que l'on sait moins, c'est l'existence de multiples projets de capitales non aboutis qui l'ont précédée. L'ouvrage de Laurent Vidal, *De Nova Lisboa à Brasília : l'invention d'une capitale*, basé sur sa thèse de

doctorat, parcourt des projets politiques, économiques et sociaux qui ont animé l'État brésilien pendant un siècle et demi, à travers ses divers projets de capitale. La démarche de l'auteur est originale puisqu'il cherche à aborder la ville comme une question posée plutôt que comme un donné : « Pourquoi un projet politique ou social prend-il, à un moment donné, la forme d'une ville ? Comment et en quoi un projet de ville répond-il aux attentes et ambitions d'un projet de société ? » (p. 10).

Le livre est organisé de façon chronologique depuis 1808, avec le projet de *Nova Lisboa*, jusqu'en 1960 avec *Brasília* en passant par *Cidade Pedralia* (1821-1824), *Imperatoria* (1839-1978), *Tiradentes* (1889-1895), *Vera Cruz* (1930-1955). L. Vidal consacre un chapitre entier à ce qu'il appelle « les liaisons dangereuses » entre ville et histoire, occasion d'analyser le travail de « étrodition »<sup>1</sup> qui a été fait au moment de la construction de *Brasília*. Il adopte une double approche : de la société vers la ville, puis de la ville vers la société. En situant sa réflexion au niveau de la ville en projet, il cherche à comprendre pourquoi à chaque « époque » s'est fait jour un besoin social de projeter une ville, et plus particulièrement une capitale. Ainsi, nous voyons comment des projets de capitale émergent à des périodes charnières de l'histoire du Brésil : la venue de la cour du Portugal (1808), l'Indépendance du Brésil (1824), l'avènement de la République (1889), puis de l'*Estado Novo* (1937), et la course au développement (années 1950). Nous voyons aussi comment, à partir de ces propositions de villes, sont inventées de nouvelles formes d'organisation de la société.

Contrairement aux ouvrages grand public, écrits au moment de l'édification de l'actuelle capitale et reprenant les projets antérieurs afin de démontrer une continuité vers le résultat (*Brasília*), ce livre présente les projets dans l'ordre chronologique, mais sans direction unique. D'une part, parce qu'il n'y a pas de *continuum* chronologique (dix ans passent parfois sans qu'un nouveau projet apparaisse) et, d'autre part, parce que chaque projet est relié à un moment particulier de l'histoire du Brésil. En effet, si les projets sont faits en direction de l'intérieur du pays, les raisons de ce qui a été appelé « l'intériorisation de la capitale » peuvent être en opposition d'un projet à l'autre : l'intérieur est perçu par certains comme un espace vierge à conquérir, et par d'autres comme la source réelle de la « brésilienneté ».

Outre le cas du président Kubitschek, qui a intégré la construction de *Brasília* à son programme de « cinquante ans de développement en cinq ans », l'auteur montre pour chaque période comment sont imbriqués projet de capitale et projet pour le Brésil. Par exemple, dans le cadre des débats sur l'avenir et sur l'Indépendance du Brésil, à partir de 1821, la question de la capitale de ce pays « indépendant » est posée. Il s'agit alors de « "décapitaliser" un Empire colonial et maritime pour "re-capitaliser" un Empire indépendant et continental » (p. 51). La réflexion et les écrits de José Bonifacio de Andrada, homme politique brésilien issu d'une famille de grands propriétaires de *Sao Paulo*, rapportent assez bien ces débats. À partir de ce que propose Bonifacio pour le Brésil, un certain Menezes Palmiro élabore à son tour un projet de ville. Ces perspectives urbanistiques ont voulu donner naissance, à

travers la réalisation d'une « *Cidade Pedralia* », à un nouveau fonctionnement de société basé sur les idées des Lumières. Cet exemple montre combien l'invention d'une capitale peut être porteuse de projets pour une société tout entière.

L'historien exprime dans son ouvrage comment cette idée de capitale a pu à la fois être émettrice et réceptrice d'espoirs, et comment la dynamique qui a conduit plusieurs générations de politiques, d'intellectuels et de techniciens brésiliens à inventer la société a été stoppée, une fois *Brasília* réalisée. Même si Vidal se refuse à « juger » les projets à partir de l'échec social de *Brasília*, ville qui abrite de profondes injustices, on ne peut s'empêcher de le mettre en relation avec ce que l'auteur mentionne, à savoir la quasi-absence de population au cours de l'élaboration des projets. Entre l'époque du royaume du Portugal, où certains avaient peur d'une révolte des esclaves qui représentaient les deux tiers de la population de Rio, et celle de la construction de *Brasília*, où les ouvriers eux-mêmes n'ont pu habiter les logements qu'ils ont construits, le « peuple » est le grand absent. Sujet de départ de nombreuses réflexions, il ne paraît pas acteur des grands débats nationaux pendant la période étudiée. C'est d'ailleurs l'une des réponses que Vidal trouve à sa question de départ : la ville en projet serait pour les élites un moyen de donner sens à la collectivité, mais aussi d'éviter de la gérer quotidiennement.

Pour conclure, Laurent Vidal appelle de ses vœux une recherche en histoire urbaine qui essaierait de « relier les enjeux politiques et les enjeux culturels de la ville en recourant à l'étude de sa forme première, sa forme pro-

jetée » (p. 310). Ce livre, tout en restant un livre « d'histoire », appartient à cet ensemble de recherches en sciences humaines qui voit dans l'espace une dimension essentielle des processus politiques et sociaux

et qui, comme le géographe Jacques Lévy, trouve dans « l'esprit politique des lieux »<sup>2</sup> matière à recherche.

Claire Barbay

### Notes

- 1 Ce terme désigne la démarche intellectuelle « qui consiste à remonter de l'effet à la cause hypothétique, à ne retenir dans le récit historique que les références susceptibles d'expliquer le résultat obtenu », cité à la page 292 de l'ouvrage de Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Points Seuil, 1971.
- 2 Lévy J. (1994) *L'espace légitime, sur la dimension géographique de la fonction politique*. Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques.